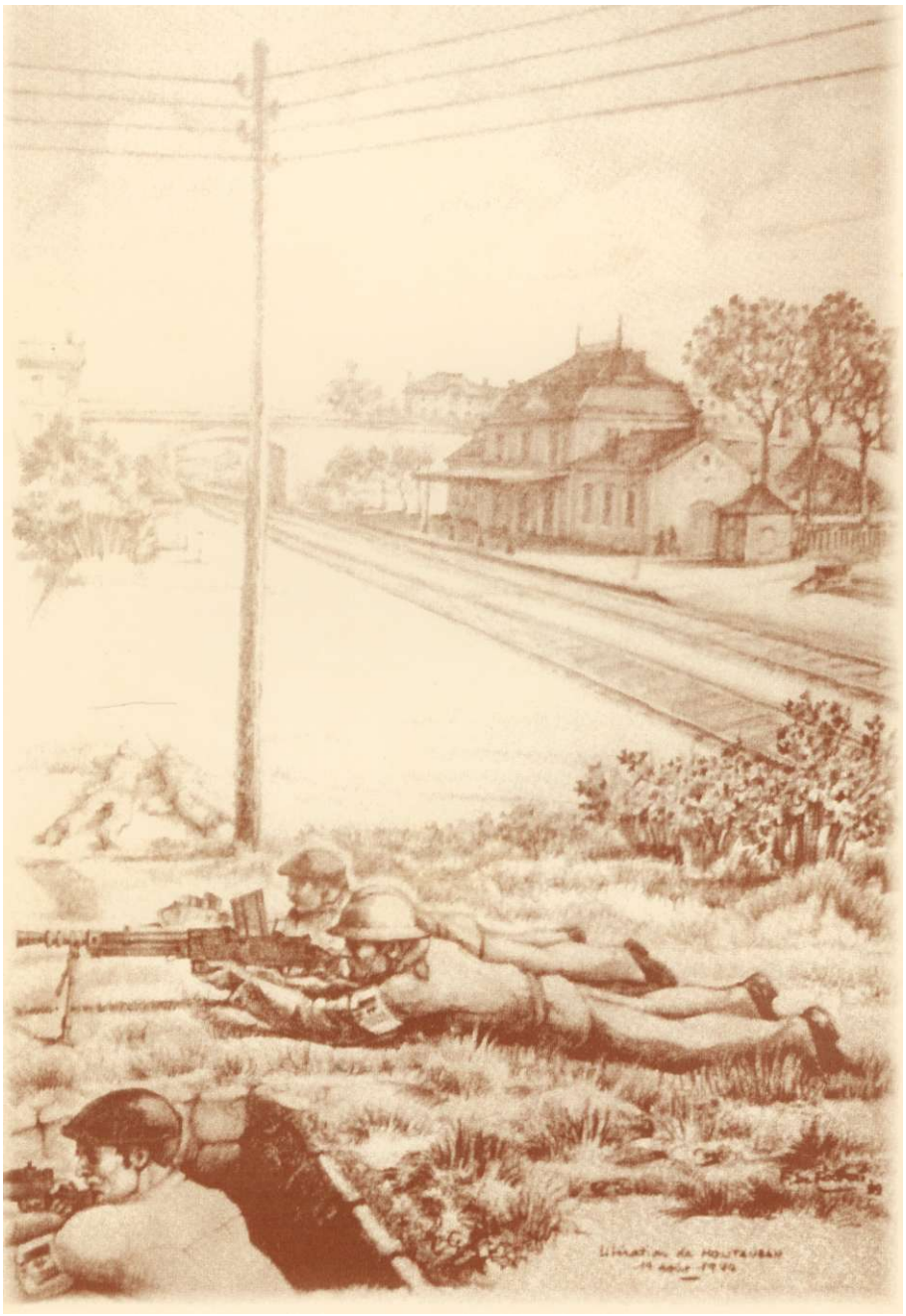
AFIN QUE MÉMOIRE DEMEURE

Louis OLIVET
André ARIBAUD

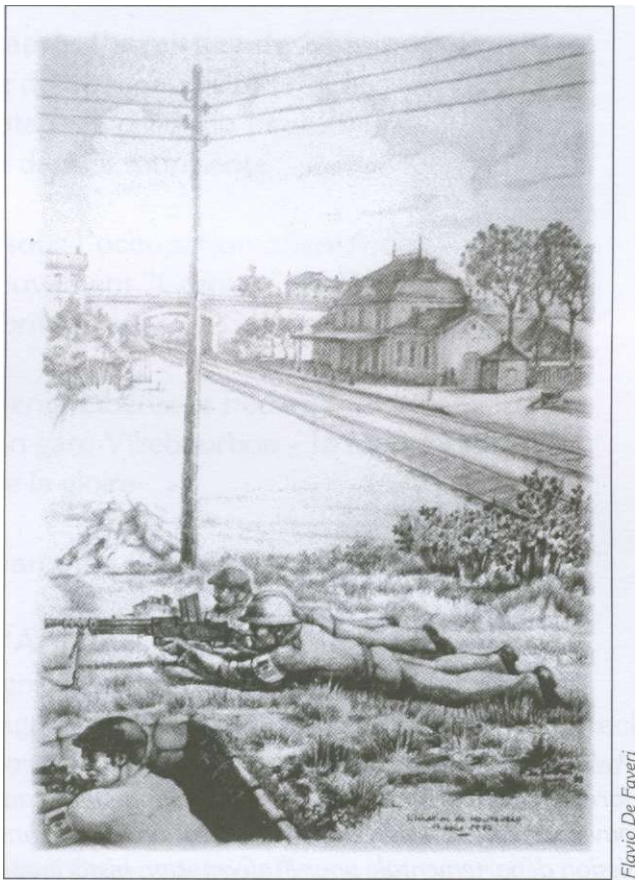


Forces Françaises de l'Intérieur

Secteurs Sud et Sud-Est du Tarn-et-Garonne

Comité Départemental
Prix de la Résistance et de la Déportation
Tarn-et-Garonne

AFIN QUE MÉMOIRE DEMEURE



Forces Françaises de l'Intérieur

Secteurs
Sud et Sud-Est
du Tarn-et-Garonne

Louis OL1VET
André ARIBAUD

REMERCIEMENTS

Lidée de l'écriture d' "Avant que mémoire ne meure" et de "Afin que mémoire demeure", révélant le combat engagé par les Tarn et Garonnais refusant, après la défaite humiliante de la France en 1940, le régime institué par le gouvernement de Vichy et sa collaboration avec l'ennemi revient aux secrétaires animateurs de la commission départementale pour l'information historique et pour la Paix du Tarn-et-Garonne ; qu'ils soient remerciés d'avoir provoqué notre rencontre et notre association.

Merci aussi pour leur contribution à :

Jean-Michel Baylet, président du Conseil Général du Tarn-et-Garonne.

Mesdames : Gislhaine de Bengy, Jeanne Chazarain, Marie-Rose Gineste, Pierrette Laurens, Pascale Marouseau (directrice des Archives départementales), Brigitte Palomba;
Messieurs : Simon Azevedo, Didier Blanc, José Cassa, Roger Clamens, Maurice Daugé, Raymond Dumons, Pierre Douet, Flavio de Faveri, Léopol Galy, Robert Guicharnaud, Claude Jouanny, Max Lagarrigue, Philippe de Loisy, Jean Monier, Michel Normand, Félix Torrès;
Merci également à nos amis qui ont rédigé les chapitres concernant la " 13ème Cie A.S. des Forces Françaises de l'Intérieur du Tarn-et-Garonne", l'Union Sportive Montalbanaise Rugby "dans la tourmente de la guerre 39-45", "Résistance et Déportation", la "Postface".

AFIN QUE
MÉMOIRE DEMEURE

Préface de *Jean-Michel Baylet,* 5
ancien Ministre, Sénateur du Tarn-et-Garonne,
Président du Conseil Général

Le Tarn-et-Garonne après l'armistice du 22 juin 1940
- Camouflage du matériel militaire 11
- Les parachutages à partir du 19 et 20 mars 1943 *27*
- La Dépêche dans la tourmente *29*

Le Tarn-et-Garonne sous l'occupation allemande *39*
- Tract du mouvement "Combat" de 1942 *40*
- Les agents britanniques du Colonel Buckmaster *51*
- Le S. O. E. *53*
- Le mouvement "Libérer et Fédérer" *61*
- Manifestation gare Villebourbon - 16 mars 1943 *71*
- Les jalons de la gloire *77*

Jacques Chapou au camp de Caylus *87*

Les Compagnies de l'Armée Secrète du sud de la Garonne *95*
- 2ème Compagnie, cantons de Grisolles et Villebrumier *97*
- 10ème Compagnie, cantons de Beaumont, Lavit et Montech *115*
- 13ème Compagnie, cantons de Valence d'Agen et Auvillar **121**
par Pierre Demathieu

Monclar-de-Quercy sous l'occupation allemande *149*

Les jeunes et les femmes dans la Résistance *159*

Les martyrs des 24 et 27 juillet 1944 *165*

19 août 1944 : Montauban, ville libre *173*

Le Chant des Partisans *189*

Résistance et déportation, *Général* **(CR)** *Claude Mouton* *191*

Postface de *Pierre Blanc,*
Préfet honoraire, Combattant Volontaire de la Résistance *197*

PRÉFACE

Depuis ces trente dernières années, beaucoup a été écrit et dit sur les années sombres. Publications, périodiques, émissions radiophoniques et télévisées se sont multipliées pour tenter d'expliquer dans le détail des questions complexes et douloureuses sur la Seconde Guerre mondiale. Louvrage de Louis Olivet et André Aribaud a cette particularité qu 'il est écrit à quatre mains, celle d'un ancien résistant qui oeuvra dans l'Armée secrète locale et qui connut bien les affres de la clandestinité, et celle d'un enseignant qui fait aujourd'hui oeuvre d'historien. Entre Histoire et Mémoire, ce livre offre donc une synthèse sur l'histoire de notre département en prenant comme point de départ l'occupation allemande du Tarn-et-Garonne, le 11 novembre 1942.

Les plus anciens d'entre-nous se souviennent de ce moment avec une certaine anxiété, lorsque, drapés d'une croix gammée, les premiers véhicules de la wehrmacht pénètrent dans la cité d'Ingres et de Bourdelle et traversent le Pont-Vieux. A partir de ce jour, plus rien ne fut pareil, l'été indien tarn-et-garonnais se mua brusquement en grisaille hivernale.

Dès lors, l'armée d'occupation installe ses officines aux quatres coins de la cité préfectorale et du département. La Kommandatur montalbanaise réquisitionne d'abord l'hôtel Terminus puis plus tard l'hôtel du Midi. Dans cette ancienne demeure du XVIIIe siècle on ne peut oublier qu'un grand homme d'Etat qui oeuvra pour la démocratie espagnole, Manuel Azaha s'est éteint en novembre 1940. Fuyant sa république martyrisée pour trouver refuge dans la patrie des Droits de l'Homme, le dernier président de la République espagnole ne découvrit qu'une Marianne moribonde. S'il ne trouva pas de main tendue de l'Etat français installé à Vichy, il put compter sur celle d'Irénée Bonnafous qui, depuis le début du siècle, tenait avec intégrité et conviction la direction départementale de la Dépêche. Ce fervent républicain assura jusqu'à sa disparition la sécurité de Manuel Azaha. Il prit également le parti de constituer un service de renseignements privé unique en son genre qui favorisa la Résistance tarn-et-garonnaise dens son intégralité. Ainsi, c'est avec la même conviction adogmatique qu 'il livra d'importantes informations tant à la résistance chrétienne qu 'incarnait Marie-Rose Gineste aux côtés de Mgr. Théas qu'aux bataillons gaullistes de l'Armée secrète.

Dans te même temps dans le Sud et l'Ouest du département, Georges Trenac et un photographe valencien Antonin Ver alias Nito mettaient sur pied la 13e Cie de l'Armée

Secrète. Avec ténacité et le soutien de mon père Jean Baylet alors maire de Valence-d'Agen, Antonin Ver sut harceler l'ennemi tout en évitant le pire lors de la Libération. Préférant attendre la retraite des 600 soldats allemands cantonnés dans le village, le chef des résistants valenciens ne prit pas le risque d'attaquer. Les véritables héros sont parfois ceux qui ont la sagesse de ne pas mettre en péril la vie d'autrui, ici en l'occurrence celle des valenciens. Dès le 20 août 1944 à la tête des maquisards de la 13e Cie, Antonin Ver pénétrait dans Valence-d'Agen et mit en place le Comité Local de Libération. Dans chaque commune, cet organisme remplaça les autorités vichystes. A Valence-d'Agen, la présidence d'honneur fut naturellement donnée à mon grand-père dont le fils avait été quelques mois plus tôt arrêté par la Gestapo et déporté en Allemagne.

Lexemple valencien, tout comme celui du montalbanais Irénée Bonnafous démontre combien la Résistance est avant tout l'affaire d'hommes qui eurent le courage de leur conviction républicaine et fraternelle.

Montauban le 10 juillet 2004

Jean-Michel Baylet,
Ancien Ministre
Sénateur de Tarn-et-Garonne
Président du Conseil Général

LE TARN-ET-GARONNE APRÈS L'ARMISTICE DU 22 JUIN 1940

CAMOUFLAGE DU MATÉRIEL MILITAIRE

LA DÉPÊCHE DANS LA TOURMENTE

LES PARACHUTAGES

CAMOUFLAGE DU MATÉRIEL MILITAIRE

Activité du Service Camouflage du Matériel dans le département de Tarn-et-Garonne

Juin 1940 - 1er novembre 1941

D'après le rapport du capitaine Sauvage, chef départemental du Service CDM de Tarn-et-Garonne, du 10 avril 1945, il ressort que dès son installation en 1940, l'annexe magasin militaire de Montauban créa six parcs de récupération de matériel :

• Parc du terrain des sports à Montauban,
• Parc de l'aviation à Montauban,
• Parc de la briqueterie, route de Montech, à Montauban,
• Parc de La Clare, près d'Albias,
• Parc de Castelsarrasin.
Et un atelier de réparations d'automobiles, à Sapiac, quartier de Montauban.

Chacun de ces parcs reçut des véhicules et du matériel provenant des unités de l'armée dissoutes.

Dès que ce stockage fut achevé, les personnels de ces parcs camouflèrent du matériel divers, armes et véhicules, dans le but de les soustraire au contrôle des commissions allemandes.

A la même époque toutes sortes de véhicules furent camouflés dans des communes du département, chez des particuliers qui acceptèrent les risques de leur participation à ce camouflage.
Un autre procédé employé pour soustraire du matériel à l'autorité allemande fut réalisé par la cession de nombreux véhicules à des sociétés civiles de transport, telle la S. TC.R.T en Tarn-et-Garonne.

De la même manière fut cédée une quantité importante de véhicules à des services publics, tels : l'Institut Géographique National, le Laboratoire Central de Caussade, le service des essences, ... etc. De plus la gendarmerie, la préfecture, la police, le commissariat, les hôpitaux, reçurent des véhicules de l'armée.

En outre, certaines unités du département camouflèrent sur place armes et munitions, véhicules et différent matériel, avant leur dissolution.

L'ensemble de tout ce travail de camouflage fut réalisé par des officiers, sous-officiers, personnel civil, qui, dès l'armistice, refusèrent d'accepter l'esprit d'abandon et de soumission à l'ennemi que voulait imposer le gouvernement de Vichy. Ce noyau fut l'embryon de ce qui devait être jusqu'à la libération : le Service de Camouflage du Matériel.

Jusqu'à fin octobre 1941, le C. D. M. fut dirigé en Tarn-et-Garonne par les commandants Pinat et Simonnot, en collaboration avec le commandant De Gasquet du 3ème Hussard, avec l'aide d'officiers et de sous-officiers :

• Lieutenant Morin, officier mécanicien de l'A. M. de Montauban,
• Lieutenant Forestier, responsable de l'A. M. de La Clare,
• Lieutenant Sauvage, responsable de l'A. M. de Labastide-Saint-Pierre,
• Lieutenant Cottaz, du 3ème Génie de Castelsarrasin.

Les principales opérations de camouflage chez les particuliers furent réalisées avant novembre 1941 :

• Dans une ferme à Saint-Pierre, près de Loubéjac, chez monsieur Delrieu,
• Dans une ferme près d'Albias, chez monsieur Lagèze,
• A l'usine Delmas à Montauban,
• Dans une ferme de Villebrumier, chez monsieur Cassagne.
• Au château de Villebrumier, chez monsieur Azan,
• Dans une ferme de La Clare, chez monsieur Cruzel, à Albias
• Dans une cave du parc de Labastide-Saint-Pierre,
• Dans une ferme de Montech, chez monsieur de Cruzay,
• Dans une ferme de Meauzac, chez monsieur Delbouys,
• Dans la propriété du capitaine Reverdy, Montauban à Bas-Pays,
• Dans la propriété de monsieur de France, à Réalville,
• Chez monsieur Dutilleux à Montauban,
• Chez le percepteur de Verdun-sur-Garonne,
• Chez monsieur Régis, à Saint-Antonin-Noble-Val,
• Dans une ferme du Fourc, près de Verlhac-Tescou, chez messieurs Alric et Prieur.

Le matériel camouflé était considérable : 310 véhicules (motocyclettes, side-cars, voitures, camionnettes, camions, citernes, cars) auxquels il faut ajouter un porte-char Berliet et des pièces du char Somua, sans compter le petit matériel divers.

En outre, plusieurs dépôts d'essence avaient été créés :

• un dépôt à Verlhac-Tescou, chez monsieur Vern, instituteur et secrétaire de mairie, de 10 000 litres d'essence,
• un dépôt à Falguières, chez monsieur Delrieu, de 5000 litres d'essence.

Parmi les dépôts, camouflés, laissés sur place par les troupes de passage, il faut citer :

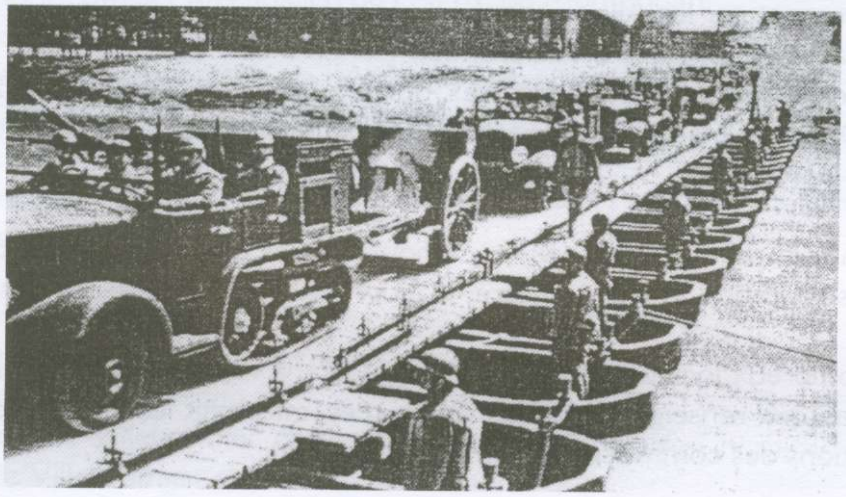
- à Mouillac, dans d'anciennes phosphatières, un important stock d'armes et de munitions (35 tonnes environ),
- au château de Cas, entre Caylus et Saint-Antonin-Noble-Val, des canons et des munitions laissés par une formation belge,
- au moulin de Ratier, près de Réalville, un char Somua.

Il y a lieu de signaler le rôle prépondérant de résistant, ayant pris une part active dans le camouflage du matériel :

- Monsieur Sarda, percepteur à Labastide-Saint-Pierre, qui commandera plus tard la 2eCie A.S.,
- Monsieur Vern, instituteur à Verlhac Tescou, qui appartiendra à la 2e Cie A.S. et sera blessé grièvement par les Allemands,
- Monsieur Pagès, percepteur à Villebrumier,
- Monsieur Terrât, transporteur à Reyniès, qui fera partie également de la 2e Cie A.S.
- Monsieur Dutilleux qui deviendra responsable du mouvement "Libérer et Fédérer" en Tarn-et-Garonne

Pendant la première période de camouflage, les difficultés rencontrées, n'eurent pas de conséquences graves, malgré la surveillance exercée par les commissions allemandes.

De nombreux incidents furent évités grâce à la vigilance du personnel de l'A. M. de Montauban qui, renseigné à de bonnes sources, informait les intéressés sur les visites et les inspections des commissions allemandes.



AUTOCHENILLES

Du 1er novembre 1941 à fin novembre 1942

Le 1er novembre 1941, l'annexe magasin de Montauban et toutes ses succursales dans le département sont dissoutes. Le commandant Simonnot est muté à Toulouse.
Le service C.D.M. de Tarn-et-Garonne est réorganisé. Le lieutenant Morin est désigné comme chef du service C.D.M. pour le Tarn-et-Garonne. Le lieutenant Sauvage est nommé adjoint.

Un petit garage de Montauban, situé, rue d'Alsace-Lorraine, momentanément fermée, est loué sous un nom d'emprunt pour lui permettre de fonctionner clandestinement. Ainsi tous les véhicules furent contrôlés et éventuellement réparés.

A Castelsarrasin, le lieutenant Cottaz réussit à faire dans son atelier du 3ème Génie les réparations des véhicules camouflés par lui dans la région.

Il est intéressant de constater que, à cette date, dans la liste des véhicules camouflés, on note la présence de 6 automitrailleuses, 3 chars Somua, 1 porte char Berliet, 12 tracteurs Somua, 10 canons de 47, 6 canons de 25.

Aux dépôts déjà énoncés, il faut ajouter ceux qui sont réalisés chez
- Monsieur Desprats, à Reyniès,
- Monsieur Soldadié, boulanger à Nohic,
- Le commandant Six, boulevard Biaise Doumerc, à Montauban.

Dès que tous les inventaires furent terminés, des lots de mobilisation furent constitués et camouflés dans des lieux secrets. Ces lots représentaient des dotations complètes destinées à être livrées à des unités dont la mobilisation était prévue et qui devaient être prêts à fonctionner normalement le jour " J ". Armes et munitions faisant partie de la dotation de ces unités furent placées à proximité des lieux de stockage. Ce matériel fut retiré des endroits où il avait été camouflé provisoirement. Le dépôt principal constitué en 1940 dans les phosphatières de Mouillac dans le camp de Caylus, fut le premier récupéré.

Furent ensuite installés six dépôts essentiellement d'armement
- dans une ferme d'Albias, chez monsieur Bedène (environ 20 tonnes d'armement),
- dans la ferme du Fourc près de Verlhac-Tescou, chez messieurs Alric et Prieur (environ 10 tonnes d'armement dont 200 mousquetons)

Pour placer ces armes le porte-char Berliet qui avait été camouflé dans cette ferme fut retiré et dirigé sur :

- une ferme de Molières, chez monsieur Cambedezou,
- à Nègrepelisse, chez monsieur Jouany (280 mousquetons, 2 mortiers de 81, 10 FM),
- à Finhan, chez monsieur de Pérignon (150 fusils cachés dans une cuve),
- à Montauban, dans le quartier du 3e Hussards

Dès le début de 1942, les stocks d'essence placés à Verlhac-Tescou et à Falguières, furent retirés et installés à proximité du 3e Hussards pour servir en partie à l'instruction du régiment.

De nouveaux dépôts furent créés au moyen de dotations de carburant :
• dans le château du général de Reyniès, à Reyniès
• dans la ferme de monsieur Lautier, à Labastide-Saint-Pierre,
• dans la ferme de monsieur Lemouzy, à Bressols,
• à Castelsarrasin, sous le contrôle du lieutenant Cottaz,
• à Nègrepelisse, chez monsieur Jouany.

Dans les mois qui suivirent le service de camouflage de Montauban s'aperçut qu'il était surveillé par les S.O.L. et suspecté par les commissions allemandes. En mars 1942 des difficultés sérieuses commencèrent à surgir. Le lot de véhicules de Nègrepelisse, éventé par les S.O.L. dut être dispersé.

Une mesure générale fut alors prise pour sauvegarder les véhicules camouflés chez des particuliers. Des cartes grises pour chaque voiture établies par monsieur Capdeville du service du contrôle des véhicules, et monsieur Larouy, chef de la 2ème division de la préfecture, furent distribuées à tous les dépositaires : Des cartes grises furent également créées pour tous les véhicules confiés aux communes du département ainsi qu'aux administrations disposant de dotations du C.D.M..

Pendant les semaines suivantes, les véhicules stockés furent mis en état et contrôlés mécaniquement. Les lots de bord furent complétés et distribués.

Vers le mois d'août 1942, l'ensemble du matériel était prêt à être livrés aux unités qui devaient être constituées.

Le 1ernovembre 1942, malgré les difficultés provoquées par le S.O.L. et la légion, aucun changement notable ne s'était produit dans le service C.D.M. du département.

Mais dès le 11 novembre, à la suite de l'entrée des troupes allemandes en zone non occupée, des mesures furent envisagées pour sauvegarder le matériel. Dès qu'il fut avéré que la résistance de l'armée de l'Armistice ne se produisait pas, il fut décidé que tous les lots seraient dispersés pour éviter qu'ils puissent être pris en entier par les Allemands. Les véhicules furent alors remis à des particuliers qui les camouflèrent à nouveau.

Ce mouvement fut d'abord lent, mais s'accentua jusqu 27 novembre 1942, jour de l'entrée des troupes allemandes dans les casernes.

Dès le 12 novembre, les stocks du service C.D.M. en Tarn-et-Garonne subirent des modifications importantes. Ainsi les magasins du 3ème Hussards furent vidés en partie et le matériel qui s'y trouvait, fut réparti :

• chez monsieur Conte, garagiste route de Toulouse, à Montauban,
• chez monsieur Saint-Romas, aux environs de Corbarieu,
• chez monsieur Pécharmant, à Molières,
• chez monsieur Granier, château de Lagarrigue près de Nohic,
• chez monsieur Fourniols, à Molières
• chez monsieur Delcros, négociant à Montauban.

Plusieurs dépôts furent supprimés : chez monsieur de France, chez le capitaine Reverdy, chez monsieur Régis, et l'atelier clandestin de la rue d'Alsace-Lorraine à Montauban.

Le dépôt d'essence du château de Reyniès étant éventé, le carburant fut livré en grande partie au service C.D.M. de Toulouse.

Pour le dépôt très important d'armes d'Albias, monsieur Bedène demanda, pour raison personnelle, l'enlèvement immédiat des armes et munitions. Deux camions de 5 tonnes d'armement furent dirigés vers la propriété du colonel de Bengy, à Riplay, près de Montauban. Le matériel fut camouflé dans une galerie souterraine. Un troisième camion transporta semblable matériel chez le commandant Prince, à Riplay également. Mais un convoi de deux camions faillit subir un sort tragique. Parti de nuit d'Albias et se dirigeant vers Montech, il tomba au milieu d'une troupe d'Allemands en manœuvre dans la forêt de Montech. Il réussit à rebrousser chemin, et, après diverses péripéties les armes et munitions furent ramenées à Mouillac et camouflées dans les phosphatières d'où elles avaient été extraites quelques mois auparavant.

Le 27 novembre 1942, au moment de l'entrée des troupes allemandes dans la caserne Doumerc, tous les papiers et la comptabilité du service C.D.M. qui se trouvaient dans le bureau du lieutenant Morin, furent brûlés. Par bonheur les doubles qui étaient camouflés au domicile du lieutenant Sauvage, furent conservés jusqu'à la Libération de Montauban. Une grande partie du matériel et de l'outillage des ateliers du 3ème Hussards avait été enlevée et camouflée avant l'arrivée des Allemands, ainsi que la plupart des véhicules. Les officiers du 3ème Hussards furent convoqués au quartier Doumerc mais le lieutenant Morin ne se présenta pas. Pendant toute la journée le lieutenant Sauvage, en tenue civile, put surveiller ce qui se passait au quartier. Le lieutenant Morin se camoufla chez des amis à Sapiac.

Quelques jours après, dans le but de rétablir le contact avec la direction du C.D.M. à Toulouse, le lieutenant Sauvage se rendit dans cette ville où il put rencontrer le commandant Sablayrol. Ce dernier lui indiqua qu'il fallait stopper toutes les opérations et éviter le repérage des dépôts de matériel. Dès cet instant le service de Montauban resta en liaison constante avec la direction de Toulouse.

CHENILLETTES

Du 27 novembre 1942 à fin mars 1943

Dès leur arrivée à Montauban, les Allemands prirent un certain nombre de mesures dont l'une des premières fut le contrôle des armes. Ainsi l'ordre fut donné aux militaires comme aux particuliers de rendre toutes les armes qu'ils détenaient. Différents dépositaires étant pris de panique, un déménagement important des dépôts d'armes fut entrepris immédiatement. Ce n'est que plus tard que certains dépôts n'ayant pu être déplacés furent déclarés aux autorités allemandes. Tels:

- dépôt de Finhan, chez monsieur de Pérignon,
- dépôt de Riblay, chez le colonel de Bengy,
- dépôt de Riblay, chez le commandant Prince,
- dépôt de la ferme de Saint-Cry à Montech,
- dépôt de Bas-Pays, chez le capitaine Reverdy,
- dépôt de Montech, chez monsieur Cassagneau.

A ces déclarations officielles, il faut ajouter les dénonciations faites aux autorités allemandes. Elles sont le fait de quelques mauvais Français et de quelques étrangers, Italiens fascistes essentiellement.

Le premier cas qui se produisit en Tarn-et-Garonne et qui eut des conséquences graves est celui dont fut victime, le lieutenant Morin. Le commandant Delbois de la direction C.D.M. de Toulouse avait failli être arrêté chez lui à Toulouse. Quelques jours après, les lieutenants Sauvage et Cottaz, qui se rendaient chez cet officier pour leur service, tombèrent dans une souricière qui était tendue dans l'escalier de son domicile, mais eurent la chance de pouvoir s'en tirer sans dommage.

En rentrant à Montauban, ils passèrent à Reyniès pour prévenir le lieutenant Morin et lui conseiller de quitter son domicile pendant quelques jours. Mais celui-ci ne jugea pas nécessaire de se presser. Mal lui en prit, car le lendemain à son réveil il était arrêté par la Gestapo. Interrogé, on lui révéla, qu'on connaissait sa qualité de chef de camouflage de Tarn-et-Garonne. Le lieutenant Morin résistant à leurs demandes de renseignements sur toute l'organisation fut emmené à Reyniès où étaient camouflés armes et munitions. Le dépôt fut découvert.

Le lieutenant Morin fut alors dirigé sur le siège de la Gestapo à Toulouse, d'où il rentra 24 h après. Les Allemands avaient été parfaitement renseignés par un Italien fasciste de Reyniès, qui était au service du château de Reyniès.

A la suite de cette alerte, le lieutenant Morin quitta Reyniès pour se camoufler à Montauban, puis à proximité. À ce moment, les chefs de la résistance A.S. de Montauban qui étaient bien informés, prévinrent le lieutenant Morin qu'il était recherché très activement par la Gestapo. Il quitta alors définitivement Montauban et se réfugia en Bretagne.

De nombreuses autres dénonciations de matériel camouflé eurent lieu dans le département de Tarn-et-Garonne qui firent perdre une grande partie des stocks au service C.D.M..

Le cas du camp militaire de Caylus est particulier. En novembre 1942, le camp est dirigé par le commandant Normand. Entre le 8 et le 11 novembre, le commandant charge le sergent-chef Delhom de différents camouflages. Quatre camions militaires sont cachés à Loze chez monsieur Ramond et à Monille près de Parisot. Des vêtements militaires, des fusils-mitrailleurs et des grenades sont stockés dans un four à pain chez Delhom à Loze. Plusieurs milliers de litres d'essence et d'huile seront camouflés à Loze, dans le garage du presbytère et chez monsieur Donadieu, à Caylus chez madame Rossignol. A la même époque, pendant plusieurs jours, c'est une véritable noria de camions de la TC.R.T qui transportent, jour et nuit, de l'habillement militaire depuis l'intendance de Montauban jusqu'au camp de Caylus. Les effets sont camouflés à Mouillac, à Bach, à Lalbenque, à Puylagarde, à Saint-Projet et jusque dans les combles du couvent de Vaylats.

A la mi-novembre, l'adjudant Cholet, du service du Génie, détaché aux Espagots, reçoit l'ordre de la subdivision militaire de Montauban de livrer à une commission allemande la totalité du matériel en compte à Caylus. Approuvé par le commandant Normand, l'adjudant Cholet prend la tête d'une équipe constituée de quelques volontaires : Thouron, Laurent, Bessède. Dans les nuits des 26 et 27 novembre, il est procédé au camouflage de trente tonnes de matériel de guerre sur le territoire du camp, ainsi que de quatre mille cinq cents litres d'essence dans la propriété de monsieur Dentilhac. Début décembre, le choix d'une cache peu accessible se porte sur une de ces cavités profondes qui perforent le Causse : l'igue de Rastibel. Dans la nuit du 13 décembre 1942, un camion chargé de trois tonnes cinq cents d'armes, mitrailleuses et fusils-mitrailleurs principalement, et de munitions, se présente au bord de l'igue. Les caisses sont soigneusement descendues à l'aide d'un treuil.

Les troupes allemandes, quelque temps après, arrivent à Livron et prennent possession du camp.

Fin février 1943, le lieutenant Sauvage est convoqué à Toulouse par le commandant Rison de la direction du C.D.M.. Il lui donne mission de conduire un officier du C.D.M. en civil, le commandant Pointurier, au camp de Caylus afin de reconnaître les emplacements des armes camouflées. La mission était double : d'abord localiser les phosphatières de Mouillac, ensuite situer l'igue de Rastibel.

Il est à signaler qu'à cette époque, les Allemands se servaient du camp pour l'instruction des troupes et des élèves officiers. Une surveillance sérieuse était par suite exercée sur toute la région. D'autre part, le commandant Normand habitait un hôtel de Caylus qui, le soir principalement, était encombré d'officiers allemands, si bien qu'il était imprudent de les rencontrer en cet établissement.

Le départ de Toulouse eut lieu immédiatement avec une Simca 5 pilotée par le lieutenant Sauvage, accompagné seulement du commandant Pointurier.

La première partie de la reconnaissance aux phosphatières de Mouillac, fut exécutée sans encombre. Mais la nuit venue, il fut décidé que le retour à Montauban s'imposait. La mission fut reprise le surlendemain matin après rendez-vous à la gare de Montauban à l'arrivée du train de Toulouse, Le déplacement se fit au moyen d'une traction avant Citroën du service C.D.M., conduite par monsieur Terrade, de Reyniès, membre actif de la Résistance et de la 2e Cie A.S. Dès l'arrivée au camp de Caylus, la seconde partie de la mission s'accomplit normalement sous la conduite de l'adjudant Cholet.

Dès le retour sur Montauban, il fut décidé d'enlever immédiatement ces dépôts d'armes. Mais l'opération tarda.

Une semaine plus tard, le 30 mars 1943, le commandant Normand est arrêté à Livron par la Gestapo et emmené à Toulouse, puis déporté. Un employé du camp qui avait participé aux opérations de camouflage avait parlé et sous la menace avait confirmé l'existence d'un dépôt d'armes. L'adjudant Cholet savait qu'un détachement de l'A.S. devait venir le 31 mars enlever les dépôts d'armes du Rastibel. Il décide de partir immédiatement à bicyclette au-devant du camion qui transporte l'équipe chargée de l'enlèvement du matériel. En cours de route, il reconnaît le camion peu avant Caussade, le fait arrêter, prévient le chef d'équipe et réussit ainsi à lui faire rebrousser chemin.

Dans le courant du mois de mars 1943, le dépôt à la ferme du Fourc à Verlhac-Tescou était enlevé par les miliciens de Montauban. Ils avaient été prévenus de son existence par un des leurs, nommé Sol. De même le dépôt d'essence situé à Bressols chez monsieur Lemouzy était emporté par un groupe de miliciens, ayant à leur tête monsieur Cassan, maire de Bressols. Ce groupe était commandé par un ancien sous-officier du 3ème Hussard : Boissard. Il était constitué de Viatgé, fils d'un entrepreneur de Montauban, Hermann, commerçant à Montauban, Sol, adjudant en retraite à Bressols, Pendary, chef de la milice à Labastide-Saint-Pierre, Bayard, commerçant à Montauban, et un nommé Luya. Dans le but de freiner l'ardeur destructrice des miliciens, le lieutenant Sauvage se rendit à la préfecture, où, sur sa demande, le Préfet donna l'ordre d'arrêter les malfrats. Mais, dès le début de l'instruction, le chef départemental de la milice : Déralde téléphona à Vichy. Sur ordre de Darnand, les miliciens furent relâchés aussitôt.

COMMANDANT NORMAND

Du 1 au 16 avril 1943

Cette période fut employée à déplacer les véhicules et le matériel du C.D.M. avec la plus grande activité afin d'améliorer la situation des dépôts. Le lieutenant Cottaz prit une grande part dans ce travail.

Le 7 avril, le lieutenant Sauvage rencontra à Montauban le lieutenant Cottaz et lui remit pour son service la somme de 4.000 francs, Il le vit à nouveau vers le 12 avril et tous deux discutèrent sur les questions les plus urgentes du service du camouflage.

Le 14 avril, le lieutenant Sauvage fut appelé d'urgence au service des Ponts et Chaussées. Là, il fut informé par messieurs Richin et Pagès, ingénieurs, que le commandement de l'A.S. de Montauban désirait le voir personnellement.

Guidé par monsieur Pagès, le lieutenant Sauvage fut conduit chez Maître Veaux, avoué à Montauban qui lui fit connaître sa qualité de chef responsable de l'A.S. en Tarn-et-Garonne, en présence de trois autres membres de cette organisation : Foussart, Tournou, Sabatié.

Maître Veaux informa le lieutenant Sauvage qu'il était connu de la Milice et de la Gestapo en tant que chef actuel du service du camouflage militaire de Tarn-et-Garonne. De ce fait, risquant de se faire arrêter soit par la police française, soit par la Gestapo, il dût immédiatement quitter Montauban et se réfugier au maquis. Maître Veaux tenait le renseignement d'un magistrat acquis à la Résistance qui avait été chargé d'ouvrir une information contre le lieutenant Sauvage. Il s'agissait de Maurice Delpech, juge d'instruction à Montauban. Devant les hésitations du lieutenant Sauvage, Maître Veaux lui intima en termes énergiques l'ordre d'avoir à quitter Montauban sans délai, car sa présence était dangereuse pour toutes les personnes de son entourage. Cependant Maître Veaux, comprenant que le lieutenant Sauvage ne pouvait quitter son poste sans avoir pris les dispositions nécessaires à sa succession, intervint auprès du magistrat pour obtenir un délai de grâce.

En conséquence le lieutenant Sauvage demanda au lieutenant Cottaz de bien vouloir prendre en main le service C.D.M. du département.

Le 15 avril, de nuit, le lieutenant Sauvage porta chez Maître Veaux une petite caisse contenant tous les papiers et la comptabilité du service C.D.M. de Tarn-et-Garonne, avec mission de la remettre au lieutenant Cottaz. Monsieur Tournou s'acquitta de cette mission.

Avant de quitter Montauban, le lieutenant Sauvage mit des sommes importantes à la disposition du capitaine Cottaz, et assura la distribution au maquis de matériel camouflé : armes, munitions et véhicules.

Le 16 avril, le lieutenant Sauvage fut conduit par un membre de la Résistance dans un maquis des environs de Duras en Lot-et-Garonne où il resta jusqu'au 12 juillet 1943.

Après le 12 juillet 1943, le lieutenant Sauvage rentrera à Montauban, mais étant toujours recherché par la Gestapo et la Milice, il vivra dans la clandestinité jusqu'à la Libération, sous le pseudonyme d'Albert Fournier.

Du 17 avril 1943 à la Libération.

Après le départ du lieutenant Sauvage, le lieutenant Cottaz prit la direction du service C.D.M. de Tarn-et-Garonne. Ce dernier rétablit la liaison avec le centre de Toulouse. Il entre également en relation avec l'O.R.A.

Son activité consiste alors particulièrement à livrer du matériel camouflé à la Résistance et mettre des personnels à disposition pour des opérations de parachutages. Ainsi le maquis de Lavit entre en possession de véhicules et de matériel divers.

En novembre 1943, le lieutenant Cottaz ayant été dénoncé par une indicatrice : Olga Brondoni, de Castelsarrasin, ex-employée au 3ème Génie, s'installe à Larrazet sous le pseudonyme de Collomb.

A cette époque, beaucoup de dépositaires ayant pris peur en raison des menaces faites par les Allemands voulaient se débarrasser du matériel camouflé chez eux. Le lieutenant Cottaz fut contraint de déplacer certains dépôts.

La femme Brondoni ayant fourni un rapport à la Gestapo sur l'activité clandestine du lieutenant Cottaz, une enquête fut diligentée à Larrazet pour déterminer si Collomb et Cottaz n'étaient pas la même personne. Mais les précautions prises permirent au lieutenant Cottaz de ne pas être inquiété sur le moment. Néanmoins le 6 juin 1944, les S.S. de Castelsarrasin arrêtèrent plusieurs personnes qui furent interrogées pour obtenir l'adresse du lieutenant Cottaz. Sans résultat.

Pendant la période comprise entre le 17 avril 1943 et la Libération, des dépôts de matériel divers furent volés par les miliciens ou pris par les Allemands à la suite de dénonciations de traîtres. Ainsi le dépôt de la Clare qui contenait un stock important de pneumatiques a été pillé en deux fois par des inconnus le 10 juillet 1943 et le 12 novembre 1943. De même un porte char Berliet qui avait été camouflé à Molières fut découvert en mars 1944 par deux miliciens : Laurent et Quérillac, qui l'indiquèrent à la Gestapo. Mais des résistants firent sauter le porte char, le mettant hors d'usage. Les deux miliciens furent arrêtés par la suite et condamnés pour intelligence avec l'ennemi. Laurent a été fusillé après jugement. Il existait également un dépôt de 13 cars à. Labastide-Saint-Pierre. Ce dépôt fut découvert par le docteur Fontanier de Reyniès, lequel, avec la complicité de monsieur Pendaries, chef de la Milice de Lahastide-Saint-Pierre, le dénonça au colonel commandant la subdivision de Montauban. Les cars furent enlevés par les Allemands.

L'activité du service C.D.M. pendant la dernière période précédant la Libération ne se démentit pas. Dès le 15 avril 1944, le lieutenant Cottaz entre à la 10e Cie A.S., dans la région de Beaumont-de-Lomagne, aux côtés de Bourcier, chef du maquis, et du secteur sud-ouest des Forces Françaises de l'Intérieur où il assure le rôle d'adjoint militaire.

Après la Libération du 19 août 1944, il prend le commandement du bataillon de marche du Tarn-et-Garonne.

Quant au lieutenant Sauvage, il assurait des fonctions de responsabilité au sein de la 2e Cie A.S. Malgré les recherches exercées contre eux par les miliciens et la Gestapo, ils purent distribuer à plusieurs unités FFI matériel, véhicules, armes et munitions.

Après la Libération, le lieutenant Sauvage ayant été désigné comme chef départemental affecté à la subdivision de Montauban en date du 23 octobre 1944, prit immédiatement les dispositions nécessaires pour récupérer tout le matériel existant appartenant à ce service. Environ 35 % seulement des véhicules camouflés avaient échappé aux recherches des Allemands. Mais une partie importante des dépôts avait été distribuée aux unités de la Résistance.

LES PARACHUTAGES À PARTIR DU 19 ET 20 AOÛT 1943

Le Tarn et Garonne a reçu 32 parachutages lui apportant le plastic, cordons et crayons allumeurs, des grenades défensives Mills, des grenades offensives Gammon, des mitraillettes Sten, des fusils de guerre, des fusils mitrailleurs Bren, des mitraillettes Browning, des vêtements, des chaussures, des conserves, des médicaments, des pansements, des postes récepteurs Midget. Et quelques fois des agents parachutés sur les terrains identifiés par le nom Arma-Homo. Celui de Vinchet l'était.

Terrains de parachutages homologués : 43 , utilisés : 19

Onze pour l'A.S. : Pech Berthier (du 31/05 au 29/07/44) et Banel (du 24-25/04/44) entre Montaigu du Quercy et Lauzerte - Cayriech (du 8-9/11/43), nord-est de Caussade - Les hombrails (du 19-20/08/43), sud-est de Négrepelisse - Vinchet (du 8-9 et 20-21/03/44), sud-ouest de Saint-Antonin - Lautanel (du 8-9 et 20-21/03/44), nord-ouest de Penne sur Tarn - La Bessède (du 3-4/05/44), nord-est de Monclar du Quercy - Lasfonds (du 5-6/08/44), est d'Albias - Belan (du 06/04/44), ouest de Montauban et Montbeton - Berteilles (du 05/09/44), nord de Lavit de Lomagne, Beaumes (du 06/04/44), sud-ouest de Sistels.

Les terrains A.S. avaient un nom d'emprunt. Dans l'ordre d'énumération Manioc, tonneau, Vauvenargue, Maupassant, Volcan, Lautanel, Langouste, Soucoupe, Viaduc, Yacht. Le parachutage de Lasfonds était destiné au réseau Alibi, la 6e Cie A.S. et le corps franc Dumas bénéficièrent de l'armement.

Trois pour "Libérer et Fédérer" (L et F) : Sautussans (du 1-2/08/44), nord de Villebrumier - Corbarieu (du 19-20/08/44) sud de Montauban - Vignarnaud, sud de Montauban (du 30-31/05/44).

Cinq pour l'O.R.A. C.FP : Aubin(du 06/04 au 05/05/44), sud-est de Sistels - Tistets (du 12/43 au 03/44), sud d'Angeville - Borde-Basse (du 18-19 /09/43), nord de Villemade - Almond et Coudun (du 01/44 au 03/44), ouest de Réalville.

Nombre de parachutages effectués :
15 pour l'A.S. avec 254 containers, 2 pour L et F avec 36 containers.
15 pour l'O.R.A. C.FP avec 264 containers.
Parmi ceux-ci, 3 parachutages furent pris par les allemands : Vinchet, (21 mars 44), Belan (6 avril 1944), Vignarnaud (1er mai 44); ce dernier était destiné au major Antony Brooks du S.O.E. et à Libérer et Fédérer.

Aucun parachutage n'a été effectue pour les FTP

Phrases-messages : *"Méfiez-vous des bavards"* pour les hombrails; *"le piedestal parait nu"* pour Cayriech *"Elle pleurait comme une fontaine"* pour Lautanel ; " *De Brigitte à Michel-ange, 6 amis pleureront comme une fontaine", " De brigitte à Michel-ange, le tapis roulant apportera 3 amis"* pour Vinchet, terrain arma-homo ; *"Notre ourson est beau"* pour Villemade *"Tu ne nous fais plus peur", "Le mille-pattes s'est cassé la jambe"* pour Réalville, *"J'ai peur de l'eau, j'ai peur de la foudre"* pour Angeville, etc ...

Instructeurs ou saboteurs reçus : 2 dont Bernard Amiot (pseudo: Dellou) le 15 novembre 1943, parachuté au sud de Lectoure (gers)

Parachutés reçus : Anthony Brooks, (Alphonse dans la clandestinité) instructeur, principal animateur d'un mouvement de Résistance fondé par des Toulousains : "Libérer et Fédérer" et chapeauté par Alphonse Buckmaster (S.O.E.). Il établit une base à Montauban chez Michel Comte, Garage des Pyrénées, route de Toulouse, dès juillet 1942, présenté à lui par un parent par alliance : Marcel Guerret, député du Tarn et Garonne en 1940, Anthony Brooks habite à Londres, 12 Uxbridge Londres W8 7SY.

R.TS. Macpherson des équipes Jedburgh, parachuté prés d'Aurillac (terrain "Chenier", pas loin du Rouget) avec le prince Michel de Bourbon-Parme et le sergent radio Arthur Brown, fin mai 1944. Il vécut à Mouillac (82), au maquis "Bir-hakeim" cantonné dans le camp de Caylus (82) et à Montauban. Il habite 6th Floor, 1 Appogd street, Broadgate 5, Londres EC2 AZAA.

46 opérations et 58 actions ont pu être réalisées en Tarn et Garonne du 1er novembre 1942 à la libération. Les parachutages sont comptabilisés dans le nombres des opérations avec embuscades et les combats. Les sabotages, les coupures de lignes téléphoniques et électriques à haute tension sur les routes, les canaux ou les voies férées, les destructions de locomotives et des objets divers ; les réservoirs d'essence sont comptabilisés dans le nombre des actions.

Lorsque les terrains étaient repérés, ils recevaient une lettre de l'alphabet morse pour communiquer et entrer en contact avec l'équipe se trouvant sur le terrain qu'elle balisait pour la réussite de l'opération. Ensuite cette équipe recherchait et récupérait les containers.

LA DEPECHE DANS LA TOURMENTE 1943 - 1945

Jean Baylet

Jean et Evelyne BAYLET

Le père de Jean Baylet, Jean-Bernard Baylet, originaire de Saint-Vincent s'installe à Valence d'Agen peu avant 1900. Entrepreneur de travaux publics, il s'associe à Jean-Baptiste Chaumeil, dont il épouse une nièce, union d'où naîtra Jean-André-Bernard Baylet le 6 avril 1904. Après une scolarité au lycée Pierre de Fermât, ce dernier poursuit des études de droit et entre en 1925 à " La Dépêche " comme collaborateur personnel de Maurice Sarraut. Le 2 mai 1927 il devient administrateur du journal. Après être entré au conseil municipal de Valence d'Agen, il succède à Jean-Baptiste Chaumeil à la mairie de la vilLe à la mort de celui-ci en 1930.

En décembre 1940, il épouse Evelyne Isaac, qu'il a rencontré lors d'une cure à Ax-les-Thermes. Née à Batna, en Algérie, d'un père ingénieur et d'une mère institutrice, les grands-parents paternels d'Evelyne ont quitté l'Alsace au moment de son annexion par l'Allemagne en 1870. Licenciée en lettres, Evelyne Isaac enseigne le français, le latin et le grec au lycée de Bône. Son origine lui vaudra en 1943 une enquête de la part du commissariat général aux questions juives, dirigé par Joseph Lecussan. À partir de cette date, Evelyne Baylet doit se cacher et changer d'identité sous le nom d'Eliane Bories. Elle risque en effet de subir le même sort que tous ceux qu'elle et son mari ont aidés en 1942 - 1943, grâce à la filière dite "Tarn-et-Garonne ". Celle-ci passe notamment par le centre de la Bastiolle, dirigé, par un jésuite gaulliste et résistant, le père Peyralade, où ont séjourné Léo Hamon, Jean Cassou, Michel Debré, Olivier Stirn, et par le couvent d'Auvillar, confié par Mgr. Théas, après l'arrestation et la déportation des époux Hirsch, le 18 octobre 1943, aux sœurs belges d'Heverlee. De nombreux enfants juifs y ont été abrités, le temps de trouver un passeur vers l'Espagne.

Jean Baylet est resté maire de Valence-d'Agen durant toute l'occupation. Mais II affiche très tôt sa distance par rapport au régime, n'assistant jamais aux manifestations de la Révolution Nationale, mais par contre, participant à toutes les commémorations républicaines

Ainsi le 11 novembre 1942, il va seul déposer un panier de violettes au monument aux morts de Valence-d'Agen. De même il refuse de placer dans le secrétariat de la mairie, le portrait du maréchal Pétain offert par la Légion.

Son arrestation le 9 juin 1944 par la Gestapo met un point d'orgue à ses activités résistantes.

Evelyne Baylet

Jean Baylet : les origines résistantes

La défaite de juin 1940 et l'exode sont un véritable traumatisme pour Jean Baylet.

Aussi, dès juillet 1940, il entra en relation avec Fernand Poncelet, sujet belge, directeur à Toulouse de l'aide sociale aux Belges. Ce dernier, qui fut un des chefs de la résistance belge, déclare que s'il put vivre caché et continuer son activité résistante, alors qu'ils étaient activement recherchés par les allemands 1941, c'est grâce aux subsides et au faux état civil que Jean Baylet lui procura. Pendant toute la période où il réside à Toulouse, il conserve le contact avec Jean Baylet qui lui fournit de précieux renseignements. Lors de son arrivée en Angleterre en décembre 1942, il signale aux autorités qualifiées de la France Libre l'aide que lui avait apportée le maire de Valence d'Agen.

De même Max Martin, préfet de l'Hérault à la libération, rappelle l'intervention de Jean Baylet, alors que le 5 septembre 1940, il venait d'être relevé de ses fonctions de secrétaire général à la préfecture de Montpellier, par Vichy.

Par ailleurs, le commandant Marcouires, alias "Drop" du mouvement Combat, président fondateur des M.U.R. et du C.D.L. clandestin de la Haute-Garonne, indique que, en 1943, Jean Baylet procura des refuges sûrs à Hauriou, chef régional de Combat dans la région R.4, alors qu'il était sur le point d'être arrêtés, ainsi qu'à Nixon, vice-consul d'Angleterre dont la tête été mise à prix par la gestapo, parce que considéré comme espion, et que les bureaux de Jean Baylet aussi bien à Valence-d'Agen qu'à la Dépêche de Toulouse étaient de vraies officines de délivrance de faux papiers.

Germain Carrère, vice-président fondateur des MUR et du C.D.L., clandestin de la Haute-Garonne, ex-N.A.P départemental de Combat et ex-N.A.P région des M.U.R., certifie avoir été en contact avec Jean Baylet dès 1943. Il précise que c'est en collaboration étroite qu'ont été dressés les statuts de la presse de la libération.

Des certificats établis par trois cadres du journal La Dépêche Toulouse : Derrac (qui sera déporté), Laffont, Ballut, il résulte que Jean Baylet a fait composé dans les ateliers de La Dépêche des numéros du journal clandestin "Libérer et Fédérer", qui était précédemment imprimés chez les frères Lion. De plus, il a été mis à la disposition de la résistance belge et de la résistance espagnole, ainsi qu'à de nombreuses organisations de résistance locale, l'atelier de photogravure pour servir à l'impression de tracts et de documents clandestins.

TONY VER

Marcel Rodolphe, président régional du comité national des journalistes résistants, précise que Jean Baylet collabora avec ce comité auquel il apporta une aide précieuse.

Tony Ver, instituteur à Valence d'Agen, chef de la résistance du secteur explique dans quelles conditions il obtint de Jean Baylet, la liste des personnes dangereusement soupçonnées par

la milice. Il assure que ce dernier, maire de Valence d'Agen, a toujours eu une attitude noble et courageuse, et qu'il a constamment su prendre, au moment opportun, des décisions qui n'étaient pas sans risque. Par ailleurs il indique que Jean Baylet comptait à l'effectif de la 13e Cie A. S. de Tarn-et-Garonne.

Enfin, Guntz, secrétaire principal à la mairie de Strasbourg, qui a été incorporé de force dans la Waffen SS, d'où il réussit à s'évader, précisait avoir eu connaissance des menées de Bertrand, de Valence d'Agen, qui en accord avec les états-majors du régiment S.S. stationnés à Valence, devait amener l'arrestation de Jean Baylet, maire de Valence d'Agen et de sa secrétaire de mairie. En effet, le 7 juin 1944, deux officiers S.S. se présentent au domicile de Jean Baylet à Valence d'Agen pour procéder à son arrestation, suite à la dénonciation de Bertrand. Or, ce jour-là, Jean Baylet est à Toulouse. La gestapo de cette ville, alertée, vient alors arrêté Jean Baylet en son domicile Toulousain, 52 boulevard de Strasbourg. La déclaration de Guntz a été enregistrée le 13 avril 1945 à la compagnie EEI. du maquis de Valence d'Agen qui, ayant libéré le bourg, a arrêté Bertrand, militant PPF et collaborateur notoire. La dénonciation à la Kommandantur a été faite fin mai ou début juin 1944. Cette déclaration est la preuve irréfutable du lien de cause à effet qui existe entre l'action résistante et l'arrestation de Jean Baylet.

Enfin de quoi, le ministère des Anciens Combattants et Victimes de la guerre, lui décerna la carte de déporté résistant le 23 novembre 1951. Le temps de présence pris en compte dans la résistance est de 343 jours : interné du 7 juin 1944 au 15 juillet 1944, déporté du 16 juillet 1944 au 17 mai 1945. Le 10 juillet 1952, le titre de combattant volontaire de la résistance lui est attribué.

Maurice et Albert SARRAUT

MAURICE SARRAUT

La nuit est déjà tombée sur Toulouse, ce soir du 2 décembre 1943. Comme à l'accoutumée, Maurice Sarraut, directeur du journal " La Dépêche ", quitte tardivement son bureau de la rue Bayard. Au même moment, une voiture dans laquelle ont pris place quatre miliciens démarre derrière le véhicule de Maurice Sarraut, puis le dépasse.

À 18 h 20, la voiture de Maurice Sarraut se présente devant le portail de la villa familiale, dans le quartier Saint-Simon. À cet instant précis, l'un des assassins, mitraillette au poing, sort de l'ombre et tire plusieurs rafales sur le flanc gauche de l'automobile à hauteur des glaces, puis regagne en courant l'autre voiture qui attend, moteur au ralenti, louché par neuf balles, Maurice Sarraut s'effondre. Il expire dans les bras de son frère Albert.

Loin du fait divers ou de l'attentat gratuit, l'assassinat de Maurice Sarraut porte à son paroxysme la décision de " La Dépêche " de continuer à paraître envers et contre tout.

Une décision politique qui va cristalliser, fin 1943, les contradictions dans lesquelles se débat le régime de Vichy.

La disparition du directeur de " la Dépêche ", huit mois avant la Libération, entraîne une nouvelle organisation du conseil d'administration. Le testament de Maurice Sarraut désignait Jean Baylet pour lui succéder. Mais, lors d'une réunion du conseil le 5 décembre 1943, la décision est prise de nommer Albert Sarraut président du journal. Jean Baylet se place provisoirement en retrait.

Si Albert Sarraut assure la direction politique de "La Dépêche", à ses côtés Jean Baylet conduit le journal dans sa partie rédactionnelle.

La nomination d'Albert Sarraut, et plus encore les responsabilités accordées à Jean Baylet, sont mal accueillies par Vichy. Elles sonnent comme un défi : le journal continue son combat souterrain.

Dans cette atmosphère de plus en plus lourde, les relations avec la censure s'aigrissent. Fin 1943, début 1944, les rapports avec la censure militaire allemande s'enveniment. De Vichy, les lettres de rappel à l'ordre se succèdent. Durant tout le mois de mars, la situation empire. Le 5 mai 1944, Vichy suspend la parution de " La Dépêche ". Dès la réception du télégramme, Jean Baylet ferme le journal. Son intention est de ne plus reparaître. Mais le 15 mai, Vichy enjoint à "La Dépêche" de reparaître immédiatement.

Le 27 mai, les rotatives ne fonctionnent toujours pas. En fait, le journal cherche à gagner du temps et a pris contact avec la Résistance. C'est dans ce contexte crucial que Jean Baylet rencontre Jean Cassou, futur commissaire de la république pour la région toulousaine.

Or, les événements se précipitent. Le 6 juin, les Alliés débarquent en Normandie.

Le 9 juin, Albert Sarraut et Jean Baylet sont arrêtés et emprisonnés par les Allemands.

Les arrestations du 9 juin 1944

Le 9 juin, la rafle de la Gestapo a lieu au petit matin. Une trentaine de notables sont arrêtés par la S. D. et incarcérés à la prison Saint-Michel de Toulouse. Ce sont toutes des personnalités toulousaines, montalbanaises et agenaises.

On y trouve des ecclésiastiques : Mgr. de Solages, recteur de l'institut Catholique et Mgr. Pierre-Marie Théas, évêque de Montauban, les préfets Edouard Kuntz, préfet du "Tarn, et Louis Tuaillon, préfet du Lot-et-Garonne, le banquier Courtois de Viçose, Albert Sarraut et Jean Baylet.

Une série d'arrestations parallèles a frappé la préfecture de Tarn-et-Garonne. Elle touche des personnes suspectées de résistance comme Irénée Bonnafous et Roger Delnondedieu mais aussi le notaire Emile Bousquet, père de René Bousquet.

De façon piquante, le vieux franc-maçon qu'est Irénée Bonnafous embrasse spontanément dans la prison de Montauban, Mgr. Théas. Alors, l'évêque de déclarer : "Monsieur Bonnafous, on m'avait dit beaucoup de mal de vous, mais je vois que l'on m'avait trompé". Le dignitaire du Grand Orient de France de répliquer : " Monseigneur, on m'avait dit beaucoup de bien de vous, mais je vois qu'on était en dessous de la vérité " Et l'évêque de conclure : "Ceci prouve que vos amis sont plus charitables que les miens".

Cette série d'arrestations s'inscrit dans le dispositif que met en place l'occupant à la suite du débarquement allié. À Paris, le chef suprême de la Gestapo, Karl Oberg, a pris les mesures nécessaires pour assurer aux troupes une liberté de mouvement quand l'heure de la retraite sonnera. Ainsi prescrit-il l'arrestation préventive de toutes les personnes susceptibles de prendre des responsabilités dans la nouvelle administration appelée à se mettre en place.

S'y ajoute pour Jean Baylet une dénonciation visant la résistance notoire qui est la sienne à Valence-d'Agen, ville dont il est le maire et restera le maire à la Libération. Jean Baylet a été dénoncé par un milicien local, M. Bertrand, auprès d'un détachement de la WaflFen S.S. de la division " Das Reich ", qui réside à Valence d'Agen en avril et mai 1944, détachement de quelques centaines d'hommes, responsables du massacre de Saint-Sixte, Caudecoste et Dunes le 23 juin 1944.

Dans l'après-midi du 9 juin, les détenus sont répartis en trois cellules : préfecture-police, clergé-magistrature, armée. Ils sont bientôt une cinquantaine à subir un interrogatoire d'identité. Leur fiche porte la mention "deutschfeindlich" c'est-à-dire "hostile à l'Allemagne ".

Le jeudi 15 juin, à 8 heures du matin, les notables que les Allemands appellent "détenus d'honneur" (chrehàftlinger) sont embarqués dans des wagons gardés à chaque extrémité. À 11 h, le train part en direction de Bordeaux.

Les Proeminenten

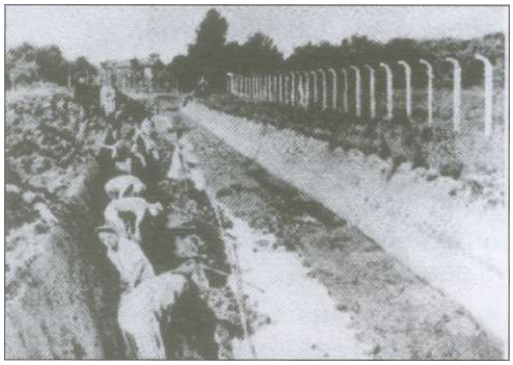
Partis de Toulouse le jeudi 15 juin, c'est finalement par la vallée du Rhône que le train qui transporte les détenus, parvient à Paris le lundi 19. Débarqués à Compiègne, c'est à pied que "les toulousains" rejoignent le camp de Royalieu, situé à 4 kilomètres.

Rebaptisé le Frontstalag 122 par les autorités allemandes, le camp de Royalieu est l'antichambre des camps de concentration et d'extermination nazis.

Petit à petit, la vie des "détenus d'honneur", les "proeminenten" comme les appellent les gardiens allemands s'organise. Le jour de la Saint-Pierre, fête patronymique de Mgr. Théas, tous les toulousains se réunissent dans sa baraque. Au nom de tous, Albert Sarraut offre leurs vœux à l'évêque, en évoquant les temps proches où la liberté serait rendue.

Le 15 juillet, alors que les armées alliées s'approchent de Paris, les autorités du camp décident de faire partir vers l'Allemagne un nouveau convoi dont feront partie "les détenus d'honneur". Mgr. Théas, qui ne fait pas partie du convoi, célèbre une dernière messe à laquelle assistent tous les "proeminenten". Les prisonniers traversent Compiègne encadrés par les soldats allemands. Les rares passants se découvrent. Arrivés à la gare, des wagons à bestiaux les attendent.

Commence alors un voyage de 62 heures, irréaliste, hallucinant, pendant lequel, dans la chaleur suffoquante, certains deviendront fous. Le convoi arrive enfin le mardi 18 juillet à Hambourg, avant de rebrousser chemin vers une plaine marécageuse : Neuengamme.



Neuengamme est le grand camp de concentration du nord de l'Allemagne. De 1940 à 1945, il reçoit plus de 100 000 détenus de toutes nationalités. Au printemps 1945, il compte encore 13 500 prisonniers. Quand ils ne sont pas occupés à extraire la glaise pour la briqueterie ou à travailler dans les usines d'armements de la région, les internés doivent combler les marais, au prix d'efforts exténuants qui coûtent la vie à des milliers d'entre eux.

À leur arrivée, les déportés sont débarqués sans ménagement. Ils sont dirigés vers une construction en brique, encadrés par des kapos qui hurlent, armés de fouets. Le baraquement offre un spectacle d'outre-tombe où grouillent des silhouettes anguleuses, au visage émacié, aux yeux exorbités de terreur, parmi des odeurs de remugle, de suint et de tinette. Ce n'étaient déjà plus des hommes.

Mais bientôt le groupe des "proeminenten" est reconstitué. Ils sont près de 400, venus de tous les coins de France. Ils sont installés dans deux baraques près du "revier", le bâtiment de l'infirmerie. Une méfiance durable s'installe entre ces captifs privilégiés et les autres déportés, qui éprouvent, dans leur souffrance, envie, incompréhension, haine parfois.

Désormais à l'écart du régime commun des déportés, les détenus vont organiser leur survie. Jean Baylet, resté volontairement dans l'ombre d'Albert Sarraut, conserve, à la différence d'autres qui s'effondrent moralement, toute sa dignité. Tout au long de sa captivité, Jean Baylet gardera le contact avec les déportés, en leur faisant passer, par tous les moyens, pain et nourriture.

Le retour

Au printemps 1945, la lecture des journaux allemands révèle aux détenus l'avancée des alliés dans le Reich.

Le matin du jeudi 12 avril, leur sort bascule. Vers 13 heures, Jean Baylet et ses compagnons montent dans 13 autobus blancs de la Croix-Rouge suédoise. Les 356 détenus français doivent être acheminés vers le camp de Flossenburg. Mais, devant l'anarchie qui règne dans ce camp, le convoi continue sa route vers Theresienstadt, forteresse prison de Bohème.

Le 26 avril, le petit groupe de captifs quitte Theresienstadt et arrive le 29 au camp de Breshan près de la frontière tchèque. Là, on leur annonce qu'ils sont libres.

La tension est extrême. Le 2 mai, on apprend la mort du Fùhrer. L'Allemagne capitule le 8 mai. Le 13 mai, le chef de la mission française à Prague, se rend au camp avec la mission d'organiser le rapatriement des 356 ressortissants français. Le 14 mai, un premier groupe gagne Prague, puis Pilsen. Le 17 des camions américains les transportent à Wursburg où des bimoteurs les attendent. Ils atterrissent au Bourget le 19 mai 1945 et conduits à l'hôtel Lutetia.

Entre temps, Toulouse a été libérée. La déportation de Jean Baylet provoque, avant même son retour d'Allemagne et alors que tout le monde ignore son sort, des polémiques. Il faudra attendre les années 1960 et la lente prise de conscience de l'irréductibilité de ce que l'on appellera la Shoah, pour que le terme soit réservé aux deux véritables catégories de déportés : les déportés politiques et les déportés raciaux. Le débat sur la captivité de Jean Baylet est relancé en 1973 par Pierre Bertaux, commissaire de la République à Toulouse à la libération, qui qualifie de "bourgeoise" la déportation d'Albert Sarraut et de Jean Baylet. Le mot, né dans l'après 1968, est malheureux.

Aux yeux des contempteurs de "La Dépêche", peu importent les circonstances exactes de l'arrestation et de la captivité de ses dirigeants. L'enjeu est symbolique, politique, matériel. Leur journal ayant été confisqué, ils ne sauraient avoir été résistants et déportés. A l'été 1944, bien avant le retour de Jean Baylet, le quotidien de Toulouse est déjà entré dans la phase de l'après-libération : réhabilitation et reconquête.

Le 19 mai 1945, à Paris, Jean Baylet retrouve Evelyne, son épouse. C'est un spectre amaigri dans un état pitoyable, qui flotte dans ses vêtements. Il ne sera plus tout à fait le même après. Son regard sera souvent triste, perdu dans le vague. Il ne parlera jamais de son séjour dans les camps.

Jean Baylet et la 13e Cie A. S.

Après l'arrestation de Jean Baylet par la Gestapo le 9 juin 1944, la situation à Valence d'Agen évolue vite.

Durant l'été 1944, la ville sert de cantonnement à deux compagnies de la sinistre panzerdivision S.S. "Das Reich". Celles-ci, avant d'entamer le parcours qui allait les conduire à Oradour-sur-Glane, se sont déjà illustrées par une série de massacres, à Saint-Sixte, Caudecoste et Dunes, le 23 juin 1944. Après leur départ, des troupes de la Wehrmacht occupent la ville jusqu'au 19 août 1944. La maison de Jean Baylet a été réquisitionnée par les Allemands. Mais leur retraite laisse le champ libre aux EEI. de la 13e Cie de l'Armée Secrète.

Celle-ci est née en juin 1943, sous la direction de Georges Trénac, dit "Tellier", avec pour adjoint et responsable de Valence d'Agen, Antonin Ver, alias "Nito", un instituteur de la "laïque" que Jean Baylet a rencontré avant-guerre. Elle bénéficie d'emblée de l'appui du maire de Valence d'Agen, qui fournit informations et faux papiers. Le 6 avril 1944, le parachutage par un Halifax anglais d'un lot d'armes et de munitions permet de démarrer un maquis au sud de la Garonne, à Sistels. Le dimanche 20 août 1944, les EEI. entrent dans Valence d'Agen, pendant qu'un groupe harcèle les troupes allemandes qui se retirent et fait 22 prisonniers. Or, dans la ville, les EEI. trouvent à leur surprise, un commando ETE venu du Lot qui occupe déjà la mairie. L'affrontement est évité de justesse et les maquisards lotois acceptent de se retirer. En Tarn-et-Garonne comme ailleurs, la course de vitesse que représente l'occupation des mairies est un enjeu politique : elle prépare la carte des conquêtes électorales de l'après-guerre.

Le 21 août, le comité local de libération, présidé par Antonin Ver, adopte la motion suivante :

"Les membres du conseil municipal de Valence et du Comité de libération, interprètes de la population et des mouvements de Valence, adressent à monsieur Jean Baylet, maire de Valence d'Agen, arrêté par la Gestapo et actuellement détenu en Allemagne, l'expression sincère de leur entier dévouement".

Les EEI. dressent deux arcs de triomphe à l'entrée de la ville, aux portes du domicile de Jean Baylet. Dans la ville, la résistance du maire de Valence d'Agen ne fait guère de doute.

Le comité départemental de Montauban le confirme dans ses fonctions de maire, décision validée par l'arrêté préfectoral du 8 septembre 1944.

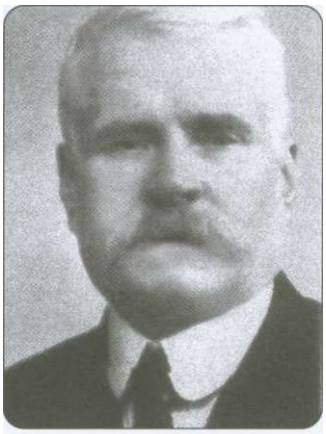
Irénée Bonnafous

Né le 8 avril 1865 - décédé le 16 janvier 1947

Né à Saint-Laurent de la Cabrerisse dans l'Aude, Irénée Bonnafous était petit fils d'un meunier du Narbonnais. Publiciste, sur la demande de Maurice Sarraut, il prend la direction de la rédaction départementale du journal de " la Dépêche" de Toulouse à Carcassonne en 1890.

En 1895, il est nommé à Montauban dans le même poste. Il y restera 52 ans pendant lesquels il parviendra à imposer "La Dépêche" à l'électorat Tarn-et-garonnais. Il devient le véritable chef du parti radical-socialiste dans la région sud. Franc-maçon, il est désigné vénérable de la loge "La Parfaite Union" de Montauban en 1903. Sa solidarité "fraternelle" s'exprime en faveur des républicains espagnols, dès 1937. Ainsi, il réussit à faire évader de nombreux internés du camp de Septfonds, tous, maçons, arrivés en mars 1939. Cette aide apportée aux espagnols, et notamment au président de la République espagnole, Manuel Azana, vaut à Irénée Bonnafous. le surnom de "El Padre" à la libération.

En mai 1941, il est l'instigateur de l'organisation résistante "Les Jacobins montalbanais" qui regroupe pour leur grande majorité les éléments du parti radical-socialiste et les maçons hostiles à la politique du gouvernement de Vichy. Leurs actions se limitent pour l'instant à la diffusion de la presse clandestine, plus tard viendront les sabotages. Bonnafous n'entend pas en rester là. Il met en place un service de renseignements privé grâce à ses précieux réseaux. C'est à ce titre qu'il servira de relais, de boîtes aux lettres à la Résistance dans son ensemble. Août 1944, il est membre du Comité de Libération C.D.L. au titre des personnalités devant y figurer. Il milite dès lors, en faveur de la réconciliation nationale. Il est rapidement en désaccord avec les mesures ayant trait à l'épuration politique. Il se rapproche à ce titre de Mgr. Théas, qui condamne lourdement les exécutions de l'après libération. Bonnafous se retire un mois après sa nomination au C.D.L., et refuse plus tard la médaille de la Résistance.



IRÉNÉE BONNAFOUS

SOUS L'OCCUPATION ALLEMANDE

TRACT DU MOUVEMENT "COMBAT" DE 1942

LES AGENTS BRITANNIQUES DU COLONEL BUCKMASTER

LE S. O. E.

LE MOUVEMENT "LIBÉRER ET FÉDÉRER "

MANIFESTATION GARE VILLEBOURBON
16 MARS 1943- 19 DÉCEMBRE 1943

LES JALONS DE LA GLOIRE

Tract du Mouvement Combat - 1942

COMBAT ET RÉVOLUTION

Le moment est venu d'exprimer le sens profond de notre combat.

Nous nous battons contre l'Allemagne et contre ses alliés, qu'ils soient à Rome, à Tokio ou à Vichy. Mais à travers le nazisme, nous combattons aux côtés de toutes les Nations meurtries, pour que dans l'effroyable épreuve que subit notre pays soit enfanté un monde meilleur.

Notre tâche ne s'arrêtera pas à la libération du territoire. Nous voulons, au-delà, reconstruire la France. Nous voulons dans la restauration de l'Europe et du monde apporter la contribution nécessaire de la France.

Dès que le peuple français et les Nations unies auront chassé l'envahisseur, des tâches impérieuses et immédiates s'imposeront au Gouvernement de la libération : assurer la vie matérielle du pays, châtier les traîtres et les profiteurs, abolir les lois injustes et dégradantes promulguées par Vichy.

Mais ces mesures indispensables ne seront que le préalable à la reconstruction de la France. Dès maintenant nous tenons à prendre position pour ce grand œuvre et à affirmer nos principes.

NOUS VOULONS UNE FRANCE LIBRE parce que la liberté est le premier des biens. Le gouvernement de Vichy nous l'a démontré d'une manière péremptoire : on ne s'arrête pas sur la pente de l'arbitraire et de la tyrannie.

Mais nous voulons une liberté qui soit la contre partie, la splendeur de la responsabilité et de la maîtrise de soi. Nous ne voulons plus du laisser-aller décadent qui a mené l'homme à la veulerie et la France à Vichy. La liberté se mérite et se gagne chaque jour.

NOUS VOULONS UNE FRANCE JUSTE parce que seule la justice permet d'établir des relations sociales stables, parce qu'elle protège la dignité de l'homme, base nécessaire de notre civilisation

NOUS VOULONS UNE FRANCE HONNÊTE parce que le manque de sincérité dans la vie publique comme dans la vie privée est l'une des causes essentielles de l'effondrement de 1940 comme la caractéristique du régime de Vichy. Dans le domaine public, toutes les formes du mensonge seront sanctionnées par la justice comme une malhonnêteté.

NOUS VOULONS LA RÉPUBLIQUE parce que depuis deux ans le sort de la République et celui de la Résistance sont indissolublement liés et aussi parce que la Nation française ne peut s'exprimer pleinement que dans des institutions républicaines.

Ce que nous voulons, c'est la IVe République. A l'heure cruciale de son histoire la IIIe République ne s'est pas défendue; bien plus, elle s'est suicidée. Elle appartient au passé.

LA RÉPUBLIQUE que nous voulons sera forte équilibrée moderne

FORTE pour représenter avec autorité et dignité la France à l'extérieur, et résister à l'intérieur aux ennemis de la liberté.

ÉQUILIBRÉE afin d'être **STABLE.** L'État doit être l'expression complète des forces réelles de la Nation. Les Mouvements idéologiques librement exprimés, les groupements de travailleurs librement formés, les corps constitués, les communautés régionales et les groupes spirituels qui assurent la continuité nationale, sont parmi les principales de ces forces. Opposées ou mal coordonnées, elles ont pu être des facteurs de mésentente et d'anarchie. Valablement exprimées et organiquement soudées, elles constituent au contraire le cadre de l'Etat futur qui trouvera dans leur équilibre la garantie de sa durée.

MODERNE parce qu'il faut que l'administration publique dans son esprit comme dans sa technique bénéficie des progrès qui ont fait la force des entreprises privées.

NOUS VOULONS FAIRE LA RÉVOLUTION parce que la Révolution est toujours à faire, surtout après la dérisoire parodie de Vichy.

La Révolution que nous portons en nous sera une **révolution de tous les Français pour tous les Français.**

Le don magnifique que les Mouvements de résistance ont fait à la France c'est celui d'une immense cohorte où la volonté de témoigner ensemble a déjà rapproché et bientôt confondu des représentants de toutes les classes sociales, de tous les anciens partis.

De notre creuset sortira non pas une révolution de classe, mais une révolution dans laquelle ouvriers, paysans, techniciens et penseurs, en fonction de leur mérite et de leurs efforts, auront leur place et leur part.

La Révolution que nous portons en nous sera socialiste parce que le moment est venu, non plus en paroles mais en actes, d'arracher à une puissante oligarchie le contrôle et le bénéfice de l'économie, de remettre, selon le cas, à la Nation ou aux communautés de producteurs et de consommateurs, des secteurs importants de l'économie.

Prenant le contre pied de Vichy qui a consolidé le grand capitalisme par les Comités d'organisation, nous voulons la participation des travailleurs à la vie et aux bénéfices des entreprises. Nous améliorerons leur niveau d'existence par la mise en commun des bienfaits du progrès technique

La révolution que nous portons en nous est plus qu'une révolution matérielle, elle est **la révolution de l'esprit,** celle de la jeunesse et du peuple.

La République bourgeoise était faite d'égoïsme, d'étroitesse et de crainte à peine masqués par des bonnes volontés oratoires.

Les hommes de la résistance, endurcis par l'épreuve quotidienne, instaureront en France l'esprit de générosité, de grandeur et d'audace.

L'instruction réellement ouverte à tous sera inséparable de l'éducation. Elle formera le caractère autant que les intelligences. Elle tirera ainsi du sein de la Nation les élites réelles, permettra leur renouvellement constant. Une élite qui ne se renouvelle pas est une élite qui meurt.

Nous voulons fondre en une harmonieuse synthèse un individualisme conquérant et un sens généreux de la communauté.

La Révolution que nous portons en nous est l'aube d'une civilisation nouvelle. C'est là qu'est le sens de la guerre civile mondiale.

L'histoire nous enseigne l'élargissement constant des frontières. Les Etats-Unis d'Europe — étape vers l'unité mondiale — seront bientôt une réalité vivante pour laquelle nous combattons.

Au lieu d'une Europe, non pas unie, mais asservie sous la schlague d'une Allemagne ivre de sa force, nous ferons avec les autres peuples une Europe unie, organisée sur la base du droit dans

la Liberté, l'Égalité et la Fraternité.

Français des villes et des campagnes, nous vous appelons au combat pour la libération du territoire, la libération de la dictature, la libération économique, la libération spirituelle. Venez à Combat qui de Dunkerque à Bayonne, de Brest à Nice, dans l'Empire, lutte pour la France.

Avec le Général de Gaulle et les forces françaises combattantes, aux cotés des Nations unies, nous gagnerons la guerre, abattrons le Fascisme. Ensuite nous referons la France.

Juillet 1942

combat

LE TARN-ET-GARONNE SOUS L'OCCUPATION ALLEMANDE 1942-1944

Le 19 août 1994 était commémoré le 50e anniversaire de la Libération de Montauban. La presse relatait ainsi une longue journée de commémorations.

"Voici cinquante ans, les forces de la Résistance libéraient Montauban de l'occupation nazie. Pas moins de douze dépôts de gerbes ont lieu en divers endroits de la ville.
Trois "tractions-avant" d'époque, drapeaux tricolores accrochés aux portières, ouvrent le cortège. Tous les représentants d'associations de résistants, de combattants, de déportés, ont rendu hommage à la mémoire de leurs camarades tombés lors des combats du 19 août 1944. En présence de personnalités civiles et militaires, une gerbe a été déposé devant chaque stèle commémorative. Parti de l'Hôtel de ville, le cortège s'est ainsi arrêté devant ces lieux de mémoire.

Plaque Louis Sabatié - rue Jules Ferry

Résistant FTP, créateur de la phalange anti-nazie (P.A.N.) arrêté le 3 février 1944 dans une classe du lycée Ingres, fusillé par la milice le 17 février, à la prison Saint-Michel de Toulouse. Il avait vingt ans.

Gare de Villebourbon

Plaque posée à la mémoire des cheminots résistants, en souvenir du 16 mars 1944, date à laquelle eut lieu une manifestation d'opposition au départ d'un train de jeunes gens requis pour le S.T.O. (Service du Travail Obligatoire) et du 19 décembre 1943 qui a vu le sabotage des installations et du matériel ferroviaire au dépôt des machines en gare de Villebourbon, en application du plan Vert.

Mémorial des Martyrs de la Déportation - Cours Foucault

"L'espoir enchaîné", du sculpteur montalbanais Marc Dautry, a été élevé à la mémoire des morts en camps de concentration.

Caserne Doumerc - quartier Dompeyre - Cours Foucault

Deux plaques :
- l'une à la mémoire des quatre victimes fusillées à la caserne Doumerc transformée en prison pour les hommes arrêtés lors des rafles de Figeac en mai 1944
- l'autre rappelle le souvenir des quatre victimes fusillées le 18 août 1944 par les nazis avant de quitter Montauban.

Plaque André Etcheverlepo - place Lefranc de Pompignan.

André Etcheverlepo, militant syndical chrétien, ouvrier ajusteur, résistant, membre du mouvement "Libérer et Fédérer" en Tarn-et-Garonne et du S.A.E, assassiné par la milice dans la nuit du 1er au 2 juin 1942 au pont des Consuls, alors qu'il tentait d'échapper à son arrestation.

Cour de la gare de Villenouvelle.

Plaque à la mémoire de Georges Allain, du Corps Franc Pommiès, tué alors qu'il prenait d'assaut avec quatre camarades la gare occupée par des soldats de la colonne allemande qui tentait de traverser Montauban dans l'après-midi du 19 août 1944.

Plaque Jean Moulin - avenue Jean Moulin

Jean Moulin, "Max", ancien préfet, résistant, gagne l'Angleterre. Parachuté en France le 1er janvier 1942, ministre délégué du général de Gaulle, et unificateur des mouvements de Résistance, fondateur du Conseil National de la Résistance, arrêté à Calluire le 21 juin 1943, torturé, mort dans le train qui le conduit en Allemagne dans la nuit du 8 juillet 1943.

Stèle Marius Valério - chemin de Matras.

Marius Valério, fils des fermiers du château de Teilhac. Abattu par les soldats S.S. dans l'après-midi du 19 août 1944 en bordure d'un pré, à Aussonne. Il avait quinze ans.

Plaque ferme Marmiesse - au Ramier.

Poste central de l'Armée Secrète, la ferme Marmiesse a servi d'hébergement aux réfractaires au S.TO., de relais pour des aviateurs américains en transit vers l'Espagne, de camouflage d'un impressionnant matériel parachuté, et pour les innombrables réunions des plus hautes instances de la Résistance. A ces différents titres, Adrien Marmiesse a été décoré de la médaille de la Résistance et félicité par le général Eisenhower pour le gouvernement américain et par le général Marshall pour le gouvernement anglais.

Plaques de la Résistance - Rue de la résistance.

Deux plaques honorent la mémoire des résistants morts pour la liberté de 1939 à 1945.

Place des martyrs

Dans la nuit du 23 au 24 juillet 1944, après avoir été arrêtés par la milice le 17 juillet 1944, André Castel, 37 ans de Nègrepelisse, Henry Jouany, 39 ans, André Huguet, 49 ans de Montricoux, et Michel Mélamed, 39 ans de Caussade, sont pendus aux deux acacias après avoir été fusillés par les soldats SS. Hugues Lespinet 33 ans, de Montricoux, criblé mortellement de balles et retrouvé rue des Doreurs, mourra à l'hôpital. Lucien Lespinet et André Jouany seront enterrés, encore vivants, en lisière de la forêt de Montech.

Stèle du Rond - place de la Libération.

Une stèle porte le nom de dix-sept victimes tuées avant et pendant le combat du Rond livré par les résistants contre une colonne allemande qui tente de traverser la ville le 19 août 1944, jour de la libération de Montauban. Cette stèle occupait le centre de la place et a été déplacée à l'entrée du boulevard Biaise Doumerc en 1984.

Chaque année, un texte lu rappelle à l'assistance les faits qui s'y sont déroulés en 1944, l'âpreté des combats et l'engagement des hommes qui, au prix de leur vie, ont permis à Montauban de recouvrer la liberté.

Au soir, les célébrations des combats du 19 août 1944 s'achèvent par une prise d'armes, place de la Libération. Partis du pont de l'avenue Jean Moulin, une trentaine de jeunes, garçons et filles, portant le brassard des F.F.I., avancent dans la fumée de leur flambeau rouge ou blanc. L'ensemble compose une croix de Lorraine vivante qui fend le public venu assister à cette cérémonie empreinte de solennité. Les jeunes, flambeaux à la main, s'arrêtent au pied du monument commémorant les Résistants morts lors des

combats du 19 août 1944, face aux nombreux résistants et porte-drapeaux venus rendre hommage à leurs camarades tombés pour la liberté. Trois "tractions-avant" aux portières peintes du sigle des F.F.I. et quelques jeeps, drapeaux tricolores au vent entament une ronde autour de la place. Des gerbes sont déposées au pied du monument. Le chant des Partisans retentit suivi d'une sonnerie aux morts. Une minute de silence fige l'assistance. Après une vibrante Marseillaise, les anciens Résistants viennent par petits groupes se recueillir devant la stèle. La cérémonie s'achève sur cet instant solennel consacré au souvenir de ceux qui sont tombés pour la Libération de Montauban."

Mais... Y a-t-il eu vraiment libération ?

Prétextant le débarquement allié en Afrique du Nord le 8 novembre 1942, les Allemands réalisent l'occupation totale de la France le 11 novembre 1942,sauf le camp retranché de Toulon. Avec curiosité et appréhension, les montalbanais assistent, passifs, à l'entrée des troupes hitlériennes dans la ville. Vers 14 heures, un storch-filer, avion léger d'observation, survole l'agglomération montalbanaise en décrivant plusieurs cercles au-dessus des toits de tuiles brunes.

Un premier convoi de voitures automobiles allemandes traverse Montauban à vive allure, de la route de Bordeaux vers celle de Castres. Une heure plus tard, un deuxième convoi pénètre dans la ville. Lavant recouvert d'un drapeau rouge à croix gammée, les véhicules débouchent sur le quai Montmurat qu'ils suivent avant de s'engager sur le pont Vieux, pour descendre vers l'avenue de Mayenne dans les quartiers bas de la ville. La colonne avancent, à pas d'homme, sur la chaussée déserte, dans le demi-jour d'un après-midi gris. Le silence morne des rues sans vie et la grisaille de cette fin de journée de novembre accueillent, dans Montauban atterré, les troupes d'occupation ennemies.

La kommandantur s'installe aussitôt à l'Hôtel Terminus, en face de la gare de Villebourbon, tandis que les camions sont rangés au bord des trottoirs, sous les platanes. Plus tard, le siège de la kommandantur sera transféré à l'Hôtel du Midi, place de la cathédrale, lorsque le bombardement des gares s'intensifiera.

Dans les jours qui suivent, les autorités occupantes réquisitionnent les principaux hôtels de la ville haute pour y loger les officiers de la Wehrmacht, puis plus tard, au printemps 1944, les S.S. et la Gestapo.

D'autres réquisitions touchent également des immeubles et des villas. Les troupes sont cantonnées dans les casernes. Toutefois, le quartier Doumerc est laissé à l'armée d'armistice et la caserne Guibert, occupée par les G.M.R. du Quercy. Au moment de la dissolution de l'armée française, des canons allemands ont été braqués devant la caserne Doumerc, mais aucun incident ne s'est produit. Dès l'entrée des allemands dans Montauban, l'Hôtel du Marché, 8, place Lalaque est réquisitionné et aménagé en foyer des soldats (soldatenheim).

Les premières garnisons sont formées de jeunes soldats parmi lesquels des éléments tchèques et polonais dominent. Seuls, les cadres sont allemands. Peut-être est-ce à cause des rapports amicaux qui s'établissent entre les populations de l'Europe centrale fixées en Tarn-et-Garonne, et les jeunes recrues étrangères qui portent l'uniforme vert, que ces premiers contingents ont été déplacés à l'automne 1943. L'état-major et les bureaux sont

restés pendant quelques mois, d'octobre 1943 à février 1944, les seuls représentants des "autorités occupantes". Les nouvelles formations ont commencé d'arriver au début de l'année 1944. Ce sont de tout jeunes gens qui manifestent une grande frayeur à l'idée d'un départ sur le front de l'Est.

Vers le mois d'avril 1944, les troupes d'occupation dans le département augmentent. Des formations de S.S. sont envoyées. Il semble que la Gestapo établit un quartier général à Montauban. L'état-major S.S. s'installe quai Montmurat, à l'Institut Jean Calvin, ancienne faculté théologique protestante. La Gestapo réquisitionne l'ancien hôtel de la division, 3, faubourg du Moustier. Elle fait murer les soupiraux donnant sur la rue et évacuer les 5 immeubles qui lui font face.

Jusqu'à l'arrivée des S.S., les relations entre français et troupes d'occupation sont restées distantes mais correctes. Il faut cependant noter la vive réprobation de l'opinion publique lorsque le 16 août 1943 la Feldgendarmerie a intimé l'ordre à la police de sécurité française d'interdire aux "gens de couleur" d'utiliser la baignade du Treil.

Avec l'arrivée des S.S., les incidents entre population civile et troupes d'occupation se multiplient. Les célèbres divisions blindées "Das Reich" et "Herman-Goering" stationnent dans le département, avant de gagner le front de Normandie après le débarquement allié en juin 1944.

Des manoeuvres ont lieu aux environs immédiats de Montauban. Les unités motorisées forment de jeunes recrues à la conduite des véhicules blindés et des auto-chenilles dans les rues les plus sinueuses de la ville haute. Des chars lourds Panzer roulent dans les principales artères, entraînant des dégradations importantes de la chaussée.

Une formation sanitaire de l'armée Vlassov cantonne à la caserne Pomponne.

Les autorités occupantes trouvent auprès des groupements nouveaux des sympathisants et aussi des collaborateurs. Une partie de la bourgeoisie montalbanaise croit à la victoire des armées hitlériennes, en ignorant la force de la Résistance française. Beaucoup encore, parmi la population laborieuse, acceptent le fait accompli et se retranchent dans le seul souci des tâches quotidiennes dont les difficultés s'accroissent par le problème du ravitaillement familial, de plus en plus compliqué pour les nombreuses bourses moyennes.

Des noms nouveaux et des personnalités inconnues à la région apparaissent dans l'administration locale. La municipalité nommée par le gouvernement de Vichy est formée de notables jusqu'alors éloignés des questions d'administration municipale. À la préfecture, un service des relations franco-allemande est instauré. Le Conseil Général de Tàrn-et-Garonne est dissous.

Les partis républicains quittent la scène politique, remplacés par les groupements de la "Révolution Nationale" qui créent à Montauban des sections plus ou moins actives.

Le "francisme" reste inorganisé. L"Action Française" se contente d'une activité de propagande anti-alliés. Seuls ont une certaine vitalité, le "Rassemblement National Populaire" (R.N.P), le "Parti Populaire Français" (RPF), la "Légion Des Combattants" et surtout la "Milice Française". A ces groupements, il faut ajouter la "Légion des Volontaires Français" (L.V.F) qui recrute des personnels pour combattre sur le front russe.

Dans le courant du premier semestre de l'année 1944, devant l'avance continue des armées alliées, tous ces mouvements connaissent une profonde désaffection.

La L.V.F, dont le siège est successivement 9, rue du Greffe, puis 28, rue Saint-Louis, enfin rue porte du Moustier, devient inexistante à partir de mars 1944.

La Milice Française, créée le 30 janvier 1943, constitue une section à Montauban. Les chefs départementaux, qui se sont succédés, ne sont pas originaires du département. En octobre 1943, le mouvement subit une profonde réorganisation. Le chef départemental, Jacques Pissard, né en 1903, est un industriel, de tendance P.S.F, originaire de Villeneuve-sur- Lot. Son adjoint, chef des Francs-Garde, Robert Gilles, né en 1915, est directeur de contentieux, de tendance Action Française, originaire de Marmande.

Le discrédit pèse sur cette formation paramilitaire et parapolicière dés sa formation. Des opérations de police, dans les rues de la ville, et une propagande collaboratrice à l'extrême accentuent la désapprobation de l'opinion publique montalbanaise. Des couronnes mortuaires et des faire-part de décès prématurés sont envoyées aux principaux membres de la milice à Montauban et dans les communes du département. En décembre 1943, il est question d'armer les miliciens en vue de combats de rue et de répression militaire du "terrorisme" local. Le siège, 75, faubourg du Moustier, est l'objet d'une garde renforcée. Cependant, à plusieurs reprises, il est l'objectif de sérieux attentats.

Jusqu'en mai 1944, l'activité milicienne est dirigée dans le Tarn-et-Garonne vers la recherche d'armes parachutées et celle des membres et sympathisants F.F.I. Mais sous l'impulsion d'un nouveau chef D'Artenset de la Farge, arrivé à la mi avril 1944, la politique d'entente pratiquée entre miliciens et S.S. se développe. Le château de Capou, aux environs de Montauban est réquisitionné dans le courant du mois de mai. Des prisonniers faits par la milice lors d'opérations de police exécutées souvent en collaboration avec les allemands, y sont conduits pour y subir une premier interrogatoire, avant leur transfert généralement vers la prison Saint-Michel à Toulouse.

L'histoire militante de ce chef milicien est exemplaire.

Frank D'Artenset de la Farge, né le 2 août 1890 à Moncrabeau (Lot-et-Garonne), propriétaire-cultivateur au château de "Lahitte", mais aussi à "Luquestranny" près de Réaup, est officier de réserve et membre de la légion d'honneur. Organisateur du S.O.L. (Service d'Ordre Légionnaire), puis de la Milice dans la région de Sos, il préside de nombreuses réunions d'information et de propagande. Il était également chef de la troisième cohorte dans la région de Nérac. Fin avril 1944, il quitte Moncrabeau pour exercer les fonctions de chef départemental de la Milice du Tarn-et-Garonne à Montauban. Le 13 juin 1944, peu de temps après son arrivée, il effectue une mission d'inspection dans le département. Il est accompagné du capitaine Renard, chef de centaine de la Milice pour la région de Moissac - Valence d'Agen - Lauzerte - Montaigu de Quercy. Ce dernier, né le 12 octobre 1897 à Roquecor s'est illustré tragiquement début juin en organisant plusieurs actions en vue de capturer les chefs de la Résistance en pays de Serres.

Or, depuis le 7 juin 1944, un groupe Résistance-Police a été créé sous la direction du deuxième bureau de l'Etat-Major A.S. Il est alors sous la responsabilité de René Andrieu (pseudonyme: *Didier)* qui resserre les liens déjà établis avec l'inspecteur de police Mallet et le brigadier de police Calmette. Ainsi "Didier" peut surveiller au jour le jour les

activités des chefs et des membres de la Milice. Le 13 juin 1944, "Didier" est averti dans la matinée du déplacement du chef départemental de la Milice. Un contact est aussitôt pris avec le chauffeur de la traction qui doit conduire les deux responsables. Celui-ci donne tous renseignements sur le trajet. "Didier" informe immédiatement le chef départemental de l'A.S., Noël Duplan (pseudo: *Nil)* qui se trouve alors à Cabertat, près de Vaïssac, à une vingtaine de kilomètres de Montauban, avec des membres de l'Etat-Major A.S. "Nil" donne ordre de capturer les deux hommes. "Didier" confie la mission à la 3e Cie A.S., stationnée à Léojac, près de Montauban, commandée par Bousquet et Castro. Une embuscade est montée sur la commune de Montbeton, dans la côte du Touron, sur la route de Castelsarrasin. En fin de matinée, la voiture se présente sans protection. Stoppée, les chefs miliciens n'ont pas le temps de réagir. Menottés, ils sont emmenés à Cabertat, siège de la 6e Cie A.S. et du Corps Franc Dumas. Ils y arrivent dans l'après-midi et sont tout de suite enfermés dans une ferme abandonnée: Panegro, commune de Vaïssac, et gardée par des sentinelles. Un tribunal de circonstance est aussitôt constitué, présidé par Duplan, assisté de Delplanque (pseudo : capitaine *Dumas),* de Fossat (responsable du secteur de Bessières en Haute-Garonne), de Lambert. Le Tribunal se réunit vers 18 heures. La décision est rapide: condamnation à mort. Un prisonnier allemand, détenu au maquis, a commencé à creuser la fosse. Tremblant de peur, il craint que ce ne fut pour lui. Mais bientôt il laisse la place aux deux condamnés pour terminer l'angoissante besogne. D'Artenset, très digne, accomplit son dernier labeur. Renard pleure, se lamente, implorant la pitié. Vers 21 heures, Duplan demande deux volontaires parmi les maquisards pour l'exécution. Deux se présentent : L.M. (juif allemand anti-nazi, réfugié en France en 1939) qui déclare (il a dix-huit ans) que "le plus jeune du maquis, il doit prendre cette responsabilité", et X.D.

Devant une dizaine de maquisards, D'Artenset et Renard restent droits dans la fosse. D'Artenset est le premier exécuté d'une balle de revolver dans la nuque. Avant le coup de feu, il crie : "vive la France !". Renard meurt misérablement, sans courage. Les deux corps sont recouverts de terre par le prisonnier allemand. Ce n'est qu'après la Libération que Duplan révélera l'endroit où reposent les corps des deux chefs miliciens. L'exhumation demandée par le chef de la section judiciaire de Montauban est effectuée peu après. Les deux cadavres seront identifiés grâce à une chevalière portant un blason et reconnue par la femme D'Artenset. Les corps seront ensuite enterrés au cimetière de Monclar-de-Quercy.

À la suite de la disparition du chef départemental, la section montalbanaise de la Milice s'installe au lycée Michelet, où, après arrestations de suspects, elle pratique des interrogatoires musclés calqués sur ceux de la Gestapo.

Le jeudi matin 17 août 1944, au lever du jour, la Milice française évacue précipitamment les locaux scolaires qu'elle occupait pour se diriger vers Toulouse et la vallée du Rhône.

La collaboration franco-allemande se manifeste encore à Montauban par l'installation d'un "office de placement allemand", d'abord rue du Vieux Poids, puis à l'angle de la rue de la République et de la rue du Greffe.

L'entrée des troupes allemandes dans Montauban le 11 novembre 1942 stoppe pendant quelques temps l'activité de la Résistance clandestine en voie d'organisation. Les membres locaux des divers groupes en formation restent dans l'expectative pendant cette courte période, avant de continuer leur œuvre, avec un dynamisme accru par la présence des troupes d'occupation. L'action ne cesse plus de s'intensifier jusqu'à la Libération.

D'origines idéologiques, politiques ou religieuses diverses, la Résistance civile a un même but : créer et entretenir l'esprit de résistance parmi la population. Avec des moyens identiques : impression et diffusion de tracts et de journaux clandestins, soutien matériel des différentes catégories traquées par les autorités occupantes et par le gouvernement de Vichy, fabrication de fausses cartes d'identité, distribution de cartes alimentaires soustraites aux organismes détenteurs, recherche de planques pour les réfractaires au Service du Travail Obligatoire, renseignements donnés aux jeunes gens et aux militaires en congé d'armistice qui veulent s'évader de France, grâce à des filières qui permettent de rejoindre, par l'Espagne, les Forces Françaises Libres.

Aucun lien organique, jusqu'à la formation des "Mouvements Unis de la Résistance" de la zone sud, en 1943, ne relie entre eux les groupes locaux. Mais des contacts personnels ont lieu entre leurs membres montalbanais. De l'échelon national, la coordination se fait sur le plan régional, puis départemental. Pour le Tarn-et-Garonne, après plusieurs réunions préliminaires dans une villa de l'allée des Réservoirs à Saint-Michel, la réunion constitutive se tient au début d'août 1943, dans le quartier de la Bastiole. Plusieurs immeubles particuliers abritent les délibérations des M.U.R. : n° 64, faubourg du Moustier, n° 73, avenue Gambetta, puis à partir de novembre 1943 au n° 39, Grand Rue Villenouvelle.

Après le débarquement allié du 6 juin 1944, un comité départemental de la Résistance est créé. Il groupe, outre les trois mouvements des M.U.R. : Libération, Franc Tireur et Combat, les représentants de l'A.S., du Comité d'Action Socialiste et du Mouvement Ouvrier Français. En août 1944, il englobe le Front National et le Parti Communiste. Pour une action plus efficace, discrète et rapide, le C.D.L., conformément aux directives du Conseil National de la Résistance transmet ses pouvoirs à un comité restreint, noyau actif de la résistance. Les réunions se tiennent alors au centre même de Montauban, numéro 41, rue Michelet., avant de siéger à la Maison du Peuple. Le C.D.L. restreint met au point l'organisation administrative et économique du département, pour la période de la Libération. Il installe les Comités de Libération Locaux dans les communes du Tarn-et-Garonne.

Si pour la résistance civile, il est difficile de préciser la date exacte de l'origine de son organisation, il semble que ce soit au moment de la venue à Montauban des colonels "Jordy" fin 1941 et "Divona" début 1942, que se situent les premiers contacts en vue de la création des formations militaires. Ces tentatives ont pris corps quelques mois plus tard. Il est certain que l'entrée des allemands en zone sud a accéléré la réalisation de ces éléments militaires dès l'automne 1942.

Cependant, l'ancienne Armée Régulière, devenue Armée de l'Armistice, qui donnera plus tard naissance à l'Organisation de la Résistance de l'Armée (O.R.A.), dès juin

1940, se préoccupe de monter une organisation ayant pour but de soustraire à l'ennemi tout le matériel de guerre possible. Ce matériel pourrait être remis à la disposition des unités de l'armée française au moment de la reprise du combat. Le chef d'escadron Mollard est chargée par l'Etat-Major de cette organisation qui représente une tâche énorme.

Il fallait :

- récupérer tous les matériels disséminés sur le territoire abandonnés par les unités en retraite, de même que les matériels stockés dans les usines de fabrication ou dans les dépôts et arsenaux inconnus des allemands ou non inventoriés par eux mais également des matériels dérobés dans les dépôts officiels avec la complicité des responsables de ces dépôts.
- stocker ces matériels dans des caches tenues secrètes, c'est-à-dire ignorées des allemands, des collaborateurs ou simplement des bavards et des peureux. Ces dépôts devront être nombreux et disséminés dans les villes et dans les campagnes.
- organiser des équipes de maintenance de ces matériels pour qu'ils soient utilisables au jour du soulèvement.
- constituer des lots complet pour petites unités (armes, munitions, moyens de transport, matériel d'optique... Etc..). Ces lots sont de peu d'importance pour éviter les grosses pertes, en cas de découverte par les commissions d'armistice.

Il faut se rendre compte de l'énormité de la tâche qui consiste à gérer des milliers d'armes individuelles ou collectives, des centaines de véhicules blindés ou non, des tonnes de munitions, des volumes considérables de carburants et d'ingrédients.

Il y a lieu aussi de considérer les dangers que ces actions font courir aux exécutants et aux stockeurs, soit pendant les transports soit par les commérages ou les dénonciations. Les dépôts "grillés" doivent être déménagés rapidement, la plupart du temps de nuit. La multiplicité des dépôts les rendent particulièrement sensibles.

Si le camouflage des personnels (agents de renseignement, maquis, réfractaires au S.T.O.) est comparativement plus aisé, en "noyant" les individus dans la population des grandes villes, il n'en est pas de même pour le déplacement des dépôts clandestins qui nécessite la mise en œuvre de personnels de chargement et de moyens de transport souvent de fort tonnage, se déplaçant sur des routes quasiment désertes et, par suite, facilement repérables.

Enfin il faut trouver les fonds pour payer les personnels, louer des garages ou des entrepôts, et également rémunérer les garagistes qui effectuent des remises en état des véhicules.

Dans chaque région militaire, le chef d'escadron Mollard doit trouver un chef régional capable de s'entourer de cadres militaires ou civils. En outre, celui-ci doit trouver dans toutes les administrations militaires ou civiles des complicités très secrètes.

Chaque région militaire prend une désignation clandestine. La 17e région militaire (Toulouse) devient R4 avec juridiction sur les départements de la 19e région augmentés des territoires de la région de Bordeaux (ex. 18e) coupée par la ligne de démarcation.

C'est le chef d'escadron d'artillerie Rison qui est désigné comme "patron" de R4. Il a deux adjoints: le capitaine Cavarrot et le capitaine Pointurier.

Dans le Tarn-et-Garonne, tous les officiers supérieurs qui se succèdent au commandement de l'annexe militaire de Montauban participent à l'organisation du camouflage du matériel. Parmi ces officiers, les commandants Pinat et Simonnot terminent la mise en place de ce matériel fin octobre 1941 avec l'aide d'officiers et de personnels de l'annexe militaire et du 3e Hussard, tel le lieutenant Morin, officier mécanicien de l'annexe, puis chef du service automobile du 3e Hussard à Montauban - le lieutenant Sauvage, commandant l'annexe militaire de Labastide Saint Pierre - le lieutenant Cottaz du 3e génie à Castelsarrasin.

Il y a lieu de mentionner à part, le camp de Caylus qui relève directement du responsable régional et dont le chef le commandant Mouy a des relations très suivies avec des officiers, devenus civils, employés dans les sociétés de transport en commun, en particulier la S.T.C.R.T (Société de Transports en Commun de la Région Toulousaine).

Macpherson - 1944
au maquis Bir-Hakeim
(camp de Caylus)

LES AGENTS BRITANNIQUES DU S. O.E.

Deux agents du S.O.E. (spécial opérations exécutiv) opèrent en Tarn-et-Caronne de 1942 à 1944 :

Le major *Tony Brooks* à partir de juillet 1942 de la section F du réseau Buckmaster
Le major *Macpherson* du groupe Jedburgh à partir de juillet 1944.

ANTONY BROOKS

Tony Brooks a appuyé et fourni en matériel divers groupes dans le sud-ouest. Il a travaillé avec "Libérer et Fédérer"et,en parallèle, avec le mouvement Résistance-Fer grâce au contact de *Julien Forgue* (de l'union départementale C.G.T. de la Haute-Garonne), de *Michel Comte* (militants de la S.F.I.O., garagiste à Montauban), avec un groupe communisant du Lot-et-Garonne. Par ceux de *Marcel Guerret* et par lui avec des réfugiés espagnols.

En Tarn-et-Garonne il descendait chez *Michel Comte* ou chez *Marcel Guerret.* Pimento était son nom de code.

Le R.TS. *Macpherson* (nom de code Quinine), 5ème fils de Sir Stewart et de Lady Helen Macpherson, parachuté, sur le terrain "Chenier" près d'Aurillac, en tenue militaire écossaise, par la R.A.F en même temps que le lieutenant français le prince *Michel de Bourbon-Parme* et du radio *Arthur Brown,* avait pour ordre, d'établir une base dans le Cantal, de mettre sur pied une série d'opérations pour harceler l'ennemi, de contacter autant que possible tous les groupes F.F.I. entre Montauban et Clermont-Ferrand afin que Londres puisse comprendre leur état d'esprit, leur armement, leur entraînement. D'établir une collaboration efficace entre les groupes.

Il était muni d'une lettre personnelle du général *de Gaulle* le nommant son représentant personnel auprès des F.F.I. et lui donnant toute autorité nécessaire.

MACPHERSON - 1970

Il circulait avec son radio en tenue militaire écossaise dans une voiture Peugeot de couleur rouge cramoisie, arborant sur l'avant, disposés sur les ailes de chaque côté du moteur, un fanion tricolore et sa croix de Lorraine et celui de l'union Jack.

Macpherson lors de sa venue en Tarn-et-garonne
entouré de L, Olivet et de P. Cabarroques en 1970

Le S.O.E.

La France n'ayant pu contrecarrer l'avance allemande, envahie sur plus d'un tiers de son territoire, demande le 17 juin 1940 après un changement de gouvernement, l'armistice à la puissance nazis.

Il est signé le 22 et appliqué à partir du 25, l'Italie étant entrée en guerre contre les alliés un mois avant l'accepte à compter de cette dernière date.

La Grande-Bretagne se trouve dès lors abandonnée et "trahie". La résolution contractuelle passée avec la Pologne de lutter contre Hitler, devient personnelle pour elle et inéluctable. Elle décide de poursuivre seule la guerre.

Cette nouvelle situation l'oblige à créer, la tâche à accomplir étant devenu immense sur tous les plans civils et militaires, de nouvelles sources de renseignements et à étoffer celles dont elle disposait partout dans le monde sans pour autant ignorer celles des pays de l'Europe occupés, lesquelles, d'ailleurs, lui fourniront de précieuses informations quand elles se seront partout organisées en réseaux et mouvements de la Résistance pour jeter le désarroi chez l'ennemi.

Cela était pour la Grande-Bretagne d'une nécessité absolue à cause de son isolement et de l'efficacité recherchée : actes de sabotage, prises d'armes, formation des résistants, fourniture de matériels, coordination des efforts dans l'action.

Dès le 22 juin 1940, Wiston Churchill confie au docteur Hugh Dalton, membre du "" Labour parti" , ministre de la guerre économique et responsable du " Spécial Opérations Exécutiv" la consigne de "mettre le feu à l'Europe".

Pour ce faire, ce dernier confia à Sir Franck Nelson l'organisation de plusieurs sections concernant la France :

- la section F (dite aussi Buckmaster),
- la section R.F chargée d'appuyer les F.F.L.,
- la section D. F responsable des routes d'évasion vers la Grande-Bretagne (Espagne et Suisse notamment),
- la section E.U./P coordinatrice des communautés polonaises,
- la section A.M.F créée à Alger après novembre 1942 pour la réalisation des actions dans le midi de la France et des groupes Jedburgh ayant pour tâche de coordonner le soulèvement armé des résistants selon les plans arrêtés par les alliés.

Les membres de ces sections étaient de plusieurs nationalités ; ils étaient capables de vivre à la française ou à la manière des pays dans lesquels ils opéraient en pouvant éventuellement se faire passer pour des citoyens du pays.

Des français illustres : *Yvon Morandat, Pierre Brossolette, Jean Moulin, A. Dewavrin* dit Passy, chef du B.C.R.A. étaient des membres actifs de la section F du S.O.E.

George Starr
F

R H Heslop
F

Francis Cammaerts
F

Pearl Witherington
F

QUELQUES PERSONNAGES DU SOE

Violette Szabo
F

Tony Brooks
F

Ben Cowburn
F

Harry Peulevé
F

Vic Gerson
DF

Desmond Hubble
RF

Jean Moulin
RF

Yvon Morandat
RF

"Tommy" Yeo-Thomas
RF

Pierre Brossolette
RF

Andrew Croft
AMF

Gerry Holdsworth
Maritime

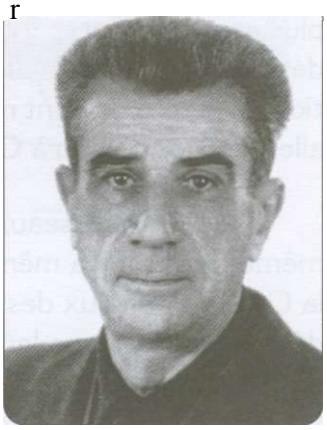
Le Tarn-et-Garonne et plus généralement le midi-toulousain, les régions de Lyon et de Marseille dépendaient du réseau "Pimento" (nom de code) ayant à sa tête le major *Tony Brooks,* (speudo *Alphonse)* .

Ce citoyen britannique en apprentissage en France, dans le Jura, en 1939, quittait cette région pour se rendre à Montauban chez Marcel Guerret, parent par alliance, et rejoindre Londres en passant par l'Espagne après un séjour à Miranda. Il arrive à Londres en octobre et s'engage en raison de sa connaissance parfaite de la langue française, dans le S.O.E.

Affecté à la section F du colonel *Maurice Buckmaster,* il y reçoit son indispensable formation d'agent secret et sera responsable des missions dont sera investi le réseau "Pimento". C'est-à-dire : recruter, former et équiper en leur faisant parachuter des armes et du matériel des groupes indépendants susceptibles de remplir des actions diverses et/ou obtenir des informations plus particulièrement dans les milieux syndicaux et parmi les agents de la S.N.C.F

En mai 1944, il passait sous le commandement du *Général Kœnig* , premier général de carrière à recevoir la responsabilité des forces françaises de l'intérieur.

Dans la région de Toulouse dès 1942, il passe en Tarn-et-Garonne et descend chez *Marcel Guerret* où il rencontre *Jules Alamelle, Michel Comte, Monsieur Gasc* du Fau , *Yvon Bonis , Louis Rouère* et quelques autres membres de l'ex-parti socialiste S.F.I.O. dont *Raymond Tournou* et son frère, ainsi que *Louis Dutilleux* et *René Figarol,* en plusieurs épisodes avant la constitution de noyaux autonomes directement impliqués dans la propagande et l'action.



Michel COMTE

C'est par l'intermédiaire de *Marcel Guerret,* qu'il obtiendra, en plus du gîte et du couvert, un emploi fictif chez *Michel Comte,* garagiste à Montauban - route de Toulouse, concessionnaire Berliet - lui permettant de circuler dans toute la zone libre et qu'il entrera en contact avec les membres du mouvement "Libérer et Fédérer", continuateur du réseau Bertaux créé en janvier 1941 par *Pierre Bertaux,* professeur d'allemand à la faculté des lettres de Toulouse, après de longues discussions politiques avec *Gilbert Zacksas.*

Garage de Michel COMTE

La mission "Pimento" dispose d'un opérateur radio ayant pour code "Emmanuel"- plan radio "Bratès"- parachuté dans la nuit du 5/6 février d'un halifax du squadron 161 venant de Tempsford et réceptionné par *Henri Morandat*, le frère d'Yvon, aux environs de Bourg en Bresse. Ce radio exercera son talent chez *Michel Comte, Louis Dutilleux* et *Louis Rouère* avant et pendant sa localisation à Lavaur chez *Robert Marty.*

Caza Roger était son nom. Il était né à Stanicet, province du Québec. Son chef *"Alphonse " (Tony Brooks)* avait été parachuté à Saint-Léonard de Noblat en Haute-Vienne le 1er Juillet 1942 et récupéré par un fermier du lieu, un nommé *Léon Citerne.*

En dehors des actions permanentes qu'il a menées ou animées, il a reçu de Londres , après le débarquement en Normandie , l'ordre d'empêcher l'embarquement , ou de le retarder, de la division "Das Reich" et de ses unités associées, en gare de Montauban. Cette opération consistait à vidanger le plus possible de boites d'essieux à roulements coniques Timkler et S.K.E, et à introduire une dose de carborundem dans les boîtes pour immobiliser les wagons. Elle fut réalisée par lui-même et *Michel Comte.*

La division "Das Reich" fut mise dans l'obligation de rejoindre le front de Normandie par la route après avoir été dans l'impossibilité d'être transportée par train. Harcelée régulièrement sur son itinéraire routier par les maquis et les résistants des régions qu'elle traversait.

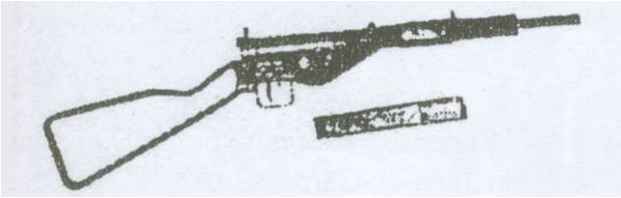
Passant par Tulle et Oradour sur Glanes où certains de ces éléments commirent les plus graves forfaits : 99 pendus à Tulles , 642 morts à Oradour sur Glanes , tout le village dévasté et incendié, elle prit beaucoup de retard et n'arriva que bien après la consolidation de la tête de pont réussie par les alliés sur les plages normandes. Elle mit 16 jours pour aller de Montauban à Caen.

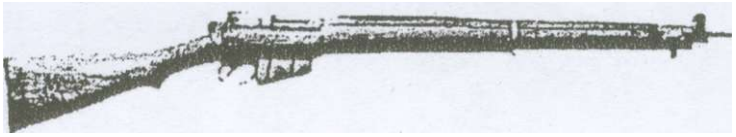
Tous les réseaux (ou sections) du S.O.E. créés de 1940 à 1944 n'ont pas eu le même destin, ni la même vie. "Pimento" lié à "Libérer et Fédérer", aux syndicalistes de la C.G.T et à ceux des syndicats chrétiens, aux cheminots résistants, eurent des actions déterminantes dans les liaisons et coordinations indispensables et sur celles du terrain : fourniture de faux papiers et de titres divers, ravitaillement, parachutages de l'armement, financement des coûts d'impressions des tracts et des journaux clandestins, rémunération de ses agents P1 et P2, les sabotages. Sur les 90 réseaux créés, 56 étaient encore actifs lors du débarquement des alliés en juin 1944.

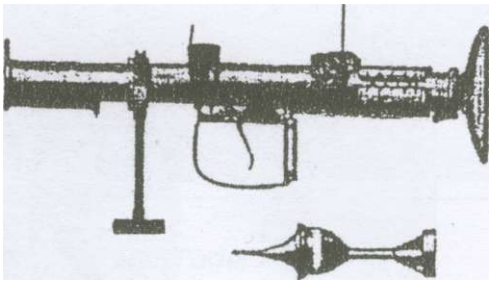
Pour toutes ses actions de France, le S.O.E. avait homologué pour les activités dévolues à "Pimento" : 121 terrains de parachutage sur les 136 prévus par Maurice Buckmaster chef de la section F de 1941 à 1945, dont 79 dans la région de Toulouse ; 102 parachutages effectués dont 74 dans le département de l'Ain et 20 en Midi-Pyrénées, hormis ceux destinés à "Pimento" lui-même comme celui qui a eu lieu à Montauban dans la nuit du 1 -2 mai, dit du Fau, pas très éloigné du voisinage de *Michel Comte.*

Les transports aériens utilisés pour S.O.E. par la R.A.F étaient assurés par des avions basés à Tempford et Tangmère de marques : Westland Lysander, Lockheed Hudson, Douglas Dakota... 258 agents furent déposés en France et 433 ramenés en Angleterre, par les airs, sur les 1200 du service et 10000 tonnes d'armes et de matériels divers furent parachutés en France.

L'armement parachuté par S.O.E. ou expédié par des opérations maritimes, sans indiquer l'importance des explosifs ni celui des munitions, était composé par la mitraillette Sten (200 000 livrés) le fusil Lee-Enfield (128.000 livrés) et l'arme antichar P.I.A.T (1200 livrés).







Le premier agent de la section française du S.O.E. parachutés en France s'appelait *Georges Bégué.* Il était opérateur radio affecté au groupe de résistants fondé par les frères *Philippe, Pierre et Jean de Vomécourt* autour du socialiste *Max Hysmans* dans le département de l'Indre, parachuté le 6 mai 1941 dans la contrée de Valençay.

Le 6 mai 1991 (50e anniversaire de l'arrivée en territoire occupé de cet agent) *André Méric,* alors Secrétaire d'Etat aux anciens combattants et victimes de la guerre, et sa Majesté la reine Elisabeth, la reine mère, inaugurèrent un monument érigé dans un grand carrefour pas très loin du château de Valensay des 16e et 18e siècles ayant appartenu à Talleyran-Périgord, en mémoire des 104 agents, dont treize femmes, morts en service actif en France dans des camps de déportés ou fusillés. *André Méric* m'y avait convié. A Westminster Abbey se trouve un monument dédié à tous les membres de S.O.E. de toutes nationalités morts pour la liberté et la libération de tous les pays occupés, inauguré le 13 février 1996 par sa Majesté la Reine Mère.

Le réseau Alphonse (Buckmaster) dit aussi "Pimento" exerçait son activité dans les départements de la Haute-Garonne, du Tarn, du Tarn-et-Garonne, dans l'Ariège et l'Aude, les Hautes et basses Pyrénées, le Lot, le Gers, dans la Corrèze, la Haute-Vienne, la Creuse, dans l'Allier, le Puy-de-Dôme, dans le Jura, la Loire, le Rhône, la Saône-et-Loire, la Haute-Savoie, la Savoie, dans l'Isère, la Drôme, la Lozère, dans les Bouches du Rhône, le Vaucluse, le Gard et dans l'Hérault ; il était composé de trente-deux agents P2 dont quatorze déportés et de 80 membres tués au combat, sans compter les militants de la base.

En outre chaque département recevait un chargé de mission de 1er classe et un de 2e classe, de nationalité locale ou étrangère.

INAUGURATION - 6 MAI 1991

REINE D'ANGLETERRE - ANDRÉ MÉRIC, SECRÉTAIRE D'ÉTAT AUX ANCIENS COMBATTANTS

Quelques membres du mouvement "Libérer et Fédérer"
autour du Major Tony Brooks à Toulouse
dont Jean Monier, liquidateur du mouvement après la Libération et son épouse,
Jean Durand et son épouse, Robert Marty et Madame, et Louis Olivet,

Une de couverture du N° 6 et 7 de février-mars 1943

1943.

LIBÉRER ET FÉDÉRER

Organe du Mouvement Révolutionnaire pour la Libération et la Reconstruction de la France

GAGNER la GUERRE et GAGNER la PAIX !

ET LE TROISIÈME FRONT ?

Notre journal s'est toujours donné pour règle de ne dissimuler à ses lecteurs aucune des difficultés que présentent les problèmes de la libération et de la reconstruction de la Franc... Il est de notre devoir, aujourd'... que les îlots constitués dès 19... les mouvements de résistance d'être submergés par la ... ferlante et grondante ... l'astre montant de l... sayer de prévenir ... ne manquera pas ... notre pays un... tous les Fr... triotes de... avoir part...

Nous ... trop souvent ... se rassembler ... contre l'occupant ... réjouir à présent ... qui entraîne la Na... conquête de son indé... ses libertés. Mais si ... peuple a été spontané, ... ces conversions retentissant... amené dans les rangs de la ... des hommes tels que Pucheu ... routon, hier encore acharnés à ... les patriotes ? Ceux-là suivent le ... de la Victoire, sans souci de ... conducteur, qu'il soit Hitler, Chu... chill, Roosevelt ou Staline... Tant qu'un succès allemand leur paraissait possible, ils ont servi l'Allemagne à Vichy ; dès que les Anglo-Saxons ont eu leurs chances s'affirmer, ils se sont donnés aux Alliés à Alger.

Si, demain, les chevaux des Cosaques viennent boire dans le Rhin, ils reconsidèreront le communisme qu'ils ont toujours combattu, estimant que, après expérience, l'idée qu'ils s'en faisaient était travestie par les préjugés, l'insuffisance et le parti-pris de l'information, et que, tout compte fait, le communisme, adapté au génie français, dépouillé de sa scorie moscovite, est parfaitement acceptable, pourvu qu'ils participent à son acclimatation.

Ceux-là ont à défendre, en dehors de leur ambition politique, des intérêts supérieurs à tous les principes, à tous les systèmes, à tous les idéaux ; ils sont la dernière garde d'un capitalisme prêt à perdre son nom, à changer ses méthodes, à renoncer à son lustre, pourvu que se maintienne son emprise sur les hommes et sur les choses.

Ils sont aujourd'hui avec Giraud, parce qu'avec lui, ils espèrent être seuls en France appelés à se partager les fruits de la Victoire. Plus habiles que les hommes de Vichy, ils ont accroché le fourgon de la Révolution Nationale au train allié, croyant ainsi rentrer dans notre pays en libérateurs et, à la faveur de la popularité acquise pendant leur dissidence, imposer à la France la politique de Vichy, allégée du fardeau de la collaboration.

Le climat créé par l'approche de ... défaite allemande n'est pas seule... favorable à la mue des politi... de haut parage : le menu fretin ... ndicalistes, des socialistes, des ... militants d'avant 1939, ... ou l'appétit avaient fait ... 1940, à l'Ordre nouveau, ... subit aussi sa mét... même ardeur qu'ils ... lendemain de l'armisti... avec le passé, ils app... nant le triomphe des ... leurs manifestations de lo... publicain sont d'autant plu... reuses qu'ils ont plus de ... et de lâchetés à se faire par... Au nom de la politique de la ... sence et de la défense des inté... immédiats de la classe ouvrière, ... ont assouvi leur fringale de charognards en se repaissant du haut des tribunes de la Propagande, de l'Information, de la Charte du Travail, de l'ordure dont Vichy a essayé de souiller nos idéaux les plus nobles et nos biens les plus précieux. Ceux-ci sont encore plus dangereux que leurs comparses de la grande bourgeoisie, parce que, mieux qu'eux, ils connaissent le vocabulaire de la démagogie, la technique de la manœuvre des masses, les faiblesses de la sensibilité prolétarienne.

Suite page 3.

Consignes pour ceux qui partent en Allemagne

Formez sur le sol de l'ennemi les bataillons de la liberté !

Si Laval mesure le chemin parcouru depuis juin 1942, il peut être fier de son œuvre. L'homme qui souhaite la victoire de l'Allemagne a fait réellement tout ce qui était en son pouvoir pour assurer cette victoire.

Par étapes successives, il s'est acharné à mettre entre les mains des nazis toutes les forces vives de la ...

Les arguments présentés pour justifier les mesures qui ont été prises sont tous du même ordre, aussi misérables les uns que les autres, non seulement parce qu'ils s'inspirent de la fourberie la plus vile, mais encore parce qu'ils visent à opposer entre elles les diverses classes de la nation dans le but, d'ailleurs vain, de briser l'unité française et de mieux asseoir ainsi l'autorité de Vichy !

C'est ainsi qu'après avoir condamné au servage pour l'Allemagne une première catégorie de français, les collaborateurs ont l'audace de réclamer au nom de l'équité le même sort pour le reste du pays.

Le peuple français qui, lui, veut l'égalité, mais dans la liberté et non dans l'esclavage, n'est pas dupe de la politique démagogique de Vichy ; il voit clairement, aujourd'hui, que les promesses de Montoire ont été tenues à rebours : de la relève volontaire à la relève obligatoire, de la relève obligatoire au service du travail, la France en est au même point que les pays qui se trouvent sous l'occupation directe de l'axe, avec cette différence toutefois qu'ici les agents d'exécution sont des Français et non pas des nazis.

Aux jeunes qui vont partir demain, nous tiendrons le même langage qu'aux ouvriers qui les ont précédés.

S'ils peuvent humainement se soustraire aux obligations qu'on leur impose, qu'ils le fassent : c'est leur devoir et aussi leur intérêt, car les risques qu'ils courront seront encore plus grands que ceux qui sont imposés aux spécialistes ; le dernier discours d'Hitler indique suffisamment ce que le Reich compte faire de la jeunesse française pour que nous n'insistions pas davantage.

Nous savons que les mères de France qui, deux fois en 25 ans, ont vu ... foyers meurtris par l'ennemi ... leur patrie, feront tout pour que ... fils n'aillent pas exposer leur ... bénéfice de ce même ennemi. ...dant, il en est malheureu... beaucoup qui, malgré toute ...osité, ne pourront échapper ... de conscription : ceux-là ... par tous les moyens de re... leur départ et de désorganiser ... services de recrutement en manifestant l'incompréhension la plus totale et la passivité la plus complète.

Lorsqu'ils se trouveront enfin sur le lieu de leur travail, ils appliqueront les consignes qui ont déjà été données par les organisations syndicales et les mouvements de résistance : travail au ralenti, sabotage intelligent, en un mot mise en œuvre de tous les

Suite page 2.

...eux qui reparlent ... fraternité !

...UEURS, NOUS VERRONS. MONTRONS ... SIED A LA DOULEUR. ... LEUR, ... VIENT A LA DEFAITE. ... LAVE, ON EST PROPHETE ; ... DE NATIONS SŒURS ! ... NVAHISSEURS. ... A MIS A LA CHAINE ... RRIS QUE LA HAINE. ... RA, LE JOUR ... AURA DROIT D'AMOUR. ... S FRANCHE ... RIS LEUR REVANCHE ! ... CHEMIN. ... ONS-LEUR LA MAIN. ... RANCE PLEURE. ... ETTE HEURE ; ... EMI ; ... ACHE.

... plan ... frança... leurs ... silence ... Pour ... Maréchal ... fois de plus ... qui, quoique ... étoilé ... éclaboussé de sang et de ... est encore le signe de ralliemen... quelques naïfs et surtout d'individus qui ont intérêt à faire les naïfs.

Echos du Front de la Résistance

Le peuple de Montauban manifeste contre la « Relève »

Le 16 mars. Un soir de relève. Un contingent part pour l'Allemagne. La cour de la gare est truffée de policiers. La foule ne peut franchir ce barrage. Elle manifeste son indignation au chant de l'Internationale et de la Marseillaise. Divers incidents surgissent sur le quai.

Le train part en abandonnant son fourgon qu'une locomotive lui amènera plus tard à une autre gare.

Le convoi parti, les manifestants décident d'aller protester à la Préfecture. Sur un parcours d'un kilomètre, un cortège de plus d'un millier d'hommes, de femmes et de jeunes gens se déroule sans rencontrer d'obstacle. De nouveau la Marseillaise et l'Internationale retentissent. S'élèvent aussi les cris : « Hitler au poteau ! Laval au poteau ! ». On arrive à la Préfecture. « Laval et Hitler au poteau ! » Police française et soldats boches en armes surgissent. Huit arrestations.

Notons la brutalité de la soldatesque boche envers des enfants et celle de certains policiers dont nous conservons les noms.

Six arrestations sont maintenues. Trois jeunes ont été expédiés au camp de Saint-Sulpice. Trois autres seront traduits devant le tribunal correctionnel. Le lendemain, on a arrêté un jeune homme accusé d'avoir donné des drapeaux français aux manifestants. Ces arrestations sont scandaleuses. On ne peut plus s'en étonner. On sait que nos dirigeants, qui avaient préparé notre défaite d'accord avec Hitler, sont heureux d'emprisonner les vrais Français qui osent se montrer patriotes. Cela se paiera.

A NOS AMIS

Ne détruisez pas ce numéro. Faites-le circuler après l'avoir lu. Soyez prudents.

LIBERER et FEDERER en Tarn-et-Garonne

" L'*ibérer et Fédérer*" n'est pas un mouvement de résistance comme les autres.

C'est d'abord le rassemblement autour de l'ancien député socialiste au parlement de Venise, *Sylvio Trentin,* réfugié en France après avoir refusé de prêter serment en 1926 au régime de Mussolini et de *Pierre Bertaux.* C'est dès le lendemain de la défaite des troupes françaises, que d'anciens élus de gauche, des militants de l'ex S.FI.O. et du mouvement de la jeunesse socialiste, des syndicalistes de la C.G.T et des syndicats chrétiens, des républicains espagnols et des réfugiés italiens antifascistes, des réfugiés du Nord de la France et de Belgique n'étant pas rentrés chez eux après l'armistice, se rendent dans les cafés de la place du Capitole à Toulouse, à la bourse du travail, à la librairie qu'avait ouverte *Sylvio Trentin,* 10, rue du Languedoc, eux qui n'acceptaient ni la défaite, ni le régime de Vichy fondent le réseau Bertaux.

Ce réseau recevra deux parachutages dès 1941.

Le premier le 13/14 octobre 1941 sur un terrain de Fonsorbes au lieu-dit "Lamortinette" avec deux agents : Monsieur *Forman et Pierre Périou;* le second dans la nuit du 6/7 novembre de la même année, au même endroit, réceptionnant *Yvon Morandat.*

Ces deux exploits sont à mettre au crédit d'un agent de la France Libre, parachuté en Normandie les 8/9 juillet 1941 près de Caen, *Henri Labit,* alias "Leroy" ou "Lassale", entré fortuitement en contact avec le réseau Bertaux pour rejoindre Londres par l'Espagne.

Les armes reçues ont été camouflées provisoirement dans un caveau du cimetière de Terre Cabade par le gardien-chef de ce lieu *Jean Magnas.*

Le réseau Bertaux fut par la suite démantelé fin novembre, après les arrestations opérées suite à la trahison de *Fernand Bernard,* bras droit de *Pierre Bertaux.* Ses membres seront jugés le 24 juillet 1942 par une juridiction française et condamné à des peines relativement légères.

Lorsqu'il fut démantelé, il avait des contacts avec le mouvement "Vérités", qu'animait *André Hauriou,* professeur à la faculté de droit de Toulouse et le mouvement "Liberté" de *Léo Hamon.*

Encouragés par *Sylvio Trentin,* les socialistes et les militants syndicaux de la C.G.T, des syndicats chrétiens de la Haute-Garonne qu'il reçoit et qu'il contacte, manifestent une volonté de rénovation politique et celle de création d'un mouvement autonome par rapport aux mouvements qui acceptaient la reconnaissance politique du Général De Gaulle.

LIBERER ET FEDERER
à ses militants et amis

La pauvreté de notre mouvement est le prix de son indépendance

Un véritable mouvement révolutionnaire est toujours pauvre, parce qu'il travaille non pas pour un patron qui le paie, mais pour un idéal dont la réalisation exige constamment des sacrifices.

« *Libérer et Fédérer* » *se fait un honneur d'être un mouvement pauvre.*

Notre mouvemeit et notre journal ne vivent que grâce aux subventions et aux sacrifices de nos militants et de nos amis.

Conformément à la promesse faite dans nos numéros précédents, nous publions ici une première liste de fonds ramassés par nos militants, et nous nous efforcerons d'en faire de même dans les numéros qui vont suivre.

Nous prions cependant nos amis de bien vouloir nous excuser si la nécessité de paraître sur un format réduit nous oblige à ne publier les nombreuses listes de souscription qui nous parviennent qu'avec beaucoup de lenteur et de retard.

Que chacun continue à nous aider avec le même élan et la même ténacité que dans le passé, même s'il n'a pas encore retrouvé, dans les colonnes du journal, la trace de ses versements précédents.

PREMIERE LISTE

Poussenville.	50
Kangourou.	10
Un groupe d'amis	700
Pierre.	25
Un groupe de P. T. T.	370
Nations Unies.	10
Ceux de la Liberté	850
Rugby.	20
R...	300
Eglantine.	10
Bravo, continuez.	500
Libre ou mourir	20
Stalingrad et ses amis	44
Marsouin et ses amis	116
Ganlette.	10
X, Y, Z.	1.500
Confiance.	10
8 amis des 8 amis	20
Roudoudou.	50
Rode.	25
L'Atelier n° X.	1.280
Piluchle.	25
Edmond VII.	10
Axel.	200
Moi. 27.	10
C. 17.	10
André.	100
V. 18.	10
Chtimi.	10
Un voisin.	500
L'Albigeois.	10
Montoire.	10
Bouboule.	10
Le Nord.	200
O.	10
F.	50
Baramnilla.	500
Julien.	100
Loubet.	100
Américain.	10
Trois ouvriers.	150
René.	10
Baco.	10
Les Cheminots.	2.320
Le Blaireau.	10
Adelaïde.	10
Toto.	10
Le Canadien.	10
Rolland.	25

Notre mot d'ordre pour aujourd'hui comme pour demain :

Pas de compromis même en échange de la publicité,

Pas de soumission même en échange du pouvoir,

Pas de petits calculs, même pour avoir des gros sous.

Page n°5 publiant la première liste des militants ayant versé leur obole au mouvement pour la publication du journal

Ceux qui se retrouvaient avec *Sylvio Trentin* et ceux de l'ex-réseau Bertaux qui n'ont pas été arrêtés (les autres les rejoindront après leur sortie de prison) seront à l'origine en janvier 1942 du mouvement régional "Libérer et Fédérer", qui se donne pour responsables *Gilbert Zacksas* et *Paul Descours* mais qui ne sera reconnu comme appartenant aux Forces Françaises Combattantes de l'Intérieur qu'en 1946, le 22 octobre.

Gilbert Zacksas et Paul Descours mettent au point le programme du mouvement exprimant le fédéralisme imprégné des idées de Pierre Joseph Proudhom, sous forme de tracts d'abord, puis par le journal clandestin qu'ils créent avec pour titre le nom de leur mouvement "Libérer et Fédérer ".

Tous les membres du comité directeur du mouvement se connaissent sauf un, *Gilbert Zacksas,* ce qui facilite la cohésion de l'organisation dans laquelle on trouve des militants comme *Achille Auban, Adolphe Coll, Georges Delpech, Maurice Fonvielle, Clément Laurent,* dit *"Pato"* .

Cette cohésion permettra l'édition et la publication de seize journaux clandestins aujourd'hui réunies dans une plaquette du commerce, (voir la Une de couverture du n°6 et 7 de février-mars 1943 et une page du n°5 publiant la première liste des militants ayant versé leur obole au mouvement pour la publication du journal)

Les journaux et les tracts sont imprimés chez les frères Lion, l'un et l'autre dirigeant un atelier d'imprimerie : *Henri Lion* au 23 de la rue Croix Baragnon, *Raoul Lion* rue Romiguère.

Le 4 février 1944, ils sont arrêtés avec tout leur personnel, dont *Georges Seguy* qui deviendra par la suite secrétaire général de la C.G.T et déporté.

Des journaux, des tracts, des faux papiers ont été imprimés dans les ateliers de la rue Sainte Ursule N° 6 et 1, rue Tripières, ateliers que dirigeait *Raymond Castelvi.*

Jusqu'au mois d'août 1943, dix numéros auront pour sous titre "Organe du mouvement révolutionnaire pour la libération et la reconstruction de la France", à partir du numéro 11 le sous-titre devient , en octobre 1943, "Organe du mouvement révolutionnaire pour la république socialiste et fédéraliste" et après la fusion avec le mouvement lyonnais "l'Insurgé", le journal prend le titre "Libérer et Fédérer - L'insurgé" et pour sous-titre "Organe du mouvement révolutionnaire socialiste".

Les ressources provenaient des cotisations des membres de *"Libérer et Fédérer"* jusqu'au moment de son rapprochement avec "Pimento" du réseau *Alphonse Buckmaster* dont le responsable britannique était *Antony Moriss Brooks,* le plus jeune des agents du S.O.E. envoyé en France après y avoir vécu, parachutés en Limousin sur la propriété de Pierre Vomécour, ingénieur de la S.N.C.F

Les imprimeurs et leur personnel travaillaient pour le journal bénévolement, seuls étaient réglés les achats de papier et les autres matériaux utiles à sa fabrication, le prix de revient du premier numéro qui s'élevait à 6.000 francs, a été réglé par le professeur *Camille Soula.*

E/M F.F.I. Tarn-et-Garonne
Toutes unités F.F.I. 16 Août 1944

Secret à détruire après lecture

Nous vous communiquons ci-dessous les phrases de déclenchement des opérations dans la région sud :

1 - "L 'air est sur la route est large" - Destruction des câble téléphoniques aériens.

2 - *"la terre tremble sous leur pas"* - Sabotages des câbles téléphoniques souterrains.

3 - *"ne bouscule pas les estropiés"* - intensification sabotage du rail

4 - *"L 'apprenti fait des vers"* - actions contre les communications routières de 1'ennemi.

5 - *"le saindoux et mauvais"* - action contre les communications routières de 1'ennemi.Intensification de la guérilla.

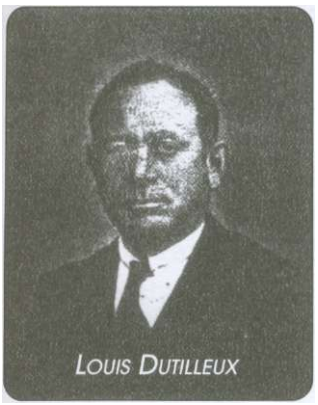
Les phrases 1 2 3 sont déjà passées, surveillez les missions des autres phrases et agissez au mieux selon les moyens dont vous disposez.
Nous espérons recevoir des parachutages cette semaine même, mais vous devez agir même sans armes pour les sabotages qui n'en nécessitent pas. (Couper des câbles téléphone, enlèvement des panneaux de signalisation routière.

Sans attendre la phrase de sabotage des communications routières veuillez enlever tous les panneaux de signalisation routiers (français et Allemands, en particulier M R . I et badigeonner de goudron les bornes kilométriques et les bornes Michelin).
Dès le déclenchement de la phrase 5 mettez des arbres en travers des voies de grandes communications sur des tronçons de 100 m au moins.
Si vous en avez les moyens, embuscades à dresser en des points idoines.

FIRMIN

DESTINATAIRES : toute unité C.F.L. - F.T.P. - U.N.E.
N.B. En dernière heure les 5 phrases sont passées, entrez immédiatement en action.

Le mouvement autonome régional *"Libérer et Fédérer"* grâce aux accords passés entre *Gilbert Zacksas* et le *major Brooks,* sera très actif en Tarn-et-Garonne et s'y développera parallèlement au réseau Alphonse Buckmaster.



Son responsable local *Louis Dutilleux,* entrepreneur de travaux publics, 31, rue Barbazan, pour ne pas être arrêté, partira dans un maquis de "Libérer et Fédérer" de la Haute-Garonne, le maquis de Sainte-Croix, entre le Fousseret et Salies-du-Salat.

Paul Rolland, chef de bureau à la préfecture du Tarn-et-Garonne, *Gaston Fraysse,* agriculteur à Rouge, *Paul Vonflie,* se partagèrent les responsabilités de Louis Dutilleux parti au maquis vers le 15 mai 1944.

René Figarol, professeur d'éducation physique au lycée Ingres, était chargé de mission de recrutement, de l'organisation des parachutages dans Midi-Pyrénées et la région lyonnaise.

Tous recevaient les aides techniques du *Colonel Langlois* du C.D.M. (Camouflage Du Matériel) commandant de l'arsenal de Toulouse, et la "bénédiction" de l'abbé *Glasberg,* pseudo "Elie" de "Témoignage Chrétien", à Léribosc, commune de L'Honor de Cos.

Le réseau "Pimento" souteneur anglais de *"Libérer et Fédérer"*, permit l'intégration à ce mouvement d'un groupe de cheminots résistants animés par *Jean-Louis Lassalit et Louis Guicharnaud. Henri Mascarade*, réceptionniste des colis "délicats" destinés à *"Libérer et Fédérer"* en gare de Montauban - Villebourbon, en sa qualité d'agent au service de la consigne était aussi leur agent de liaison.

Plusieurs groupes de *"Libérer et Fédérer"* ont fonctionné à Montauban, Castelsarrasin, Saint Porquier, Montech, L'Honor de Cos , Verdun sur Garonne, Villebrumier, Nohic, Molière.
Tous eurent des contacts avec les représentants de l'A.S. et de l'état-major départemental, de Témoignage Chrétien et du N.A.P

Il faut aussi retenir que *"Libérer et Fédérer"* avait un contact privilégié avec l'Etat-major allié à Londres, directement ou par la Suisse, exploité par S.O.E. permettant l'organisation et la mise au point dans la "brousse" ou chez les militants du renseignement, de la propagande, de l'aide à tous les traqués (israélites en particulier) pour le passage en Espagne, ou de leur refaire une identité quand ils restaient au pays, en ville ou dans le maquis, de l'administration des groupes, de la demande et de la réception des parachutages, de l'instruction générale sur la guérilla et, après le débarquement des alliés, des destructions à opérer avant et après les débarquements (Normandie et Provence) d'une manière durable sur les communications ferroviaires entre Montauban et Paris, Marseille et Lyon.

E.M. F.F.I. 20 - 8 - 44

Tarn-et-Gne

II heures 1/4

Ordre à la 2e cie

Se porter immédiatement dans la région des "Sapinettes", la Salvetat-Belmontei pour interdire le passage aux Bôches qui évoluent dans la région de Gènebrières.

Alerter aussi le groupe "Libérer et Fédérer",pour étoffer la formation.

le chef F.F.I.: N I L -

L'intervenant radio était un Canadien né au Québec exerçant dans le triangle Montauban, Lavaur, Toulouse avec comme point de chute Lavaur et le nom de code "Emmanuel nom radio Bracés".

" *"Libérer et Fédérer"* disposait en Tarn-et-Garonne de six terrains de parachutage :

A Montauban chez *Gaston Fraysse* à Rouge, route de Montech dont la phrase message était *"les documents français sont prêts"* et le nom du terrain *"Brioches"*, au Bareyrous, à Saint-Etienne de Tulmont, repéré par le chef de la première compagnie A. S., nom de code "*Cacahuètes*", phrase : *"les amis de la tarte aux pommes s'entendent bien".*

À Montauban chez *Emile Cadenne,* père du gendre de Jules Alamelle, membre du mouvement et du C.D.L. (Comité Départemental de la Libération) au Carreyrat, terrain "Dinde", phrase : *""* le *général a retrouvé sa baïonnette".*

À Villebrumier, près du cimetière, lieu dit Camarios, phrase : *"* les am*is de la tarte aux pommes sont là"* nom de code pour la B.B.C. : *""" Paris"*

Entre Villebrumier et Varennes, à la Belette, commune de Villebrumier le nom de code pour la B.B.C. "*Brésil*" , phrase " *Tartempion visitera le Brésil "*

Toujours à Villebrumier , au lieu Santusans, nom de code B.B.C. : *"*C*anada"*, phrase : *""* e*nfile ton caleçon".*

l'autre entre Corbarieu et Montauban le 20/21 août 1944 avec cette fois comme phrase *""* e*nfile ton caleçon une seconde fois"*.

Le contenu des containers a été équitablement réparti entre "*Libérer et Fédérer"* et la 2e Cie de A.S. commandée par *Maurice,* comme cela se passait lorsque les armes étaient réceptionnées par *Henri Mascarade* en gare de Montauban sous le commandement de *Sarda,* pseudo *Sorel* .

Cette répartition des armes était réalisée le plus souvent chez les responsables : *Louis Dutilleux,* 35; rue Barbazan à Montauban, *Vonflie Paul,* 8, rue Courtaud, *Marcel Delpech* et *Raymond David* de Villebrumier, sur les points d'attaches et de refuge de Montauban, Reyniès, Orgueil, Nohic, Villebrumier, une ou deux fois chez *Paul Rolland,* 53, rue de la République où se tenaient en général les rencontres entre membres du mouvement et ceux des autres organisations de la Résistance Départementale, à La Bastiole, chez *Jacques Rastouin,* ainsi que l'instruction sur leur usage et l'utilisation du plastic et dans divers cantonnements autour de Montauban : au Carreyrat, à Vignarnaud à la ferme Ramandou à Verlhac Tescou, à la ferme Clarios de Villebrumier.

La distribution des tracts et des journaux s'opérait dans tout le département et à Montauban principalement à La Bastiole, Le Petit Paradis Rouge, Villebourbon et Sapiac *(voir extrait du rapport de la légion des combattants de mars 42 - page 72 et 73)*

En plus des sabotages effectués de conserve avec des éléments de la 2e Cie A.S. et le groupe de Monclar-de-Quercy sur la ligne Montauban - Castres, sur les transformateurs électriques et les poteaux soutenant les fils, certains militants de "Libérer et Fédérer" procédèrent au camouflage du matériel militaire provenant de l'armée d'armistice, matériel qui, par la suite, profita au mouvement et à la résistance en général, au sabotage des coussinets et patins des locomotives en transit au dépôt des machines de Montauban,

à des actions contre la milice avec Amiot et Peretti de l'O.R.A., en janvier 1944, au blocage par explosifs d'une douzaine de machines à vapeur dans les locaux du dépôt de la S.N.C.F de Montauban, à l'établissement avec le chef du centre électrique de Verlhaguet *André Lundy,* dès réception des messages *"les trois diamants brilleront un jour"* et *"nous mangerons la tarte aux pommes"*, d'un plan de blocage du transport de l'énergie électrique et de la traction électrique de la S.N.C.F ; le réseau Buckmaster préférant cette solution délicate à un bombardement aérien qui aurait perturbé l'économie montalbanaise, la ruine d'un quartier, des morts et des souffrances inutiles.

Après le débarquement de "Provence", le 15 août 1944 l'Etat-major départemental F.F.I. adresse à toutes les unités se trouvant sur son territoire une note secrète signée de Firmin donnant des instructions, mettant en ordre le harcèlement de l'ennemi et les actions de guérilla, datée du 16 août *(reproduite page 64).*

Le mouvement ne put participer aux combats du 19 août à Montauban, l'ordre de l'E.M.F.F.I départemental lui intimant de mobiliser tous ses membres et de fusionner avec la 2e Cie A.S. est arrivé trop tard. Néanmoins sur la route de Saint-Sulpice après Nohic un barrage est établi par *Marcel Delpech* de Villebrumier.

"" Libérer et Fédérer" se trouvant dans le sud-est du département où se trouve aussi la 2e Cie A.S. et le groupe de Monclar de Quercy cette situation géographique favorisera grandement la fusion nécessaire pour la consolidation des Forces Françaises de l'Intérieur. Ensemble elles exécuteront l'ordre de Nil *(reproduite page 103)* du 20 août 1944 : de rejoindre aux sapinettes, route de Gaillac à Saint-Nauphary, pour barrer la route à la colonne, à l'aide d'abattis et de la combattre.

Comme d'autres compagnies de l'Armée Secrète, de O.R.A. et de divers mouvements, *"Libérer et Fédérer"* n'a connu qu'un seul cantonnement situé dans la banlieue de Montauban, Vignarnaud-bas, ferme Salomon, qui n'était pas permanent mais qui permit à son effectif divers rassemblements pour maintenir le moral des hommes et mettre au point les actions collectives envisagées contre l'occupant, son ravitaillement, son armement. Sur le plan militaire, elle dépendait du chef du secteur sud-est, le capitaine F.F.I., *Jean Baptiste Sarda* , speudo *Sorel.*

Liquidateur national du mouvement, ancien chef du maquis de Sainte-Croix (31)

A Luchon.

Dans le département, nos forces s'organisent. Nos amis de Luchon marquent leur réveil; l'opinion prend conscience de sa force. Des manifestations d'une vive hostilité ont accueilli des films collaborationnistes. Tout comme dans les cinémas de Toulouse. Ce n'est pas le notaire Comet et ses acolytes du parti Doriot qui arrêteront le mouvement.

A Madagascar.

Quand il s'est agi de capituler devant l'allemand, le grand prétexte était d'éviter l'effusion de sang inutile. A Madagascar, il n'y a que quelques milliers de combattants français: la résistance est impossible et inefficace. Pourquoi les vouer à la mort ? Sinon par une sadique platitude vis-à-vis de l'Allemand. L'Amérique a garanti que Madagascar resterait française. Les spécialistes des capitulations dans l'honneur n'ont aucune bonne raison de faire tuer d'autres français.

Courrier du Maréchal.

A la suite de la dissolution, par décrêt, des bureaux des deux chambres, MM. Jeanneney et Herriot ont adressé à Pétain une lettre dans laquelle, après avoir protesté contre cette "atteinte nouvelle portée aux institutions républicaines", contre la suppression du mot République dans tous les actes officiels et contre le rétablissement des lettres de cachet, ils exposent avec netteté l'état d'esprit du peuple de France à l'égard du nouveau régime et son amour de la liberté.

On vous trompe, Mr. le Maréchal, écrivent-ils, on vous trompe et on vous manque de respect si l'on vous dit que le pays vous suit sur la route où vous tendez à l'engager. Il subit, il le faut bien, les mesures et les gouvernements successifs que vous lui imposez. Mais l'adhésion de son esprit et de son coeur, sans lesquels vous ne pourrez rien de durable, ne comptez pas l'obtenir.

Les Français sont prêts à tous les efforts pour réparer le désastre de la patrie. Ils accepteront toutes les disciplines nécessaires, mais ils gardent leur foi dans les institutions de liberté.

Il est impossible que la liberté meure dans le pays où elle est née et d'où elle s'est répandue dans le monde.

Le Grand danger prochain est qu'elle ne puisse être reconquise sans des convulsions que le devoir serait, en vérité, de conjurer."

Nous sommes reconnaissants à MM. Herriot et Jeanneney d'avoir rompu un silence de deux ans qui pouvait les faire considérer comme complices, et tout en regrettant qu'ils n'aient pas eu un mot en faveur des Juifs persécutés, nous admirons la fermeté avec laquelle ils se sont adressés à l'Usurpateur au nom de la "Souveraineté Nationale".- Mais nous, de Libérer et Fédérer qui voulons faire une France nouvelle, nous pensons à des hommes nouveaux.

Propagande.

Les dizeniers se doivent de faire une propagande méthodique pour que chacun apporte au mouvement de Libérer et Fédérer son appoint de dévouement éclairé. Chacun selon tout son possible. Pas de lâches, pas de fainéants, pas de froussards. Le travail est grand, mais l'accueil qui nous est fait partout est encourageant. Que chacun, par la parole, par l'action, par l'exemple devienne un militant prudent mais actif.

[Trouvé à Auvillar dans l'emballage d'un colis adressé de Toulouse à M. Richarmon.
Remis le 4/11/42 par M. Richarmont, prof. I communal à Auvillar]

Tract de "Libérer et Fédérer"
adressé par ce mouvement de Résistance
à tous les Présidents des comités locaux de la Légion des combattants

MANIFESTATION
GARE VILLEBOURBON

16 mars 1943- 19 décembre 1943

Deux dates retenues par la commission du cinquantenaire pour commémorer les événements provoqués par la Résistance Tarn et Garonnaise, qui se sont produits a Montauban sous l'occupation allemande et la vigilance de son alliée la milice de Darnand, à la gare de Villebourbon sur les quais et au dépôt des machines. Le premier pour s'opposer au départ des jeunes réquisitionnés pour aller travailler en Allemagne par le Service du Travail Obligatoire (S.T.O.), le second pour paralyser les transports vers l'Allemagne des marchandises prélevées sur notre production nationale par l'occupant pour alimenter son économie de guerre

La loi du 4 septembre 1942 permet au gouvernement de Vichy de disposer des travailleurs âgés de 18 à 60 ans et des *travailleuses âgées de 21 a 45* ans. Vichy impose, en vertu de ce texte le 16 février 1943, aux jeunes gens de 20 a 22 ans un service du travail obligatoire de deux ans. Cette loi française fut exécutée par des fonctionnaires et des policiers français au profit de l'industrie de guerre allemande alors que dans les autres pays vaincus c'est l'occupant qui recense, rafle et déporte.

Du volontariat des années 1940-1941 au S.T.O. en 1943 en passant par la relève, telle est la lente évolution qui va amener des milliers de français à travailler en Allemagne.

Où est le devoir de ces pauvres gens ?

Echapper en se cachant en devenant insoumis et sans ressources ou suivre les voix, officielles ou pas, qui prônent la solidarité, l'esprit civique, les menaces de représailles contre les leurs.

Beaucoup se résigneront la rage au cœur, à partir malgré les appels de la Résistance (Journaux et tracts) leur demandant de refuser et à la rejoindre, tels les articles du mouvement de Résistance "Libérer et Fédérer" dans son journal clandestin du 14 juillet 1942 intitulé : "pas *un ouvrier pour forger en Allemagne nos propres chaînes",* et dans celui du 1er sept 1942 intitulé : *"" Ouvrier Français n'allez pas en Allemagne, si l'on vous y expédie de force, sabotez la production de l'ennemi" et* ceux des autres journaux de la Résistance : Combat, Libération, etc....

LEGION FRANCAISE des COMBATTANTS
et des
VOLONTAIRES de la REVOLUTION NATIONALE

Centrale de Propagande
Hôtel de Séville - VICHY -

MOIS de M A R S 1943 -

C O N F I D E N T I E L

DEPARTEMENT de TARN & GARONNE

-:-:-:-:-:-:-:-:-:-:-:-:-:-:-:-

P R O P A G A N D E

TABLEAU D'EFFECTIF au 1er AVRIL

LEGIONNAIRES COMBATTANTS	11.762
VOLONTAIRES HOMMES	710
VOLONTAIRES FEMMES	221
EFFECTIF TOTAL	12.693

LA PROPAGANDE ADVERSE

Quels moyens l'adversaire a-t-il utilisés dans votre département ?

1 - Néant -

2 - Papillons : nombre, lieux, influence -
Quelques papillons dans Montauban enlevés par les soins de la Police.

3 - Tracts : nombre, lieux influence -
Nombreux tracts exemplaires joints -
n° 1 - Manifesté à tous les français -
n° 2 - Français condamnés à la déportation -
n° 3 - Combat -
n° 4 - Cheminots -
n° 5 - Référendum National contré VICHY
n° 6 - La Jeunesse de France répond " Merde "

.....

- 2 -

Ces tracts ont été distribués en assez grande quantité - en particulier dans Montauban -

Distributions - faites dans les boites aux lettres et répandus sur la voie publique -

Influence : Malgré la diffusion immédiate de contre tracts, une manifestation a eu lieu le 16 Mars suivant les instructions portées sur le tract N° 3 -

Cette manifestation s'est produite après le départ du train qui devait partir le 16 Mars à 20h,15 et qui n'est parti qu'à 22 heures par suite du sabotage des freins.

Après le départ de ce train, un groupe d'environ 250 personnes comprenant de nombreuxes femmes et enfants, se sont dirigés sur la Préfecture en chantant l'Internationale, enproférant des menaces contre Hitler La police momentannément débordée n'a rétabli l'ordre qu'après intervention de la garde mobile appellée à protéger la Préfecture - Plusieurs arrestations ont eu lieu.

Les départs qui ont eu lieu par la suite dans le courant du mois de Mars, se sont effectués sans incidents.

4 - Graffitis : nombre, lieu , influence -
Quelques graffitis " 1918" aussitot supprimés -

5 - Equipes de chuchotteurs. Quelle est leur activité -
Très grande activité des chuchotteurs surtout au point de vue communiste -

6 - Quels thèmes développent-ils ? -
Principalement le thème de l'envoi de la main d'oeuvre française en Allemagne qui est présenté comme une déportation massive de toute la population male afin de rendre impossible toute tentative d'insurrection ou de mobilisation en France.

7 - Quelles organisations dissoutes ou actuelles font campagne contre la Légion ?
Pas d'organisation en particulier -
C'est dans le milieu des administrations que l'on trouve les plus acharnés à faire campagne contre la Légion -
Tout ce qui, comme fonctionnaire ou employés des administrations est resté en place comme agents des Loges, du front populaire et de Moscou, certains instituteurs, secrétaires de Mairie, facteurs sont, dans certains cantons, noteirement connus comme faisant campagne sournoisement contre le Gouvernement et la Légion -

8 - Arguments du public contre la Légion -
La Légion est pro-Allemande -

9 - Spécifier le métier de ceux qui critiquent la Légion -
Les fonctionnaires en général -

10 - Quelles émissions de radio adverse ont le plus porté ?
Radio-Londres - Radio-Maroc -

.....

À Montauban, de nombreux tracts ont été distribués quelques jours avant la date de départ du premier convoi de jeunes gens requis pour l'Allemagne invitant la population à protester contre ce départ et, si possible, l'empêcher.

A ce sujet, le rapport confidentiel de mars 1943, adressé au siège (Hôtel de Séville-Vichy) de la Légion Française des combattants et des volontaires de la révolution nationale, nous apprend *(extraits reproduits page 72 - 73)* :

que des papillons de forme rectangulaire sur lesquels étaient imprimés la croix gammée et le mot Laval avaient été apposés dans Montauban et enlevés par les soins de la police.

que de nombreux exemplaires de tracts ayant pour titre :
n° 1 "Manifeste à tous les Français",
n° 2 "Français condamnés à la déportation".
n° 3 « Combat ».
n° 4 "Cheminots"
n° 5 "Référendum national contre Vichy",
n°6° Jeunesse de France répond "merde",
ont été distribués en grande quantité dans les boîtes aux lettres et répandus sur la voie publique dans Montauban.

que « malgré la diffusion immédiate de contre tracts, une manifestation a eu lieu le 16 mars suivant les instructions portées sur le tract n° 3",

que "cette manifestation s'est produite après le départ du train qui devait partir le 16 mars à 20 heures 15 et qui n'est parti qu'à 22 heures par suite du sabotage des freins",

qu'après le départ de ce train, un groupe d'environ 250 personnes comprenant de nombreuses femmes et enfants se sont dirigées vers la Préfecture en chantant l'Internationale, proférant des menaces contre Hitler. La police momentanément débordée n'a rétabli l'ordre qu'après intervention de la garde mobile appelée à protéger la Préfecture. Plusieurs arrestations ont eu lieu".

que les communistes ont une activité de chuchoteurs sur le thème : l'envoi de la main d'œuvre Française en Allemagne est une « déportation massive de toute la population mâle afin de rendre impossible toute tentative d'insurrection ou de mobilisation en France ».

que c'est dans le milieu des administrations que l'on trouve les plus acharnés à faire campagne contre la Légion avec ce développement : « tout ce qui, comme fonctionnaire ou employé des administrations est resté en place comme agent des loges, du front populaire et de Moscou, certains instituteurs secrétaires de mairie, facteurs sont, dans certains cantons, notoirement connus comme faisant campagne sournoisement contre le gouvernement et la Légion parce qu'elle est "pro-allemande",

qu'en réponse aux tracts répandus par la résistance invitant à manifester à la gare le 16 mars 1943, il a été distribué huit mille tracts pour combattre l'action de la Résistance
- 2 000 tracts destinés aux cheminots,
- 3 000 tracts intitulés "organise la destruction massive de tous les pays libres",
- 3 000 tracts intitulés "Français, qui que vous soyez".

Par ses divers appels, la Résistance Tarn-et- Garonnaise a su rassembler pour manifester contre le régime de Vichy, la collaboration, la tyrannie, "les boches et les traîtres". Dans son journal "Libérer et fédérer" n° 6 et 7 de mars 1943, elle rendait compte de la manifestation contre "La relève" d'une autre manière, plus objective que celle que nous venons de lire de la Légion des combattants du Tarn & Garonne dans son procès-verbal à Vichy.

Sous le titre : le peuple de Montauban manifeste contre la "relève", elle s'exprime ainsi :

"Le 16 mars. Un soir de relève. Un contingent part pour l'Allemagne. La cour de la gare est truffée de policiers. La foule ne peut franchir ce barrage Elle manifeste son indignation au chant de l'Internationale et de la Marseillaise".

"Divers incidents surgissent sur le quai".

"Le train part en abandonnant son fourgon qu'une locomotive lui amènera plus tard à une autre gare".

"Le convoi parti, les manifestants décident d'aller protester à la Préfecture. Sur un parcours d'un kilomètre, un cortège de plus d'un millier d'hommes, de femmes et de jeunes gens se déroule sans rencontrer d'obstacle. De nouveau la Marseillaise et l'Internationale retentissent. S'élèvent aussi les cris "Hitler au poteau ! Laval au poteau !" On arrive à la Préfecture. Internationale et "Marseillaise "Laval et Hitler au poteau. Police française et soldats boches en armes surgissent. Huit arrestations.

"Notons la brutalité de la soldatesque boche envers des enfants et celle de certains policiers dont nous conservons les noms".

"Six arrestations sont maintenues. Trois jeunes ont été expédiés au camp de Saint-Sulpice trois autres seront traduits devant le tribunal correctionnel. Le lendemain, on a arrêté un jeune homme accusé d'avoir donné des drapeaux français aux manifestants. Ces arrestations sont scandaleuses. On ne peut plus s'en étonner On sait que nos dirigeants, qui avaient préparé notre défaite d'accord avec Hitler, sont heureux d'emprisonner les vrais Français qui osent se montrer patriotes. Cela se paiera".

Le journal "Libérer et fédérer" , était imprimé à Toulouse chez les frères Henri et Raoul Lion importantes figures de la Résistance régionale, ils furent déportés ainsi que tout leur personnel, dont Georges Seguy qui deviendra par la suite secrétaire général de la C.G.T par la Gestapo en février 1944. Puis chez l'imprimeur Raymond Castelvi qui accepta de prendre la relève.

La Résistance en Tarn et Garonne se manifeste, à partir de 1943, par diverses actions de sabotage sur les lignes électriques, les voies ferrées, les routes et le canal latéral à la Garonne. En décembre 1943, la ville de Montauban, à son tour, met en mouvement son potentiel d'actions de destructions et de sabotages en application du plan vert (sabotages des installations et des matériels ferroviaires), des instructions reçues de l'échelon de commandement dont elle dépend ou à partir des informations qu'elle recueille localement.

C'est ainsi que le groupe Peretti de l'O.R.A. - C.F.P. (organisation de Résistance de l'armée - Corps Franc Pommiès) qui opère dans la région de Castelsarrasin et qui a reçu en renfort un instructeur pour l'emploi des explosifs (Bernard Amiot) envoyé par le

B.C.R.A., parachuté le 15 novembre 1943 a Lamothe près de Lectoure dans le Gers réalisera le 19 décembre 1943 un sabotage très important détruisant 19 locomotives de la S.N.C.F au dépôt des machines de la gare de Montauban. Un second sabotage, dans ce même lieu, sera effectué le 31 janvier 1944. mettant hors d'état de fonctionnement 10 autres locomotives.

Ces sabotages par explosion marquent le début de l'exécution du "plan vert en Tarn-et-Garonne et à Montauban à cause de sa position de nœud ferroviaire (Bordeaux Paris - Toulouse - Montagne Noire).

Au cours de ces actions bien menées techniquement un accident mortel est à déplorer, celui dont fut victime l'ouvrier Maury Auguste chargé de la maintenance sous pression des locomotives.

LES JALONS DE LA GLOIRE

L'Union Sportive Montalbanaise Rugby dans la tourmente de la guerre 1939-1945

par Christian Stierle Conservateur de la bibliothèque Antonin Perbosc

Debout : 5e J. Méric, 7e L. Sabatié
Assis : 4e R Dutilleux, 5e R. Fourniols, 6e R Blanc, 7e R Coulonges.

1939 -1940 - L'Union Sportive Montalbanaise dans la guerre

Quand un pays capitule (17 juin 1940), quand un pays est occupé par l'ennemi, quand un pays est envahi, l'aventure sportive a-t-elle encore un sens ? Y a-t-il dans un tel pays suffisamment de jeunes gens capables de mettre en pratique la fameuse devise du baron Pierre de Coubertin "L'essentiel est de participer " ? Participer â quoi ? Participer au nom de quoi ? Guy de Maupassant écrivait déjà dans Les démarches d'un bourgeois de Paris : "si la guerre est une chose horrible, le patriotisme ne serait-il pas la mère qui l'entretient?".

Alors que débute la campagne de France (1940), Louis Lapoujade est le président de l'U.S.M. Il avait opéré au poste de demi d'ouverture dès 1911 en équipe 1 ; par la suite il avait joué au S.C.U.F. À l'époque le rugby français est bien malade puisque le championnat de France a été sacrifié à l'autel britannique. Comment s'imaginer à ne plus voir à Sapiac les mâles affrontements entre les plus grandes équipes françaises et l'Union Sportive Montalbanaise ?

Déjà à l'automne 1939, alors que les déclarations de guerre se succèdent, l'annonce du conflit n'avait pas laissé les rugbymen montalbanais insensibles. Ah ils se souvenaient des exploits de leurs aînés et de ces 55 rugbymen frères qui étaient tombés au champ d'honneur pendant les années terribles de 1914-1918. Le président de la F.F.R., le docteur Ginesty, n'avait pas hésité à rappeler les belles traditions du rugby français, adressant la lettre suivante à ses camarades de la FFR, et aux joueurs : "Mes chers camarades, la FFR. s'est appliquée depuis sa fondation à faire de ses membres des Français physiquement forts et à essayer de leur faire comprendre que, en toutes circonstances, il fallait savoir penser glorieusement au moment où tous nos joueurs et beaucoup de dirigeants vont avoir à remplir leur devoir envers la Patrie. La FFR. leur envoie son salut très ému et très confiant. Que chaque comité, chaque club se transforme en centre d'accueil pour les joueurs du rugby, français ou britanniques mobilisés. Plus tard, nous penserons à nouveau au rugby. Que le souvenir de ceux de 14-18 vous soutienne. Comme en 14, les rugbymen, le cœur gonflé d'espoir et de volonté, feront magnifiquement leur devoir".

Sapiac, dès septembre 1939 est réquisitionné, comme le stade Yves Du Manoir à Colombes ou le stade des Minimes à "Toulouse. Mise à la disposition de l'armée, la société cycliste est soumise à rude épreuve. Mais cette fois le Monument aux Morts qui comporte les noms des 55 sapiacains morts lors du premier conflit mondial veille aux destinés du club.

Malgré la guerre, le comité des Pyrénées de rugby à XV décide de poursuivre son activité et d'organiser une coupe : ce sera la Coupe de l'Espérance des jeunes "Vert et noir", les montalbanais sont convoqués le vendredi 13 octobre au terrain de Pomponne en vue de la formation des équipes pour la saison 1939-1940. Mais Sapiac réquisitionné... les dirigeants prennent le parti de ne pas engager l'U.S.M. en Coupe de l'Espérance et de mettre l'équipe en sommeil en marge de la drôle de guerre. La saison rugbystique se limite, dans l'hexagone, à la participation de douze clubs régionaux à un Tournoi Pyrénéen, à la Coupe de Paris et à la Coupe de la Côte Basque. À cela s'ajoutent des affrontements, à Paris (Parc des Princes) entre l'armée française et l'armée britannique ou encore entre la R.A.F et l'équipe des aviateurs français. Quant à la Coupe de l'Espérance, elle sera remportée le 5 mai 1940, par le Stade Toulousain qui bat l'Entente sportive Albigeoise (23 à 0). Dans les rangs de la jeune équipe toulousaine, on note la présence de Jean Bénézet et Marc le Gunehec qui, quelques années plus tard, avec leurs camarades Adrien Soulié et Jean Bazelières, viendront renforcer l'U.S.M. et participer à son renouveau.

A Montauban, où le rugby colle à la peau de chacun, les quelques vieux dirigeants qui n'avaient pas été mobilisés rappellent que, si l'U.S.M. est en sommeil, il convient de rassembler un maximum de jeunes montalbanais sous la bannière verte et noire dès l'automne 1940 : "On a été surpris dans les milieux sportifs pyrénéens de l'absence de l'U.S.M. dans la Coupe de l'Espérance. On ignorait sans doute que les animateurs de notre club étaient mobilisés, que les équipements étaient réquisitionnés, que le terrain lui-même avait été utilisé par l'autorité militaire. À l'heure actuelle, il est permis d'annoncer que, selon toutes probabilités, les jeunes vert et noir pourront, l'hiver prochain, se joindre à leurs collègues pyrénéens. Précisons qu'il est dans les intentions de notre club doyen de constituer des équipes cent pour cent juniors".

Ainsi, au milieu de cette actualité nourrie de misère morale et matérielle, le sport - et le rugby en particulier - n'occupe plus qu'une place dérisoire dans l'esprit des montalbanais. Au plan national, le nouveau ministre de la Jeunesse du maréchal Pétain, M. Ybarnegaray, un ancien Croix de Feu, abolit le sport professionnel, sauf le cyclisme (13 juillet 1940). Le rugby à XIII est ainsi condamné. La guerre des deux rugbys est relancée â l'occasion d'un conflit mondial majeur. Comme quoi sport et politique restent indissociables.

1940 -1941 - Sapiac Libéré

La bataille fait rage en juin 1940. L'aviation allemande lâche des milliers de bombes sur Paris et le nord de la France. Paul Reynaud s'adresse au pays : "Aujourd'hui, à une heure qui reste grave, je viens vous apporter des raisons d'espérer... Le rêve d'hégémonie allemande va buter sur la résistance française. Nous autres, Français de juin 1940, nous n'avons qu'une pensée : sauver la France. Plus que jamais, nous avons confiance dans nos armes !".

Dans la soirée du 18 juin 1940, de Londres, une voix grave s'élève, venue d'on ne sait où, porteuse d'espoir et providentielle : le général De Gaulle s'adresse aux Français et leur lance un appel, avec comme mot d'ordre : "Résistance !". Mais la France doit bien se résigner à ce qui est l'évidence même : elle a subi une humiliante défaite et doit donc prendre, sans délai, des mesures hardies en vue d'un relèvement rapide du pays. L'Etat français s'installe à Vichy... et De Gaulle est condamné à mort par contumace... pour trahison. Celui-ci répond en garantissant "la restauration intégrale de l'indépendance et de la grandeur de la France...". Il faudra attendre quelques années.

Dans ce contexte comment allait pouvoir se dérouler la saison de rugby 1940-41 ? Alors que le ministre de la Jeunesse n'autorise qu'un seul club de rugby dans les villes de moins de 50000 habitants, la F.F.R. se retrouve avec un exécuteur bicéphale : Louis Dedet, vice-président, est chargé de la zone occupée et le docteur Ginesty, président, dirige depuis Toulouse les clubs de la zone libre, rappelant avec force les principes qui régissent désormais le rugby français :

- Interdiction des championnats, d'appointer les entraîneurs, des matches éliminatoires en challenges ;
- Autorisation des tournois sous certaines conditions et obligation impérative d'un amateurisme pur et dur.

Sapiac, toujours occupé par l'armée, les "vert et noir" prennent le chemin du terrain de Pomponne le dimanche 22 septembre 1940. Depuis le 5 mars 1939, date à laquelle l'U.S.M. avait battu Carcassonne à Sapiac, le rugby était réduit à la portion congrue dans la cité d'Ingres. II fut décidé que le terrain serait occupé le matin par les

jeunes et l'après-midi par les seniors. Le club, avec toujours à sa tête le dévoué Louis Lapoujade, peut compter sur un effectif de qualité où se mêlent jeunes espoirs et vieux briscards.

La guerre avait laissé des traces et sept Montalbanais avaient été faits prisonniers : Charles Bigot, Edouard Tournou, Roger Nat, Henri Boyer, Lespiaut, Onory et Emile Bouché. Tournou fut rapidement libéré ; ce qui ne fut pas le cas de Nat, Boyer et Onory. Charles Bigot retrouve sa liberté en février 1941 et s'installe dans sa ville natale (Lézignan). Et en septembre 1940, l'U.S.M. à la joie d'accueillir Edmond Pasquier, ancien joueur de Toulon. Avec des jeunes pétris de qualité, fait unique dans la déjà longue histoire unioniste : les juniors sont engagés sur deux fronts en Coupe des Pyrénées.

Le 2 octobre 1940, à Toulouse, il est décidé que la seule épreuve officielle organisée par la FFR. sera la Coupe Nationale des Provinces, disputée par les sélections régionales dont celle des Pyrénées - Béarn - Bigorre. Pour pallier la suppression du championnat, un challenge Français regroupant 42 équipes est mis sur pied.

Enfin arrive le moment tant attendu par tous les sportifs sapiacains : Sapiac libéré ! Sapiac souillé mais encore debout ! Sapiac en piteux état mais Sapiac rendu à ses enfants "vert et noir" ! Le dimanche 24 novembre 1940 est un jour de folle espérance et l'U.S.M. croise le fer avec les rudes Ariégeois de Saint-Girons ; une victoire chèrement acquise vient sanctionner les débats.

La charte des Sports du 20 décembre 1940

Le 16 octobre 1940, coup de théâtre dans le monde du rugby. Le professionnalisme est interdit. Les clubs de rugby à XIII doivent s'affilier immédiatement à la F.F.R. ou disparaître. C'est ainsi, par exemple, que Toulouse Olympique XIII enrôle deux équipiers de plus et devient le Toulouse Olympique XV !

Né à l'origine du refus de la Rugby Union en 1893, d'autoriser certains clubs du nord de l'Angleterre de rétribuer leurs joueurs, le XIII est passé par bien des vicissitudes tout au long du XXème siècle. Introduit en France par Jean Galia en 1934, il subit une grande crise lors de la seconde Guerre Mondiale.

Avec la création de l'Etat Français le 11 juillet 1940, les orientations données au sport français changent. Le sport professionnel est perçu comme opposé aux valeurs que les dirigeants politiques veulent promouvoir. Le 22 août 1940, le ministre de la Famille et de la Jeunesse, Jean Ybarnegaray, déclare : "Le sort du rugby à XIII est clair ; il a vécu, rayé purement et simplement du sport français". Ainsi, dans le journal "L'Auto" daté du 14 octobre 1940 on lit : "Le rugby à XIII a réintégré la Fédération Française de Rugby. Le retour à la fédération mère devra être terminé le 15 novembre, et l'on étudiera l'opportunité de pratiquer le rugby à XIII dans le cadre scolaire".

De fait, le 17 octobre, la Ligue du Rugby à XIII communique : "En raison de la nouvelle organisation du rugby français, dont le statut est en préparation, il est recommandé aux sociétés de la Ligue de jouer entre elle dès dimanche prochain au rugby à XV, de façon à s'adapter le plus tôt possible aux règles de ce jeu...".

Ces propos et ces directives mettent en émoi les adeptes du "deuxième" rugby. Le mouvement treiziste est ébranlé, brisé. La loi du 20 décembre 1940, dite "Charte des sports" se fixe dès lors la nouvelle réorganisation du sport en France. Désormais les fédérations sont quasiment étatisées et le rugby, grâce à sa nature (telle est la volonté des gouvernements de l'époque), ne peut être pratiqué que par des amateurs.

Le rugby à XIII est condamné. Le 19 décembre 1941, un décret portant dissolution de la Ligue Française de Rugby à XIII est pris, promulgué le 27.

A noter que la pratique du rugby à XIII sera rétablie par l'ordonnance du 20 octobre 1943. Celle du 28 août 1945 rétablira la "Ligue Française de Rugby à. XIII".

Au terme de cette rapide étude, il est permis de se poser des questions. Vichy a éliminé le XIII pour cause de professionnalisme. Or le football était professionnel..., et le régime de Pétain n'a rien fait contre ce sport. On peut toujours penser que le XIII a été éliminé par Vichy parce que le XV était lié à ce gouvernement ; que le XIII ait souffert d'ostracisme avant la guerre et au début du conflit, cela est évident. Les événements s'enchaînant, Vichy a interdit d'abord ce jeu, puis l'a spolié. Et les biens treizistes ont bien vite été récupérés par le XV. L'Histoire est ainsi faite...

1941-1942 - L'U. S. M. dans la tourmente

Alors que les belles après-midi de septembre inciteraient les joueurs et les supporters à retrouver leur Sapiac favori, la F.F.R., avec à sa tête le président Albert Ginesty que soutient le Conseil des anciens internationaux, envisage d'interdire toute compétition pour la nouvelle saison. Les clubs réagissent mal face à cette mesure qui pourrait engendrer la mort du ballon ovale dans l'hexagone. À Montauban, l'arbitre local Marcel Lapisse résume le sentiment de tous en déclarant : C'est très simple ! Plus de compétition et c'est la fin du ballon ovale. Le rugby est malade : doit-on le diriger sur un centre de rééducation ou vers un conseil de réforme ?

La guerre est là, bien là avec ses tueries, ses ruines, ses restrictions, les déportations de prisonniers vers les camps de la mort. Le président Lapoujade, homme discret et courageux, qui "tiendra" jusqu'à la Libération, sait que le rugby compte bien peu de choses dans une telle tourmente. Pierre Blanc, futur préfet, sait de quoi il parle lorsqu'il évoque la misère des temps : "… Il (Louis Lapoujade) a le grand mérite de ne jamais faire front, entouré d'une poignée de dirigeants, anciens joueurs pour la plupart, qui ont uni

leurs efforts pour résister à l'adversité. Il leur faut entretenir le stade de Sapiac délabré, le terrain endommagé par l'occupation militaire, assurer les déplacements par leurs propres moyens malgré la pénurie d'essence et de pneumatiques, s'occuper du lavage et du rapiéçage des maillots, apporter leur garantie personnelle aux avances chichement consenties pour faire face aux dépenses les plus urgentes, contribuer, avec des moyens dérisoires, au soutien moral et matériel des joueurs. Tout cela sans espoir de gloire ni même de reconnaissance immédiate. Au plus creux de la vague, alors qu'il faut compter sur des anciens ou de très jeunes joueurs pour former les équipes aux effectifs raréfiés par la captivité, le rationnement, les épreuves de toutes sortes, ils ne cèdent jamais an découragement, même lorsque les défaites et parfois les humiliations les poussent au renoncement. Grâce à eux, l'U.S.M. a pu traverser un gué dangereux et reprendre pied dès la fin de la guerre"

(Extrait de : Union Sportive Montalbanaise - un siècle de rugby (1903-2003), p. 264).

1942 -1943 - Des temps incertains

Pris dans l'incertitude des temps et la tourmente des événements, les rugbymen montalbanais font une saison bien pâle. Sapiac reste le temple du sport montalbanais et, si on pratique le tennis sur le terrain cimenté qui jouxte le Monument aux Morts, tout à côté, sur les berges du Tarn nombreux sont ceux qui s'adonnent à la natation, à la plongée, au water-polo (dans le bassin des Mouettes), à l'aviron ou aux joies du hors-bord. Il faut bien tuer le temps en pensant à un avenir meilleur !

Le rugby dans ce contexte ? Le 5 juin 1942, la FFR. et son nouveau président, Alfred Eluère, rétablissent le championnat de France qui sera disputé par 55 clubs en zone libre et par 40 autres en zone occupée. La frontière entre les " deux " rugbys est délimitée par une ligne qui court de Saint-Jean-Pied-de-Port à Genève en passant par Mont-de-Marsan, Angoulême, Tours, Vierzon, Moulins et Beaune. Il est décidé que la fin de ce championnat opposera pour la saison 1942-43 les vainqueurs des deux zones.

Dans la tragédie que connaît le pays, le championnat démarre donc dès l'automne 1942 et l'U.S.M. se trouve dans une poule en compagnie du Stade "Toulousain, Brive, Fumel et Castres.

L'équipe 1, malgré la présence de quelques anciens, reste inexpérimentée. Mais la formation juniors à fière allure avec les Fabre, Augé, Méric, Busquet, Pierre Blanc, Clamens, Fourniols, Malvergne, Andrieu, Lemboulas, Laplace, Rey, Barreau, Bénard et Denat.

La grande finale nationale oppose deux écoles, deux références, deux grands clubs amis de Brennus, le Sporting Union Agenais de Charles Calbet et l'avenir Bayonnais de Maurice Celhay. Au Parc des Princes, le 21 mars 1943, Bayonne est sacré champion de France devant les Lot et Garonnais (3-0). La presse de l'époque relate :

"Le championnat de France de rugby 1942-1943 s'est terminé par la victoire de Bayonne sur Agen. On a tout dit sur ce match, On a vanté la correction des deux équipes et aussi déploré la pauvreté de leur jeu. On a longuement décrit l'ambiance comparable à celle des plus grandes journées d'avant-guerre. Dans le public, on remarquait de nombreuses personnalités, MM. Alfred Eluère, président de la F.F.R., Abel Bonnard, secrétaire d'Etat à l'Education Nationale, le colonel Joseph Pascot, commissaire général aux sports, Cathala, secrétaire d'Etat à l'Economie Nationale et aux Finances, Coll de Carcar, directeur de l'Education générale au commissariat".

Que penser de la technique et de la valeur du jeu au cours de la saison ? Il serait étonnant que le rugby ait fait de grands progrès avec l'absence d'un million deux cent mille prisonniers, les restrictions, les difficultés de la vie de tous dans les circonstances pénibles que traverse notre pays. Cependant, le rugby 1942-1943 n'est pas aussi bas qu'on veut bien le dire. Beaucoup de spectateurs restent intoxiqués par cette fausse idée que le rugby doit être une débauche de jeu ouvert, restant sous l'impression du rugby à XIII.

Le S.U. Agen se consolera en mai 1943 en battant, à Bordeaux, le S.B.U.C. en finale de la Coupe de France (11-4). Et à Montauban, tant bien que mal, Sapiac essaye de garder la flamme fragile de la passion sportive et de donner aux supporters unionistes les émotions et sujets de conversation qui font oublier quelques instants les malheurs du temps.

1943-1944 - La mort d'un junior de Sapiac

A nouvelle saison, nouveau championnat : les deux zones ont disparu et pour cause !

Depuis le 11 novembre 1942, la cité d'Ingres est occupée par l'ennemi, comme toutes les villes de France.

Lors de la première phase, 96 clubs composent la première division. À la tête de l'U.S.M. se trouve le président Lapoujade qui attaque son septième et dernier mandat. C'est la pire saison de toute l'histoire sapiacaine. Les juniors, heureusement, révéleront quelques talents, parvenant ainsi à battre de coriaces Toulousains dans la ville rose. Elle est composée de : Busquet, Lambert, Mességué, Aimé Etienne, Méric, Bénard, Louis Sabatié, Raglia, Debayles, Andrieu, Denat, Dutilleux, Raymond Fourniols, Pierre Blanc, Pierre Coulonges, Augé, André Etienne.

Malgré ses échecs sur le front de l'Est et en Afrique du Nord, l'armée allemande est encore puissante. Gestapo et Milice terrorisent les populations pour amoindrir la résistance intérieure, dont les mouvements ont été unifiés par Jean Moulin, " Le rugby qui a vocation de distraire et de créer l'évasion d'un instant s'impose cependant, l'automne revenu, comme une sauvegarde des traditions et un gage de renouveau".

C'est alors qu'un événement majeur va ajouter le deuil et la révolte à la déception sportive.

Le 2 février 1944, Louis Sabatié, équipier junior de l'U.S.M., appartenant à un mouvement de résistance, fait sauter la vitrine d'un pharmacien, chef de la Milice, en début de soirée. Il arrive place Lalaque avec la ferme résolution d'attaquer des soldats allemands ; à l'angle de la rue Ferdinand Buisson, devant la soldatenheim, l'agent de police de garde le juge suspect et l'arrête au coin de la rue Jean Jaurès ; Louis porte sur lui des grenades et un pistolet. Il n'a plus le choix. Il tire, L'agent s'écroule, mais avant de mourir identifie Louis.

Le lendemain, jeudi 3 février 1944, il est arrêté dans une salle d'étude du lycée Ingres, et incarcéré à la maison d'arrêt de Montauban. Le 17 février, Louis est transféré â la prison de Saint-Michel â Toulouse. Après un jugement de 70 secondes, le procureur-général Berthier le condamne à mort.

À 16 h 52, Louis Sabatié écrira une dernière lettre à ses parents et à sa sœur Linette:

"Maman adorée ; très cher Papa, très chère Linette

Dans une demi-heure, je serai mort. On vient de me lire la sentence ; Sachez que je meurs fièrement sans trembler. Je regrette d'avoir tué ce pauvre agent, mais c'est la Fatalité.

Chère Maman ; sache qu'à quelques instants de la mort, je suis ton digne fils qui t'adore et qui te supplie de lui pardonner toutes les souffrances qu'il t'a fait endurer dans sa courte vie. Pardonne-moi ; je te supplie ;

Cher Papa, au nom de ton héroïsme lors de la dernière-guerre, j'implore aussi ton pardon J'ai cru et je crois encore avoir fait mon devoir. Il est bien pénible.

Chère Linette, excuse-moi si je te procure des ennuis ; Un jour prochain, ils te seront excusés.

Cher Papa et chère Linette, je compte sur vous pour réconforter Maman ; Aimez-la toujours davantage, car elle a toutes les vertus et que ma mort va, j'en suis sûr, lui être presque fatale : surveillez-la bien et aimez-la toujours autant que je l'aime quelques instants avant ma mort

Pensez tous souvent à moi ; car j'ai su mourir dignement fier de mon idéal. La Grande révolution actuelle a aussi besoin des siens. Qu 'est-ce que la vie d'un homme en comparaison du bonheur de l'humanité ?

Adieu, parents adorés, Je meurs content et fier, sans pleurer sans gémir, car je vais retrouver les héros innombrables de la Libération.

Chère Maman, comme je te le demande sur ma lettre écrite, de Montauban, adopte Yvette comme ta fille et vivez ensemble en me pleurant Mais je t'en supplie, vis, je le veux. Adieu, nous nous retrouverons un jour heureux.

Je t'adore, et je meurs la tête haute comme un humble artisan de la Libération

Louis, ton fils chéri"

A 17h 22, Louis Sabatié était fusillé. Il n'avait pas 20 ans

(Extrait de : Didier Blanc - La Légende de Sapiac, livre 111 : Les Années oubliées (1932-1942,), p. 264).

La saison se termine pour les Montalbanais dans une-ambiance pesante et attristée ; Les actions de la Résistance que rejoignent nombre joueurs, entraînent d'atroces représailles. Le débarquement des troupes alliées le 6 juin 1944 en Normandie accélère les mouvements de la libération. Ainsi, Montauban est libre le 19 août 1944 après les combats du Rond auxquels participèrent de jeunes maquisards, membres de l'équipe junior de l'U.S.M.

Mais l'espoir est revenu, et avec lui, l'impatience de retrouver le rugby et son prestige.

1944 -1945 - La renaissance

Au moment même où s'éteint (6 août 1944) le poète de langue occitane Antonin Perbosc, et où - enfin - la ville de Montauban se libère de l'oppresseur nazi (19 août), la saison de rugby reprend. Ce sera celle de la renaissance des "vert et noir ". Souvenons-nous du contexte : à la fin de la saison précédente, l'U.S.M. avait terminé au 95e rang des 96 clubs classés en Fédérale. Elle a pu toutefois garder sa place parmi les 126 clubs qui vont disputer le championnat de France.

Norbert Raynier entend remettre le club sur de bons rails. A cette fin, il a une idée géniale : par l'entremise du "Pape du Jazz", le célèbre critique Hugues Panassié, il décide de recruter l'Albigeois Raymond Grimai. C'est le début d'une belle aventure... Raymond Grimai est un brillant demi d'ouverture dans le Tarn ; à l'U.S.M. on le coiffe en plus de la casquette d'entraîneur. Avec l'appoint de quelques juniors, le Comité décide de procéder à une politique ambitieuse de recrutement. Ainsi arrivent dans la cité d'Ingres Joseph Griffard (ex. international à XV et à XIII) qui apporte toute son expérience et beaucoup de talent, mais aussi nombre de Toulousains qui craignent d'être réduit au rôle de doublure des vedettes : Jean Bénazet, Jean Bazelières, Marc Le Gunehec et Adrien Soulié. À eux se joignent des chevronnés qui ont pour noms : Pierre Izaga (demi d'ouverture champion de France avec Valence-d'Agen en 1937), François Ricardo et Gaston Mader. Le XV montalbanais est désormais compétitif avec les "anciens", toujours présents : Laplace, Jean Lacaze, Quès, Lagrange, Ragla (dit "Le Bouif" en référence au nom familier donné aux cordonniers), Roubert, Jean Bénard, Beck, Salhers, Roucoles, Prunières, Roujas et Bertrand (pour le pack), mais aussi Bénazet, Emile Bouché et Pierre Blanc (pour les lignes arrières). Enfin comment ne pas évoquer le nom du troisième ligne centre de Bègles, Detchard, nommé directeur de la Jeunesse et des Sports, et qui joua trois dimanches avec les " vert et noir " avant de succomber aux sirènes alléchantes du XIII albigeois. Ce qui fit le bonheur de Raymond Grimai, qui hérita du poste resté vacant.

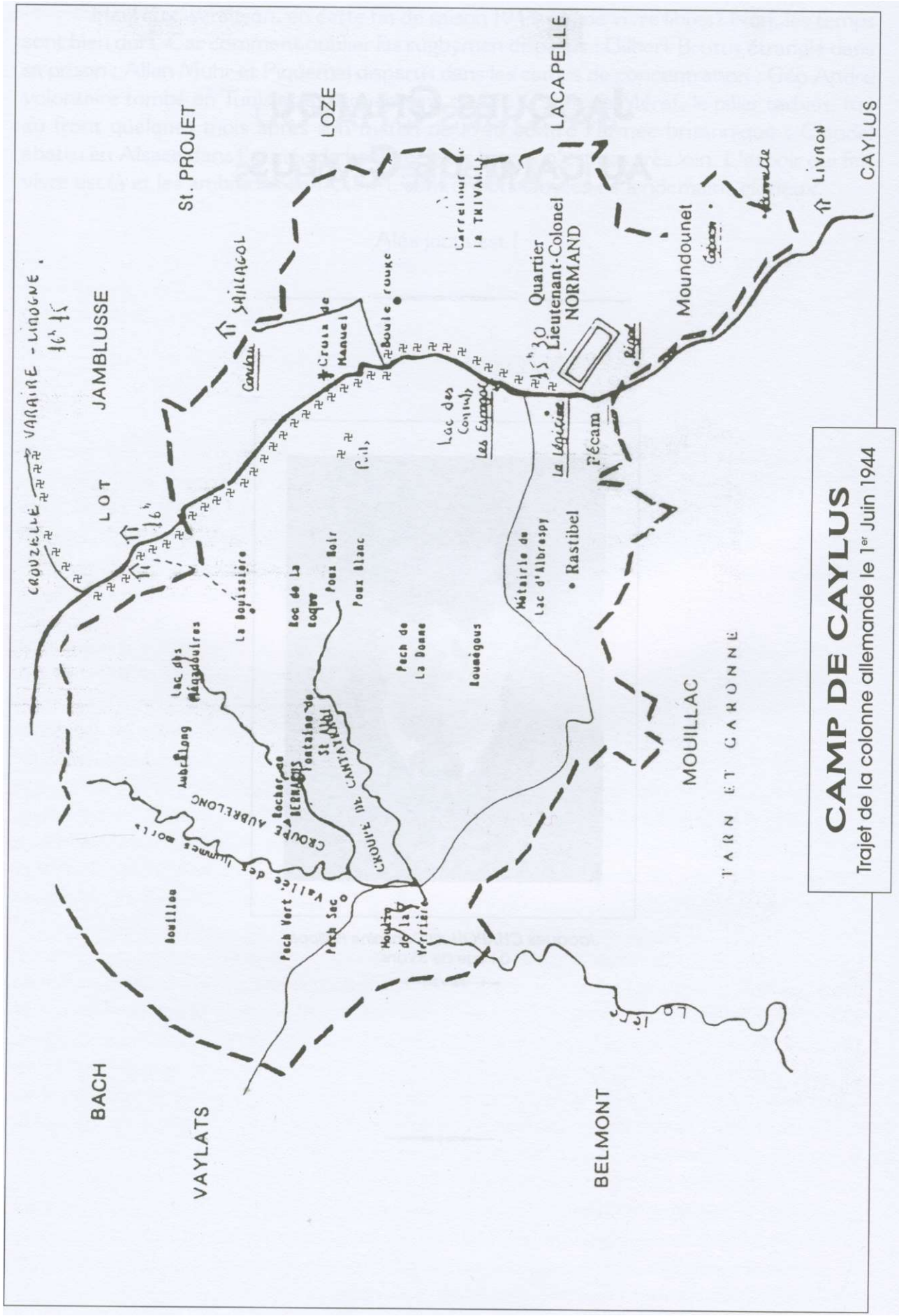
Sur le plan international, la France rencontre à Richmond, le 28 avril 1945, l'empire britannique. À l'aile, Jacques Chaban-Delmas fait ses grands débuts internationaux. Rien de bien extraordinaire si ce n'est qu'il est général et qu'il a vécu le match précédent de janvier dans les tribunes aux côtés des généraux Kœnig et Duché.

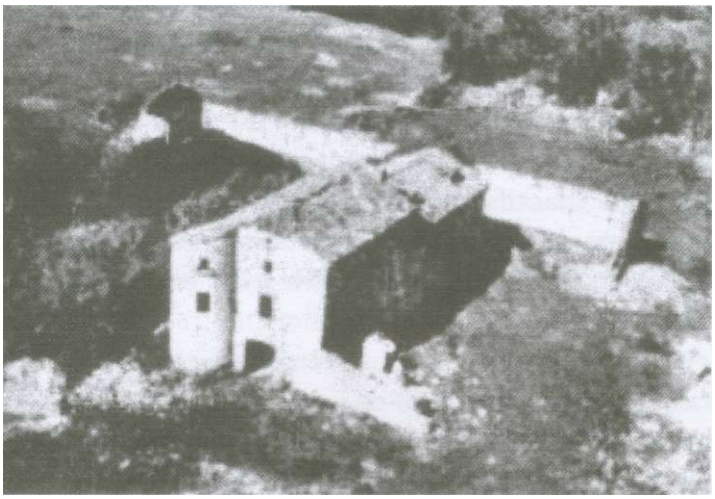
Heureux, serait-on, en cette fin de saison 1944-45, de vivre libres? Non, les temps sont bien durs. Car comment oublier les rugbymen disparus : Gilbert Brutus étranglé dans sa prison ; Allan Muhr et Piquemal disparus dans les camps de concentration ; Géo André volontaire tombé en Tunisie, la cinquantaine passée ; François Méret, le pilier tarbais, tué au front quelques mois après son match de 1940 contre l'armée britannique ; Claudel abattu en Alsace dans l'armée de Leclerc. Mais la paix n'est pas très loin. L'espoir qui fait vivre est là et les ambitions de l'U.S.M. sont annonciatrices de lendemains glorieux.

Aléa jacta est !

JACQUES CHAPOU
AU CAMP DE CAYLUS

Jacques CHAPOU dit Capitaine Philippe
à l'âge de 35 ans.


CAMP DE CAYLUS
Trajet de la colonne allemande le 1er Juin 1944
CAYLUS
LACAPELLE
LOZE
St. PROJET
JAMBLUSSE
LOT
BACH
VAYLATS
BELMONT
MOUILLAC
TARN ET GARONNE
Quartier Lieutenant-Colonel NORMAND
Moundounet
Livron
Pécam
Rastibel
Lac des Coquelets
Lac d'Albespy
Boule rouge
Cruzy de Manuel
Cordou
Shilhagol
Crouzelle
Varaire - Lingone
Lac des Maqadoulres
Aubrelong
Fontaine de St Abel
Bouillac
Pech Vert
Pech Sec
Moulin de la Verrière
Vallée des Lumnes
Croupe Aubrelong
Pech de La Donne
Roumégous
Poux Noir
Poux Blanc
Roc de La Roque
La Boyssière
Carrefour de la Trivalle



PECH SEC

Tarn-et-Garonne, il est intéressant d'isoler le cas individuel d'un témoin privilégié : Manuel de Azevedo, employé civil au camp militaire des Espagots, près de Caylus, jusqu'à son assassinat par les S. S. le 1er juin 1944.

Bien que d'origine portugaise, il avait épousé le désir de libération et la volonté de résistance des habitants de ce Quercy où il s'était marié en 1934 et avait fondé une famille.

Maçon de profession, il est embauché pour la construction d'un hôpital militaire à Saint Pierre de Livron. L'entreprise dure deux ans, ce qui nécessite un recrutement de nombreux travailleurs venus des communes voisines. En 1939, la construction de l'hôpital est terminée. Manuel de Azevedo, qui a fait la connaissance de l'adjudant-chef du génie Cholet et de l'adjudant-chef Pechmagré en service au camp de Caylus, est engagé dans l'établissement militaire.

Au moment de la déclaration de guerre en septembre 1939, Manuel de Azevedo n'est pas encore naturalisé, bien qu'il eût fait une demande en ce sens. Il ne fut donc pas mobilisé. Tout le temps de la guerre, puis de l'occupation, il reste au camp où il travaille à la construction des bâtiments des Espagots.

En moins d'un an, la situation de la France va profondément changer. Le 22 juin 1940 est signé l'armistice de Rethondes. Le matériel de guerre doit être livré au vainqueur.

Mais certains officiers, parmi lesquels le commandant Normand, responsable militaire du camp de Caylus, choisissent de camoufler le matériel en dépôt au camp et dans la région. Jusqu'en octobre 1942, le commandant Normand fait ainsi procéder à des opérations de camouflage dans le camp et chez des particuliers volontaires.

En novembre 1942, avec l'invasion de la zone non occupée par les troupes allemandes, le processus s'accélère. Une véritable noria de camions de la TC.R.T transporte jour et nuit des effets militaires depuis l'intendance de Montauban jusqu'au camp de Caylus. L'adjudant-chef Pechmagré participe activement à ces camouflages.

Début décembre, un camion apporte un lot important de mitrailleuses, de fusils-mitrailleurs et de munitions. Sous la direction de l'adjudant-chef Cholet, une équipe de volontaires civils travaillant au camp descend les caisses au fond de figue de Rastibel.

Fin décembre 1942, les troupes allemandes prennent possession du camp. Les allemands ne restent pas inactifs. Ils découvrent certains dépôts et recherchent les auteurs de ces camouflages. Le 30 mars 1943 le commandant Normand est arrêté par la Gestapo. Le dépôt d'armes et de munitions de Rastibel est découvert.

Manuel de Azevedo a-t-il pris part activement à ces actions de camouflage au sein d'équipes de volontaires ? Quand le dépôt de l'igue de Rastibel a été repéré, il a été mis en cause par les autorités allemandes. Il était considéré comme suspect parmi d'autres. Comment ne pouvait-il en être autrement ? Employé civil permanent sur le camp, il était forcément au courant de toutes les activités de résistance, s'il n'y participait pas effectivement.

Ainsi durant toutes les années de 1940 à 1943, il travaille sur le camp. Tous les matins, à vélo, il emprunte la D. 85 jusqu'aux Espagots. Le soir, il rentre sur Jamblusse.
Or, à la fin de 1943, une situation nouvelle perturbe l'environnement du camp. En effet, le 20 décembre 1943, le maquis " France " du capitaine Philippe (Jacques Chapou) pénètre sur le camp. Il arrive du Bois noir près d'Arcambal dans le Lot tout proche.

À l'automne 1943, Philippe avait réussi à réunir dans les M.U.R. (Mouvements Unis de la Résistance) tous les groupements patriotiques existants dans le Lot : Libération, Combat, Franc-tireur, Libérer et Fédérer, A.S., Résistance Fer... etc..., Chapou ayant la lourde responsabilité des maquis.

Dans ses souvenirs, Georges Cazard écrit : "Traqués par les Allemands, les G.M.R. et (es mificiens, (es maquisards, en nombre d'une trentaine marchent toute la nuit, à travers bois, à travers champs, sous une pluie battante. L'obscurité était profonde. On allait lentement. Parfois les branches des taillis écorchait la figure. Leau s'écoulait goutte-à-goutte le long du visage et pénétrait dans le cou. Les vêtements s'alourdissaient sous l'averse qui durait. Au petit jour, la pluie cessa et la campagne, avec ses chênes jaunis, ses champs mouillés, ses brumes accrochées aux coteaux, avait pris un aspect triste et décevant.

Les 25 kilomètres qui séparent le Bois noir de Jamblusse furent enfin franchis. Cette région semblait propice. Particulièrement boisée, elle offrait aux maquisards les fermes et granges abandonnées du camp militaire de Caylus."

Ainsi furent occupées les granges de la Boissière, dites granges de Cagnac.

Sans doute les Allemands, cantonnés à Montauban, y venaient-ils parfois faire des séances de tir et quelques manoeuvres. Mais ils prévenaient chaque fois le garde-champêtre de Beauregard. En effet, entre chaque séance de tir, les agriculteurs étaient autorisés à mener leurs bêtes pacager dans le camp. Ainsi, Philippe ne redoutait pas l'ennemi, lui aussi devant être averti de leur arrivée.

Enfin Philippe connaissait particulièrement la région. Après son mariage le 18 juillet

1930 à Cahors, la jeune Madame Chapou, institutrice, avait été nommée en poste à Belmont Ste-Foy, dans le canton de Lalbenque, limitrophe du Camp de Caylus. Elle y resta jusqu'en 1937. C'est à cette époque que Chapou devient un amateur fervent de la chasse. Il y consacrait des journées entières. Le gibier ne manquait pas dans la campagne belmontoise.

En pleine nature, au milieu des bois, à travers les landes pierreuses, il se sentait à son aise et vivait pleinement. La chasse aux sangliers le passionnait notamment. Il assistait à la plupart des battues organisées chaque dimanche autour de Jamblusse et dans le camp de Caylus tout proche. Ardent, infatigable, excellent tireur de surcroît, il abattait une besogne considérable dans la recherche du gibier. Mais il aimait aussi chasser la bête noire en solitaire. Les nuits de lune, il partait seul dans la forêt, se camouflait sous un chêne, près d'une piste de sanglier et avait la patience d'attendre une nuit entière le passage d'une compagnie. Son adresse décimait la troupe qui avançait sans méfiance dans la nuit. On sentait qu'il vivait parfaitement au milieu des bois. Il avait déjà une âme de maquisard.

Bref, le 21 décembre 1943 le maquis " France " est installé dans les granges de Cagnac, au beau milieu du Camp de Caylus. Les jours s'écoulent. L'entraînement des recrues se poursuit journellement. Ces jeunes hommes n'ont guère besoin de confort. Leur installation est sommaire. Après avoir dormi à même le sol ou sur les branchages à la belle étoile, quelle chance de coucher sur la paille fournie par un paysan des environs. La cuisine est rustique : quelques marmites suffisent pour cuire le ragoût de pommes de terre ou la potée de haricots et si, d'aventure, on a sacrifié une brebis, on débite la viande en petits morceaux, afin que tous soient servis équitablement. Son unique assiette d'aluminium garnie, le maquisard se restaure dans un coin assis à même la terre, jambe repliée à la façon des tailleurs. Le couteau individuel tient lieu de fourchette... Nul besoin de râtelier d'armes : elles sont rares et l'on dort avec elles en prévision d'une alerte nocturne.

D'ailleurs, ces hommes qui ont tout quitté pour reconquérir leur liberté et celle de leur patrie, se soucient peu du confort matériel.

Le matin, répartis en plusieurs groupes, ils apprenaient à ramper, à se camoufler, à lancer la grenade, à utiliser le plastique, à se battre à l'arme blanche. Une partie de l'après-midi était consacrée aux soins du cantonnement, au repos. Une équipe a été désignée chaque jour pour assurer le ravitaillement dans les fermes sûres. La nuit tombait rapidement à cette saison, et, à la lueur d'un feu de bois commençait la veillée où l'on évoquait des souvenirs et l'on se disait les espoirs. Puis un sommeil réparateur faisait oublier le risque d'une attaque en pleine nuit. On n'y pensait pas car l'impression de sécurité était grande dans ce coin perdu du Cantayrac. On se fiait aux sentinelles qui, remplacées toutes les deux heures, montaient une garde vigilante.

Or, un matin de fin janvier 44, alerte ! Des soldats allemands ont été vus, manœuvrant dans le camp de Caylus, à quelques centaines de mètres des cantonnements des maquisards. C'est miracle, s'ils n'ont pas décelé leur présence. Dans la nuit, ils avaient occupé les casernes vides du camp. Pour une fois le dispositif d'alerte n'avait pas fonctionné. Lennemi était venu inopinément. Pareil voisinage s'avère inquiétant. Aussi,

Philippe ordonne-t-il le départ qui s'effectue avec toutes les précautions possibles. Dans la nuit, un camion P45 déménage ce que les hommes n'ont pu emporter avec eux, en direction du château de Lugagnac près de Limogne.

Durant ces quarante jours passés à proximité de Jamblusse, on peut penser qu'effectivement les maquisards étaient ravitaillés par les habitants du village et des environs, ou que réciproquement eux-mêmes se rendaient à Jamblusse pour se procurer des vivres.

Sur la présence du maquis " France" au Camp de Caylus nous avons deux témoignages convergents : celui de Burg Adrien, beau-frère de Manuel de Azevedo, et celui de Simon de Azevedo, fils aîné de Manuel.

Adrien Burg déclare : *"Chapou est arrivé sur le Camp fin décembre 1943. Avec ses hommes, ils se sont installés aux granges de Cagnac où ils sont resté jusqu'à fin janvier 1944. Il y avait une vingtaine de maquisards, armés pour la plupart de mitraillettes. Chapou portait un revolver à la ceinture. Quand, avec d'autres, nous sommes allés le trouver pour partir au maquis, il était assis sur le coin d'une table, faisant jouer entre ses doigts une balle. Il nous a dit en la regardant : celle-là, elle est pour moi. Ils ne m'auront pas vivant. "*

Pendant tout le temps où le maquis est resté aux granges de Cagnac, le ravitaillement des hommes a été assuré sur place chez les propriétaires de Jamblusse ou des environs. La nuit, on entendait la traction de Chapou qui passait sur la route, reconnaissable au bruit du moteur.

Quand fin janvier, les Allemands sont arrivés subitement sur le Camp, le maquis "France" a quitté très rapidement les lieux.

Simon Azevedo ajoute : " *Pendant les jours où réside sur le Camp le maquis de Jacques Chapou, sans me rappeler la date exacte (Simon Azevedo est alors âgé de huit ans et demi), se déroule le fait suivant : un soir, j'étais au lit avec mon frère. J'ai entendu parler dans la cuisine. J'ai compris qu 'il y avait d'autres personnes avec mes parents. Je descends du lit et j'ouvre la porte. J'ai alors vu maman, mon père et deux maquisards. Je me souviens très bien qu 'ils portaient un brassard bleu blanc rouge avec la croix de Lorraine, et à la ceinture des grenades et un revolver à long canon. Quand mon père m'a vu, il m'a vite pris dans ses bras et m'a ramené dans la chambre. Il m'a fait comprendre que c'étaient des personnes qui s'étaient trompées, qui étaient passées comme ça, sans raison, il ne fallait pas en tenir compte, et que, surtout, il ne fallait pas en parler, que tout allait bien.*

C'est justement parce que mon père a tellement insisté que me sont restés en mémoire ces événements. Je revois encore maintenant la scène : deux hommes, habillés en kaki, avec des grenades à la ceinture et une arme de l'autre côté. Il faisait nuit, vers 9 ou 10 heures du soir. Il faisait froid. On était en hiver. Que venaient faire ces personnes ? Soit chercher du ravitaillement, mais alors elles ne se seraient pas cachées la nuit, ou alors c'est parce qu'elles savaient que notre père travaillait sur le camp et elles venaient demander des renseignements.

En fait, tous les gens qui travaillaient sur le camp étaient connues nécessairement par le maquis. On pouvait donc avoir affaire à eux pour savoir tout ce qui s y passait. Leurs activités essentielles sont celles du renseignement sur les installations et le matériel allemand après novembre 1942."

L'épisode Chapou dans le Camp de Caylus se termine ainsi le 28 janvier 1944. Mais le maquis ne s'éloigne pas pour autant. Le château de Lugagnac est une vieille demeure difficile à chauffer avec le froid vif et la neige. Philippe décide d'évacuer ses compagnons vers un cantonnement plus abrité et plus facile à chauffer. Le déménagement a eu lieu de nuit vers une grande ferme abandonnée de la commune de Belfort de Quercy, aux confins du Lot et du Tarn-et-Garonne. Bien exposée au soleil, abondamment chauffée grâce au charbon ramené lors d'un coup de main effectué à Caussade, la grande bâtisse est un lieu propice à l'action. Ainsi, quelques jours après Carnaval, un autre coup de main permet de récupérer un stock de vivres, de chaussures et de linge au camp de Septfonds, ce qui permet d'équiper les hommes.

On arrive ainsi à la période qui précède le débarquement du 6 juin 1944.
"Fin mai, nous dit Simon Azevedo, *ça remue pas mal ! On sent qu 'il va se passer quelque chose. Sur le camp, les troupes allemandes sont présentes en permanence. Un matin, quand on s'est réveillé, devant la maison, un champ était couvert de toiles de bivouac. Quand les Allemands sont arrivés fin janvier 1944, ils venaient souvent à Jamblusse, surtout pour nous acheter des oeufs. Tant que ce fut la Wehrmacht il n'y a pas eu d'incident. Puis ça a changé avec l'arrivée des S.S. en avril. Ils ne se conduisaient pas de la même manière. "*

En effet, au printemps 1944, la IIe D.B.S.S., dite division Das Reich, s'installe dans la région de Toulouse et de Montauban, avec mission de s'opposer aux mouvements subversifs intérieurs. Un groupe de reconnaissance est détaché sur le Camp de Caylus. Le départ de cette unité vers le nord est fixé au 1er juin 1944. La plus grande partie de la division Das Reich s'ébranle le 8 juin seulement vers le front de Normandie.

Dès avril-mai 1944, les Allemands étaient devenus nerveux. Ils sentaient que les temps difficiles approchaient. Ils comprenaient aussi que la population française était de plus en plus favorable aux patriotes qui, dans l'ombre ou dans les bois, préparaient la lutte contre l'occupant. Aussi se servirent-ils de tous les prétextes pour terroriser la population civile et organiser contre elle de sanglantes représailles.

Ainsi le 1er juin 1944, à 0 heures 30, Capdenac (Aveyron), gros centre ferroviaire, est occupé par les ETR du Lot. L'objectif est la mise hors d'usage du matériel, des aiguillages et des locomotives. Les Allemands n'eurent pas le temps d'intervenir. Est-ce pour se venger de leurs pertes et de l'occupation de Capdenac par le maquis, qu'ils amorcèrent, dès l'après-midi du 1er juin, une opération de représailles, à partir des éléments qu'ils avaient dans la région ? C'est ainsi qu'une petite colonne d'une dizaine de véhicules, venant du Camp de Caylus, traverse Jamblusse vers 16 heures, se dirigeant vers Varaire et Limogne où se tient la foire de printemps. A l'arrivée des Allemands, les habitants s'enfuient en tous sens. Les ennemis tirent, tuant deux jeunes gens sur le champ de foire, puis trois autres personnes en sortant du bourg.

Mais à Jamblusse, un drame se noue. Simon Azevedo raconte: *"Le Ier juin au matin, mon père part travailler au camp à vélo. Il dit à ma mère qu 'il rentrerait plutôt pour sarcler les pommes de terre. En général, il terminait son travail vers 17 heures. La colonne allemande passe à Jamblusse vers 16 heures. Le soir arrive. Mon père ne rentre pas. Ma mère est inquiète. Elle va voir notre grand-père Burg. Ils ne peuvent rien faire jusqu'au petit matin à cause du couvre-feu fixé à 20 heures.*

Au matin, ils partent à vélo par la D.85 jusqu 'aux Espagots. Ils voient les compagnons de travail et l'adjudant Cholet qui leur confirment : Il est parti comme d'habitude. L'inquiétude grandit encore. Au retour vers Jamblusse, au lieu-dit La Craux, ma mère a remarqué quelque chose qui brillait dans les buissons, sous le soleil. Il était près de dix heures. Cela l'a attiré. Avec son père, ils sont revenus en arrière, sont entrés dans un petit passage et ont aperçu tout de suite le vélo et le corps de mon père. Mon père étaient étendu sur le flanc, derrière les buissons. Le vélo était renversé avec une roue libre, comme s'il avait été jeté, le guidon à plat, les roues en l'air. Il y a avait sur le corps des papiers déchirés en menus morceaux..., la tête de mon père reposait sur une pierre. Il avait une blessure à la poitrine, probablement causée par une balle explosive. Il avait aussi une blessure à la tempe droite, un tout petit trou, sans doute le coup de grâce.

Le corps fut ramené à Jamblusse dans l'après-midi sur une jardinière tirée par un cheval. Les obsèques eurent lieu le lendemain. Ma mère avait placé entre les mains de mon père une petite fiole renfermant les photos de ses deux fils."

STÈLE DE MANUEL DE AZEVEDO

LES COMPAGNIES DE L'ARMÉE SECRÈTE DU SUD DE LA GARONNE

2ÈME COMPAGNIE, CANTONS DE GRISOLLES ET VILLEBRUMIER

10ÈME COMPAGNIE, CANTONS DE BEAUMONT, LAVIT ET MONTECH

13ÈME COMPAGNIE, CANTONS DE VALENCE D'AGEN ET AUVILLAR

par Pierre Demathieu

COPIE

F.F.I. du tarn et garonne 21-7-1944

Par décision du 21 juillet 1944 du commandant des F.F.I. du T-ET-GNE ; sont nommés capitaines :

CAMILLE S/Chef F.F.I. Zone 1
VINCENT " " Zone 2
BOURCIER " " Zone 3
SOREL " " Zone 4
FIRMIN " " Zone 5
CARTIER Adjoint C.F.L.
VERON " "
DUMAS chef du corps franc départemental

Destinataires Le chef des F.F.I. du TetG

HISTORIQUE de la 2è™ COMPAGNIE

L'ARMÉE SECRÈTE

DE TARN-ET-GARONNE

Quelques Tarn et Garonnais de la contrée formée par les communes de Labastide-Saint-Pierre, Reyniès, Verlhac Tescou et Villebrumier, refusant l'armistice et le régime de Vichy, peu avant décembre 1940, participent, sous la responsabilité d'un officier de l'armée d'armistice, membre du mouvement, pour le camouflage du matériel de l'armée, Pierre Sauvage, militaire de carrière, à la tâche que cet officier a entreprise. Des véhicules, des armes, des munitions, de l'essence... sont alors planqués chez des agriculteurs et des particuliers de cette partie du département.

Plusieurs d'entre-eux auront, par la suite, des rencontres discrètes avec des responsables des Mouvements Unis de la Résistance permettant le rassemblement d'informations, l'identification des lieux susceptibles d'être utilisés pour planquer les personnes recherchées, y concentrer les groupes résistants et les réfractaires au service du travail obligatoire institué sous la pression de l'occupant par le gouvernement de Vichy. Au cours de ces rencontres et de ces entrevues, le percepteur de Labastide-Saint-Pierre, est désigné comme responsable. Plus tard, il sera nommé chef de la 2e Cie de l'armée secrète du Tarn et Garonne, puis en juillet 1944, chef du secteur sud-est des forces françaises de l'intérieur par Noël Duplan, pseudo Nil. Le chef de la 2e Cie A.S. puis du secteur sud-est, est d'origine ariégeoise. Il a fait une carrière militaire dans l'artillerie coloniale se terminant par le grade d'adjudant-chef avant d'embrasser une carrière civile. Sous son impulsion, l'embryon de la 2e Cie A.S. se met en place progressivement et participe à la propagande indispensable au M.U.R. : distribution des tracts et journaux clandestins, liaisons utiles et indispensables entre les éléments constitués par des citoyens ayant les mêmes convictions : la libération du pays et le rétablissement de la République.

Sarda Jean-Baptiste, pseudo Sorel

Et pour ce faire quatre groupes sont constitués :

- à Labastide Saint-Pierre, responsable Jean-Baptiste Sarda, speudo *Sorel*
- à Reyniès, responsable Paul Terrat
- à Saint-Nauphary, responsable Fernand Germain, speudo *Barrière*
- à Verlhac-Tescou, responsable Fernand Vern, alias *Amaury*

Jean-Baptiste Sarda, pseudo Sorel, avait des contacts avec le mouvement "Libérer et Fédérer" avec lequel il travaillait depuis déjà un certain temps avant de prendre le commandement de la 2e Cie A. S.

Les effectifs rassemblés étant suffisant, en 1943, il prendra alors la responsabilité de cette compagnie à laquelle il adjoint le GA2 de Grisolles englobant les résistants rassemblés par le pharmacien du lieu, Jean Lacaze. Après l'arrestation de ce dernier en même temps qu'une dizaine de ses compagnons Sorel devient sous-chef FFI. du secteur 4 (sud-est) en prenant le grade de capitaine, le 21 juillet 1944. Décision du chef départemental Nil *(reproduite page 96)*

Le secteur qu'on lui a confié et sur lequel il exerce son autorité, comprend les cantons de Grisolles, Monclar-de-quercy, et Villebrumier ; il s'étend aussi sur une partie du canton de Verdun-sur-Garonne.

Soupçonné par un habitant de Reyniès de cacher des armes et de camoufler des jeunes gens réfractaires au S.TO., il est arrêté par les allemands le 27 avril 1943 et par les miliciens de Labastide-Saint-Pierre, puis arrêté à nouveau le 4 mai 1944 par la gestapo de Montauban.

La milice, très présente à Labastide-Saint-Pierre, disposait d'une "centaine" commandée par Louis Pendaries. Les dénonciateurs n'ayant pu apporter la preuve étayant leurs soupçons, il a été relâché au bout de vingt-quatre heures, les deux fois.

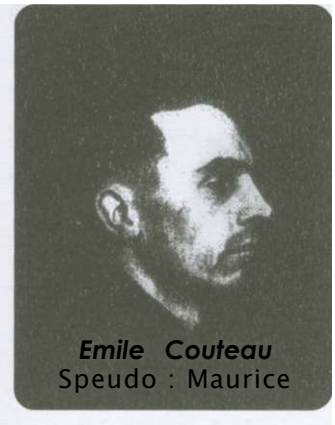
L'armement de cette compagnie provenait des caches réalisées par ou avec le C.D.M. et principalement de l'important dépôt de Reyniès, du matériel parachuté au mouvement "Libérer et Fédérer", sur les terrains de parachutage dont il disposait.

Le 20 juin 1944, une partie de la compagnie s'installe à la limite des communes de Varennes (82) et du Born (31) et aux Auriols-Bas, dans les bois de Griffoulet, non loin du château de Beaudésert, à Corbarieu sur les indications du régisseur de ce domaine Monsieur Point, résistant de la première heure et sur quelques fermes amies de la région.

Deux aviateurs britanniques, à la même époque, sont hébergés au Carreyrat chez messieurs Garrigues et Montiller sur l'intervention de Claude Linières, fils de l'inspecteur d'académie du moment, actuellement à Paris, pasteur de l'église réformée de France. Ces aviateurs rejoindront leur pays par l'Espagne en quittant le Tarn-et-Garonne par train depuis la gare de Montauban où ils ont été conduits par Monsieur Cadenne, le gendre de Jules Allamelle.

Après le recrutement, la distribution des tracts et des journaux clandestins jusqu'en mars 1944, la division Das Reich s'étant, en partie, installée dans le secteur, l'activité de la 2eCie a été la recherche, par tous ses groupes, de renseignements sur cette nouvelle troupe d'occupation au repos de reconstitution en Tarn-et-Garonne, après un important séjour sur le front russe, sur les miliciens et les collaborateurs, et sur le dépôt d'essence de Montbartier en liaison avec le groupe du mouvement "Libérer et Fédérer", très impliqué dans la région.

Elle disposait, en effet, d'un poste émetteur fourni par Fernand Campadieu, cafetier restaurateur à Labastide-Saint-Pierre, installé à Orgueil dans la ferme de Monsieur Laubier au lieu-dit "La Piboulette". Devenu défectueux, ce poste ne put être correctement utilisé et les transmissions à faire, furent confiées au mouvement "Libérer et Fédérer".



Sous l'autorité d'Emile Couteau, instituteur à Labastide-Saint-Pierre, pseudo Maurice, responsable de l'équipe de sabotage aidé de René Audard, également instituteur dans le même groupe scolaire que lui, plusieurs ruptures furent effectuées : sur la voie ferrée Montauban - Castres, entre Labastide-Saint-Pierre et Bressols, les 30 avril, 25 juin, le 10 juillet et le 9 août 1944, sur des aiguillages en gare de Nohic, sur les lignes téléphoniques jusqu'à Monclar-de-Quercy et sur le pont sur lequel passait la voie ferrée à Bressols. Celle du 10 juillet 1944 est à l'origine du déraillement d'un train transportant des chars-d'assaut allemands.

En outre, elle disposait de deux terrains pouvant recevoir des parachutages un à Verlhac-Tescou, lieu-dit Pradal, lequel pour communiquer, avait reçu les phrases message : *"le lion noir à 3 pattes", "je monte un alezan"* et "*tant va la cruche à l'eau qu'elle ne casse",* commun avec le maquis Arnaud localisé à Puygaillard du Quercy pas très loin du hameau des Garrigues dans ses débuts avant de s'installer à proximité de la propriété de "Julou de Rolland" ; l'autre à Varennes, aux Auriols-hauts, homologué sous le nom de Maeterlinck et par la lettre Y, communiquant en utilisant les phrases message : "*mon cheval est un alezan"* et *""mon cheval est blanc".* Mais aucun avion n'interviendra sur ces terrains malgré l'attente de ceux qui étaient chargés de la réception des containers. Le 12 mai, mobilisés toute la journée par la B.B.C., aucun avion ne se présenta. La déception créée par cette situation fut grande et longtemps ressentie par les équipes de réception jusqu'à la démoralisation ; puis largement effacée le 2 août lors du parachutage effectué sur le terrain Canada de "Libérer et Fédérer" et le partage des armes entre le groupe de "Libérer et Fédérer" et celui de la 2e Cie à la ferme Clarios, commune de Villebrumier selon l'accord passé entre "Maison" (Pruet) de l'état-major départemental FF1. et les responsables de "Libérer et Fédérer" : Gaston Fraysse et Paul Vonflie, chez Jean Bayrou, à Puycornet, en présence de Fernand Germain adjoint au commandement de la 2e Cie A.S. Le camouflage du matériel et les groupes constitués par les résistants locaux pour héberger les réfractaires du S.T.O. du pays ou venant d'ailleurs qu'ils protègent, sont très dispersés pour la plus grande sécurité possible. Celui des Auriols-Bas a été repéré par des miliciens puis dénoncé par eux aux allemands.

Témoignage de Monsieur Maurice Richard, maire de Born.

Alors que la 2e Cie A. S. du larn-et-Garonne avec son chef Sarda campait aux Auriols-Bas, non loin du Born et avec laquelle, en qualité de résistant, j'avais des relations, je reçois la

visite de deux jeunes gens qui se disent réfractaires au S. T.O. et, en tant que tels, traqué par la police de Vichy. Ils me demandent de les présenter au chef de la compagnie dans laquelle ils déclarent vouloir s'engager. J'évente le piège tendu. Mais une femme, Madame Delpech, dont le mari était un des ravitailleurs du maquis et devant laquelle ils se présentent comme envoyés par moi, commet l'imprudence de les conduire aux Auriols. Ils y restent tout juste le temps de bien localiser le lieu et savoir ce qu 'ils voulaient savoir. Ils s'évadent et on les voit traverser le Tarn à la nage direction Villemur. C'était en n'en pas douter, des miliciens. Le maquis alerté, décroche. Deux jours après, le 28 juin, les Allemands dûment renseignés, surviennent venus de Villemur ou de Bessières où il y avait une assez forte garnison. Les deux fermes des Auriols sont incendiées. Au Born, fouille dans les maisons, arrestations et exécutions de quatre habitants dont les noms sont inscrits sur la stèle commémorative à l'entrée du bourg.

Cette fusillade est l'œuvre de la dénonciation d'un russe blanc, ex-officier tsariste, métayer au Born : le sinistre Kroutsensky. Il guidait les Allemands, désignait ses ennemis personnels à abattre. Le jeune Teisseyre Robert fut tué à la mitraillette en allant au secours de son père Victor.

Quelque temps après, les Allemands se sont débarrassés de ce même Kroutsensky, on ne sait comment ni pourquoi. Son cadavre a été enterré hors du cimetière communal de par la volonté unanime des habitants, tant il était détesté.

Inscription de la stèle à la mémoire de:

Rey Jean-Marie, 39 ans.
Teysserre Victor, 57 ans.
Teysserre Robert, 25 ans.
Bos Germain, 42 ans.

Mitraillés par les Allemands le 28 juin 1944.

17 août 1944

Chers amis,

D'accord avec Maison, veuillez m'envoyer demain vendredi à l'heure et à l'adresse que vous indiquera l'agent de liaison, une personne capable de faire sauter le dépôt d'essence de Castel. Cette personne devra apporter le matériel nécessaire.

À samedi soir.

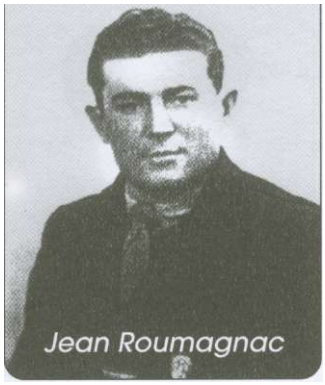
Bien cordialement.

Signé Amaury

Maison à Maurice II. 17/8/44.

Il nous a été signalé que vous aviez fait environ 3000 cartes d'alimentation.

Comme il est vraisemblable que vous n'avez pas l'emploi de toutes ses cartes, veuillez être assez aimable pour faire passer le reliquat à l'EM pour distribuer aux compagnies moins privilégiées.



Le premier responsable de ce groupe du maquis est le chef de groupe Fernand Vern, pseudo "Amaury", instituteur à Verlhac Tescou. Au cours d'un déplacement personnel, il est blessé le 24 juillet par une automitrailleuse allemande qui patrouille dans la région de Born. Elle a ouvert le feu sur un camion d'un groupe du corps franc Dumas de la 6e Cie A.S. revenant d'une expédition à Villemur et sur lequel " Amaury " avait pris place. Il est blessé au poumon et à une main, à même temps que sont tués quatre autres passagers (trois civils et un maquisard). "Amaury" sera évacué par ses camarades chez un membre du réseau Alfonse Buckmaster du groupe "Libérer et Fédérer", habitant grand-rue Sapiac, Monsieur Jost, directeur de la coopérative de Tempé et proche parent de Michel Comte chez qui descend régulièrement le major anglais, Anthony Broocks.

Un poste de contrôle routier allemand repéré par "Mickey" (Jean Déoux) a été installé entre Labejeau et Mongaillard, route de Gaillac près de l'embranchement du Born. Ce poste installé sur un itinéraire régulièrement emprunté par les éléments de la 2e Cie lui crée des problèmes. Il sera attaqué par le groupe de Jean Roumagnac dit "Roumi", au sein duquel se trouvent trois transfuges allemands, le 10 août, pour suivre les instructions de "Francès" (Marcel Foussard) au nom du comité départemental de libération, contenues dans la circulaire rédigée en juillet 1944. *(reproduite ici)*

Le comité départemental de la libération de Tarn-et-Garonne à tous les commandants de Cie.

Le comité départemental, après avoir entendu les explications données par Lambert, chargé de mission de la région sur la constitution des C F L et des milices patriotiques, ainsi que sur leur action, informe les commandants de compagnie :

1°/ Les CFL actuellement constitués ont pour mission l'action immédiate contre l'ennemi soit par actions directes, soit par sabotage, etc... Et devront dès l'insurrection, rentrer dans leur foyer ou s'intégrer dans les milices patriotiques. Les C F L sont sous le commandement de Nil.

2°/ Les milices patriotiques ont pour mission d'appuyer le mouvement insurrectionnel, de prêter main forte aux CDL et au préfet en vue de leur installation, d'assurer l'ordre, d'accomplir les tâches qui leur seront dévolues par le CDL, et si besoin est, d'appuyer l'action des C F L contre l'ennemi. Elles sont sous le commandement du colonel Larzac.

En conséquence, les commandants de compagnie, du fait que l'effectif CFL doit être actuellement suffisant, doivent porter immédiatement tous leurs efforts à la constitution des milices patriotiques et de leur organisation. Ils se mettent donc en liaison avec le colonel Larzac.

Quand le groupe de "Roumi" arrive, la sentinelle du poste est apostrophée par Raymond Max, alsacien d'origine, dans sa langue par un "rendez-vous". Réponse en français "nous ne nous rendrons pas" et ripostes à cette affirmation par tirs au fusil-mitrailleur : 2 morts du côté allemand; aucun mort et aucun blessé du côté des attaquants.

Le 17 août, le même groupe effectue sur la gare de Villemur (31) un coup de main fructueux : munitions, produits alimentaires. Les produits alimentaires sont bien venus, les munitions inutilisables sont jetées dans le Tarn par "Roumi".

L'ordre de "Amaury", arrivé trop tard, n'a pu être exécuté ; la suite à celui de "Maison", réclamant des titres d'alimentation, est inconnue, *(un et l'autre reproduits page 100)*

Agent. Pour la 2ème CIE.

Lundi après-midi, vers 18 heures, un des nôtres originaire de Tarbes et que nous avions accueilli au maquis nous quitte sans prévenir - répond au prénom de René - 1,70 m environ, cheveux châtain clair et légèrement ondulés, nerveux, se prétend transporteur à Tarbes - âge 27 ans environ, aurait fait cinq ans de services en Algérie, au Maroc et 1 mois à Dakar - (2 ans dans les chars, 3 ans dans l'aviation) comme sergent mitrailleur, imite parfaitement les klaxons de voitures - appelé en Allemagne pour le STO serait revenu en permission en janvier dernier - ne serait pas reparti - Lorsqu'il s'est présenté au maquis, avait l'air traqué et prétendait que les Allemands étaient venus chez lui pour l'arrêter - a pris le vélo d'un des nôtres (couleur grenat, triple pignons à l'arrière, marque Mouette d'Or, deux freins, guidon Trials, selle de course) a emporté une mallette marron, couvercle crevé, une veste de cuir marron, deux chemises kaki et une bleu, deux caleçons courts, quatre paires de chaussettes blanches coton de l'armée, un pull-over grenat sans manche, une ceinture en caoutchouc tressée, deux lampes électriques dont l'une à dynamo (en aluminium), des paires leggins ; le tout volé à un des nôtres, ainsi qu'un revolver d'ordonnance n° R 26 I 86, ceinturon et baudrier. Possède un brassard blanc à croix de Lorraine rouge dont il pourrait se servir. Craint qu'il ne se livre à des actes de gangstérisme - blessure au coude droit, genoux droit et talon droit non complètement cicatrisés.

NOTE MANUSCRITE
IL SE POURRAIT QU'IL SOIT PARTI À CAMPSAS OU DANS UN VILLAGE VOISIN OÙ IL PRÉTENDAIT AVOIR UNE VAGUE COUSINE DE NATIONALITÉ OU D'ORIGINE ITALIENNE - L'ARRÊTER AUSSITÔT ET NE PAS LE RELÂCHER. NOUS AVERTIR DÈS SON ARRESTATION.

Tous les chefs FFI. et toutes les unités sous leurs ordres ont reçu les notes ci-après reproduites et relatives aux instructions données et à la conduite à tenir après les opérations du débarquement des alliés en Normandie.

Nil à tous chefs Le 24/7/44
F.F.I.

J'ai déjà expliqué notre attitude sur la campagne du blé aujourd'hui, j'ai en main une documentation sur cette question.

Le ravitaillement en pain est dans une situation très critique, il nous appartient d'y apporter quelques améliorations. Les battages sont cette année très en retard et s'effectuent cette année à une cadence ralentie, il faut aider et surveiller très étroitement les battages.

1°/ Nous devons nous efforcer qu'un stock dit de sécurité assez important en farine soit mis en place chez tous les boulangers du département.

2°/ Nous devons vérifier les quantités de blé conservées chez les agriculteurs et interdire à ceux-ci de se démunir de leurs récoltes au profit des silos de stockage.

Prière de me fournir un compte-rendu hebdomadaire par chaque commandant de compagnie pour les quantités de blé contrôlées dans son secteur car si j'ai le souci d'assurer le ravitaillement des populations urbaines du département, j'ai le devoir de ne pas oublier la situation pénible des départements limitrophes avec lesquels j'entreprends des échanges en produits indispensables.

Signé: Nil.

Le 15/8/44

Nil à Sorel

Des messages très importants viennent de passer à la radio.

Nous devons agir.

Je vous donne l'ordre d'engager immédiatement la guérilla avec toutes vos unités.

Des barricades doivent être établies très nombreuses même si elles ne peuvent pas être toutes défendues.

L'ennemi doit être attaqué partout au tout au moins gêné au maximum dans ses déplacements.

Vous avez en outre à faire effectuer des coupures qui seront entretenues sans cesse sur la ligne Montauban-Saint-Sulpice.

Cette ligne nous intéresse entièrement de Montauban à Saint-Sulpice

Vous m'accuserez réception de la présente note et m'adresserez un compte-rendu tous les jours.

L'heure de l'action est enfin arrivée.

Signé: Nil.

Les coupures doivent être faites dès réception du présent ordre.

Georges Puig qui a appartenu au mouvement "Témoignage Chrétien", dont la responsable était Marie-Rose Gineste, a hébergé chez ses parents, à l'angle de la rue d'Elie, face à la rue Gillaque, un aviateur américain fin mai début juin 1944, ex-étudiant de Seattle (état de Washington), avant de rejoindre la 2e Cie de l'armée secrète où il prendra le commandement de la 2e section

C'est en application des instructions à la lettre que les chefs de la 2e Cie de l'A.S. du Tarn-et-Garonne entreprennent le 18 août la mise en place d'abattis formant barrage sur la route de Toulouse (nationale 20) à Parage, commune de Bressols, le premier à hauteur de la ferme Moulis par le groupe de Georges Puig ; le second à hauteur de la ferme Gasc à proximité du carrefour formé par les routes de Toulouse, Campsas et Montbartier réalisé par l'équipe d'Henri Granié ; permettant à ces unités de créer dans chacune de ces zones de passage de la troupe d'occupation un sentiment d'insécurité par la violence de leurs divers tirs. Pertes infligées aux Allemands : capture d'une automobile, plusieurs tués, 2 prisonniers, dont 1 blessé.

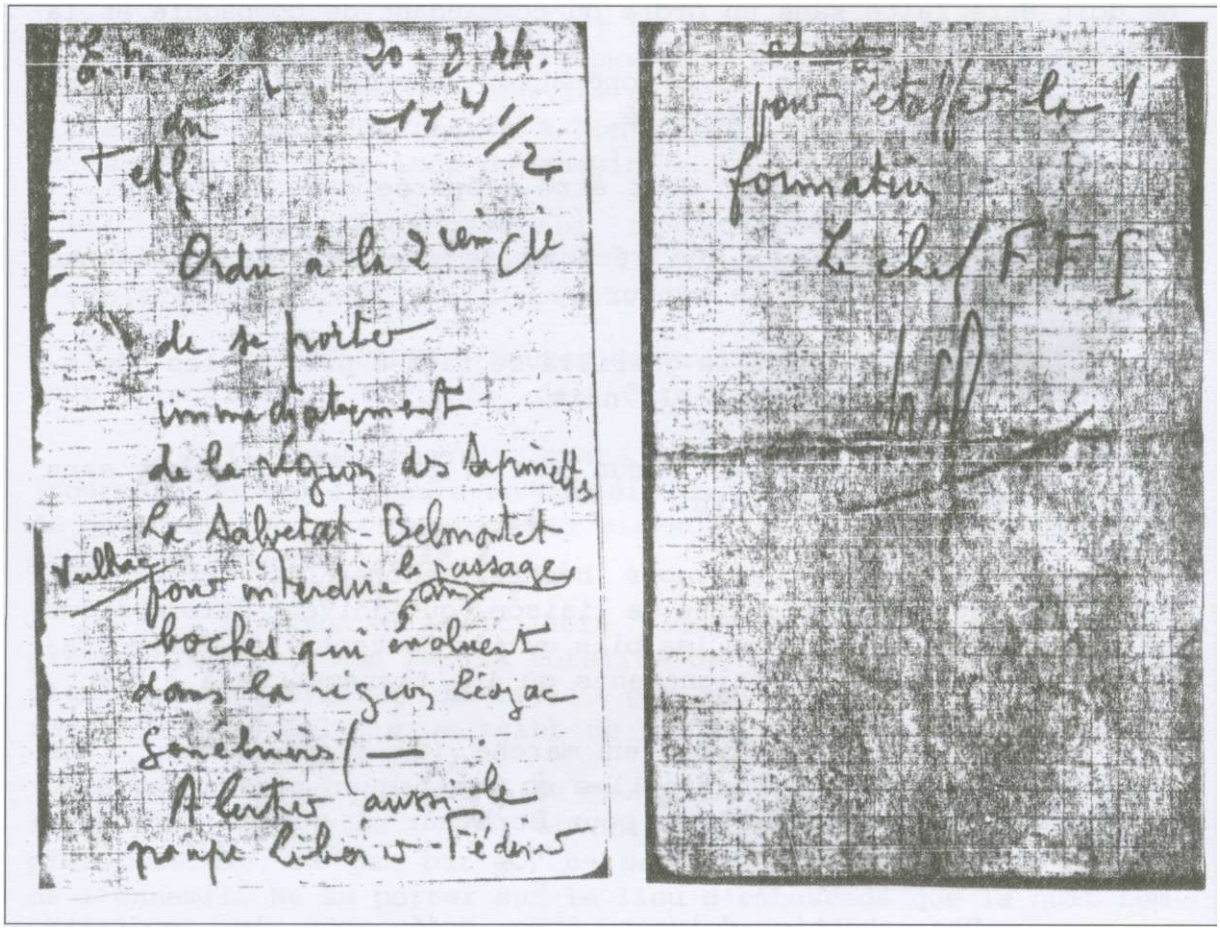
L'intervenant maquisard Séraphin Civera a été blessé à la face.

Ces embuscades l'ayant alertée la troupe allemande cantonnée à Montbartier parviendra sur les lieux en renfort. Le chef de section commandant les deux embuscades, Raymond Max devant l'importance de ce renfort, ordonne le repli sur leur ancien cantonnement de Verlhac-Tescou avant que les ennemis procèdent à des représailles : trois jeunes venant de Montbeton sont capturés : deux sont tués dans les bois de Bressols (Mercadier, un résistant de la région de Toulouse et un polonais répondant au nom de Joseph Mezyck), le troisième : Escaffre, leur échappe et court chez ses parents à Montbeton. Les allemands ayant fait la découverte sur un des corps d'une adresse, arrivent à Montbeton, tuent trois personnes et mettent le feu au château de Saint-Joseph.

Le 19 août 1944, vers 18 heures, le commandant de la compagnie "Maurice", successeur de "Sorel" après sa nomination comme chef du secteur sud-est, replié depuis la veille dans son PC. de Verlhac Tescou, réceptionne une voiture de la gendarmerie française dans laquelle ont pris place "Francès" (Marcel Foussard), l'adjudant Eychenne et deux autres personnes qui l'informent de la situation à Montauban avant d'ordonner le rassemblement de tous les hommes armés pour les diriger sur les lieux du combat en renfort. Ils y arrivent dans un minimum de temps mais trop tard, la bataille du Rond est terminée. L'ennemi s'est enfui à l'est de Montauban vers Nègrepelisse et Genebrières.

Arrivés trop tard, ils s'installent à la gendarmerie de l'avenue Gambetta où ils passent la nuit et où ils sont équipés d'uniformes et de casques provenant du magasin

d'habillement des gendarmes. Dans la matinée du 20 août, ils reçoivent l'ordre d'établir un barrage constitué d'abattis à Corbarieu sur la route de Montauban-Villebrumier, ce qu'ils font, et celui d'en faire un autre aux sapinettes, commune de Saint-Nauphary sur l'embranchement de la route de Gaillac avec celle de Villebrumier. De légers accrochages se produiront sans conséquence des deux côtés. A eux, se joindront pour cette dernière opération les jeunes gars du groupe "Libérer et Fédérer" de Villebrumier commandés par Raymond David.


Ordre à la 2ème Cie
de se porter
immédiatement
de la région des Sapinettes
La Salvetat-Belmontet
Verlhac pour interdire le passage
aux boches qui évoluent
dans la région Léojac
Genebrières
Alerter aussi le
groupe Libérer-Fédérer

pour étoffer la
formation
Le chef F.F.I.

Ordre manuscrit de Nil

(20/08/1944 - 11h30

Ordre à la deuxième compagnie de se porter immédiatement de la région des sapinettes La Salvetat Belmontet Verlhac pour interdire le passage aux boches qui évoluent dans la région Léojac Genebrières. Alerter aussi le groupe "Libérer et Fédérer" pour étoffer la xxxx formation.

Le chef F.F.I.

Nil

En annexe

- la note de l'état major départemental F.F.I. signé par "Firmin" portant la mention secret
- l'ordre donné à tous les éléments militaires du département le 19 août 1944 par le chef des forces françaises de l'intérieur du Tarn-et-Garonne et son complément du lendemain 20 août.
- l'ordre de bataille de la 2 Cie A.S.

Le chef d'état-major FFI Larzac, attire l'attention de tous les éléments FFI sur un certain nombre de points.

1° DISCIPLINE - la discipline est d'autant plus nécessaire chez nous que nous sommes une armée clandestine de volontaires. Aucune opération de prélèvements de denrées, de véhicules, ne doit être faite sans un ordre du commandant de compagnie et la remise d'un bon de réquisition.

Au cours de toute opération observer le silence et l'ordre - condition de sécurité. -

Toute opération doit être préparée dans le détail.

Prévoir aussi une réserve de combustible suffisante pour pouvoir effectuer le retour.

2° GUERILLA. - la guérilla se fait à pied et les déplacements autant que possible la nuit.

Aucune colonne, aucun train ne doit circuler sans recevoir de coups de fusils.

Entre les garnisons boches, entre les différentes colonnes circulent les agents de liaison, qui doivent être abattus ou interceptés (recueillir les plis qu'ils portent, les faire traduire, utiliser les renseignements ou les transmettre à l'E.M.

Observer le boche en marche, au stationnement, ses postes de garde et ses sentinelles et l'attaquer résolument avec un effectif supérieur au sien pour être sûr du succès et donner confiance à nos hommes).

Des abattis doivent être créés sur les endroits propices aux embuscades (tournant de route, voie encaissée ou bordée d'un précipice) . Tous les abattis créés sur les routes doivent être doublés d'une embuscade. Lorsque cette embuscade a joué son rôle, décrocher immédiatement en utilisant les couverts.

Tirer sans avertissement sur toute voiture isolée portant l'immatriculation allemande.

La sûreté de nos formations dépend d'une part des renseignements que peuvent fournir les habitants et nos observateurs et d'autre part nos postes de garde ainsi que la mobilité qui caractérise la guérilla.

En cas d'attaque d'un maquis, le plus sage est de faire décrocher le gros de l'effectif avec par des itinéraires reconnus à l'avance, pendant que quelques éléments plus manœuvriers tiraillent, battent en retraite par paliers et entraînent le boche dans une autre direction.

À titre d'exemple, voici une manœuvre qui pourrait être réalisée par un maquis attaqué :

1°/ Le boche qui attaque a été transporté en camion qu'il a quitté à quelque distance du maquis.

Le commandant du maquis doit en être informé par son service de sûreté. Il monte en conséquence la manœuvre suivante :

Quelques hommes intelligents et décidés tiraillent et l'entraînent le plus loin possible de ses camions. Pendant ce temps-là le gros du maquis opère un mouvement tournant et va surprendre les camions qu'il met hors-service et dont il tue le garde. Le boche privé de ses camions rentre à Montauban à pied, ce qui permet de le harceler tout le long du chemin.

D'une façon générale, il vaut toujours mieux attaquer que lorsqu'on est sûr d'être le plus fort; changer souvent d'emplacement et de lieu d'opération.

3°/EMBUSCADES - Toutes destructions ou abattis sur route, pour être vraiment efficace, doit être doublés d'une embuscade.

Il faut choisir avec soin l'endroit de l'embuscade (tournant de route, route en déblais ou remblai - avoir un système de guetteurs qui préviennent par signaux convenus dès l'arrivée des véhicules ennemis).

L'embuscade doit être placée de telle façon qu'elle prenne bien sous son feu la totalité de l'obstacle. Prévoir un ou plusieurs itinéraires de repli, par petits groupes qui doivent recevoir au préalable un point de ralliement.

Une embuscade n'a de chance de réussir que si elle bénéficie de la surprise. (Pour obtenir ce résultat, se camoufler le plus possible, ne pas parler, ne pas fumer en attendant l'arrivée de l'ennemi). Ne se porter sur le lieu d'embuscade que la nuit tombée.

Un moyen excellent de barrer une route consiste à tendre de gros fil de fer de 60 à 70 cm du sol en oblique en travers de la route dans un tournant. La première voiture va dans le fossé et les suivantes se télescopent plus ou moins et à l'occasion de cette confusion l'embuscade peut placer quelques rafales et disparaître.

Il est préférable de tendre ces embuscades et de faire ces abattis loin des lieux habités afin d'éviter les représailles.

Signé: Larzac.

DESTINATAIRES: toutes compagnies C.F.L, F. T. P, U.N.E

Cette note datée du 16 août 1944 a été envoyée à toutes les compagnies dès que le colonel Langeron, dit "Larzac", a été désigné comme chef d'état major départemental F.F.I.

18 AOUT 1944

E/M. FFI T&G
Toutes Unités FFI

SECRET à détruire après lecture.

Nous vous communiquerons ci-dessous les phrases du déclenchement des opérations dans la région sud :

1° - L'air est pur la route est large - Destruction des câbles téléphoniques aériens.

2° - La terre tremble sous leurs pas - Sabotage des câbles téléphoniques souterrains.

3° - Ne bousculer pas l'estropié - Intensification sabotage du rail.

4° - L'apprenti fait des vers - Action contre les communications routières de l'ennemi.

5° - Le saindoux est mauvais - (Action contre les communications routières de l'ennemi) intensification de la guérilla.

Les phrases 3° & 4° sont déjà passées. Surveillez l'émission des autres phrases et agissez du mieux selon les moyens dont vous disposez. Nous espérons recevoir des parachutages cette semaine même, mais vous devez agir même sans armes pour les sabotages qui n'en nécessitent pas. (couper des câbles, téléphone, enlèvement des panneaux de signalisations routiers)

Sans attendre la phrase de sabotage des communications routières veuillez enlever tous les panneaux de signalisation routiers (français et allemand, en particulier M R I et badigeonner de goudron les bornes kilométriques et les bornes Michelin).

Dès le déclenchement de la phase 5 mettez des arbres en travers des voies de grandes communication sur des tronçons de 100 m au moins. Si vous en avez les moyens, embuscades à dresser en des points idoines.

FIRMIN.

DESTINATAIRES : Toutes Unités C.F.L., F.T.P., U.N.E.

N.B. En dernière heure les six phrases sont passées entrés immédiatement en action.

ORDRE DE BATAILLE DE LA 2° COMPAGNIE F.F.I.
DU TARN-ET-GARONNE, en date du 28/8/44

Capitaine SARDA Pierre, chef de zone de F.F.I.
(2e Cie - 3e Cie - G.A. de Monclar)

Commandant de la 2e Cie	: lieutenant COUTEAU Emile
Officier adjoint	: " GERMAIN Fernand
Docteur	: docteur GHERSENZON Georges
Officier chargé du matériel	: capitaine SAUVAGE André
Section de commandement	: adjudant-chef MALBREIL
Sous-officiers adjoints	: Sergent chef AUDARD
Aspirant	: aspirant- BROTTIER Jean
Service de renseignements	: adjudant-chef BERNARD Jean Henri

1ère section	2e section	3e section	4e section
s/off MAX Raymond	aspirant: PUIG Georges	aspirant: GRANIÉ	adj : CROMBEZ Jean Albert
adj.-chef: GRANIE	s/off ROUMAGNAC Jean	s/off LEYMAT Jean	s/off CIVERA Séraphin
DELMAS René	MARCHAND Jean	TERRAT Paul	ISSARD Pierre

A.S. 2e cie

effectifs au 28/8/44

Officiers :5
S-officier : 15
S-officier sédentaire : 1
Troupes maquis :70
Sédentaires :50
Libérer et Fédérer :

Le sous-lieutenant de réserve
COUTEAU Emile, commandant de la 2° Cie FFI
du Tarn-et-Garonne,
Labastide Saint Pierre, le 15 avril 1947

Signé : COUTEAU

vu: le capitaine Sarda, chef de zone FFI

Signé : SARDA

FORCES FRANÇAISES DE L'INTERIEUR

ETAT - MAJOR DU TARN & GARONNE

En campagne le 19 AOUT 1944

MOUVEMENT À REALISER AVANT LE 20 A MIDI

PAR TOUS MOYENS.

SITUATION ACTUELLE.

L'ennemi est désorienté et ne-songe-qu'-à-préparer son départ, L'ordre est destiné à encercler Montauban»

Une sommation de reddition est envoyée au Commandant de la place de Montauban et du détachement de Caussade.

La réponse doit rendue le 20/8/44 avant midi. Il est donc de toute importance que le boche se sente encercler de toutes parts. Dans le cas où il ne se rendrait pas, continuer l'action de harce lement, multiplier les obstructions de routes, en particulier, sur les routes conduisant à Toulouse et à Gaillac.

Le Chef F.F.I. recommande à tous, la plus grande énergie et demande un effort de tous les instants pour ce dernier coup de collier.

A partir du 20 â 8 heures du matin, le P.C. avancé F.F.I. sera sur la route de Négrepelisse **à** 4 Km 800 de Montauban.

a) SECTEUR VINCENT:

Les Cies du Secteur VINCENT (8 & 12).se porteront dans la région Valence Moissac, pour agir sur la voie ferrée et la route de Bordeaux, (faire rejoindre le détachement Caylus),

La Cie SAHIB se portera dans la région St-HILAIRE FALGUIERES, BIRAC, et interdira le passage aux boches.

DUMAS se portera dans la région du Ramier (Adalbert) et viendra se mettre en liaison avec le Chef **F.F.I.** - P.C. Adalbert -,

LA 2°, La 3° se porteront dans la région St-Martial Le Fau, Bio, Bressols, pour interdire â 1'ennemi les routes **de** dirigeant vers le Sud Est. (Route de Gaillac, Route de Toulouse}*

c) SECTEUR BOURSIER

BOURSIER se portera immédiatement sur la Garonne, (région Mas Grenier, Verdun) et interdira las 3 routes de Toulouse sur la rive gauche et la rive droite de la garonne.

D. 26 - N. 123 - **N**.20

Il détachera la 13° sur la route Donzac-Auvillar-Verdun.

d) Secteur Camille:

Tenir Réalville et Albias. Multiplier les obstructions sur la route de Paris, et les empêcher de rejoindre Montauban; (et faire transmettre au chef de ce détachement l'ordre ci-jointe).

2° - Si le détachement boches"de Caussade, réussit ***à*** partir, le suivre en le harcelant et se porter à hauteur de Fonneuve pour interdire aux Troupes allemandes gui chercheraient à s'échapper de Montauban, le passage par les routes de Paris, et de Négrepelisse.

Le Groupe **F.T.P. du** Secteur St-Antonin se portera sur la nationale 658 entre St-Antonin et Laguépie pomr interdire tout déplacem< **ennemi** en direction de l'Est.

Le Groupe F.T.P. de Verdun (IGON) se portera sur la nationale 20 Sud de Montauban pour effectuer des ambuscades et des abattis d'arbres.

Le groupe F.T.P. de Lauzerte se portera sur la nationa 127, entre Moissac Valence, pour effectuer des embuscades et des abattis d'arbres.

Le Chef F.F.I.

NIL

Le Chef d'Etat-Major

LARZAC.

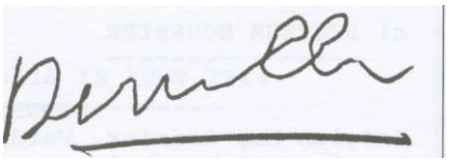
ETAT-MAJOR F.F.I.

20/8/1944

du

Tarn et Garonne

03 H 45



Une colonne allemande forte environ de 150 Hommes fatiguée par le harcèlement est aux portes de Montauban, devant la caserne Pomponne.

Une 2° colonne de 500 Hommes portés (camions et bicyclettes) se dirige de Moissac vers La Française et éventuellement Montauban

En conséquence les ordres sont modifiés ainsi qu'il suit:

La Cie SAHIB se portera dans la Ségion de St-Hilaire pour y constituer un bouchon.

Dès réception de l'ordre des bicyclistes seront envoyés en reconnaissance vers La Française pour se renseigner sur la présence ou la direction de la colonne, (savoir si la colonne n'a pas emprunté le pont du Saula)

Si la Colonne ne se dirige pas sur Montauban , SAHIB viendra épauler DUMAS sur la gauche dont la P.C. est au rond .
(Chercher les liaisons dès le jour et dans les deux cas avec DUMAS)

2° La 7° compagnie DEVILLE se portera à 6 H du matin en direction de Montauban (axe de marche la route de Paris) . Installer sa mitrailleuse â hauteur de l'embranchement est de Négrepelisse tirant vers l'entrée de la caserne prendra liaison â sa gauche avec BRISEFER au Parc de la montre et détachera â sa droite une section e bouchon au passage a niveau de la caserne GUIBERT (à l'ouest de la gare de VILLENOUVELLE).

La manoeuvre consistera à envelopper la caserne Pomponne - 1
La section du Passage à niveau prendra liaison avec DUMAS P.C. au Rond

3°) La CIE DUMAS reprendra les dispositif qu'elle avait dans l'après-midi du 19 mise en place 5 H 30.

4°) La 6″ Cie BRISEFER renforcée des éléments de la 3° Cie reprendra le dispositif de la journée du 19 zone parc de la montre â ligne de LEXOS mise en place 5 H 30.

5°) Les F.T.P. se placeront dans la zone s'étendant du rond au passage à niveau de Lalande prendre liaison à gauche avec DUMAS au rond et à droite avec BRISEFER à la lisière Est du champ de manoeuvre mise en place 5H 30

6°) MURAT tiendra la route de Gaillac aux sapinettes. mission

retarder le boche le plus possible abattis et embuscades.

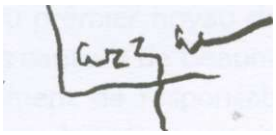
7°) La 2° Cie se déplacera dans la zone du BIO Corbarieu et le groupe libérer fédérer tiendra 1'embrachement de Parages (abttis d'arbres et embuscades) . Détacher 2 ou 3 éclaireurs pour garder les arrières dans la Direction de Toulouse.

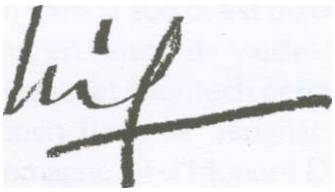
Le P.C. de l'EM sera à la mairie de Nègrepelisse et â partir de 8 H 30 toute les liaisons pourront se faire par le poste avancé du ramier (Route de Nègrepelisse â 4 KM 800 de Montamban I° ferme à gauche avec un cèdre et un pin parasol

8°) TRES IMPORTANT nécessité d'envoyer de nombreux compte-rendu.

Le Chef Départemental des F.F.I.

Le Chef-d'Etat-Major





HISTORIQUE de la 10ème COMPAGNIE

CANTONS DE BEAUMONT, LAVIT ET MONTECH

Cette compagnie a été formée avec les éléments du maquis des « Carottes » cantonné dans les bois d'Hartèch commune de Castera-Bouzet.

Son chef, André Brunei, dit Bourcier, est entrée en résistance par l'intermédiaire d'un pharmacien de Beaumont de Lomagne , François Marsol dit "Colomb", originaire de Varilhes (09) commune située entre Pamiers et Foix, lequel avait été contacté au titre du M.L.N. en octobre 1942 par Moulin, alias Maury, puis Meauzac, ingénieur au laboratoire central d'armement, replié à Caussade depuis l'armistice de 1940.

R. BACH ET F. MARSOL

Moulin était membre du comité départemental de la résistance du Tarn-et-Garonne qui venait de se constituer et agissait auprès de Marsol en compagnie de l'aborigène Salat ami personnel de ce dernier et en relation avec Noël Duplan dit Chopin à l'époque.

Ces contacts sont en outre à l'origine de la création dans le sud ouest du département du premier noyau de résistance qui progressivement, en raison de vieilles amitiés dans les cantons de Beaumont de Lomagne, Lavit de Lomagne et Montech permirent le recrutement de responsables locaux : Cyprien et Sébastien Bosc de Sérignac, Henri Escarnot, chargé par la suite du parachutage de Lavit de Lomagne et d'Honoré Dalchi lui aussi de cette commune, Pierre Fourcade dit Fournier, et Pierre Delos, dit Gandhi, l'un et l'autre de Montech.

Le point de chute de tous ceux qui entrent en résistance est dès lors fixé à la pharmacie des époux Marsol où tous venaient s'informer, se ravitaillier en tracts, journaux clandestins, matériels militaires, etc... On y rencontrait des hommes et des femmes de tous les horizons : économique , politique, confessionnel, jeunes ou moins jeunes qui

avaient fait leur, la phrase de Voltaire "C'est lorsqu'on a perdu la liberté que l'on en mesure tout le prix " .

Après avoir été constactés par les responsables départementaux du M.L.N., ils se mirent à la recherche du point de chute où ils installèrent la base de leur maquis pour y faire cantonner tous les éléments de la 10e Cie de l'A.S. du Tarn-et-Garonne. Leur choix s'arrêta sur une propriété abandonnée de la commune de Castera-Bouzet ; là, où il est possible, sans avoir à l'aménager, d'avoir un terrain susceptible de recevoir les containers d'un parachutage. Ce terrain fut baptisé "Viaduc" et la phrase message "Messieurs faites vos jeux".

Tout s'organisa ensuite petit à petit sur des bases d'amitié , d'affinité, d'un grand respect des uns vis-à-vis des autres entre les hommes, les femmes, les jeunes et les anciens quelque soit leurs sentiments politiques ou leurs appartenances religieuses.

MARSOL pendant son discours lors de l'inauguration de la stèle
Noël Duplan, Marie-Rose Gineste, Louis Olivet, Armand Duchayne

À l'équipe responsable fut adjoint, en avril 1944, Marc Cottaz, habitant Larrazet, dit Colt, membre de l'O.R.A., officier de carrière, pour échapper à une dénonciation. Ayant appartenu à l'armée d'armistice par son incorporation au 3e régiment du génie stationné à Castelsarrasin jusqu'au 11 novembre 1942, il servait depuis l'armistice, par les intermédiaires du commandant de Milleret - futur commandant de la brigade de Carnot sur le front du Médoc et le mouvement C.D.M. (Camouflage Du Matériel) . Cet officier œuvra utilement dans l'armement et l'organisation de la 10e Cie A.S. avant de devenir le commandant du bataillon de marche du Tarn-et-Garonne, formé par la fusion du bataillon "Louis Sabatié" et du bataillon "Camille", sur le front de la Pointe de Grave.

L'officine de Marsol était également fréquentée par tous ceux qui avaient accepté des responsabilités. Et notamment par Fred l'agent du S.A.P arrêté dans le Gers par l'occupant, porteur d'un carnet qu'il ne pût détruire, dans lequel ses geôliers trouvèrent

les adresses de Cabarroques, du docteur Olive et de Jacques Ancelet arrêtés par la gestapo le 13 décembre 1943 ; d'Etcheverlepo, dit Raulin, lui aussi agent du S.A.R et de "Libérer et Fédérer", arrêté rue de la Comédie à Montauban et assassiné au Pont des Consuls.

Le 5 mai 1944 Brunei, Marsol et Rey échappent à la gestapo venu les arrêter. Rey rejoint un maquis des Landes. Brunei et Marsol après quelques péripéties se camouflèrent dans deux fermes voisines de la commune de Sérignac, chez Basso et chez Bosc. Lun et l'autre, le 1er juin 1944, quittent leur cache à la nuit tombée avec leur armement et un poste récepteur de radio, se terrant le jour pour rejoindre à Castera-Bouzet, lieu dit "les carottes" les gars de la résistance et les réfractaires au S.TO., où ils s'exercent au maniment des armes et du plastic, à la formation des groupes de combat pour bien conduire la guérilla en attendant le jour J.

La phrase " le père la cerise est verni " ayant été captée par l'un d'eux, le 7 juin 1944, sur son ordre, le maquis occupe momentanément la commune de Lavit de Lomagne avec dignité et discipline, rejoint, dans cette action par la brigade de gendarmerie.

En juillet l'U.N.E. (Union Nationale Espagnole) qui dispose d'un cantonnement dans la région se joint à la 10e Cie de l'armée secrète passant ainsi sous les ordres de "Bourcier", nommé capitaine FFI. par le commandant départemental "Nil" et chef du secteur sud-ouest du Tarn-et-Garonne. Les jours passent. Les maquisards et leur encadrement sortent de l'ombre le 18 août et, en devenant des soldats des Forces Françaises de l'Intérieur, vont occuper Beaumont-de-Lomagne.

Auparavant ils avaient passé, après avoir capté le message espéré, toute une nuit à attendre sur le terrain "Viaduc" avec leurs camions fonctionnant au gazogène, le parachutage annoncé ; en vain ils attendront l'avion ; l'orage et la pluie empêchant le largage et la réception des containers.

Le lendemain ils exécutent l'ordre de l'état-major départemental d'interdire l'accès des ponts de leur secteur qui va des communes de Belleperche à Verdun/Garonne, par des barricades constituées d'abattis . Plus tard , le groupe placé à Bourret apprenant qu'une colonne allemande se dirige vers Toulouse en empruntant la R.N. 113 l'attaque au carrefour de la Vitarelle après plusieurs accrochages sur les communes de Saint-Porquier et d'Escatalens. Mais l'ennemi, informé du dispositif relatif à l'embuscade envisagée mis en place par les gars de la 10e Cie par un agent de la D.A.T, qui sera condamné pour son forfait au lendemain de la libération par le tribunal correctionnel à quatre ans de prison, stoppe son déplacement pour passer la nuit à Saint-Porquier. Dans le même temps un détachement est expédié par Bourcier à Montech pour qu'il intervienne dans le sauvetage de l'incendie de l'usine de tout ce qui peut l'être, tout en assurant la garde du dépôt d'essence de Montbartier. Embuscades et harcellement reprennent le 20 août après le refus, par le commandement allemand, de la proposition de reddition proposée et transmise à lui par un habitant du lieu, qu'il retiendra toute la journée, ne le libérant, sans dommages pour lui, que le soir.

L'action engagée est d'envergure puisqu'elle s'étend sur tout le territoire formé par les communes traversées par les R.N. 113, R.N. 128 et la Garonne, obligeant la troupe d'occupation de décrocher de ses cantonnements par mouvements successifs, pour rejoindre l'unité qui descend depuis Agen vers Toulouse en vue d'un regroupement avec la troupe allemande qui se replie depuis Marseille par la vallée du Rhône.

Plusieurs allemands seront blessés et tués et plusieurs fermes incendiées dans cet important accrochage. Une seule victime du côté des résistants, un gars de Finhan, Jean Lacaze, étudiant plein d'avenir, auteur de la lettre que nous publions ci-après qu'il adressa à ses parents lorsqu'il partit au maquis.

Dernière lettre
de notre très regretté Camarade LACAZE à ses parents,
le 17 Août 1944

Mes Chers PARENTS

Je Pars !
Cette décision que j'ai longtemps différée, par égard pour vous, je suis obligée de la prendre aujourd'hui.
Le soulèvement national est proche. Le Général de Gaule a donné ordre à tous les hommes valides de rejoindre, par quelque moyen que ce soit, le Maquis.
J'estime qu'il serait pour moi d'une honteuse lâcheté de rester ici en ce moment.
Aussi je pars !
" Et nous ? "allez vous dire. Oui, je sais, il y a Vous !
Et cela me fait de la peine. Oh croyez bien que j'ai hésité !
J'ai réfléchi. J'ai pensé à la douleur de MAMAN lorsqu' elle ne me verra pas rentrer et qu'elle trouvera cette lettre sur mon bureau. J'ai pensé à la douleur de Papa lorsqu'il arrivera joyeux samedi et que Maman lui dira : " tu sais, il est parti ! " Je sais tout cela ; je sais les larmes que vous allez verser et les malédictions que vous allez m'adresser. Je vous entends déjà : " C'était un sans coeur, il ne nous a jamais aimés ! Croyez-vous vraiment ?
Mais si ; je vous ai aimés, beaucoup. Je l'ai caché parce que j'ai horreur des effusions sentimentales. Et je vous dis cela, aujourd'hui, parce que je sais que je m'en vais. Et si, je, reviens un jour, vous me verrez avec un front fermé comme celui que j'avais avant.

" J'ai gardé mon âme trop loin de tous, ô mère !
" Et de cela il ne faut pas m'en vouloir."
écrivais-je dans les liminaires des Chants de Départ.
Comprends-tu à présent, d'où venait l'émotion de ces poèmes,

comprends-tu à présent leur vrai sens, Papa ?
Non il ne s'agissait pas d'un départ fictif, d'un départ gidien, mais, d'un départ véritable vers cette guerre au goût de danger qui va se dérouler ici sur notre beau sol de France.
Oui, chers Parents, je vous ai bien aimés et je voudrais qu'en vous-même vous le reconnaissiez, que vous ne m'accusiez pas trop. Car Papa il me reste encore quelque sensibilité et j'ai pleuré tout comme un autre, plus qu'un autre. Je ne suis pas ce type dur, méchant, que vous vous êtes plus à imaginer...
Mais la Patrie est là. Et il faut se battre. Je me battrais pour une idéologie, ce serait sans conviction. Mais maintenant il s'agit de la France. Et malgré mon scepticisme, je ne peux nier les attaches que je sens en moi et ces souffles d'indignation et de douleur qui traversent mon âme. L'heure va sonner. J'ai des armes. D'autres Français se battent, vont mourir. Je ne peux rester inactif.
Comprenez-le, mes Chers Parents.

D'ailleurs, je reviendrai. La guerre ne finira pas cette année mais la France sera libérée avant et je compte bien revenir à la Faculté en novembre si la Faculté est ouverte. Je me battrai bien mais je serai prudent. Je sais ce que la vie me réserve et je ne tiens pas à l'anéantir stupidement. J'essaierai de vous faire honneur. Oh, non ne vous récriez pas; laissez moi croire qu'il vous reste encore ce sens de la Patrie et de l'admiration pour les Héros obscurs.

Peut-être ne voudrez-vous pas me recevoir si je reviens. J'en souffrirai, mais je continuerai à lutter. L'état ne sera pas parcimonieux pour ceux qui se seront battus. Je pourrai continuer mes études : j'arriverai.

Avant de m'en aller, j'ai relu la parabole de l'Enfant prodigue (de ses espoirs, de son sang, de son bonheur); et il est dit : " Quand il était encore fort éloigné, son père le vit et fut ému de compassion et accourru, il se jeta à son cou et l'embrassa." En sera-t-il ainsi ? J'emporte avec moi la Bible et "Les Fleurs du Mal".
Je veux me battre mais je veux penser aussi.

Ch. Maman qu'il me faut quitter sans l'embrasser, le visage froid et Mémé, et Papa que je ne reverrai pas avant de partir.

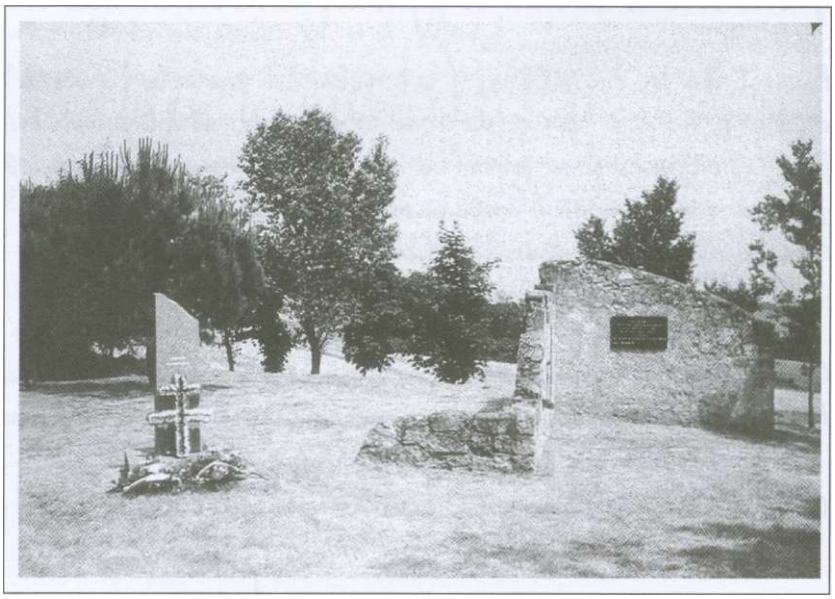
Croyez-vous que je n'ai pas de peine ?

Jean.

Tué au combat de La Vitarelle le 20 août 1944.
Il n'avait que 18 ans et était déjà élève à la Faculté des Lettres de Toulouse

Aujourd'hui, aux carottes, sur les ruines du bâtiment qui abritait les hommes de la 10e Cie de l'A.S. du Tarn-et-Garonne, une stèle, réalisée grâce à la volonté, à la pugnacité d'un ancien de cette formation F.F.I. : Raphaël Bach, d'origine espagnole, interné au camp de Septfonds, évadé des chantiers de l'agence Todt pour entrer en résistance, contient la liste de tous ceux qui vivaient là pendant l'occupation en préparant la libération et perpétue, pour toujours, les sacrifices physiques, civiques et moraux de ceux qui refusèrent le nazisme et le déclin du pays.

NOËL DUPLAN ET F. MARSOL



Stèle et ruine du bâtiment abritant les maquisards au lieu dit des "Carottres"

HISTORIQUE de la 13ème COMPAGNIE

L'ARMÉE SECRÈTE DE TARN-ET-GARONNE
MAQUIS DE SISTELS

Selon Pierre Demathieu,
ancien adjoint au maire de Valence dAgen

La 13eCie de l'A.S. de "Tarn-et-Garonne est née le dimanche 20 juin 1943.

Ce jour-la, " *Pruet* ", qui n'était autre que le commandant maison de l'Etat-major de l'A.S. de Tarn-et-Garonne, vint à Lamagistère en compagnie de son ami Germain, ancien directeur de l'école de Lamagistère, en poste à Saint-Nauphary.

Il contacta *Georges Trenac,* instituteur à Lamagistère avec son épouse, et avec son assentiment le chargea d'organiser la résistance dans le secteur ouest du département, comprenant la région de Valence d'Agen, Golfech, Lamagistère, Dunes, Donzac, Sistels, etc..., ou rien encore n'existait à cette date là.

C'est ainsi que le lieutenant Georges Trenac fut chargé de créer sous le pseudonyme de " Tellier " la 13e Cie de l'A.S. du Tarn-et-Garonne, appelée par la suite à opérer dans le secteur ouest.

Il fut bien aidé dans sa tâche d'organisation par un petit noyau de purs résistants qu'étaient Carrère Robert, Louis René, Irrague Jean, Couffignal André, Labouyrie (chef de gare), Blaquières Emile..., tous de Lamagistère.

Ce petit groupe devait s'agrandir rapidement par l'adhésion *d'Antonin Ver,* responsable de la section de Valence d'Agen, et de pierre Demathieu, son adjoint, d'André Bourreil, chargé du groupe de Golfech, de Daniel Poujade, chargé de recruter à Donzac et Dunes, d'André Merle, ayant la responsabilité de l'organisation du secteur de Sistels, appelé à devenir, à son domicile, le Q.G. de la 13e Cie et à recevoir au " Bois Grand " le moment venu les futurs maquisards.

Pendant plusieurs mois, la 13e Cie vécut clandestinement, ignorée du grand public, mais active, se dotant d'une structure parfaitement organisée en vue de constituer une unité militaire apte à prendre le combat de guérilla prévu, après avoir été armée par les parachutages, promis.

TROIS FIGURES EMBLÉMATIQUES

de la 13ème Compagnie de l'Armée Secrète de Tarn-et-Garonne
Maquis de Sistels,

sans qui la résistance n'aurait pas existé dans la région de Valence d'Agen
Golfech - Lamaglstère - Donzac - Dunes Sistels.

Georges Trenac, instituteur à Lamagistère,
alias *"Trellier",* puis "Rhodes"

André Merle,
alias *"l'Oiseau"*

Ver Antonin,
alias " Capitaine *Nito* "

né a Lafrançaise le 11 juillet 1904 débuta sa carrière d'instituteur a Cuq (Lot et Garonne) pour la poursuivre a St Loup (Tarn-et-Garonne), tout en gérant a Valence d'Agen le studio photo de son épouse décédée.

Entré dans la résistance, à la 13e Cie A.S. de Tarn-et-Garonne, en août 1943, sous le pseudonyme de " Capitaine Nito ", il se vit confier par le commandant Trenac la responsabilité de la résistance à Valence d'Agen.

Antonin Ver est décédé a l'âge de 93 ans, le 3 janvier 1997

Ses membres avaient à s'occuper de placer dans des fermes de la région des réfractaires au S.T.O. et de cacher des résistants de l'extérieur recherchés avec acharnement par la milice d'Agen et son sinistre chef *Delpuch* dit " Bouboule ", gnome atroce paré de quelques oripeaux militaires du Reich, ne quittant jamais sa mitraillette, ainsi que par la gestapo d'Agen dont le chef était le scharführer *Zornn,* ayant pour adjoint *Hanak* " le balafré ", ignoble tortionnaire qui a fait trembler la Gascogne et dont la tête valait pour l'allemand la vie de cinquante otages. Il agissait surtout par haine de la France, *"les français me dégoûtent* ", disait-il, "*je prends plaisir à faire souffrir cette sale race ! ".*

C'est ainsi que *Henri Pujos* de Fals (L-G), important chef communiste du Lot et Garonne dont la tête était mise a prix par l'occupant, fut caché et hébergé, d'abord par la famille *Couffignal* à Lamagistère, puis durant de nombreux mois jusqu'à la libération par *Roger Bordeneuve* dit " Pépé " dans la résistance à Coupet, près de Valence d'Agen.

Durant cette période, le père de *Pujos (Noël)* qui commandait en Lot et Garonne une compagnie du corps franc Pommies fut arrêté par la gestapo et fusillé le 5 janvier 1944 à Toulouse.

Lajente Guy, de Caudecostes, chef de section d'une compagnie du Corps Franc Pommies en Lot et Garonne est recherché par la gestapo. Il fut camouflé chez les époux *Gadach,* agriculteurs sur une propriété située dans les bois à Saint-Antoine (Gers). Il devait par la suite adhérer à la 13e Cie A.S.

Durant cette période de transition, les futurs maquisards déjà recrutés ne restaient pas inactifs, s'occupant de fabriquer chez le " père " *Rison,* un ancien imprimeur de Valence d'Agen ayant cessé toute activité professionnelle, des tracts, des journaux, de l'information, de la propagande anti-nazis, de récupérer celle lancée par l'aviation alliée sur le secteur, de distribuer le tout clandestinement, de nuit de préférence, malgré le danger que faisait courir le couvre-feu, afin de prouver à la population de nos villages et de nos campagnes la réalité de l'existence de la résistance, bien décidée à aider les alliés et le Général De Gaulle à remporter la victoire qui nous libérerait de l'occupant et nous rendrait la liberté.

Ils avaient aussi à surveiller et parfois à déjouer les activités des miliciens et francs-gardes du secteur - au total plus de 30 - placés sous les ordres du chef milicien *René Bertrand,* commençant à Valence, et du responsable local *Léon Bassard,* distillateur à Lamagistère, spécialiste dans la chasse aux juifs, nombreux camouflés dans le secteur de la 13e Cie et recherchés par la gestapo d'Agen et de Toulouse.

A ce sujet, il est bon de souligner l'importante participation de *Robert Carrère,* à organiser et utiliser avec " *Volcan* " - une jeune juive, agent de liaison du réseau de résistance " Eclaireurs Israélites de France ", qu'il cachait chez lui et dont les parents et grands-parents avaient été déportés à Dachau où ils moururent - une filière de dimension nationale, de placement de jeunes enfants juifs, pour la plupart orphelins, en provenance de diverses

régions, qu'ils placèrent, aidés par *Pierre Demathieu,* alias *Marcel,* dans la résistance, dans les familles amies et sûres, principalement dans le Gers "sauvage", région de Miradoux, Flamarens, Gimbrede, Saint-Clar, Saint-Antoine, Marsan, etc, mais aussi à Bardigues, Mansonville, La Chapelle, en limite du "Tarn-et-Garonne et du Gers.

Auvillar, grâce aux sœurs de son couvent et au docteur *Hirch Sigisnond* réfugié de la région parisienne avec sa famille, qui devait être arrêté par la gestapo et déporté avec son épouse au camp de Matahauzen où *Mme Hirch* mourut au four crématoire, devait servir de plaque tournante à ce réseau ayant des ramifications jusqu'à Chirac en Lozère. Il permis de sauver un très grand nombre d'enfants juifs orphelins du sort réservé à leurs parents.

Depuis cette époque, la gamine de 1944 est devenue *Mme Andrée Lehmann,* scientifique éminente et collaboratrice du professeur Pujol, spécialiste renommé de la lutte contre le cancer, au centre anticancéreux de Villejuif

Pour armer l'unité, d'environ 60 volontaires, constituée après plusieurs mois d'un travail clandestin très dangereux, il fallait un terrain de parachutage.

Il fut trouvé à Sistels, au lieu-dit " Beaumes ", près de la ferme Rigail et du "Bois Grand", à la limite des 3 départements : Tarn-et-Garonne, Lot et Garonne, Gers.

Ce terrain fut homologué par Londres début 1944 sous le nom de " Yacht " 32 C, son message personnel étant " *le bracelet est une imitation* ".

Le 5 mai 1944 à **midi** le message tant attendu passe sur les ondes en provenance de Londres. **A 19 h** même message, l'alerte est transmise aux intéressés, à **20 h 45** du micro venant de Londres, **l'impératif retentit en sa phrase laconique deux fois renouvelée** le parachutage destiné à la 13e Cie A.S. du Tarn-et-Garonne est définitivement confirmé pour ce soir.

Les différents groupes de 8 hommes mis en alerte à Dunes, Sistels, Lamagistère, Valence, atteignent sans encombre le terrain de parachutage. Le délégué de londres est avec les valenciens. **A 23 h** tout est en place suivant les consignes reçues et les équipes de sécurité, armées, peuplent les buissons d'alentour. Nous attendons les yeux rivés au ciel.

Soudain, de la pénombre, un grand oiseau vient de surgir, moteur muet, décrivant ses courbes. L'oeil de notre lampe a déjà cligné le point-trait A qui caractérise notre terrain. L'appel est répété et la réponse ne se fait pas attendre, venant de l'aile gauche de l'halifax annoncé.

Un virage sur l'aile, en suivant la direction du vent, l'avion traverse tout en long la prairie à cent mètres d'altitude. Nouveau virage et, cette fois, une trappe s'ouvre sous la

carlingue, juste au dessus du feu de paille rapidement allume puis éteint, et nous voyons les premiers parachutes blancs, bleus, rouges poser leurs containers contenant armes, munitions, explosifs. Font également partis du parachutage un poste radio émetteur-récepteur et deux petits postes récepteurs. Au total, 15 containers sont réceptionnés.

Lami *Rigail* a amené ses boeufs et déjà par équipe de quatre nous récupérons les lourds cylindres qu'un groupe range dans une cabane abandonnée, en plein bois, sous les ronces. Les parachutes sont également récupérés et enfouis en plein bois. Les postes sont pris en charge par Rigail et Merle.

Le ramassage est presque terminé lorsque, tout à coup, un avion inconnu commence sa ronde au dessus de nos têtes. Grand émoi ! Chacun s'accroupit, cherchant un abri sous les buissons bordant le terrain ou dans les bois proches. Et l'avion tourne toujours sans répondre à nos appels répétés. Chacun, instinctivement, retient sa respiration lorsque la trappe s'ouvrit, et cette fois, nous avons bien reconnu un deuxième halifax (nous ne saurons que plus tard qu'il destinait sa livraison à un groupe du C.F.P., situé non loin dans la vallée embrumée de l'Arrats avec qui nous entretenons d'excellentes relations et à qui nous avons par la suite remis une partie de ce parachutage imprévu). Prenant certainement comme repère nos boeufs, dont le roux paraissait plus rouge sous la lune, le pilote a largué avec une plus grande précision 14 containers contenant des armes, munitions, explosifs et autres équipements; deux petits postes récepteurs figurent au tableau.

Soupirs de soulagement unanimes, puis nous commençons notre travail de ramassage et de transport vers la ferme Rigail ou le tout, parachutes et postes compris, fut entreposé et camouflé sous des tonnes de paille.

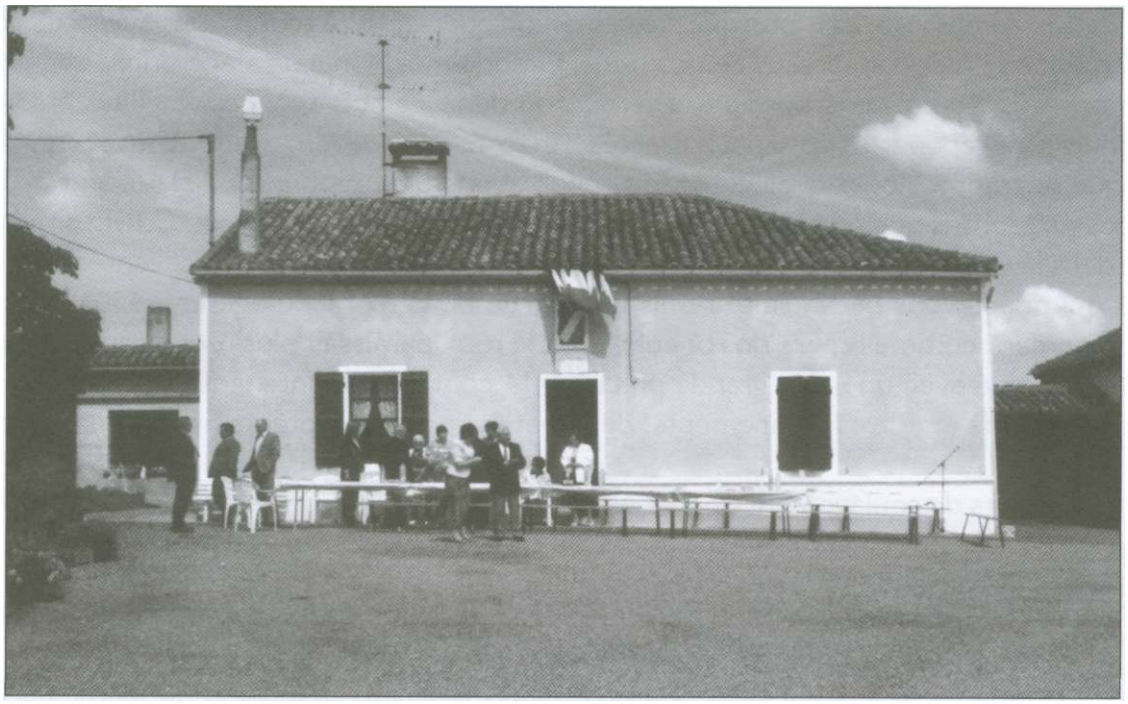
Le jour commence à poindre et dernier détail, *Trenac* et *Poujade* entassent des colts et des mitraillettes qui se sont dispersés par la gueule ouverte d'un container trop brutalement atterri. L'on se sent déjà plus fort, avec ces armes que chacun manie pieusement. Tout enfin est en place. L'ami *Rigail* a préparé un bon petit déjeuner gascon arrosé du " rouge" de nos coteaux qui est le bienvenu.

Et tandis que le soleil a pris la place, au dessus du bois tout proche, des Halifax de la nuit, de petits groupes à bicyclettes reviennent vers leur domicile et leur travail, fourbus mais souriants et heureux du devoir accompli.

Maintenant, il faut passer à l'instruction des volontaires déjà enrôlés et leur apprendre le maniement des armes et explosifs parachutés : mitraillettes Sten, fusils anglais, fusils-mitrailleurs, grenades offensives et défensives, révolvers, plastic... afin qu'ils deviennent une unité de "maquisards" efficace, il fallait également les former à la pratique de la guérilla, du combat et du sabotage.

La maison de la famille d'André MERLE

qui servi de Q.G. et de point de rassemblement à la 13ème Compagnie A. S.
de Tarn-et-Garonne.



Photographie prise le matin des réjouissances du cinquantenaire
du débarquement du 6 juin 1944,
regroupant plus de 100 anciens de la 13e Cie

A la gendarmerie de Valence d'Agen deux jeunes officiers de carrière, les lieutenants d'infanterie *Lecler* et *Decheyer,* versés depuis l'armistice de juin 1940, sont entièrement acquis à notre cause.

Contactés par *Georges Trenac,* ils acceptent avec enthousiasme d'assurer l'instruction de nos recrues et de former l'encadrement.

L'instruction se fait au "Bois Grand" à Sistels où se situe le maquis de la 13e Cie ; *André Merle,* dont la ferme est à proximité, abrite le Q.G. de la compagnie.

Rapidement, au 15 mai 1944, une trentaine d'hommes peuvent être considérés comme opérationnels et placés par groupe de 8 à 10 sous les ordres du lieutenant *Trenac,* dit " *Tellier* " pour Lamagistère, du capitaine *Ver,* alias " *Nito* " pour Valence d'Agen, de l'aspirant *Merle,* dit " *l'Oiseau* " pour Sistels, de l'adjudant *Poujade,* pour Dunes.

Les lieutenants instructeurs *Lecler* et *Decheyer* poursuivent leur rôle et prennent en charge, avec le concours du gendarme *André Tabarly* de la brigade de Valence venu les rejoindre, les 20 a 30 volontaires restants.

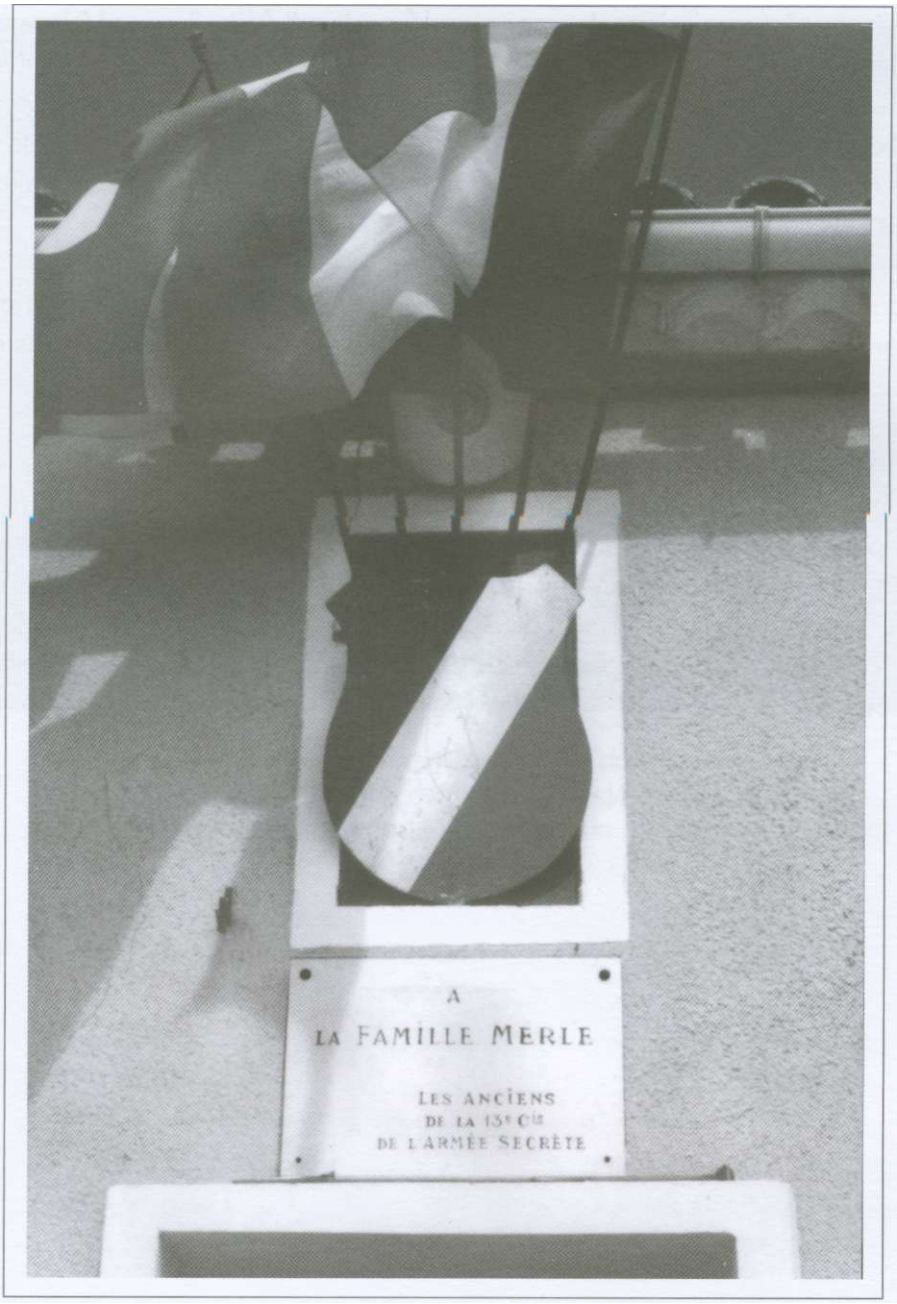
Au début de juin 1944, la 13e Cie A. S. de Tarn-et-Garonne compte une soixantaine d'hommes armés, bien encadrés, prêts a intervenir a l'appel des alliés, dans des actes de guérilla et de sabotage.

Durant cette période de préparation, les actions clandestines de résistance à l'ennemi, entreprises depuis juillet- août 1943, se sont poursuivies et ont même pris une certaine ampleur avec le soutien moral des populations concernées et l'aide de personnes acquises à la cause que nous défendons. Monsieur *Edouard Sazy,* secrétaire de mairie à Lamagistère nous fournit de nombreux et précieux renseignements sur les troupes allemandes occupant la ville, des cartes d'alimentation, des bons d'essence et autres

La plaque souvenir apposée au fronton

de LA MAISON DE LA FAMILLE MERLE

pour les anciens de la 13ème Compagnie de l'Armée Secrète
de Tarn et Garonne, reconnaissante.



Lamagistère hébergeait plus de 40 réfugiés israélites faisant l'objet de nombreuses rafles de la part de la gestapo (police anti- juifs allemands) et de la milice agenaise du sinistre *"Bouboule". Edouard Sazy* nous aida a en sauver un grand nombre.

Mlle Pratviel, chef de division à la préfecture à Montauban, nous fut également d'un grand secours en nous fournissant de nombreuses fausses cartes d'identité destinées à des résistants ou réfractaires recherchés par la gestapo et la milice.

De janvier à fin mai 1944, sans qu'il soit possible d'en fixer les dates exactes suite à l'absence de documents et du recul du temps, plusieurs actes de sabotage furent commis par des commandos de la 13e Cie, sous les ordres d' *André Merle* et de *Georges Trénac,* sur la ligne Bordeaux-Vintimille, entre les gares de Lafox et Valence d'Agen : rails déboulonnés ou sectionnés, disques signaux abattus et détruits, ralentissant ou stoppant provisoirement la circulation des convois militaires allemands.

Ces sabotages furent réalisés de nuit, malgré la garde des voies ferrées par des civils réquisitionnés et placés sous la surveillance de militaires allemands.

D'autres sabotages importants, allant jusqu'au plasticage de pylônes sont commis sur des lignes électriques à haute tension, ainsi que sur des lignes téléphoniques aériennes et souterraines, empêchant leur utilisation souvent pour plusieurs jours.

C'est ainsi que le câble téléphonique souterrain Bordeaux-Marseille, réservé au service des autorités allemandes, fut sectionné à plusieurs reprises par le même commando entre "Laspeyre", à la limite du Tarn-et-Garonne et Lot et Garonne, et Pommevic (82).

Le 3 mai 1944, *Ver,* alias capitaine " *Nito* ", responsable de la région de Valence-d'Agen, organise avec plusieurs de ses hommes la désertion d'*André Melly,* un jeune alsacien incorporé de force dans les Waffen S.S. de la division " das Reich " de sinistre mémoire, ayant commis en Tarn-et-Garonne le 23 juin 1944 le criminel triptyque " Dunes-Saint Sixte-Caudecoste", avec au total 32 innocentes victimes.

André Melly appartenait à la 110e Cie d'Infanterie de la division " Das Reich " cantonnée au château de Lastours, entre Auvillar et Valence d'Agen. Comme beaucoup de ses compatriotes, il n'acceptait pas le joug hitlérien et parlant parfaitement le français, il s'en ouvrit à *Ver,* qui tenait à Valence le studio de photos de sa femme, où il était entré pour se faire photographier. " *Nito",* avec beaucoup de précaution et après une longue conversation avec l'intéressé, lui proposa de l'aider à rejoindre le maquis, s'il le désirait. Après avoir longtemps hésité, *Melly* prit la décision de déserter, avec tous les risques que cela représentait pour lui et sa famille.

Il fut décidé qu'il abandonnerait le château de Lastours le lendemain avant le couvre-feu, après s'être procuré une bicyclette, avec ou sans armes suivant les circonstances. Point de rendez-vous : Bar de la Marne à Valence, qu'il connaissait et dont le

patron, *Raoul Aiguille,* était des nôtres. Ainsi fut fait et dès son arrivée, *Melly* était pris en charge, dans t'arrière-salle, par *René Bertal,* dit " *le Commandant* " qui le transformait en un civil muni d'une officielle carte d'état civil, qui en faisait un authentique Français.

Malgré tout, il fallait éloigner *Melly* de Valence le plus rapidement possible, avant que son absence ne soit découverte à sa compagnie où l'on n'allait pas manquer de le rechercher.

Les instructions données par *Ver* à *Bertal* furent mises en pratique sans tarder, puis *André* et *René* prirent chacun leur bicyclette pour gagner ensemble, par des chemins détournés, la ferme de la famille *dArmand Guerre* à St. Cirice en limite du Gers. Première cache chez des amis sûrs pour *Melly,* avant le maquis.

Armand Guerre, averti, qui hébergeait depuis quelques jours un Valencien, "*Robert Gayral* ", réfractaire au S.TO., les attendait. Un solide repas, préparé par l'épouse d'*Armand,* fit rapidement oublier à *Bertal* les émotions et fatigues du parcours aller. Malgré le couvre-feu, le retour se déroula pour lui sans difficulté, avec la satisfaction d'avoir accompli avec succès la mission que " *Nito* " lui avait confiée.

Cachés sous un petit pont désaffecté, recouvert d'une végétation qui le rendait invisible de l'extérieur, *André* et *Robert* passaient leurs journées à écosser petits pois et fèves que leur apportait, en même temps que leur nourriture, *Rachel Guerre,* l'enfant de la maison.

Le quatrième jour, ce fut pour nos deux amis le départ dans la Talbot à gazogène de *Pierre Demathieu* pour le Q.G. de la 13e Cie A. S. de Tarn-et-Garonne, implantée chez *André Merle* à Sistels, qui avait mis sa maison, sa famille et ses biens au service de la Résistance, et dont la ferme avoisinait le " Bois Grand ", où se situait le " Maquis " de la 13e Cie.

Après le débarquement en Normandie et la libération de notre secteur dans les rangs de la 13e Cie de l'A.S. de Tarn-et-Garonne, *André Melly,* alias " *Popof*" au maquis, s'engage dans la première armée française. A Montauban, il participe à la formation de la Brigade Alsace Lorraine, commandée par les colonels *A. Malraux et Jacot.* Il aura la joie et l'honneur d'être le premier soldat français à entrer dans son village alsacien de Russ, délivré. "Rhin et Danube", le conduisit d'épopée en épopée jusqu'à la victoire finale.

Il s'engage pour poursuivre la lutte contre le Japon puis pour la campagne d'Indochine, où il gagna ses galons de sergent. En 1948, l'aventure terminée, rapatrié et démobilisé, il retrouve à Montauban l'ami *Antonin Ver* qui l'aide à obtenir, par l'intermédiaire de *Jean Baylet,* une place de garde-forestier dans les Vosges. Depuis, marié, cinq enfants, *André Melly* a repris une vie tranquille et jouit actuellement d'une retraite bien méritée dans les environs de Toulon.

Dès le 1er juin 1944, les unités de l'Armée Secrète du Lot et Garonne et du Tarn-et-Garonne sont mises en état d'alerte, dans l'attente du jour " J " qui ne saurait tarder.

Louis Rouzaud, dit " *Sans Fil* ", le radio du maquis, reste sans relâche à l'écoute dans l'espoir d'entendre le message de la B.B.C., avertissant la Résistance du prochain débarquement.

Il ne fut pas déçu et, le **jeudi 1er juin 1944 à midi** enregistra venant de Londres la première partie du message Verlaine: " *Les sanglots longs des violons de l'automne* ". Les alliés avertissaient à l'avance leurs alliés clandestins en France du prochain débarquement.

Le commandant de la 13e Cie en fut immédiatement informé, et *Rouzaud* repris son écoute.

II a fallu attendre le **lundi 5 juin 1944 à 21 h 15** pour entendre la B.B.C. émettre, à deux reprises, la seconde partie du message Verlaine, tant attendu : " *Blessent mon cour d'une langueur monotone* ". A partir de ce moment en France, les responsables de la **Résistance** et des **Maquis** surent que le **débarquement** était imminent.

Georges Trenac, dit " *Tellier* " de son nom de guerre, commandait la 13e Cie A.S. de Tarn-et-Garonne. Il réunit au Q.G., chez *Merle,* ses proches collaborateurs : *Carrère, Ver, Merle, Demathieu, Bourreil, Poujade, Lecler, Decheyer,* afin de décider de la marche à suivre, dans l'immédiat. A l'unanimité, il fut décidé d'attendre que le débarquement annoncé soit effectif avant d'entreprendre des actions qui mettraient en danger les populations civiles de la région. Il fallait tenir compte de la présence à Lamagistère d'une unité d'infanterie de la Wermach d'environ 450-500 soldats, à Valence et au château de Lastours de trois compagnies de S.S. de la division " Das Reich " totalisant 800 soldats, fanatisés et fortement armés.

Le mardi 6 juin 1944, l'opération " OVERLORD " était confirmée officiellement par la B.B.C. Le débarquement tant attendu était une réalité. Ce fut un soulèvement général que *Daniel Poujade* de Dunes dirigea sur la ferme de Merle à Sistels. Les gens poussés par un ardent patriotisme affluaient de partout. Nous étions débordés. En cette circonstance, la famille Merle fut admirable de courage, de dévouement et d'abnégation.

C'est chez elle que nous voyons arriver le 10 juin 1944 les gendarmes de la brigade de Valence d'Agen (*Lecler- Decheyer- Tabarly),* qui avaient été les instructeurs de la 13e Cie, accompagnés de *Fouache, Accoce, Duffau,* qui, après avoir traversé la Garonne en bateau à Labaquère, grâce à l'un des nôtres, *Jean Caussat,* pêcheur d'aloses, venaient rejoindre la 13e Cie A.S., avec armes et bagages. Ils furent dirigés vers le lieu du maquis au "Bois Grand", où ils furent accueillis avec la joie que l'on devine.

Le 13 juin 1944, une véritable bataille se déroule à Astaffort (47) entre des unités du Corps Franc Pommies et des troupes ennemies composées de miliciens et d'Allemands.

A 14 heures, une embuscade est tendue à un important convoi d'environ 30 miliciens à la sortie d'Astaffort, qui devant l'attaque se replient à la ferme du "Château-Martin".

Craignant le pire, le chef des miliciens envoie un des siens avertir la garnison allemande d'Agen.

Vers 16 heures, la 13e Cie A.S. de Tarn-et-Garonne, vivant au Maquis au " Bois Grand " à une vingtaine de kilomètres de là est alertée. Immédiatement, un groupe d'une vingtaine d'hommes, sous les ordres du lieutenant *Lecler,* dit " la *Santé "* partent en bus réquisitionné épauler leurs camarades du C.FR

Dès son arrivée, le lieutenant *Lecler,* en soldat de métier, a vite jugé la situation. Les miliciens, totalement encerclés, ayant subi de lourdes pertes, sont sur le point de se rendre.

Après avoir pris contact avec le lieutenant d'activé *Jean Biswang, "capitaine Béranger "* au maquis, qui commande un groupe du C.FR, le lieutenant *Lecler* estime que le C.FR n'a pas besoin de son aide pour obtenir la reddition rapide des miliciens. Après les salutations cordiales entre maquisards, *Lecler* et son groupe se retirent et rejoignent le " Bois Grand ".

Nous tenons la suite des événements des survivants de la bataille qui suivit avec les Allemands.

Vers 18 heures, une centaine de soldats allemands, venant d'Agen, arrivent en renfort des miliciens. Une bataille acharnée s'en suit entre les Allemands et les soldats du C.FR qui subissent de nombreuses pertes. Après avoir longtemps opposé une résistance héroïque à l'ennemi, ils parvinrent par la suite â se replier vers leur cantonnement, au " Petit- Bois " à Cuq et à la " cabane de Frigoul ", situé au sud de Caudecoste.

Les Allemands et les miliciens eurent de nombreux morts et blessés, sans que l'on puisse les chiffrer.

Du côté du C.FR, 12 tués, dont le lieutenant d'activé *Jean Biswang,* et 6 blessés sont à déplorer. Ils seront soignés le 13 juin au soir par le docteur *Kleyman* de Lamagistère, à l'école de Caudecoste transformée en infirmerie. En cette circonstance, l'institutrice de Caudecoste, *Denise Baratz* appartenant à la 13e Cie A. S. du Tàrn-et-Garonne, se transforma en une infirmière au courage admirable.

Craignant que l'ennemi ne déclenche de vastes opérations de contre-guérillas dans tout le secteur d'Astaffort, les sections MAUQUIE et GIMET vont provisoirement se disperser ; les armes vont être camouflées à nouveau en attendant des jours meilleurs. Les hommes non compromis vont retourner à leur domicile. Les autres vont se réfugier dans des fermes amies. Quelques- uns vont rallier des maquis de l'Armée Secrète, dont celui de la 13e Cie, au maquis de Sistels, au " Bois Grand ".

Peut-être en relation avec les combats d'Astaffort, des avions allemands sont venus mitrailler la ville de Lectoure, le 15 juin, où l'hôpital de la ville a été principalement pris pour cible.

La tragédie de Dunes du 23 juin 1944 fut un crève-cœur pour la 13e Cie qui, située au " Bois Grand " à Sistels à quelques kilomètres de là, ne put intervenir, de peur de provoquer la destruction du village par les 200 SS allemands de la division " das Reich ", encore cantonnés à Valence d'Agen , très supérieurs en nombre, équipés d'armes lourdes et d'artillerie, en tournée punitive dans la région.

Signalons que le capitaine *Hermann,* commandant la compagnie S.S. n° 29955, au repos à Valence d'Agen , a dirigé le même jour avec le lieutenant *Eric Dwuzet* les tueries de Dunes , de St Sixte, et de Caudecoste.

Nous ne rentrons pas dans le détail des faits, qui virent 200 bêtes humaines ivres de tuer, fusiller, pendre, torturer, sans raison 30 innocentes victimes et 5 blessés.

Caudecoste : 1 tué et 1 pendu.

Saint Sixte : 14 tués et 3 blessés, dont un enfant de 9 ans, un de 14 ans, un de 10 ans, un de 2 mois, un de 3 ans, une vieille femme de 75 ans.

Ce n'était que de simples forains, se rendant à la foire d'Agen, qui pour leur malheur, s'étaient arrêtés pour passer la nuit dans leurs roulottes à l'entrée du village.

DUNES LE 3 JUIN 1944

Le *tragique balcon utilisé par les S.S. Allemands*
de la division " Das Reich
pour accomplir leur œuvre de mort

DUNES

Devant la population assemblée du village, onze martyrs furent pendus au balcon de la Poste. Il s'agit de: *Louis Dufour, Martial Martin, Jean Peleran, Paul Masson, Yvon Dubure, Gaston Sieurac, Franck Saint-Martin, Maurice Mauquie, Marcel Tonnele, Roger Dublin, Isodore Martin. Deux furent abattus à la mitraillette: Jacques Moussaron et Jean Jeambert. Carpuat Georges* fut tué à coups de sabre, *Joseph Vidalot et Guillaume Lacaze,* sérieusement blessés, furent laissés pour morts.

L'œuvre de mort était terminée. Les Allemands se mettent à boire et à chanter. Ils dévalisent un café voisin, tandis que les onze cadavres restent suspendus au balcon de la poste, si serrés que les corps se touchent.

Puis Dunes est mis à sac.

Mais une estafette motocycliste arrive, portant un ordre.

Les Allemands repartent pour Valence d'Agen , leur cantonnement en emportant tout ce qu'ils ont pillé sur un camion volé à *M. Roubelet,* à qui, un moment auparavant, ils avaient passé la corde au cou pour le pendre, sans donner suite.

C'est en cette circonstance fortuite que les habitants de Sistels, le village voisin qui abritait le " Maquis " où les Allemands avaient dit qu'ils allaient ensuite, échappèrent à leur terrible destin, et Dunes à la destruction.

Très douloureusement ressenti par la 13e Cie qui eut plusieurs de ses amis parmi les suppliciés, celle-ci participa avec acharnement à la recherche des responsables qui avaient rédigé la dénonciation sur un cahier d'écolier déposé à la Kommandantur de Valence d'Agen et tombé entre nos mains. Il s'agissait de deux femmes, *Mmes Carmen* Sopetti de Dunes et *Marie Bodoira* de Malause.

Arrêtées le 20 août 1944 et jugées le plus régulièrement du monde par un Conseil de Guerre tenu au château de Piquecos, dans les environs de Montauban, et non par un Tribunal Populaire tenu à Dunes comme il a été écrit, elles furent condamnées à mort et la 13e Cie A.S. fut chargée de l'exécution de la sentence.

C'est le 1er septembre 1944, dans l'après-midi, que celle-ci fut réalisée par pendaison à Dunes où elles furent conduites en suivant le trajet " Valence d'Agen - Lamagistère - St-Sixte - Caudecoste - Dunes "emprunté par leurs " complices " S.S. le 23 juin 1944.

Une foule imposante, mais digne, assista à la pendaison des traitres, non au balcon des " martyrs " comme certains l'ont écrit, mais à un platane de la place Roubelet.

Au moment de l'exécution, Mme *Carmen Sopetti* demanda pardon pour le mal qu'elle a fait. *Maria Bodoira* ne manifesta aucun remord, injuriant même sa complice, la rendant responsable de sa mort.

Le 30 juin 1944, à 2h30 du matin, sabotage du pont de Roux sur la R.N. 113 Bordeaux - Toulouse. L'ouvrage d'art enjambe le canal latéral à la Garonne; il est situé en limite des communes de Valence d'Agen et de Golfech. Il a une importance considérable pour le trafic routier. Trois charges explosives de plastic ont été déposées.

Les dégâts ont été très importants mais l'ouvrage n'a pas été détruit. La circulation a été interrompue durant plus de 5 mois, sauf pour les véhicules légers. La remise en service du pont, après travaux effectués par l'entreprise Bardin de Montauban, n'aura lieu qu'au mois de mars 1945.

Après le 23 juin 1944 et ses atrocités, le secteur est calme pour la 13e Cie A.S., en dehors des actes de sabotage habituels contre les lignes d'électricité, de téléphone, de la voie ferrée, avec celui de l'aqueduc de Negueville, situé au PK sur la ligne Bordeaux- Marseille, sur la commune de Lamagistère.

Le 10 juillet 1944, un commando de la 13e Cie reçoit l'ordre d'aller à Castelsagrat afin d'arrêter un dangereux milicien de l'équipe valencienne, ayant participé en Charente, avec des soldats allemands, à des expéditions contre des maquis.

Après avoir accompli, non sans difficulté, la mission commandée, la traction-avant de la 13e Cie, ayant à son bord *Merle, Bernadet, Barnac, Lecler* et leur prisonnier ES... dont nous ne citerons pas le nom en raison de la présence de membres proches encore vivants-regagnait, drapeau tricolore déployé, le " Bois Grand ", lorsque, au bas de St-Antoine, au lieudit " Sexere ", deux camions militaires allemands chargés de soldats obligèrent la voiture à stopper et à ses occupants à engager le combat.

Celui-ci fut des plus violents, mais les Allemands, supérieurs en nombre et en armement, obligèrent nos maquisards à décrocher. Utilisant la connaissance du terrain, et en particulier les immenses champs de maïs bordant la route, ils atteignirent la rivière "l'Arratz" qu'ils franchirent sur un guet connu de Merle. Cette manoeuvre leur permit d'échapper à l'ennemi et de regagner le maquis, en portant Raymond Bernadet, blessé sérieusement par balle à un pied. Au cours de cet engagement, 5 soldats allemands furent tués et 2 blessés; confirmation en fut faite par un Alsacien-Lorrain, ayant participé au combat, lors d'une conversation avec un réfugié civil alsacien domicilié à Valence d'Agen depuis 1940.

Pour la 13e Cie A.S., le résultat final se soldait par la perte de la voiture, de la disparition du milicien, qui avait profité de cet événement imprévu pour fuir dans la

nature, et la blessure de *Bernadet,* dit *"Titi".* Menacé, au bout de quelques jours d'infection, il fut transporté à Fleurance, à la clinique du docteur Prince qui évita de justesse l'amputation du pied. En bref opération négative, si ce n'est la mort de cinq Allemands.

Nous apprîmes le soir même de l'engagement que le groupe d'Allemands rencontré à "Sexere" appartenait à la compagnie S.S. de Pontonnier secteur postal n° 29573, cantonné à Valence d'Agen, qu'il revenait d'une expédition punitive contre la ferme de *Charles Castarède*, située au lieu - dit " Ferrière " à Flamarens, alors qu'il appartenait à un maquis FTP du Gers; à défaut de trouver celui qu'ils recherchaient, ces brutes sanguinaires avaient pendu, à un arbre situé devant la maison, sa mère *Jeanne Castarède,* la servante *Clémentine Lacouture,* et tué d'un coup de révolver, donné par l'adjudant-chef commandant ce groupe d'assassins, *Albert Lacouture,* l'employé agricole de la ferme.

Ce fut, bien sûr, le pillage de la maison et les beuveries habituelles lors de ce genre d'opération.

Certainement insatisfaits, ils revenaient 8 jours après sur le lieu du crime pour mettre le feu à la maison et à l'étable, qui furent entièrement détruites.

Au bord de la route, une stèle rappelle ce triple crime commis par une horde sauvage de soldats nazis, le 10 juillet 1944.

Coïncidence ou vengeance, le lendemain 11 juillet 1944, une rafle, organisée par les miliciens du groupe du chef valencien *René Bertrand,* mettait en état d'arrestation à Valence d'Agen plusieurs membres de la 13e Cie A.S. : *Gontrand Débandé, Raymond Moulis, Raoul Laurent, Georges Lagnes, Joseph Mallevialle, Maurice Matisson.*

Debande, Laurent, Mallevialle furent dirigés sur la prison St. Michel à Toulouse, les trois autres sur le lycée de Montauban, siège départemental de la milice.

Raymond Moulis, Georges Lagnes, Maurice Matisson, furent relâchés du siège de la milice à Montauban dans les 3 jours, après un interrogatoire sévère, mais restant dans la limite de la correction.

Gontrand Debande et Raoul Laurent, envoyés à la prison St.-Michel à Toulouse, eurent moins de chance. Après des interrogatoires "musclés", ils retrouvèrent la liberté à la libération de Toulouse le 20 août, après avoir évité de peu la déportation.

Joseph Mallevialle, envoyé lui aussi à Toulouse, retrouva la liberté dans les 5 jours.

Le 15 juillet 1944, fut marqué par l'arrestation de Juifs à Lamagistère par la Gestapo venue d'Agen. Il s'agit de: *Jespas Magerchote* née Zulta - 35 ans, *David Rauchewerger* 47 ans, *Juda Slucky* - 43 ans, *Taubas Weber* - 26 ans et sœur de Jacques Weber, membre de la 13eCie A.S.,*Anna Rosemblum* née Roth - 36 ans, *Jules Alexander* - 62 ans, *Guillaume Morvan* - 28 ans.
Tous furent déportés au camp d'Auchwitz, où ils moururent.

Vers la fin juillet 1944, le P C. de la milice opérant dans la région de Valence d'Agen situé au lieu- dit "la glacière" sur la R.N. 113, près de la commune de Goudourville, est attaqué et mis à sac par un commando de la 13e Cie A.S.

Le chef *Paul Roudié,* est absent; il échappe au châtiment qui lui était destiné. De nombreux documents importants sont récupérés, avec le fichier complet des miliciens et des francs-gardes de la compagnie. Le local est ensuite complètement détruit

En ce début du mois d'août 1944, le maquis du " Bois Grand " semble peu sûr, et les miliciens et les Allemands cantonnés à Agen projettent de l'attaquer avec de puissants moyens.

Ces renseignements nous sont fournis par des camarades du C. F P. Cela oblige la 13e Cie A.S. de changer souvent d'endroit. Nous nous trouvons dans les bois près de Sistels (82), tantôt dans les bois de Cuq (47) ou dans les bois de Gimbrede Gers). Au mois d'août 1944, nous logions à la ferme des " Haïtes " dans le Gers. C'est là que le dimanche 20 août 1944, la 13e Cie A.S. de Tarn et Garonne se mit en route pour aller libérer Valence d'Agen.

Depuis le 15 août 1944, les troupes allemandes de la Wermarch cantonnées à Valence, au nombre d'environ 600 soldats, préparaient leur retraite, et les résistants valenciens, dont le chef était *Antonin Ver,* alias capitaine " *Nito ",* suivaient très attentivement l'évolution de la situation.

Voulant éviter le risque possible de représailles sur la population, un affrontement pouvant tourner au tragique pour la cité, il fut raisonnablement décidé par les responsables civils et militaires que les *Forces Françaises de l'Intérieur (F.F.I.) de la 13eCie de A.S. de Tarn et Garonne "Maquis de Sistels"* commandées par *Georges Trenac,* alias " *Tellier ",* instituteur de Lamagistère, ne pénétreraient dans Valence qu'après le départ des Allemands.

L'ordre leur en fut donné le 20 août 1944 au matin et la population de Valence d'Agen leur fit un accueil enthousiaste.

La ville administrée par les représentants reconnus de la résistance, placée sous la protection de la 13e Cie, appartenant aux F.F.I., pouvait fêter sa libération survenue sans effusion de sang.

Dès le samedi 19 août 1944, les officiers et les soldats allemands arrêtent dans la rue camions, voitures, bicyclettes, qu'ils réquisitionnent sous la menace de leurs révolvers ou de leurs mitraillettes. Ils perquisitionnent dans les maisons et garages à la recherche d'un moyen quelconque de transport.

Dans l'après-midi, une colonne d'environ 500 hommes venant d'Agen fait son apparition. Les soldats sont encore en ordre par section, à pied ou à bicyclette.

La garnison se rassemble à la sortie de la ville, route de Moissac. Des équipes de soldats vident les cantonnements et jettent dans le canal des munitions, des armes brisées, des grenades, etc...

Vers 8 heures, la garnison quitte Valence et se dirige vers Moissac. L'arrière garde partira vers 22 heures, à pied, pour rejoindre le bataillon stationné au stade de Lantourne, où il passera la nuit.

La nouvelle du départ éclair des troupes ennemies se propage rapidement, mais attention, elles sont encore tout prés. La nuit se passe calmement. On entend dans les environs de nombreuses explosions et des coups de feu d'armes automatiques et individuelles.

Le lendemain dimanche 20 août, les troupes qui stationnaient à Lantourne sont sur le départ. Le drapeau nazi flottant sur la mairie de Valence est enlevé et remplacé par le drapeau tricolore sur lequel figure de nouveau " République Française ".

Vers 10 heures, une patrouille du maquis comprenant deux voitures fait son apparition dans les rues de Valence. Les F.F.I. sont acclamées. Après avoir opéré à diverses opérations de contrôles et l'arrestation du chef milicien *René Bertrand* et du milicien *Combes,* qui sera jugé à Toulouse par un tribunal militaire et condamné à mort, ils rejoignent leurs camarades stationnés aux portes de la ville.

A 14 heures, la 13e Cie FFI., forte de 130 soldats de l'ombre et comprenant de nombreux Valenciens, fait son entrée dans la ville, sous la conduite du capitaine *" Nito "* et du lieutenant " *la Santé ".* Sous les acclamations enthousiastes de la population, elle se rend au monument aux morts, où le capitaine " *Nito "* dépose une gerbe aux couleurs tricolores et harangue la foule qui entonne une vibrante " Marseillaise ".

Accompagné d'un détachement, *Antonin Ver* se rend à la mairie, déjà occupée par un commando F.T.P. venu du Lot pour s'en emparer. Devant la détermination des hommes de la 13e Cie A.S. et de leur chef, ils se retirent, non sans mal. L'affrontement a été évité de justesse.

Antonin Ver, alias capitaine " *Nito ",* chef de la Résistance à Valence d'Agen, s'adresse alors, d'une fenêtre de la mairie, à l'immense foule massée rue de la République.

Au nom des pouvoirs dont il est investi, il proclame la déchéance de l'Etat Français

du Gouvernement de Vichy, et de l'avènement de la IVe République. Il prononce un vibrant discours patriotique, chaleureusement et longuement applaudi par la population.

Pendant ce temps, un groupe de FFI. de la 13e Cie A.S., sous les ordres de *Georges Trenac,* alias " *Tellier* " dans la Résistance, presse vivement les Allemands, encore dans les environs, dans leur retraite.

Après un bref engagement, nos maquisards font 22 prisonniers dans les bois de St. Vincent.

En retour possible de l'ennemi, l'ordre est donné de ne pas pavoiser encore, ni de fêter la libération. Des barrages sont établis à toutes les entrées de la ville et des sentinelles les surveillent en permanence

Les FFI. s'installent à l'école des filles. Le lendemain, *Antonin Ver* nomme le comité local de la libération:

- Président : *Antonin Ver*
- Membres : *Louis Labatut, Pierre Demathieu, Georges Krings, André Baconnet, René Bertal, Raymond Moulis,*

placé sous la présidence d'honneur de M. *Bernard Baylet,* père de Jean Baylet, maire de Valence d'Agen, arrêté par la Gestapo et déporté en Allemagne.

En résumé, la libération de Valence d'Agen s'est faite sans heurt et sans dégât. La 13e Cie des FFI. composée en majeure partie de Valenciens à fait preuve, sous le commandement de *Georges Trenac,* d'un excellent esprit de discipline.

Sous la direction d'*Antonin Ver,* le Comité Local de Libération (C.L.L.) a fait dans l'ordre du bon travail au sein du Conseil Municipal, il est prêt à la continuer son oeuvre en attendant la victoire des Alliés et le retour de *Jean Baylet,* maire de Valence d'Agen.

Le C.L.L. devait rester en fonction jusqu'au 8 septembre 1944, date de la nomination, par arrêté préfectoral, du nouveau Conseil Municipal de Valence. Ses membres furent tous nommés conseillers municipaux avec les 13 conseillers déjà en place n'ayant pas démérité qui furent maintenus dans leurs fonctions. Monsieur *Jean Baylet* ayant été lui aussi nommé par arrêté préfectoral, l'administration de la commune pouvait reprendre normalement.

Le secteur libéré, la 13e Cie de l'A.S. du Tarn et Garonne, unité F.F.I., réputée combattante du 6 avril 1944 au 25 août 1944 n'avait plus aucune raison d'être maintenue. Elle est donc dissoute par la nouvelle autorité militaire qui règne sur la région. Car il ne

faut pas oublier que si l'Allemand bat en retraite, il laisse derrière lui de nombreuses poches de résistance, et que la guerre n'est pas finie.

Certains de ses membres, comme à regret, rentrent dans leur foyer. D'autres signent leur engagement pour la durée des hostilités dans l'une des unités FFI. constituées par les Etats-Majors dans la 17e région militaire. Beaucoup optent pour le Ie Bataillon de Marche du Tarn et Garonne qui s'illustra à la pointe de Grave et en Médoc, avant de devenir le 2e Bataillon du 38e Régiment d'Infanterie.

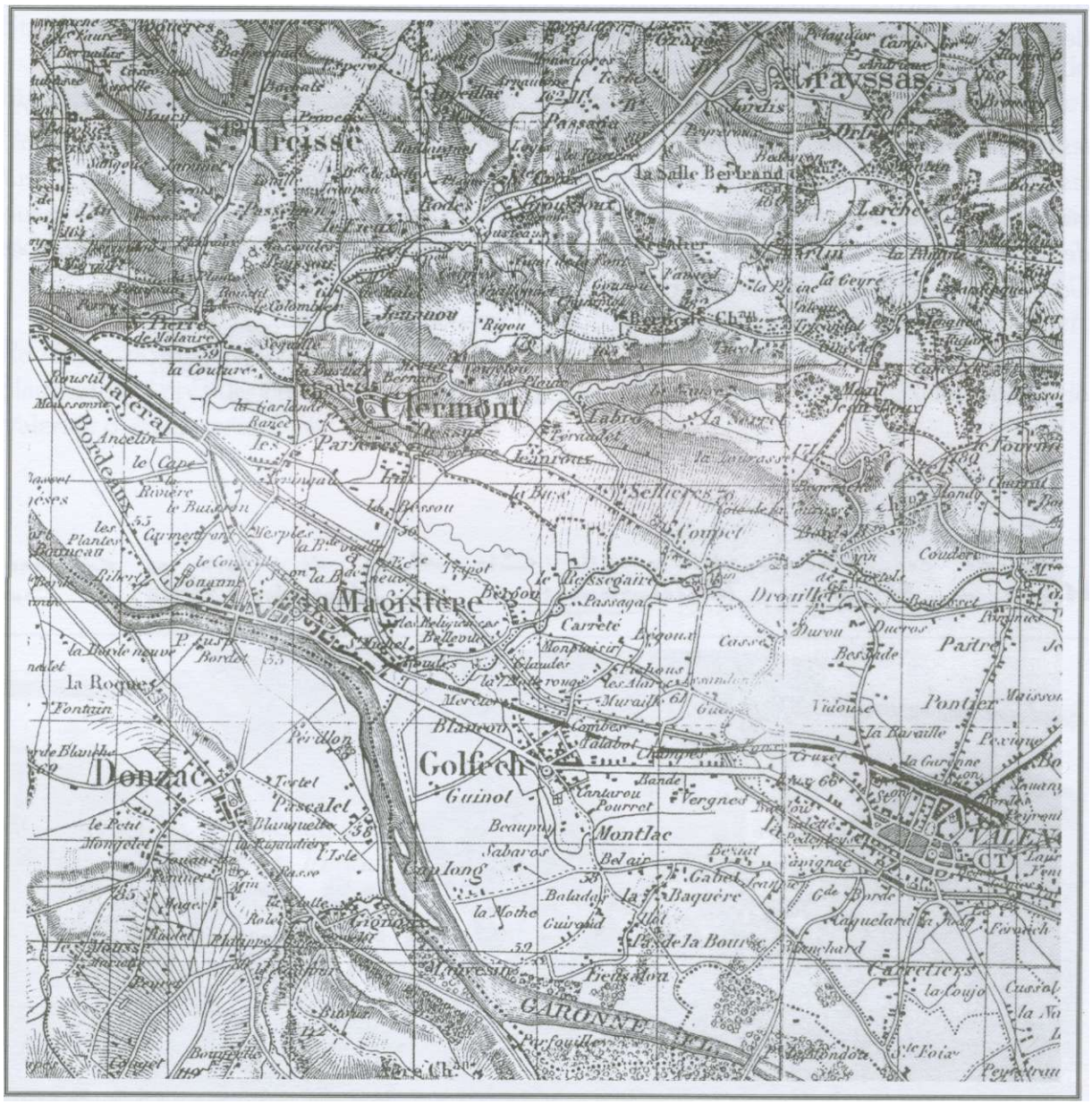
Mais l'année de Résistance à l'ennemi passée ensemble, avec ses bons et mauvais jours, les risques pris en communs ou individuels, les dangers encourus par leur famille et leurs biens, les longues journées et surtout les interminables nuits passées au Maquis, tout cela dans le seul but de participer à la défaite du nazisme, de délivrer la FRANCE de l'immonde envahisseur, de lui redonner sa liberté et sa dignité, a fait des maquisards de la 13e Cie A.S. de Tarn.et Garonne des soldats de l'ombre que seule la mort peut séparer.

Amicale des Anciens de la 13e Cie A.S. de Tarn et Garonne
Maquis de Sistels - Rassemblement du 25 Septembre 1993 à Dunes

De gauche à droite :
1er rang : A. JACQUET - J. PEYRET - L. LABARTHE - R. LEBRUN - Mme PLEVA - R. GAYRAL P. DEMATHIEU - A. MERLE - A. VIDALOT - A. RIVIERE - R. BACH - R. TRABAREL - R. SENTIS R. CARRERE.

2e rang : J. CAUSSAT - Mme LEBRUN - L. TAILLEBOUT - P. CHASTAING - CH. ASTRUC (Maire de Dunes) - G. MARTIN - G. GABACH et Mme - J. BARATZ - L. ROUZAUD - P. SENTIS.

3e rang : R. BERNADET - F. PLEVA - L. OLIVET - G. DAMERMANG - D. POUJADE - G. MARMIESSE H. BIARC - J. PICOU - E. POMMADERE - J. NAJAC.


Grayssas
S.t Croisse
La Salle Bertrand
Larche
Clermont
Jalcrat
Bordeaux
Parrens
Sellier
Coupet
Le Magistère
Dromillet
Paitre
Pontier
Donzac
Golfech
Guinot
Montlac
Pascalet
Sabaros
Beaupuy
Bel air
Gabet
Baquère
Caretiers
GARONNE

LE 15 AOÛT 1944

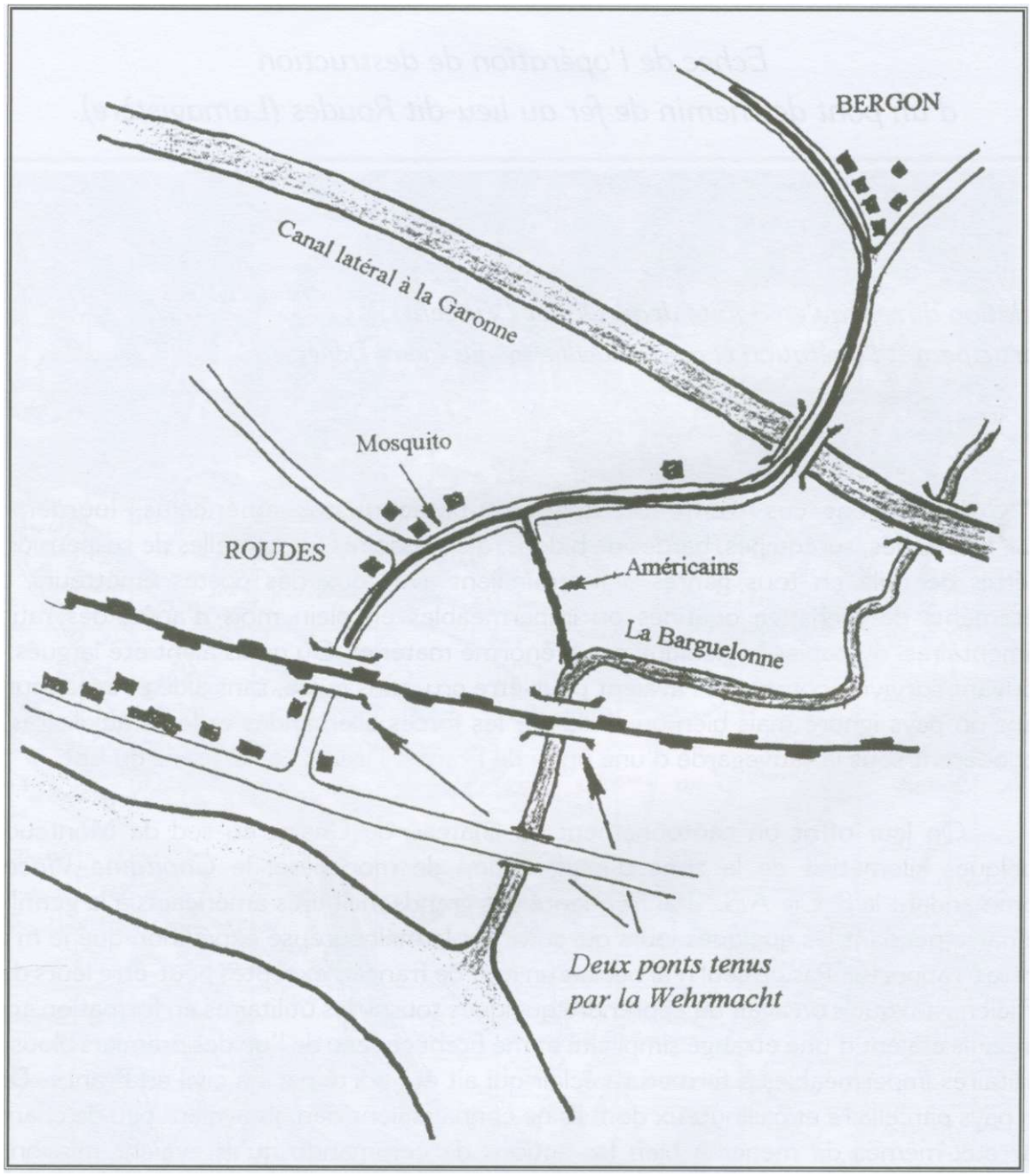
Echec de l'opération de destruction d'un pont de chemin de fer au lieu-dit Roudes (Lamagistère).

Relation directe qu 'en a faite Jean Douet (Vincent), participant à l'opération et qu'a recueillie son fils Pierre Douet.

D'où venaient ces trente ou quarante parachutistes américains, lourdement harnachés, suréquipés, bardés de bidons, d'accessoires, de bretelles de suspension et d'étuis de toile en tous genres ? Ils traînaient avec eux des postes émetteurs, des vêtements de rechange ouatinés ou imperméables en plein mois d'août, des rations alimentaires, du papier hygiénique et un énorme matériel. Où qu'ils aient été largués, ne pouvant survivre, comme ils l'avaient peut-être cru, sans guide, sans aide et sans soutien dans un pays ignoré mais bien quadrillé par les forces allemandes et leurs auxiliaires, ils échouèrent sous la sauvegarde d'une unité de Francs-Tireurs et Partisans du Lot.

On leur offrit un cantonnement au château de Chary, au sud de Montcuq, à quelques kilomètres de la zone d'implantation de mon père, le *Capitaine Vincent,* commandant la 8e Cie A.S.. J'ai fréquenté ces grands militaires américains à la gentillesse naïve pendant les quelques jours qui suivirent la malheureuse expédition que je m'apprête à rapporter. Pas un seul n'articulait un mot de français exceptés peut-être leurs deux officiers, auxquels on avait dû apprendre quelques tournures utilitaires en formation accélérée. Ils étaient d'une étrange simplicité et me firent cadeau de l'un des premiers blousons militaires imperméables à fermeture éclair qui ait été porté par un civil en France. Dans un pays parcellaire et caillouteux dont ils ne connaissaient rien, ils avaient peu de chances par eux-mêmes de mener à bien les actions de commando qu'ils avaient mission de conduire. L'une de ces dernières prévoyait la destruction à l'explosif d'un pont sur lequel la voie de chemin de fer Marseille/Bordeaux franchissait, aux environs de Lamagistère, l'un des petits affluents de la Garonne : la Barguelonne. Les aménagements nucléaires de Golfech n'ont sans doute pas manqué aujourd'hui de bouleverser la disposition du site.

Les F.T.P. mirent de bon gré à la disposition du commando U.S. leurs hommes et leurs moyens. A leur tête était un ingénieur républicain espagnol, vétéran de la guerre civile, la quarantaine grisonnante, chaleureux et entreprenant qui n'était identifié que sous le pseudonyme de *"Mosquito"*. Mon père le connaissait et l'appréciait pour avoir obtenu de lui des conseils et des précisions techniques concernant l'emploi des explosifs et des nombreux systèmes de retard et de synchronisation de leur mise à feu.



Détail du lieu de l'engagement

Au soir du 15 août, mon père prenait quelque repos dans la cuisine du restaurant *d'Armand Laforgue* à Lauzerte, accompagné des quatre hommes de son corps-franc : *Emile Quéméré, Yves Friant, Richard Sozanski et Eduardo Aguilera.* Ce mois d'août était celui de la libération. L'essentiel des divisions blindées allemandes était remonté s'engager dans la bataille de Normandie et seules demeuraient les unités motorisées d'infanterie et les groupements de la Milice Française, qui songeaient à décrocher pour rejoindre l'Est et l'Alsace par la vallée du Rhône.

La nuit était tombée lorsqu'on frappa à la porte du restaurant. En silence, l'arme à la main, on attendit que se fissent connaître deux hommes qui exposèrent l'urgence d'un irremplaçable service à rendre à *Mosquito,* ses dizaines de F.T.P. et une trentaine d'Américains qui attendaient au bas de la colline de Lauzerte. En effet, le site de l'opération envisagée, se trouvait à la limite de la zone de responsabilité de mon père et ils comptaient sur lui pour les y conduire. Ce dernier connaissait bien les lieux car, avec l'aide d'un juif polonais, il avait tenté, quelques jours auparavant, d'amener à la désertion de jeunes polonais enrôlés de force dans la Wehrmacht, mais sans avoir pu les aborder en raison des réseaux barbelés et des glacis découverts. Donc, ayant rejoint l'expédition sous Lauzerte avec son corps-franc, mon père fit part de son avis sur les difficultés, sinon l'impossibilité d'une destruction de ce pont sans avoir, au préalable, neutralisé ses solides défenses. Il avait en effet, avec son interprète polonais, poussé jusqu'à la minoterie au bord de la Barguelonne, à cent mètres à peine du pont ferroviaire fortement défendu qui domine de son très haut remblai, la plaine alluviale par où devait obligatoirement s'opérer la progression. *Mosquito* traduisait aux Américains qui se concertèrent longuement mais confirmèrent leur intention de remplir leur mission. Mon père et ses quatre hommes prirent alors, dans leur Citroën noire, la tête d'une longue colonne de nombreux camions et voitures qui transportaient les hommes et d'importantes charges d'outillage et d'explosifs. Il s'agissait en effet, non pas de saboter une voie ferrée, comme la 8e Cie en avait l'habitude, mais de faire sauter l'ouvrage, ce qui supposait l'utilisation de très lourdes quantités d'explosif et des outils de parc pour forer les fourneaux de charges.

Par un itinéraire compliqué d'au moins 40 km par de petites routes très secondaires, le convoi stoppa au pied de Clermont-Dessus (aujourd'hui Clermont Soubiran). Un piquet de garde est laissé près des véhicules et les quatre hommes de mon père demeurent auprès de la Citroën : les Américains ne demandaient qu'un guide. Le matériel est chargé à dos de dizaines d'hommes et l'on part à pied en silence. Mon père est en tête et conduit la colonne avec un petit F.T.P. espagnol. Les Américains suivent, lourdement chargés. La colonne s'étire ; le chemin emprunte de nombreuses courbes ; les aboiement des chiens de fermes accompagnent la progression. Au Bergon, mon père oblique à droite vers la passerelle du canal latéral à la Garonne, ignorant si elle est gardée de nuit : elle ne l'est pas. On distingue maintenant à contre-ciel les grands peupliers du fleuve et le haut remblai du chemin de fer au-delà des bâtiments de la minoterie. Puis on oblique sur un chemin à gauche pour atteindre la Barguelonne. Et c'est là que les Américains négligent de laisser sur place l'homme qui devrait signaler le changement de direction. Quelques instants plus tard Mosquito, à la tête des ses hommes, écrasés sous leurs charges, dépasse dans la nuit le minuscule carrefour. Poursuivant droit devant lui, il se présente un peu plus loin au lieu-dit Roudès, face à un ponceau sous la voie qui, par

malheur, se trouve gardé. Mosquito est tué sur le coup ; quelques F;T.P. semble-t-il sont blessés. Ils refluent, abandonnant le corps, rejoignent leurs véhicules et, privés de leur chef laissant là mon père, les Américains et deux ou trois de leurs camarades qui les accompagnaient, rentrent dans la nuit au château de Charry, dans le Lot.

Mon père et ses Américains arrivaient en cet instant devant le véritable objectif lorsqu'ils entendirent, à 200 m de là, les rafales qui abattaient Mosquito. Toute surprise devenait impossible. Sur le pont de la Barguelonne, le poste allemand devait être attentif le doigt sur la détente. Il faudrait renoncer mais l'officier américain s'entête. On continue donc vers le pont. Le petit Espagnol marche sur l'herbe à droite, mon père à gauche ; la route blanche se détache sous le clair de lune. Les Américains suivent, alors que leur mission et leur formation de commandos auraient exigé, dès ce moment, leur prise en main des opérations. Au lieu d'aborder l'objectif de divers côtés de part et d'autre de la voie, on marche droit à la mort dans l'attente angoissée de l'ouverture du feu.

Une M.G. 42, à la cadence de tir caractéristique dépierre maintenant le chemin blanc dont les cailloux volent dans les étincelles et les ricochets. Quelques Américains tombent dans les eaux noires de la Barguelonne, profonde à cet endroit, au pied d'une berge abrupte au bord de la sente. Chargés, il barbotent bruyamment. Leurs camarades les repêchent. Deux ou trois d'entre eux sont à demi noyés. Quelques minutes s'écoulent sans initiative pour leur permettre de reprendre souffle cependant que, depuis l'avant de leur formation, leurs compatriotes ripostent au jugé. Mon père et le petit Espagnol s'incrustent dans le sol, entre les deux feux. Mais les Allemands cessent bientôt le tir, vieux soldats économes de leurs munitions ; ils ne sont probablement que quelques hommes sur ce poste isolé. On entame le repli. On se regroupe autour de deux meules de paille près de la minoterie. Le retour est pitoyable. Les Américains traînent deux ou trois de leurs camarades épuisés. Il fait grand jour lorsqu'on repasse au pied de Clermont Dessus. Plus trace du convoi automobile reparti vers le Lot. Seuls les quatre hommes de mon père attendent, inébranlables, près de leur Citroën. C'est *Emile Quéméré* qui est chargé de quérir, à Castelsagrat, le vieux car à gazogène *d'Aimé Delmas* pour rapatrier, après une attente de trois heures en plein jour, la misérable cohorte sur Lauzerte.

Et ce sera encore la 8e Cie qui, les jours suivants reviendra sur les lieux pour ramener de Saint-Pierre de Malaure un blessé F.T.P. abandonné et trois Américains perdus dans les cultures que leur chef ne pensait plus revoir.

Ils n'entreprirent plus, instruits par l'expérience, d'opérations aussi mal préparées et aussi mal conduites sur objectif non reconnu. La 8e Cie demeura désormais leur point d'ancrage et ils furent avec nous quelques temps plus tard aux libérations de Moissac, d'Albi, Lacaune et la Montagne Noire dans les journées de combat et de triomphe qui suivraient bientôt.

MONUMENT ÉLEVÉ À LASPARRIERES

à proximité de Lamagistère
à la mémoire du lieutenant "Mosquito"

Lieutenant "" Mosquito " de son vrai nom Emmanuel SALVADOR
mort pour la France le 15 Août 1944
au cours d'une action de sabotage de la voie férrée Bordeaux-Toulouse
Pont de Lasparrieres à faire sauter.

MONCLAR-DE-QUERCY

SOUS

L' OCCUPATION ALLEMANDE

MONCLAR-DE-QUERCY
sous l'Occupation Allemande

Dès l'automne 1940, le bourg de Monclar-de-Quercy, situé à une vingtaine de kilomètres de Montauban, entre dans une après-guerre d'attente et d'inquiétude. Monsieur Urbain Roques, 72 ans, est le maire de la commune. Commune qui a vu le nombre de ses habitants augmenter du fait de l'arrivée de réfugiés et d'israélites de différentes nationalités, en recherche de camouflage.

Ainsi Raymond Marx, né en 1903 à Chabanges dans l'Aube, et sa femme née Lévy en 1911 à Saint-Mihiel dans la Meuse, israélites français, mariés, trois enfants, résident à Monclar dès 1942 où ils sont propriétaires cultivateurs.

De même Ernst Wildangel, né en 1891 â Cologne (Allemagne), apatride, vivant aux Farguettes, propriété de Simone Delorme, sa compagne. La vie de ce combattant antifasciste est exemplaire. Réfugié en France, Ernst Wildangel est interné dès le début de la drôle de guerre. Evadé d'un camp lors de l'avance des troupes allemandes, il se trouva en juillet 1940 à Montauban. C'est là que sa compagne le rejoint. Il était, comme la plupart des réfugiés, dans le dénuement le plus complet, mangeant à la cantine des quakers et couchant dans une école qui avait été transformée en dortoir, servant d'asile à tant de réfugiés belges et français, mais aussi espagnols et allemands. Fin décembre 1940, Simone quitte son mari pour aller voir son père gravement malade, qui habitait un village dans le Jura (zone rouge) à quelques kilomètres de la ligne de démarcation. A la mort de son père, Simone Wildangel retourne, en septembre 1941, auprès de son mari, qui se trouvait alors à Monclar-de-Quercy. Il y faisait du travail occasionnel dans l'agriculture, mais restait toujours menacé d'un nouvel internement par les autorités de Vichy et d'une éventuelle livraison à la Gestapo. Tous deux prennent alors contact avec la Résistance locale. Ainsi Ernst Wildangel s'occupait de confection de photographies d'identité pour les cartes destinées aux réfractaires et maquisards de la région. Il sera, d'ailleurs, à la suite d'une dénonciation, arrêté par la Gestapo de Montauban le 8 mai 1944. Passant par Fresnes et Compiègne, il fut ensuite traîné de prison en prison, pour être finalement incarcéré dans la geôle terrible de l'Alexanderplatz à Berlin. En mai 1945, il sera l'un des rares survivants.

Il faut aussi noter la présence de :

- *Simone Silberstein,* née Thomas, 30 ans, israélite,
- *Léonce Meyer,* 71 ans, israélite polonais,
- *Irène Salomon,* née Holezwiller en 1894 à Budapest, apatride israélite,
- *Yvonne Léger,* 55 ans, expulsée de Pologne.

Les premières années s'écoulent sans trop de problème. Ainsi le 14 novembre 1943, la municipalité de Monclar-de-Quercy organise une cérémonie commémorative des morts des deux guerres. A cet effet, un service religieux est célébré ce jour-là à 11 heures. Le cortège, formé dès 10 heures 30, place de la mairie, se rend à l'église, puis, après l'office, au monument aux morts. La cérémonie, autorisée, se déroule sans incident.

Mais dès le début de l'année 1944, l'atmosphère change radicalement Monclar devient le centre d'un groupe de résistance : le groupe autonome n° 3, dont le chef est Roger Rignac (qui, après la libération, deviendra maire et conseiller général). Ce groupe fut en juin 1944, rattaché à la 2e Cie A.S. Il prit alors le maquis, mais ne participa à aucun combat, se bornant à des opérations de détail. Cependant, le 4 mai 1944, il prend part à la réception d'un parachutage de 15 containers, destiné à la 2e Cie A.S., au lieu dit " La Bessède " (terrain Langouste).

Par ailleurs, dans la région de Monclar, dès 1944, se sont implantés des groupes appartenant au maquis d'Arnaud, puis, plus tard, au Corps Franc Dumas.

Ainsi, le 8 mars 1944, un coup de main est opéré par les hommes du maquis d'Arnaud, dit aussi maquis de Puygaillard, cantonné à l'époque à la ferme Trégan, commune de Puygaillard. Ce jour, à 14 heures 30, un camion appartenant à monsieur Viatgé, de Montauban, et transportant du ravitaillement (épicerie du mois de mars : sucre, chocolat, confiture, pâtes), pour les communes de la région de Monclar, est arrêté sur le chemin de grande communication n° 8 entre La Salvetat et Monclar, par cinq hommes armés de mitraillettes et de revolvers. Les occupants du camion sont sommés de descendre, puis amenés sous surveillance de deux des agresseurs, dans une cabane située en bordure de route. Le chauffeur, escorté des trois autres hommes, continue sur Revel. Là, il est prié de descendre, puis conduit à l'intérieur d'un bois, pendant que le camion est conduit vers une destination inconnue. Deux heures plus tard environ, le camion réapparaît et remis à la disposition de ses occupants. Ayant demandé le prix global de la marchandise ainsi détournée et le nom du propriétaire, le chef du groupe indiqua qu'il serait payé sous peu par la banque Giraud.

Dans le courant du mois de janvier 1944, le frère d'André Archippe, boulanger de Monclar, est arrêté à Toulouse, après dénonciation. Les époux Archippe, André et Françoise, sont membres du réseau de renseignements Cottre. Après l'arrestation du frère d'André, Françoise et André Archippe sont inquiets. Ils vivent à présent dans leur domicile, rue de la Comédie, à Montauhan. André fait régulièrement le trajet.

Or, le samedi 6 mai 1944, Stotz, chef de la Gestapo, est informé vers 10 heures par Charles Stephan, commerçant en tissus à Monclar, de l'arrivée d'André Archippe à Montauban, en voiture, aux environs de 14 heures, place du marché couvert. Ce dernier est arrêté, conduit au siège de la Gestapo où il subit un interrogatoire avec atrocité. A-t-il parlé ? Ou a-t-on voulu influencer la population?

Deux jours après, le lundi 8 mai, vers 7 heures 30, le village de Monclar-de-Quercy est cerné par les troupes allemandes, fortes d'environ 300 soldats. Ils sont commandés par 3 officiers, assistés de civils de la police de sûreté allemande. Ils procèdent à des perquisitions,

des arrestations et des vérifications d'identité. Ils cherchent en particulier certains habitants de la localité dont ils avaient une liste.

Les témoignages sont formels : André Archippe est traîné dans les rues du village, boitant péniblement, les mains brisées, souffrant horriblement.

Les Allemands procèdent à l'arrestation de 13 personnes sur Monclar :

- *Bent Philippe,* 56 ans, docteur à Monclar,
- *Solladié Raymond,* 30 ans, docteur à Monclar,
- *Pailhès Adrien,* 65 ans, pharmacien à Monclar,
- *Galinier Louis,* 56 ans, percepteur à Monclar,
- *Delpeyroux Louis,* 18 ans, de La Sauzière (Tarn), ouvrier boulanger chez A. Archippe,
- *Wildangel Ernst,* 52 ans, travailleur étranger du groupe de Réalville,
- *Alves Antonio,* 38 ans, Portugais, réfugié à Monclar,
- *Marx Raymond,* 40 ans, propriétaire à Monclar, israélite,
- *Marx Jeanne,* née Lévy, 33 ans, épouse du précédent,
- *Meyer Léonce,* 73 ans, réfugié à Monclar, israélite,
- *Silberstein Simone,* née Thomas, 30 ans, réfugiée à Monclar, israélite.,
- *Salomon Irène,* née Holeiwler, 50 ans, réfugiée à Monclar, israélite,
- *Léger Yvonne,* 55 ans, expulsée de Pologne.

A cette liste, il faut ajouter :

- *Archippe André,* boulanger à Monclar, arrêté le 6 mai à Montauban,
- *Talou Raymond,* 22 ans, d'abord ouvrier boulanger chez André Archippe, puis passé au maquis d'Arnaud et camouflé chez monsieur Lala, buraliste à Verlhac-Tescou, où il a été arrêté le 8 mai.

Au total, 15 personnes sont emmenées en camion vers Montauban.
Il est 12 h30 environ.

4 personnes également recherchées n'ont pas été découvertes :

- *Rignac Roger,* électricien à Monclar,
- *Torrès Prosper,* garagiste à Monclar,
- *Monbrun Roger,* transporteur à Monclar,
- *Lescure André,* limonadier à Monclar.

4 personnes arrêtées seront libérées par la suite :

Le même jour : *Pailhès Adrien,* pharmacien et *Léger Yvonne,* le 10 mai.
Alves Antonio et Silberstein Simone, le 11 mai.

Restent 11 détenus qui seront déportés :

- A Dachau : *Archippe, Bent, Solladié, Galinier, Delpeyroux.*
- A Berlin-Alexanderplatz : *Wildangel,*
- Destination inconnue pour les israélites, probablement Auschwitz : *les époux Marx, les époux Salomon, Meyer.*

A partir de 12 h 45, il ne reste plus qu'une trentaine de soldats allemands regroupés sur la place de la mairie. Vers 18 heures, un camion militaire arrive, embarquant une quinzaine de soldats. Après ce départ, les Allemands restants entreprennent des visites domiciliaires non seulement dans les habitations dont les propriétaires avaient été arrêtés, mais également dans les maisons voisines. Au cours de ces perquisitions, les soldats emportent nombre d'objets, plus particulièrement des postes T.S.F, mais aussi de l'argent, du linge, des vêtements, des produits alimentaires. Deux automobiles appartenant l'une à monsieur Rignac, l'autre remisée au garage Monbrun, sont saisies.

Peu après 20 heures, une camionnette commerciale de couleur noire équipée au gazogène, stationnée à l'entrée d'une allée privée joignant la propriété de monsieur Blanc à la route de Montauban, fut amenée et les soldats y chargèrent leur butin. Ce véhicule était conduit par un civil français inconnu.

Les opérations prennent fin vers 22 heures, provoquant une vive émotion dans la population. Il est alors évident qu'elles sont le fruit de dénonciations. Les soupçons sont réels et circonstanciés. Les événements qui vont suivre, donnent force à ces suspicions.

Le 8 juin 1944, vers 13 heures, le gendarme Piquemal est de permanence au bureau de la brigade de Monclar. Des coups sont frappés à la porte d'entrée de la caserne. La porte ouverte, le gendarme Piquemal se trouve en présence d'un autre gendarme inconnu. Croyant avoir à faire à un camarade, il l'invite à entrer. Au moment où il demande à l'inconnu l'objet de sa visite, des individus armés de mitraillettes font irruption dans le couloir. Trois pénètrent dans le bureau et désarment le planton. Pendant ce temps, trois autres font irruption dans le logement du chef de brigade qui achève de déjeuner. Surpris, ce dernier ne peut opposer de résistance. Les hommes armés montent alors au premier étage et désarment les gendarmes Rigail, Bouisset et Vallet qui se trouvaient là.

Les agresseurs s'emparent des armes et des munitions de la brigade : 5 mousquetons avec 100 cartouches, 5 revolvers avec 100 cartouches. Ils tirent plusieurs rafales de mitraillette et s'enfuient en automobile après avoir coupé les fils téléphoniques. Pendant cette intervention d'autres individus également armés mettent au pillage deux débits de tabac du bourg.

Cette opération a vivement impressionné la population de Monclar. Elle est réalisée par le groupe Fantôme du Corps Franc Dumas.

Elle précède de peu les exécutions du samedi 10 juin 1944 : Ce jour, vers 19 heures, deux hommes jeunes (environ 20 à 25 ans) se présentent chez monsieur Charles-Henri Stephan, né le 4 Janvier 1880 à Vissenbourg (Bas-Rhin), commerçant en tissus à Monclar. Après s'être introduits dans l'immeuble, les deux hommes ayant écarté la bonne, se rendent dans la salle à manger où les époux Stéphan prennent leur repas. Ils les exécutent sur place de plusieurs coups de révolver, puis quittent immédiatement les lieux.

Monsieur et madame Stéphan, celle-ci née Louise Cayla le 28 mars 1887 à Monclar, étaient tous deux inscrits au P.P.F., et monsieur Stéphan était de plus milicien.

Vers la même heure, deux hommes, probablement les mêmes, se rendent chez monsieur Victor Chevalier, né le 30 octobre 1896 à Retaud (Charente inférieure), garagiste mécanicien à Monclar. A son domicile, ils se trouvent en présence de madame Chevalier, née Amélie Gabilaud le 20 octobre 1894 à Cognac (Charente). Ils réclament son mari. Madame Chevalier, accompagnée par les deux hommes se rend alors au lieu-dit "Pont de Livron" où son mari travaillait au jardin. Arrivés, sur les lieux, les deux individus sortent leurs pistolets et abattent les époux Chevalier, puis s'enfuient.

Monsieur Chevalier, trésorier-secrétaire de la Légion des Combattants de Monclar, et madame, étaient des relations des époux Stéphan.

La rumeur publique accusait ces quatre personnes d'avoir fourni, des renseignements ayant permis à l'autorité allemande de procéder précédemment aux arrestations à Monclar-de-Quercy.

Les quatre corps furent inhumés le dimanche 11 juin, après autopsie, vers 18 heures 30. La population s'est refusée à accompagner les victimes au cimetière, car celles-ci ne jouissaient pas de l'estime de leurs concitoyens. Il a même fallu que le maire réquisitionne des porteurs pour le transport des corps.

Les auteurs de ces exécutions, restés longtemps inconnus, sont deux membres du groupe Fantôme du Corps Franc Dumas. Ils ont agi sur ordre.

Après la Libération, le 26 août 1944, l'interprète auprès de la Gestapo, Jean Zinck signe une déclaration manuscrite où il certifie que monsieur Charles Stéphan, demeurant à Monclar-de-Quercy, était en collaboration, étroite avec Stotz, chef de la police de sûreté allemande. " *Monsieur Stéphan paraissait intimement lié avec monsieur Stotz, et j'ai eu l'impression, lors de mon arrivée le 15 avril 1944 au service, qu 'ils devaient se connaître depuis longtemps, déjà Monsieur Stéphan avait remis à monsieur Stotz la liste nominative des personnes à arrêter à Monclar et dans les environs. Monsieur Rignac était en tête, de cette liste.*

Il est plus que probable que monsieur Stéphan avait à Monclar d'autres indicateurs qui le renseignaient sur l'activité de monsieur Rignac et de ses camarades. Ainsi l'arrestation de monsieur André Archippe a été prévue par monsieur Stéphan qui était venu trouver monsieur Stotz, le samedi 6 mai, vers 10 heures, et l'avait informé que monsieur Archippe arriverait à Montauban en voiture aux environs de 14 heures, lieu de stationnement : place du Marché couvert ".

Les événements se précipitent. Le 16 juin 1944, Maxime Marc Franck d'Artenset de la Farge, né le 2 août 1890 à Moncrabeau (Lot-et-Garonne), domicilié à Montauhan, 75, faubourg du Moustier, chef départemental de la Milice, et son lieutenant Henri-Léon Renard, né le 12 octobre 1897 à Paris, chef de centaine, sont capturés sur la nationale 658 entre Montauban et Castelsarrasin, au lieudit "Côte du Touron". Ils sont transportés et livrés au Corps Franc Dumas, à Cabertat. Le même jour, ils sont jugés devant un tribunal présidé par le colonel Nil, en la ferme de Panégro, commune de Monclar. Condamnés à mort, ils sont fusillés peu après.

Le 20 juin 1944, à la suite de l'attaque effectuée par les Allemands contre la 6e Cie A.S. et le Corps-Franc Dumas, campant sur le plateau de Cabertat, entre Vaïssac et Monclar, plusieurs fermes situées sur le territoire de la commune, sont incendiées par l'ennemi. Ainsi Urbain Roques, maire de Monclar, déclare le 23 juin : " *Suite aux opérations effectuées dans la région de Natalis et Panégro par les troupes d'occupation, j'ai été informé que les fermes Penchenat, Palmier et Lafon avaient été incendiées. M'étant rendu sur les lieux et aidé de nombreux voisins, nous avons recherché les occupants de la ferme Penchenat. Nous avons retrouvé dans l'écurie le corps carbonisé de Penchenat, qui vivait sur cette ferme avec sa mère et sa sœur. Poursuivant nos recherches, nous avons découvert le corps de la sœur, atteint de plusieurs balles, à l'orée d'un bois, à cent mètres de la ferme. Nous avons également constaté à la lisière de ce même bois la présence des sabots de madame Penchenat mère, mais n 'avons pu découvrir le corps de celle-ci* ".

De même, monsieur Paul Palmier, propriétaire des fermes Panégro et Tournielles, sur la commune de Monclar, déclare : " *Dans la journée du 20 juin 1944 les troupes d'occupation ont incendié mes deux fermes. Celle de Panégro était inhabitée et celle de Tournielles était louée à Isidore Colom qui réussit à s'échapper* ".

Une autre métairie, sise à Tournielles, appartenant à Gerlain Lafon fut d'abord pillée: *charcuterie, argent, une paire de bœufs furent ensuite emportés. Puis les soldats allemands placèrent ma mère impotente devant la porte et mirent le feu à la maison. Tout fût la proie des flammes* ".

Le 24 juin 1944, Joseph Rouzaud, 40 ans, facteur des postes à Monclar, se rend, vers 13 heures, chez les familles Cournac, résidant aux environs de Bonanech, commune de Monclar, pour porter un pli. A son arrivée, il constate que les volets sont fermés. Ayant ouvert la porte qui n'était pas verrouillée, il dépose son courrier dans le couloir, comme il le fait d'habitude en l'absence des propriétaires. Etant ressorti, il effectue quelques pas, puis ayant l'intuition qu'il y a quelque chose d'anormal, il retourne à la maison, car la lumière, produite par une batterie d'accumulateurs, éclairait faiblement. Il entre alors dans la cuisine, et à la lueur de son briquet, il aperçoit les corps des époux Cournac, étendus, baignant dans une mare de sang. Il referme la porte et va prévenir les voisins immédiats, puis le maire de Monclar.

A 13 heures 30, le chef de la brigade de gendarmerie de Monclar, accompagné d'un gendarme et du conseiller municipal Monestier demeurant à Bonanech, se rend au domicile des époux Cournac pour les constatations légales. Ils trouvent les corps des deux personnes gisant sur le plancher, un de chaque côté de la table, Calixte Cournac, né le 5 mai 1895 à Monclar-de-Quercy, portait une trace de balle à la tête et une deuxième à la poitrine. Maria Cournac, née Jourdes, le 25 mai 1900 à Monclar-de-Quercy, avait été atteinte de deux halles à la tête. Sur la table se trouvaient trois verres remplis de vin, et une somme de 1900 francs en billets de banque. Aucun désordre ne régnait dans la maison. Il y a lieu de penser qu'il n'y a pas eu vol. Calixte Cournac était cultivateur et, à l'occasion, facteur intérimaire. Il s'occupait en outre d'assurances. Il était connu pour ses idées collaborationnistes et était accusé d'avoir des relations très étroites avec les miliciens et les Allemands.

Le 30 juin 1944, vers 13 heures 45, deux individus, âgés de 25 ans environ, arrivés en moto et armés de revolvers, se présentent à la perception de Monclar et exigent de Raymond Brousse, 42 ans, commis de perception à Montauban, assurant l'intérim en remplacement de monsieur Galinier, arrêté le 8 mai, de leur remettre la caisse. Ils se saisissent d'une somme de 9 500 francs contenue dans un petit sac. A leur départ, ils remettent au percepteur un reçu indiquant que l'argent avait été pris pour " l'armée de la résistance ".

Le 14 juillet 1944, vers 10 heures, une trentaine de partisans des groupes Bolchevick et Pet-Sec du Corps-Franc Dumas, se rendent au monument aux morts de Monclar. Leur chef dépose une gerbe portant l'inscription " La Résistance ", pendant que des maquisards présente les armes. Puis les maquisards chantent la Marseillaise, aux applaudissements des spectateurs présents.

En ce mois d'août 1944, les activités du maquis s'accélèrent. Le 2 août 1944, vers 17 heures 30, sept individus porteurs d'un brassard à croix de Lorraine et armés de mitraillettes, après avoir placé en travers de la route le camion avec lequel ils circulaient, obligent l'autobus assurant le trafic journalier entre Montauban et Monclar, à s'arrêter au lieu-dit "Saint-Pierre", commune de La Salvetat-Belmontet. Ils se saisissent alors de deux sacs de tabac destinés au débit de Monclar puis repartent vers une direction inconnue. Or, le même jour, vers 20 heures, les mêmes individus, circulant cette fois en voiture automobile, se présentent au débit de tabac de Gaston Bures à Monclar ; Ils lui restituent la moitié du tabac emporté par eux dans l'après-midi.

Le lendemain 3 août 1944, à 7 heures 30, neuf individus armés font arrêter sur la R.N. 99, près de Saint-Nauphary, un camion appartenant à monsieur Clerc-Roques, négociant à Monclar. Ils s'emparent du véhicule, après avoir invité le chauffeur à rejoindre Monclar à pied. Ils prennent alors la direction de Gaillac.

Enfin, 12 août 1944, les groupes Bolchevick et Pet-Sec du Corps-Franc Dumas se saisissent de 268 kilos de métaux non ferreux déposés dans la salle de la justice de paix de Monclar.

La semaine qui précède la Libération est pleine d'espoir et d'incertitude. A Monclar, on apprend le 18 août au soir, que les colonnes allemandes qui descendent de Cahors vers Montauban ont été attaquées plusieurs fois par les corps francs avant et après Caussade sur la R.N. 20.

Le samedi 19 août, une force allemande de quelques centaines d'hommes quitte Caussade peu avant-midi. Elle arrive aux portes de Montauban par l'avenue de Paris vers 16 heures. Lorsqu'elle atteint le pont routier sur la voie ferrée de Lexos, elle est accueillie par des coups de feu tirés du Rond et de l'avenue de la gare de Villenouvelle. Le combat dit du Rond va durer toute l'après-midi avec l'appui successif de troupes issues du maquis et des corps francs, puis d'éléments du Corps Franc Pommiès.

La lutte se poursuit jusqu'au soir. Un violent orage d'été ajoute éclairs et coups de tonnerre aux tirs de mortier avec une intensité inégalée. Alors, le chef allemand voyant que la défense reçoit des renforts, que ses feux sont de plus en plus nourris, et que le passage ne peut être forcé, fait rompre le contact. Le décrochage est rapide, à la faveur d'une nuit particulièrement obscure.

Ce n'est qu'au matin que la colonne allemande est à nouveau repérée, se dirigeant vers la vallée de la Tauge. Elle est accrochée à la descente de La Clare, près de Génébrières, arrive sur La Salvetat- Belmontet. A Monclar, c'est le branle-bas de combat. L'ennemi est à 6 kilomètres du bourg. Il est décidé, dans l'effervescence et la peur, d'abattre des platanes sur la route qui conduit à Montauban. Ces abatis retarderont-ils la progression des soldats ? Mais alors que l'on s'interroge, on perçoit au loin le bruit d'une fusillade nourrie. La colonne allemande a été violemment accrochée par les 3^{e}Cie A.S., le groupe M.O.I. et le groupe F.T.P. Tom (qui aura un tué : le jeune Dompeyre). Elle monte à La Vinouse, glisse entre la 7e Cie et la 3e Cie A.S., franchit le Tescou au crépuscule, passe par Puylauron, Varennes, Villebrumier, franchit le Tarn à Nohic.

Monclar a été épargné.

LES JEUNES ET LES FEMMES

DANS LA RÉSISTANCE

De gauche à droite : M. Oustrières, F. Foubet, D. Ligou, G. Mihalovici, A. Flon, I. Jagodinfka, L. Olivet, N. Boudoire, P. Peyrusse, A. Ségala-Talous

Louis DELRIEU

tué à Caylus le 25 juillet 1944

André FLON

Daniel LIGOU

Pierre DUTILLEUX

Les membres du club

de Montauban

des Auberges Laïques de la Jeunesse

constitué après la dissolution, en 1941,

par le gouvernement de Vichy

du C.L.A.J.

Emile ARNAUDET

Maurice OUSTRIÈRES

Tous ont rejoint
les Mouvements Tarn-et-garonnais
de la Résistance

Louis OLIVET

Gilbert ENGUIALE

Edmond LORMAND

tué à Gigouzac (46)
le 30 juin 1944

Ernest ARNAUDET

Les JEUNES et les FEMMES de Tarn-et-Garonne dans la RÉSISTANCE

Les jeunes furent incontestablement l'élément dynamique de l'action de la résistance. Courageux jusqu'à la témérité, exemplaires dans le sacrifice, animés toujours d'une foi inébranlable, les jeunes des groupes francs, des maquis, réfractaires au S.TO., évadés de France, n'avaient qu'un seul objectif : lutter pour chasser l'occupant allemand et rétablir la liberté en France. Ils constituèrent l'essentiel des effectifs des Forces Françaises de l'Intérieur.

Ainsi l'action des jeunes étudiants est remarquable, la situation exceptionnelle dans laquelle se trouve le pays, la réprobation générale du peuple à l'égard de tous les tenants de la politique de collaboration, la pression militaire et policière qui s'exerçait dans tous les domaines, ne pouvaient que susciter, chez les jeunes, des mouvements de révolte. En fait la discipline dans les lycées et les universités, renforcée en raison des événements, était devenue souvent insupportable aux yeux des jeunes lycéens et des étudiants ayant quelque esprit d'indépendance. Il est évident que dans chaque établissement, des cellules de résistance existèrent. Souvent décelés, leurs animateurs étaient soit renvoyés, soit même arrêtés, parfois fusillés.

L'exemple le plus cruel fut probablement les destins tragiques de Louise Sabatié et d'Ernest Bonnet.

Le premier, surveillant au lycée Ingres, est arrêté par la milice le 3 février 1944 dans une salle d'étude. Transféré à Toulouse, après un simulacre de jugement, il est condamné à mort et fusillé le 17 février 1944 dans la cour de la prison Saint-Michel.

Le second, qui avait rejoint la région d'Annecy à l'hiver 1943, est arrêté et détenu à Annemasse. Il mourra en déportation au camp de Mathausen le 6 décembre 1944.

Ces destins résultent de convergences au sein de la jeunesse lycéenne Montalbanaise à partir de 1940. Comme l'ensemble de la population dans le département, la jeunesse tarn-et-garonnaise est sensiblement troublée par la brutalité des événements des mois de mai et juin 1940 et la mise en place du nouveau régime à Vichy au début du mois de juillet. La majorité des jeunes ne réagit pas au rapide bouleversement de la vie du pays. Cependant à Montauban, une minorité de copains du lycée, n'accepte pas la situation que connaît alors la France. Cette minorité converge dans le même refus et finit par former un noyau d'opposition plus sentimental que politique.

Au lycée Ingres où ils sont scolarisés dans la même classe, Charles Couchet, Maurice Oustrières, Jean Berné et Louis Sabatié ont entre 16 et 18 ans quand surviennent les événements de l'été 40. Les quatre garçons se voyaient quotidiennement. Dans la cour du lycée, dans le parc, dans le square devant la préfecture, les discussions se

multiplient. Leur refus de "ne pas accepter" naît moins d'une réflexion politique que d'un véritable sentiment de révolte. Les motivations à la base de leur désir d'opposition sont plurielles et encore très floues. Certes leur refus de la défaite et de ses conséquences est étroitement lié à leur rejet du fascisme et du nazisme. Mais leurs jugements ne vont pas plus loin. Leur refus de Vichy est également trouble. Vichy est perçu par eux comme une trahison. Leur refus vise aussi la personne du maréchal Pétain et la mystique pétainiste. Les chants en l'honneur du Maréchal interprétés au lycée suscitent leur désapprobation. Ainsi le noyau qui vient de naître, trouve son identité et fixe son premier objectif: s'ouvrir pour accueillir d'autres jeunes de toutes origines, porteurs de refus.

C'est ainsi que de jeunes républicains de gauche appartenant au groupe antifasciste des jeunesses socialistes de Montauban, mis sur pied pendant la guerre d'Espagne en 1939, rejoignait le Centre laïque des Auberges de la Jeunesse. On y trouve : André Flon, Louis Olivet, Louis Dutilleux, tué à Caylus lors de l'accrochage du mardi 25 juillet 1944, Edmond Lormand, tué à Gigouzac (Lot) le 30 juin 1944, Pierre Dutilleux , Roger Gunaud, Daniel Ligou, les frères Arnaudet, Robert Guicharnaud, mais aussi Eliette Belmontet et Marie-Rose Meyer. Les Auberges de la jeunesse seront dissoutes en avril 1941 par le gouvernement de Vichy en application de sa politique anti-laïque de réorganisation de la jeunesse. Devant cette décision, qu'ils refuseront, ils persisteront dans l'esprit de ce mouvement internationaliste en créant un club local pour faciliter leurs rencontres et continuer l'action entreprise en faveur des étrangers réfugiés et sans moyens pour subsister et au besoin pour quitter provisoirement le pays.

jeunes s'étaient rassemblés face à la préfecture, devant l'Institut Familial. Lorsque le chef de l'état est passé devant eux, à la grande surprise de la population, ces jeunes ont marqué leur désapprobation et leur hostilité en ne se décoiffant pas et en lançant des réflexions malveillantes. Ce comportement, critiqué par la foule, valut à quelques-uns d'être entendu par la police.

Marie-Rose Meyer, Eliette Belmontet,Roger Gunaud

Les associations nationales de jeunes nouvellement créées : les auberges françaises et les camarades de la route furent définitivement dissoutes en août 1943 la plupart de leurs dirigeants ayant été arrêtés pour faits de résistance.

résistance. Chaque mère, chaque épouse, les sœurs de ceux qui participèrent directement à l'action contre l'ennemi, étaient elles-même concernées. La plupart, d'une manière ou d'une autre, agissaient pour le bien de la cause : agent de liaison, ou simplement gardienne d'un foyer qui abritait des armes, des explosifs, agent de renseignement ou chargée de nourrir des réfractaires du S.T.O., elles montrèrent tout autant d'abnégation, de désintéressement ou de patriotisme que leurs hommes et coururent bien plus de risques, puisque *fixées à leurs maisons par les obligations familiales.*

Les femmes participèrent souvent très directement au combat clandestin, s'engageant dangereusement dans des actions syndicales, dans les réseaux de propagande anti-gouvernementale, dans les filières de passage en Espagne, dans la protection des juifs.

Aussi ardentes que les jeunes et les hommes aussi acharnées dans leur opposition à l'occupant allemand et à la politique collaboratrice de Vichy, les femmes et jeunes filles de Tarn-et-Garonne ont accompli leur grande part de ce travail clandestin vers la libération et la liberté. Beaucoup ont payé de leur vie leur engagement, d'autres en ont été déportées, torturées, gravement atteintes dans leur santé morale et physique.

Sans doute ne peut-on citer toutes ces femmes admirables qui ont toutes mérité de la nation. Cependant voici quelques exemples remarquables :

MARIE-ROSE GINESTE

Marie-Rose Gineste à 28 ans lorsque la guerre commence. Principale animatrice du Secrétariat social et des Assurances de la famille toulousaine, elle débute son activité résistante dès le mois d'août 1940. En octobre 1941 elle constitue un groupe clandestin du mouvement Liberté. Puis elle est désignée responsable départemental du mouvement " Témoignage Chrétien". En mars 1942, elle rencontre le chef départemental du mouvement Combat : Me Veaux. Dès lors, elle sert d'agent de liaison pour cette organisation, dont elle devient bientôt la co-responsable jusqu'à la création des Mouvements Unifiés de la Résistance en juillet 1943. A l'été 1942 à la demande de Monseigneur Théas, elle diffuse à plusieurs reprises la position de l'évêque, en particulier la lettre relative aux rafles de juifs, lettre qui sera lue durant l'office du dimanche 30 août 1942 dans les églises du département. Le 24 octobre 1985, l'état israélien décerne le titre de "Juste parmi les Nations" à Marie-Rose Gineste pour témoigner de sa gratitude à cette femme d'exception.

Simone Baudet est jeune institutrice à Mouillac, commune limitrophe du camp de Caylus dans les années 1943-1944. Bientôt elle entre en contact avec le maquis Bir Hakeim localisé dans la région. Avec les installations des 7e et 4e Cies A.S., à Pech Sec et à Pech-Vert, son activité résistante se manifeste de façon accrue, en abritant et en soignant dans son école les jeunes maquisards blessés ou malades, de passage et en servant de point de chute.

La doctoresse Simone Schmidt, membre de l'Eglise réformée et amie des pasteurs Dautheville - Guibal et S. Jordan, entre en contact avec Marie-Rose Gineste dès 1943, diffusant les journaux "Témoignage Chrétien" et "Libération". En février 1943, elle entra à la 3e Cie A.S. dirigé par Jules Steff Elle joue également les agents de liaison pour l'état-major A.S. Bénéficiant, grâce à sa profession, d'un Ausweiss, elle transporte à plusieurs reprises des explosifs et des armes. Arrêtée par la gestapo de Bordeaux le 13 octobre 1943, elle est relâchée par manque de preuves. Elle intervient plusieurs fois pour sauver des personnes menacées d'arrestations ou de déportation en leur délivrant de fausses attestations. Le 6 octobre 1991, Yad Vashem lui a décerné le titre de "Juste parmi les Nations".

Yvonne Hartmansheim, fille du concierge du temple protestant de la côte de Sapiac, repliée chez ses parents et ex-voisine et amie de Louis Olivet, est intégrée à l'état-major A.S. en 1944 comme agent de liaison. Elle relaie ainsi Suzanne Marcus , Simone Laplace, Yvette Groc, qui assurent la transmission des ordres de l'état-major aux chefs des compagnies A.S. On peut penser que cette activité fut confiée à des femmes parce qu'elles passaient les barrages et les contrôles d'identité avec plus de facilité.

Lucienne Lassali exerce, elle, les fonctions de dactylo pour l'état-major A.S. de janvier 1944 à la libération.

PIERRETTE LAURENS

permis à des juifs de survivre. En effet, des hommes, des femmes et surtout des enfants que les nazis vouaient à l'anéantissement ont été sauvés, de manière désintéressée, par des femmes de toutes croyances et de toutes origines. Après l'invasion allemande, les religieuses d'un couvent belge s'installent à Auvillar. À partir de l'été 1942, les éclaireurs israélites de France établis à Moissac, créent un réseau clandestin, qui se consacre à sauver de jeunes juifs de la déportation. Une quarantaine d'enfants et d'adolescents sont alors hébergés dans le couvent. À leur arrivée, les enfants recevaient une nouvelle identité. Outre la mère supérieure du couvent, mère Marie Placide, seules quelques religieuses connaissaient la véritable origine de tous ses enfants : Madeleine Boyer, Anne-Marie de Caunes et sa sœur Antoinette. D'autres encore, soit individuellement soit en couple, apportèrent réconfort et soutien aux personnes persécutées : Odette Allègre à Montauban, Colette Beuzon à Caussade, Adeline Brachet à Montauban, Marguerite Dulaut à Montauban, Alice Fraysse à Saint-Antonin, ancienne mère aubergiste des auberges de la jeunesse du C.L.A.J., Aline Pelous à Moissac, Pierrette Vincelot : Laurens membre du réseau Hilaire Buckmaster, "juste parmi les nations".

Nous terminerons par *Françoise Archippe,* membre du réseau de renseignement Cottre, arrêtée par la gestapo le 25 novembre 1943, déportée à Ravensbruck, d'où elle revint, fin avril 1945, marquée à jamais.

F. ARCHIPPE ET J. VERN

LES MARTYRS

DES 24 & 26 JUILLET 1944

Poésie.

Inspirée par les quatre pendus de Montauban
(24 juillet 1944)

Parmi les visions d'Horreur et d'épouvante,
Il en est une Hélas! que je n'oublierai pas,
Et je verrai toujours l'image du trépas,
Quand reviendra Juillet sous sa clarté naissante.

Quatre malheureux corps, quatre Français martyrs,
Venaient d'être pendus par leurs vils tortionnaires,
Par d'ignobles Caïns par des Français leurs frères,
Sycophantes odieux aux tragiques désirs.

On m'avait annoncé cette triste nouvelle,
Vers les lieux du forfait je partis pour les voir,
Pour renforcer ma haine et aussi mon espoir,
Qu'un jour viendrait enfin la justice éternelle.

Qu'un jour le châtiment frapperait sans pardon,
Les Geôliers, ces bandits, ces vendus et ses traîtres,
Et tous ces délateurs qui pour plaire à leurs maîtres,
Emprisonnaient, volaient et tuaient sans raison.

Je vous ai vus pendus aux accacias tragiques,
Deux par deux adossés et unis par le Sort,
Ô Glorieux Fer! Ô misérable mort,
Evocant les Martyrs d'une scène Biblique,

Parmi les visions d'Horreur et d'épouvante,
C'est celle-là Hélas! que l'on n'oubliera pas,
Et Montauban verra l'image du trépas,
Quand reviendra Juillet sous sa clarté naissante.

Musatti
66 rue Delcasse 66
Montauban

Montauban nuit du 24 au 25 juillet 1944

LES MARTYRS DES 24 ET 26 JUILLET 1944

PRÉLUDE À L 'HORREUR

Les Allemands avaient occupé Montauban au matin du 11 novembre 1942, et, immédiatement, exécutant un plan préétabli, procédé aux réquisitions nécessaires pour leur installation. La kommandantur avait son siège à l'hôtel du Commerce, place de la Cathédrale, alors que la Gestapo logeait â l'ancien hôtel du général de la place, au faubourg du Moustier, La Feidgendarmerie résidait en face de la gare, à l'hôtel Terminus, et quelque temps après, un soldatenheim (foyer de soldats) fut créée place Lalaque.

La milice, en juin 1944, s'était installée au lycée des jeunes filles, ayant préféré au dernier moment le lycée Michelet au petit séminaire de Montauriol. C'est ainsi que l'on vit, deux mois durant, les francs-gardes devant le 22, faubourg Lacapelle.

L'ambiance était tendue depuis le débarquement du 6 juin et par le départ pour le front de Normandie du gros de la division Das Reich. Les quelques unités, restées pour le maintien de l'ordre, avaient pour première mission la lutte contre le terrorisme. Les unités de la milice leur servaient d'auxiliaires.

Les exécutions, incendies, prises d'otages, pendaisons, s'étaient ainsi multipliés depuis trois mois : Montpezat, Perches. Cabertat, Dunes, Montricoux, les Brunis. L'on attendait le pire.

Après le combat des Brunis, le 17 juillet, 9 otages restaient aux mains des Allemands : Borderies, Castel, Huguet, les frères Jouanny, les frères Lespinet, Mazard, Mélamed. Ils furent emmenés à Montauban. En route, ils eurent à subir les mauvais traitements d'un milicien venu en renfort qui s'acharna, sans raison, sur André Jouanny. Ils furent conduits tout d'abord à l'hôtel du Commerce. Ordre fut donné aux captifs de descendre des camions. Un sous-officier ajouta : " *Entrez là. On va vous tuer ".* Introduits dans l'ancienne salle à manger du restaurant, ils virent les hauts lambris tâchés de sang. Alignés face au mur, ils entendaient derrière eux le bruit des armes qu'on chargeait : lugubre plaisanterie, sadique simulacre.

Au soir du 17 juillet, les malheureux sont emprisonnés au lycée Michelet. Avant d'êtres enfermés, les prisonniers furent interrogés de façon brutale. Dès le lendemain, les interrogatoires reprenaient. Les Allemands opéraient à l'entrée des cellules, les miliciens dans la cour, par groupes très largement espacés, dans le but de connaître l'organisation du maquis. Aucune nourriture ne fut donnée à ces hommes pendant trois jours. Les provisions apportées par les familles ne furent pas remises.

Une seule charge put être relevé contre la plupart d'entre eux : ils s'étaient rendus au maquis, mais ils y étaient restés fort peu de temps et n'avaient jamais été armés. Les charges les plus graves pesaient sur André Jouanny, membre du groupe Fantôme. Le bruit courut à Montricoux qu'ils allaient être relâchés : officieusement les familles en furent informées. Effectivement, Mazard et Borderies furent libérés le vendredi. Henry Jouanny, les frères Lespinet, Castel devaient l'être le lendemain. Mais un fait nouveau réveilla la colère et excita les passions : l'officier allemand, blessé aux Brunis, devint aveugle et mourut des suites de ses blessures. Une terrible sentence fit place à la mesure de clémence attendue : les prisonniers seraient pendus.

L 'HORREUR AU BOUT DU GIBET

Dans la nuit du 23 au 24 juillet, André Huguet, Henry Jouanny, Hugues Lespinet, tous trois de Montricoux, André Castel de Nègrepelisse, et Michel Mélamed, un ingénieur d'origine polonaise, furent conduits sur la place Maréchal Pétain pour y subir leur supplice. Ils ignoraient le sort qui les attendait.

On peut supposer que les tortures subies pendant une semaine les avaient considérablement affaiblis.

Deux témoignages contradictoires relatent les événements qui vont suivre.

Premier témoignage :

Selon le récit fait à l'époque par un témoin oculaire, le gardien de nuit du local de la Légion française des combattants, installé au premier étage de la maison, aujourd'hui Meubles Hugon, à côté du café de l'Europe, des hommes descendent d'un camion pendant que les Allemands préparent leur pendaison aux acacias

A la vue des sinistres préparatifs, soudain, c'est la fuite dans la nuit noire du couvre-feu. Les malheureux s'engouffrent dans le couloir de l'immeuble Hugon, traversent une petite cour qui se prolonge jusqu'à la rue des Soubirous-Bas. Avant d'y arriver, une fusillade les arrête. Plus ou moins atteints par les rafales, ils sont tous repris. Quatre sont pendus dos-à-dos aux deux acacias : André Castel, Henry Jouanny, André Lespinet, Michel Mélamed.

Hugues Lespinet, lui, s'est sauvé par le faubourg Lacapelle. Mitraillé, blessé, il atteint la rue des Doreurs. Il s'y engouffre, se traîne jusqu'au petit pont qui enjambe le ruisseau Lagarrigue, et se réfugie dans un jardin où il se cache. Ses appels restent sans réponse. Au petit jour, il est découvert et porté à l'hôpital où deux transfusions de sang successives ne peuvent compenser une trop abondante hémorragie. Il s'éteint au soir du 24 juillet, assisté de sa jeune épouse.

Ce récit est repris quelques années plus tard par France Féral, correspondante du Comité d'Histoire de la seconde guerre mondiale, qui précise :

"Le 23 juillet 1944, vers deux heures, des coups de feu furent tirés en direction du faubourg Lacapelle à Montauban et le gardien de la Paix de service face à la poste avisa aussitôt le commissariat.

Le brigadier de service envoya du renfort.

Les agents, en débouchant sur la place de la Préfecture, furent entourés de militaires de la Feldgendarmerie qui leur firent comprendre qu'ils avaient à se retirer.

Les autorités allemandes téléphonaient par la suite au commissariat afin de faire reprendre la garde sur la place. Les gardiens reprirent leur service devant la poste et ne virent rien d'anormal jusqu 'au lever du jour où ils virent alors que quatre hommes étaient pendus à deux acacias devant le café de l'Europe.

Les corps furent identifiés comme étant ceux de quatre hommes : deux de Montricoux, et deux de Nègrepelisse, arrêtés le 17 juillet 1944.

Par ailleurs, le même jour, vers sept heures, fut découvert, rue des Doreurs, un blessé grave qui devait mourir le même jour dans la soirée à l'hôpital de Montauban.

Cet homme avait été arrêté également à Montricoux le 17 juillet et l'on suppose qu'il avait été blessé mortellement par les Allemands quand il tentait de se sauver.

Les auteurs de ces lâches assassinats étaient de la Feldgendarmerie et de la Gestapo locale ".

Deuxième témoignage :

Madame Chazarain, petite fille des époux Petit, propriétaires du café le Raymond qui donne sur la place des Martyrs (ancienne place Maréchal Pétain), face au faubourg Lacapelle, a treize ans en 1944. Elle témoigne:

"La nuit du 23 au 24 juillet 1944, peu après minuit, nous entendons un bruit de camion sur la place. Mon grand-père ouvre les volets au premier étage, et avec lui, nous voyons un camion arrêté sous les acacias. Des soldats allemands et des miliciens reconnaissables â leur béret, en descendent. L'un d'eux se dirige vers le G.M.R. de garde devant la Préfecture, un autre vers le local des Renseignements Généraux à côté du café de l'Europe. Viennent-ils avertir de ne pas se préoccuper de ce qui va se dérouler sous leurs yeux ?

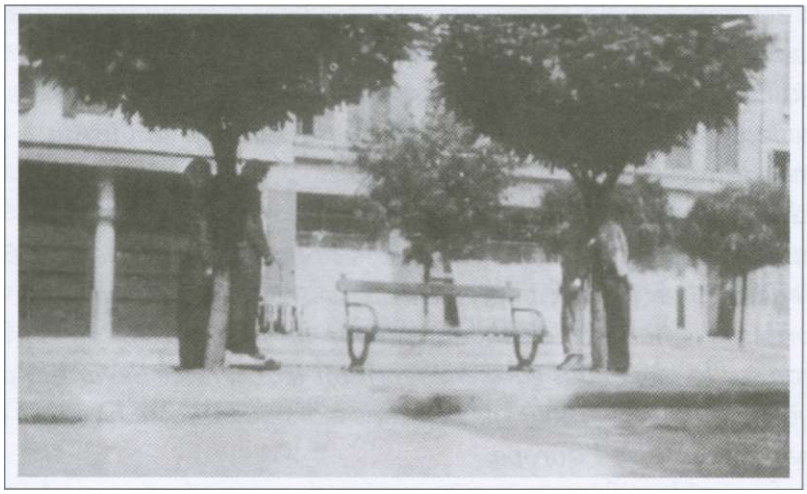
Dans la nuit noire, la cour de la Préfecture s'éclaire, puis retombe dans l'obscurité. Nous entendons alors distinctement comme un bruit sourd de chaînes traînées et des gémissements. Puis, des Allemands, à l'aide de lampes torches, éclairent les façades des maisons, balayant toutes les fenêtres pour voir s'il y avait des témoins de ce qui se préparait

Couchés à même le sol, volets entrouverts, les acacias de la place nous empêchent de distinguer dans la pénombre ce qui s'accomplit à quelques dizaines de mètres de nous.

Mais il n'y a pas eu de coups de feu, aucun tir, aucune fuite. Surtout vers le faubourg Lacapelle, puisque le café le Raymond est dans le prolongement du faubourg".

Le matin du 24 juillet 1944, 4 corps pendent aux acacias de la place qui, plus tard prendra le nom de place des Martyrs.

Quant à Hugues Lespinet a-t-il essayé et réussi à fuir au sortir du lycée Michelet, dans la rue des Doreurs? Retrouvé à quelque cent mètres de là, dans un jardin, a-t-il été effectivement atteint par balle ? Le doute persiste.



LES PENDUS : A. Castel, H. Jouanny, A. Lespinet, M. Mélamed

LE CARREFOUR DES MARTYRS DU 24 JUILLET 1944

Les Allemands voulaient faire un exemple et terroriser les populations. Aussi donnèrent-ils l'ordre aux cafés d'ouvrir leurs portes, les officiers s'installant eux-mêmes aux tables en terrasse. Nombreux furent les Montalbanais, circulant en ville, à passer, sans rien savoir, devant cet horrible spectacle. Finalement, après de longues tractations conduites en particulier par l'autorité préfectorale, les corps étaient livrés à 12 heures.

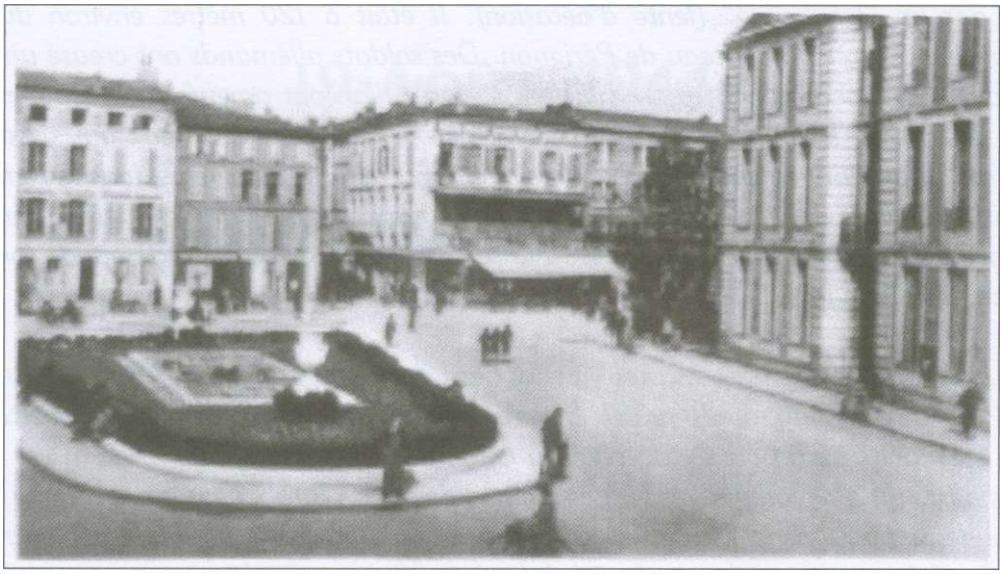
Le chef de bureau de la comptabilité, Amédée Pagès, put, caché dans la haie de lauriers-cerises de la préfecture, fixer par la photo cet événement odieux, pour le transmettre à l'Histoire,

Amenés à la morgue, les corps furent enterrés le 26 juillet, au cimetière de Montauban, après une brève cérémonie religieuse â la chapelle de l'hôpital.

Exhumés le 5 octobre, ils furent conduits à la cathédrale et, après un solennel office religieux, ramenés à Nègrepelisse et Montricoux.

Lucien Cadène, artiste peintre montalbanais (1887 - 1958), très marqué par les horreurs de la Guerre 1914 -1918, protesta contre la barbarie nazie, en représentant les pendus de Montauban, dans un tableau plein de réalisme intitulé : 24 juillet 1944, 10 heures du matin. Hommage aux martyrs de la Gestapo et de la milice de Darnand.

La municipalité de Montauban, répondant au vœu unanime de la population, a donné à ce lieu désormais sacré le nom de carrefour des Martyrs du 24 juillet 1944. Une dalle de pierre et une plaque de bronze, placée entre les deux acacias qui servaient de potence, perpétue cet acte barbare, indigne de la civilisation.



PLACE DES MARTYRS

ÉPILOGUE À L 'HORREUR

Les témoignages divergent concernant les deux derniers otages de Montricoux : André Jouanny et Lucien Lespinet. Avaient-ils fui dans le désordre inhérent aux pendaisons de leurs camarades ? Avaient-ils été repris par la suite par les Allemands ? Le bruit de leur évasion courait. Les familles conservèrent jusqu'à fin août l'espoir de les revoir. Mais deux témoins oculaires que la présence des Allemands avait jusque-là tenus muets, se manifestèrent après la Libération ; Antonin Combebiac et Aimé Biraben habitaient deux fermes juxtaposées au lieu-dit " Père-Bas " entre la forêt de Montech et le bois de Boutanelle.

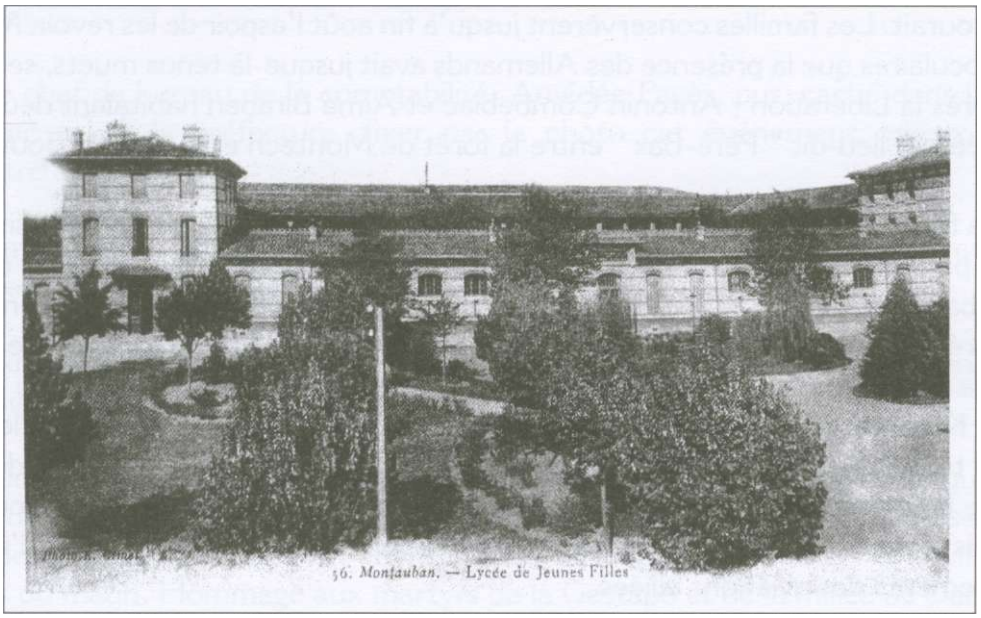
La forêt domaniale de Montech, traversée par la voie ferrée, avait été utilisée avant la guerre par l'armée française pour des dépôts d'essence et de munitions, près de la gare de Montbartier. Lorsque les Allemands occupèrent le Tarn-et-Garonne, le 11 novembre 1942, ils réquisitionnèrent ces dépôts, accroissant même leur importance. Une garnison assurait la surveillance avec soin et avait son P C. au château de Pérignon où logeait le capitaine Korn, les soldats ayant leur cantine près de la voir ferrée. Dans les siècles passés, les riches terres de la forêt avaient été converties en terres arables, si bien que du côté de Finhan, le bois de Boutanelle se trouve séparé de la forêt. Dans cet espace découvert, les Allemands avaient installé 7 postes de D. C. A. avec blockhaus de défense pour d'éventuels bombardements des aviations alliées.

Antonin Combebiac relate : " *Le 26 juillet 1944, une estafette allemande est venue vers nous et nous a ordonnés : " Rentrez dedans et vite ! ". Ma femme, apeurée, croyant que l'on allait mettre le feu à la maison, a sauté par la fenêtre pour aller chez madame Biraben avec laquelle elle est restée. Aimé Biraben est alors monté sur l'étable des vaches, et là, il a*

tout vu par un " troubarrié " (fente d'aération). Il était à 120 mètres environ du lieu-dit " Châteauroux " , près du château de Pérignon. Des soldats allemands ont creusé une tombe. Le capitaine Korn accompagné d'un milicien Joseph Kilian ont amené deux hommes, les ont attachés dos-à-dos. Le milicien a tiré un coup de revolver sur l'un d'eux qui s'est écroulé, entraînant l'autre dans sa chute. Des soldats allemands les ont alors jetés dans la tombe ; puis ils les ont recouverts de chaux et de verre. Aussi, je suppose que l'un des deux, au moins, est mort asphyxié. Epouvanté. Birahen n'a rien dit jusqu'au jour où les Allemands sont partis, trois semaines plus tard".

Le champ de " Châteauroux " appartient à Elie Mathaly, de " Petit ". Ce dernier raconte : " *Au lendemain du 26 juillet, Biraben m'a interpellé: " Vous allez aux betteraves.... Là où il en manque cinq ou six du côté du château, n y passez pas I ". Ce n 'est que trois semaines après qu 'il dévoila la vérité. Les Combebiac et les Biraben nous ont dit que c'était la tombe de deux maquisards. L'un avait été enterré vivant, l'autre tué d'une balle au cœur. Ils étaient attachés par des cordes de cheval, à 1 mètre 20 de profondeur, recouverts de 20 cm de chaux. Je les ai déterrés avec mon fils Maurice qui a voulu me suivre et le garde champêtre Jean Saint-Arroman, Nous avons été aidés par six aviateurs français en garde aux dépôts d'essence depuis le départ des Allemands qui n'avaient pu tout faire sauter. C'est le docteur Parrot, de Montech, qui a fait l'autopsie. Arsène Roumagnac avait apporté les cercueils, et il les a conduits à la mairie".*

Extrait du registre des actes de décès pour l'année 1944, n° 27, transcrit et signé par le président du comité de la libération de Montricoux, on peut lire : " *le 20 août 1944, 16 heures, au quartier Châteauroux, nous avons constaté le décès paraissant remonter au 26 juillet 1944 de Lucien Lespinet et André Jouanny, domiciliés à Montricoux".*



Lycée Michelet

19 AOÛT 1944

MONTAUBAN, VILLE LIBRE

LA LIBÉRATION DE MONTAUBAN

19 AOÛT 1944

MONTAUBAN, VILLE LIBRE

Après le débarquement en Provence du 15 août 1944, les alliés avancent vers Paris par la vallée de Rhône dans le but de prendre en tenaille les troupes allemandes. Ces dernières pour ne pas être prise dans les mâchoires de la tactique adverse amorcent un mouvement de repli vers le nord-est de la France. La milice doit les imiter selon la décision d'Oberg ordonnant qu'elle doit rester à l'arrière-garde pour couvrir le départ des troupes du Reich et combattre les maquis jusqu'à la dernière minute. Ce plan est estimé par Darnand, dangereux pour les miliciens, car il est probable que les maquisards ne l'épargneront pas. Sa réaction est de faire préparer une série d'ordres prévoyant le repli immédiat de la milice sans s'occuper des Allemands.. Celui concernant la région de Toulouse prévoit qu'elle doit se replier sur Montpellier, faire sa jonction avec la milice de Marseille, puis gagner Dijon par la vallée du Rhône.

En application de la directive Darnand, le cantonnement de la milice à Montauban (lycée Michelet, rue Lacapelle) est abandonné le 17 août au matin. La gestapo quitte la ville dans la foulée et les derniers soldats allemands le 19 dans la matinée, en laissant dans les cellules de la prison du quartier Doumerc les cadavres de quatre prisonniers arrêtés quelques jours avant : Jean Cugat, Novak Ladislas, Louis Villaume et Raymond Serbier. La formation sanitaire de l'armée Vlassov cantonnée à la caserne Pomponne se rend sans opposer de résistance après l'intervention de Léonid Kroll, aumônier de la religion orthodoxe en Tarn-et-Garonne.

Après leur départ, des rumeurs persistantes et toujours amplifiées sont répandues en ville haute et dans le quartier de Villebourbon, relatives à la pose par les troupes d'occupation et la milice de mines en vue de la destruction d'ouvrages d'art militaire et civils, afin de gêner l'insurrection nationale. Dès le matin du samedi 19 août, le bruit de l'explosion de l'arsenal se répand dans la ville, ainsi que le sabotage de la centrale des PTT La ville est en effervescence. La journée s'annonce très chaude. Le temps est lourd et orageux.

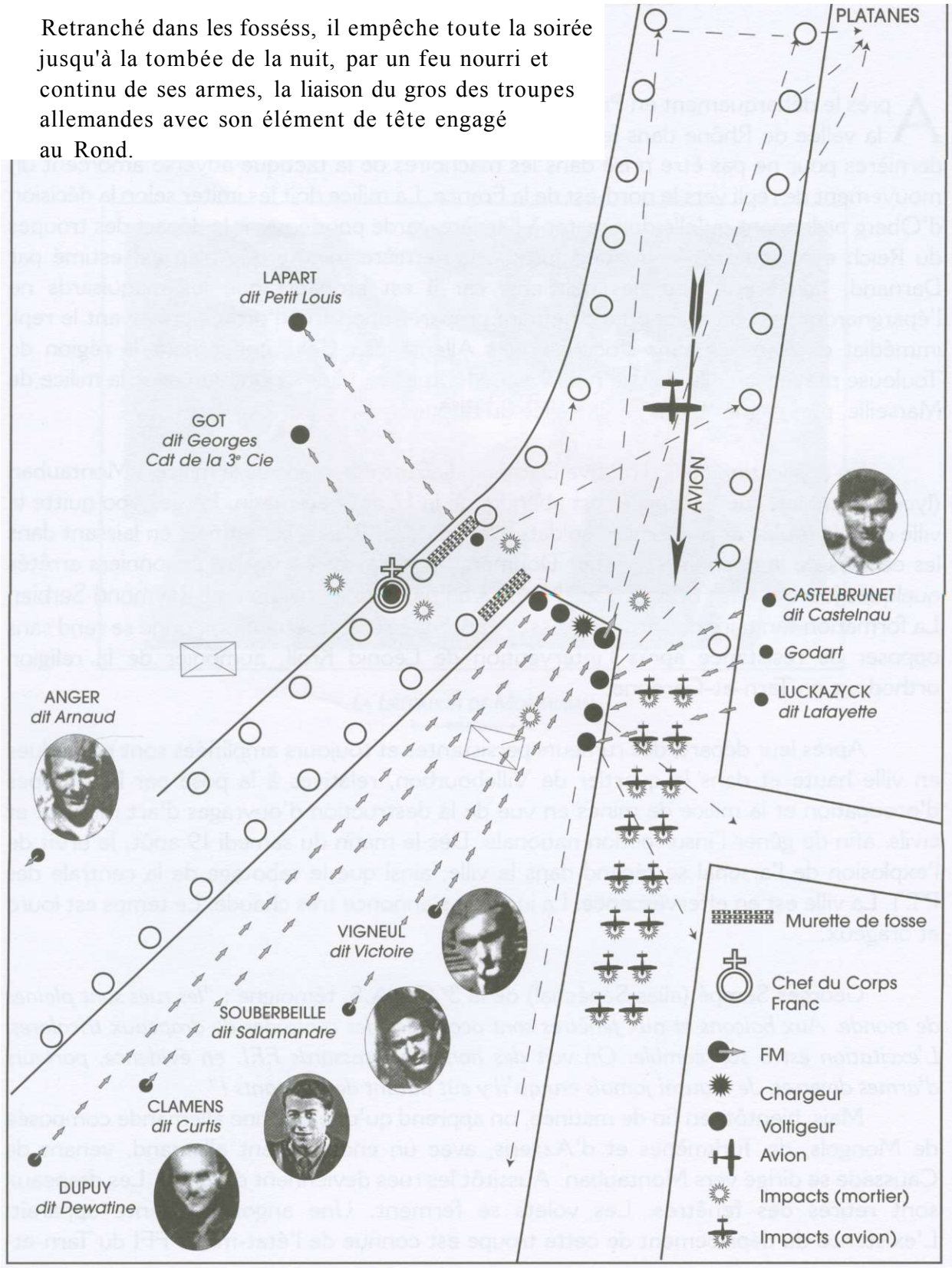
Georges Sempé (alias Sénéchal) de la 3e Cie A.S. témoigne : *"les rues sont pleines de monde. Aux balcons et aux fenêtres sont accrochés des centaines de drapeaux tricolores. L'excitation est à son comble. On voit des hommes, brassards F.F.I. en évidence, porteurs d'armes diverses. Je n 'aurai jamais cru qu 'il y eût autant de résistants !"*

Mais, bientôt, en fin de matinée, on apprend qu'une colonne allemande composée de Mongols, de Turkmènes et d'Azzeris, avec un encadrement allemand, venant de Caussade se dirige vers Montauban. Aussitôt les rues deviennent désertes. Les drapeaux sont retirés des fenêtres. Les volets se ferment. Une angoisse latente apparaît. L'existence du déplacement de cette troupe est connue de l'état-major FFI du Tarn-et-

19 AOÛT 1944

Quand le Corps Franc de la 3e Cie A.S. arrive au "Petit Versailles" l'élément avancé de la colonne allemande était engagé au combat du Rond. Le Corps Franc occupe en force l'embranchement de la route de Nègrepelisse et de Paris.

Retranché dans les fosséss, il empêche toute la soirée jusqu'à la tombée de la nuit, par un feu nourri et continu de ses armes, la liaison du gros des troupes allemandes avec son élément de tête engagé au Rond.

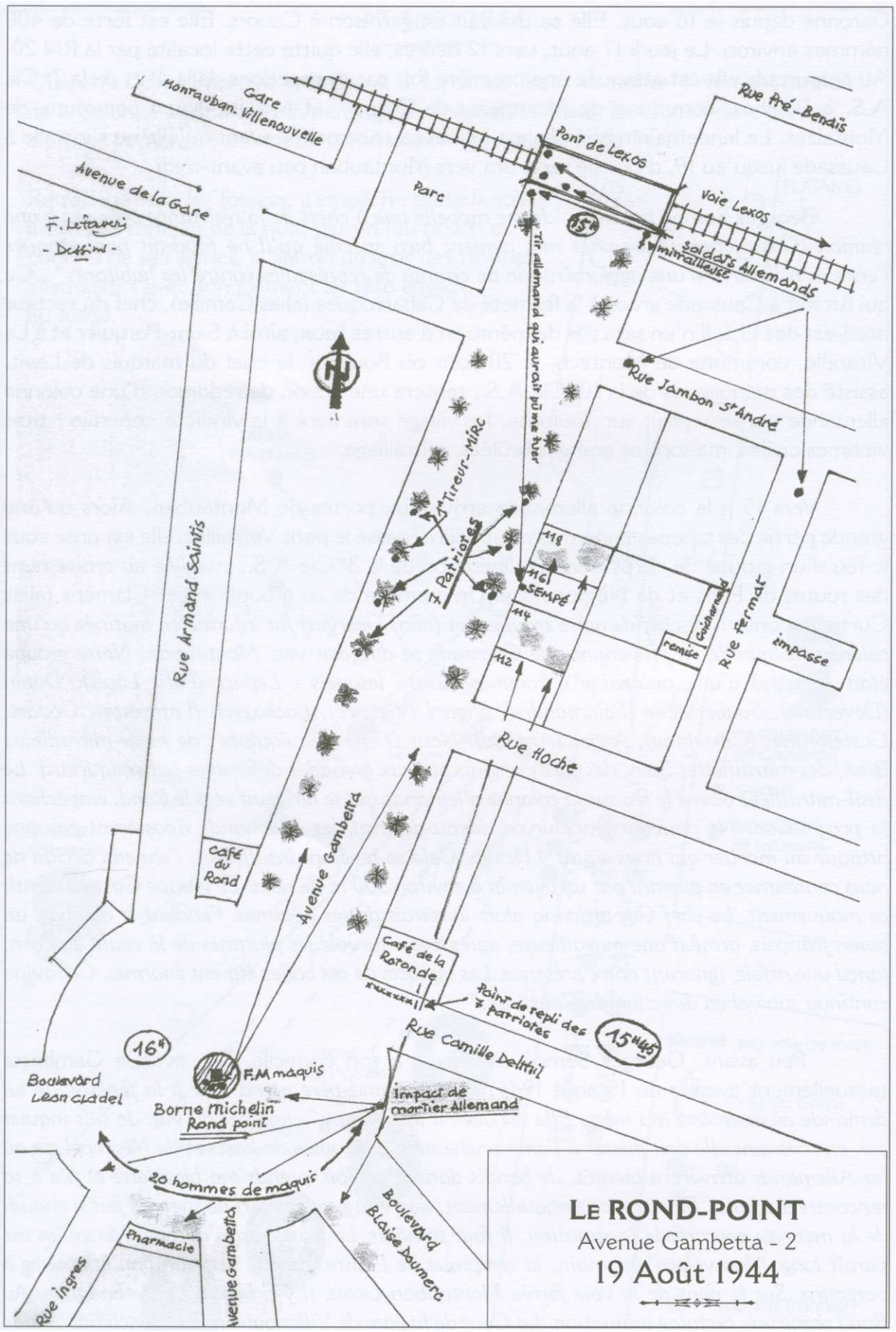


Garonne depuis le 16 août. Elle se trouvait en garnison à Cahors. Elle est forte de 400 hommes environ. Le jeudi 17 août, vers 12 heures, elle quitte cette localité par la RN 20. Au crépuscule elle est attaquée une première fois par des sections de la 4e et de la 7e Cie A.S. à Perches, commune de Montpezat-de-Quercy, et à Saint-Julien commune de Montalzat. Le lendemain matin elle est à nouveau accrochée avant qu'elle ne s'installe à Caussade jusqu'au 19, d'où elle repartira vers Montauban peu avant-midi.

Georges Sempé précise : *"Je me rappelle que 3 chefs de la résistance présents à une réunion d'instruction tenue chez moi avaient bien spécifié qu'il ne faudrait pas attaquer l'ennemi à l'entrée d'une agglomération de crainte de représailles contre les habitants"* . Ce qui fut fait à Caussade grâce à la fermeté de Cabarroques (alias Camille), chef du secteur nord-est des F.F.I. Il n'en sera pas de même en d'autres lieux, ainsi à Saint-Porquier et à La Vitarelle, commune de Montech, le 20 août où Bourcier, le chef du marquis de Lavit, assisté des maquisards de la 10e Cie A.S., tentera une action de reddition d'une colonne allemande qui se repliait sur Toulouse. Le village sera livré à la vindicte ennemie : trois victimes civiles, maisons et granges brûlées, mitraillage.

Vers 15 h la colonne allemande arrive aux portes de Montauban. Alors qu'une grande partie des troupes ennemies avait déjà dépassé le petit Versailles, elle est prise sous le feu d'un groupe de corps franc de libération de la 3e Cie A.S., installée au croisement des routes de Paris et de Nègrepelisse. Un membre de ce groupe Roger Clamens (alias Curtis) raconte : *"le chef de notre troupe Got (alias Georgesj fut informé en matinée qu'une colonne allemande en provenance de Caussade se dirigeait vers Montauban. Notre groupe était composé d'une quinzaine d'hommes, parmi lesquels : Lepart (Petit Louis), Dupin (Devertine), Soubervielle (Salamandre), Vignol (Victoire), Luckazyck (Lafayette), Godart, Castelbrunet (Castelnau), Anger (Arnaud). Nous étions bien équipés : de fusils-mitrailleurs Bren, des mitraillettes Sten, des fusils anglais et deux grenades défensives par maquisard. Le fusil-mitrailleur ouvrit le feu sur la colonne allemande qui se dirigeait vers le Rond, empêchant la progression. Ne pouvant franchir ce rideau défensif, les Allemands ripostèrent par une attaque au mortier qui nous causa 4 blessés. Cela se révélant insuffisant, l'ennemi décida de nous contourner en passant par un chemin à environ 500 m de nous. Le groupe Castro ralentit ce mouvement. Le chef Got ordonna alors le retrait de ses hommes. Pendant le combat, un avion français, armé d'une mitrailleuse, après avoir survolé les platanes de la route de Paris, lança une rafale, ignorant notre présence. Les impacts de ces balles étaient énormes. Cet avion continua son vol en direction de Caussade. "*

Peu avant, Georges Sempé est arrivé à son domicile, 116, avenue Gambetta (actuellement avenue du 19 août 1944) : *" mon grand-père prend l'air à la fenêtre. Je lui demande où se trouve ma mère. Elle est allée à la "Montre" chercher du vin. Je suis inquiet car, en revenant elle doit passer à l'embranchement des routes de Paris et de Nègrepelisse où les Allemands arriveront bientôt. Je bondis dans le couloir, prends ma bicyclette et file à sa rencontre. La voici. Elle avance tranquillement. Son visage est couvert de sueur. Il fait si chaud. Je la mets au courant de la situation. Il faut se hâter. Le trajet jusqu'au petit Versailles me paraît long. Mon vélo d'une main, la remorque de l'autre, il nous reste un bon kilomètre à parcourir. Sur le pont de la voie ferrée Montauban-Lexos, il y a beaucoup de badauds. Au Rond règne une certaine animation. La Cour de la gare de Villenouvelle est silencieuse. J'aide ma mère à monter la remorque, rentre la bicyclette, pénètre dans ma chambre pour changer*


Gare
Montauban. Villenouvelle
Rue Pré-Bendis
Pont de Lexos
Avenue de la Gare
Parc
Voie Lexos
F. Lefaveri
- Dessin -
15h
Tir allemand qui aurait pu me tuer
Soldats Allemands
mitrailleuse
Rue Jambon St André
1er Tireur-MIRC
7 Patriotes
118
116
SEMPÉ
114
112
Rue Armand Saintis
Rue Fermat
cadenas
remise
impasse
Rue Hoche
Avenue Gambetta
Café du Rond
Café de la Ronde
Point de repli des 7 Patriotes
15h45
Rue Camille Delitil
16h
F.M maquis
Boulevard Léon Cladel
Borne Michelin
Rond point
Impact de mortier Allemand
20 hommes de maquis
Pharmacie
Rue Ingres
Avenue Gambetta
Boulevard Blaise Soumerc
LE ROND-POINT
Avenue Gambetta - 2
19 Août 1944

de vêtements et prendre mes armes. Je ferme les persiennes en prenant soin de les laisser entre-baillées, maintenues par un crochet. Je vois toujours l'attroupement de civils sur le pont. Je me prépare à rejoindre la place du Rond à une centaine de mètres de chez moi. J'entends des gens courant sur le trottoir. Par l'interstice, je regarde à nouveau vers le pont. Les badauds se sont dispersés. Que se passe-t-il ? Dès que cette foule de civils est passée, j'aperçois à gauche sept patriotes, chacun derrière un gros platane. Trois d'entre eux devant la maison, quatre autres en face, dont le policier Mir. Tous ont un revolver. Sur le pont, rien. Attente ! "

La colonne allemande est alors étirée sur près de 2 km. Elle établit son P C. au château de Teilhac, à Aussonne, dans un magnifique parc. La bâtisse d'ancien régime est occupée par le colonel Teilhac et son gendre Alain Liebaut. Le neveu de ce dernier, le colonel Vergne raconte : " *Une forte colonne allemande arrive de Cahors. Un officier allemand, très correct, se présente. Il se dit, mobilisé, ingénieur dans le civil. Le colonel Teilhac décline son identité et affirme qu'ils ne possédaient point d'armes. L'officier allemand demande de l'eau à boire, car la chaleur était accablante en ce 19 août. Tout à coup un avion surgi dans le ciel, montant de Toulouse. Il mitraille la colonne allemande. Nous sortons. Sur la route des cadavres à faciès asiatiques. L'occupation du château a duré environ trois heures. Lorsque les Allemands furent partis, nous avons trouvé le corps du jeune Marius Valerio, au chemin de Matras, au pied d'un arbre. C'était un neveu de nos fermiers. Il avait quinze ans. Le malheureux fût trouvé porteur d'un pistolet."*

Un autre témoin Albert Martrou écrit : " *Vers 15 h 30, me trouvant sur le pont des Consuls, j'ai quitté mon frère Marius Martrou, âgé de 39 ans, membre d'un service secret travaillant pour Londres. Malgré les incertitudes du moment, je pensais qu'il ne risquait absolument rien pour rentrer seul à son domicile, 85, avenue de Paris. Je me suis arrêté quelques instants devant le commissariat de police, rue Mary Lafon, lorsque j'ai appris qu 'une colonne allemande cherchait à traverser Montauban. Pris de peur à la pensée que mon frère pouvait tomber entre les mains de l'ennemi, j'ai aussitôt pris la décision de me porter à son secours. Une voiture automobile était arrêtée devant le commissariat. Son conducteur, Doumenge, me proposa de me transporter au Rond. Nous partîmes accompagner de trois ou quatre volontaires munis de revolvers. En passant devant l'ancien immeuble de la kommandantur, il me fut remis un fusil Mauser, ainsi qu 'un sac de cartouches. Arrivé au croisement du boulevard Cambetta et de la rue Emile Pouvillon, nous rattrapons mon frère Marius qui, seul, se dirigeait vers le Rond. Il me demanda de lui remettre le fusil Mauser, et nous nous dirigeâmes vers le carrefour. "*

Georges Sempé poursuit : " *Tout à coup, sur le haut du pont, un allemand porteur d'une mitraillette avance lentement en éclaireur. Mon regard se tourne vers les sept patriotes cachés derrière les platanes. Sans hésiter le policier Mire pointe son arme et fait feu. Riposte immédiate, le soldat tire une rafale et fait signe à d'autres soldats de venir en renfort avec leurs fusils et armes automatiques. C'est alors une pluie de balles qui balaie l'avenue."*

C 'est ainsi que commença le combat du Rond.

Léopold Galy, pilote –19 Août 1944

D 520

" La riposte fût faible par manque d'armes. Un obus de mortier tombe sur le toit de la maison Landes au n°118, un autre sur le balcon de l'habitation de la famille Bourgade - Vidal au n° 114, à quelques mètres de chez nous. Le tireur allemand abrité derrière l'arbre à côté du pont prend ma maison pour cible. Je pense qu'il a vu bouger le contrevent et veut s'assurer qu 'un défenseur n 'y est pas caché. La façade est criblée de balles. Un de ces projectiles fait sauter une lame de bois, heurte le mur et ricoche dans la chambre. Il a bien failli m'avoir. Animé par un réflexe défensif, je passe le canon de mon revolver par cet orifice et tire dans sa direction. Je sais que je ne pourrai pas le toucher, mais cela me soulage. Je reste malgré tout à mon poste qui est une place de choix pour descendre éventuellement quelques boches avec mes grenades, si ces derniers avancent dans l'avenue Gambetta.

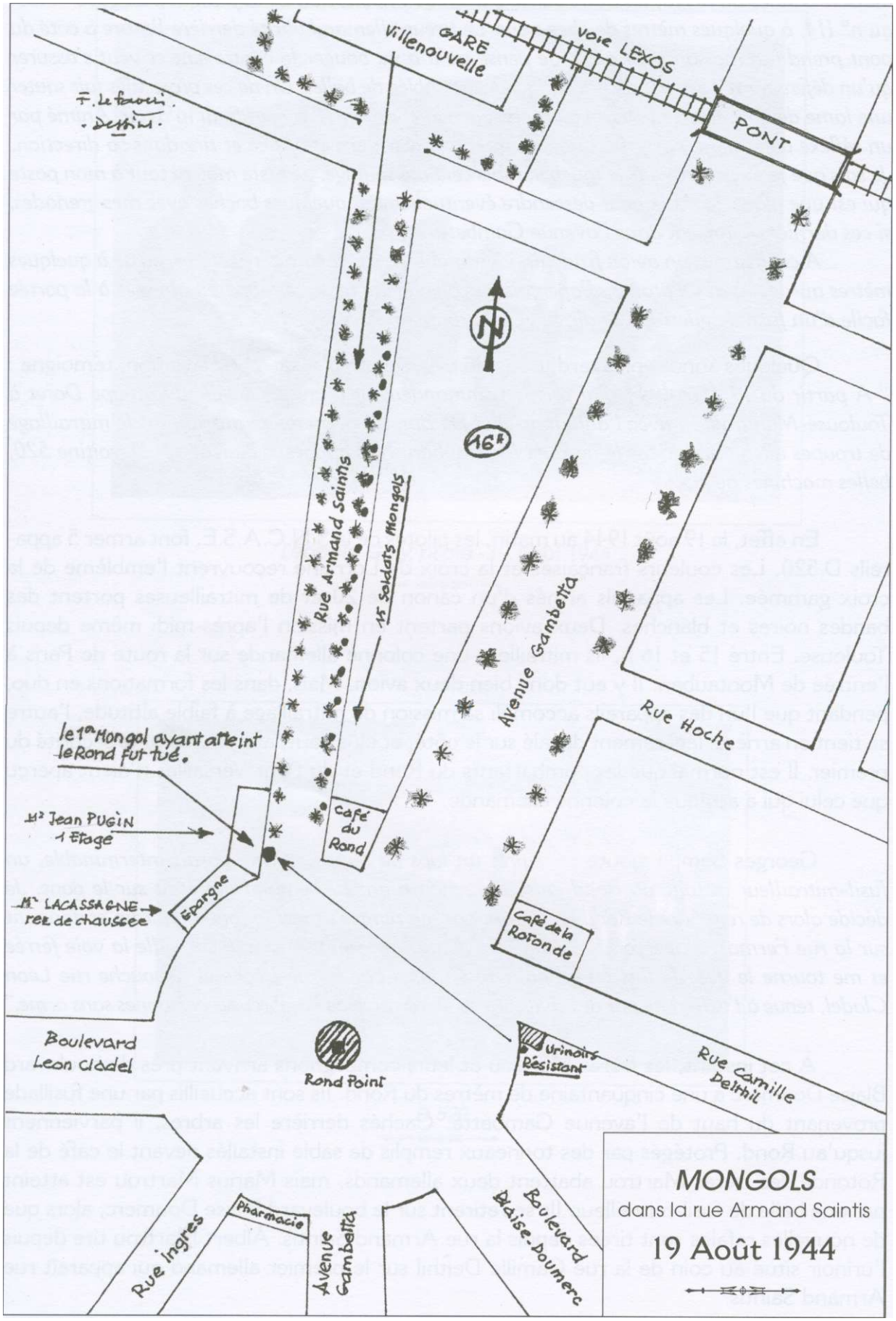
A cet instant, un avion français, identifiables à ses cocardes tricolores, passe à quelques mètres au-dessus des platanes. J'aperçois très bien le pilote de cet appareil qui vole à la portée facile d'un fusil de guerre. Il se dirige vers la route de Paris. "

Quelques années plus tard, Léopold Galy, pilote d'essai à Sud-aviation, témoigne : *" A partir du 19 août 1944, j'ai pris le commandement d'une escadrille du groupe Doret à Toulouse-Montaudran avec 1'adjudant-chef De Bar, notre première mission fut le mitraillage de troupes allemandes dans le nord de Montauban. Nos appareils étaient des Devoitine 520, belles machines de guerre."*

En effet, le 19 août 1944 au matin, les pilotes de la S.N.C.A.S.E. font armer 5 appareils D.520. Les couleurs françaises et la croix de Lorraine recouvrent l'emblème de la croix gammée. Les appareils armés d'un canon de 20 et de mitrailleuses portent des bandes noires et blanches. Deux avions partent en mission l'après-midi même depuis Toulouse. Entre 15 et 16 h, ils mitraillent une colonne allemande sur la route de Paris à l'entrée de Montauban. Il y eut donc bien deux avion. Mais, dans les formations en duo, pendant que l'un des appareils accompli sa mission de mitraillage à faible altitude, l'autre se tient en arrière, légèrement décalé sur le côté, et plus haut, afin d'assurer la sécurité du premier. Il est normal que les combattants du Rond et du Petit Versailles n'aient aperçu que celui qui a attaqué la colonne allemande.

Georges Sempé ajoute : " *Après un laps de temps qui me paraît interminable, un fusil-mitrailleur installé au Rond entre en action tuant l'Allemand qui était sur le pont. Je décide alors de rejoindre le Rond en sortant par ma remise située au fond du jardin et donnant sur la rue Fermat. J'aperçois un soldat rue Jean-Bon-Saint-André. Il surveille la voie ferrée et me tourne le dos. Je fais un grand détour, passe par la rue Bêche et débouche rue Léon Cladel, tenue à l'extrémité par des civils armés. Il y a aussi de nombreuses personnes sans arme. "*

A cet instant, les frères Martrou et leurs compagnons arrivent près du boulevard Biaise Doumerc à une cinquantaine de mètres du Rond. Ils sont accueillis par une fusillade provenant du haut de l'avenue Gambetta. Cachés derrière les arbres, il parviennent jusqu'au Rond. Protégés par des tonneaux remplis de sable installés devant le café de la Rotonde, les frères Martrou abattent deux allemands, mais Marius Martrou est atteint par une balle de fusil-mitrailleur. Ils se retirent sur le boulevard Biaise Doumerc, alors que de nouvelles rafales sont tirées depuis la rue Armand Saintis. Albert Martrou tire depuis l'urinoir situé au coin de la rue Camille Delthil sur le premier allemand qui apparaît rue Armand Saintis.


F. Lefaucheux
Dessin
GARE
Villenouvelle
Voie LEXOS
PONT
N
16e
Rue Armand Saintis
15 Soldats Mongols
Avenue Gambetta
Rue Hoche
le 1er Mongol ayant atteint le Rond fut tué.
Mr Jean PUGIN
1 Etage
Café du Rond
Mr LACASSAGNE
rez de chaussée
Epargne
Café de la Rotonde
Boulevard Leon Cladel
Rond Point
Urinoir Résistant
Rue Camille Delthil
Pharmacie
Rue Ingres
Avenue Gambetta
Boulevard Blaise-Doumerc
MONGOLS
dans la rue Armand Saintis
19 Août 1944

Un témoin domicilié rue Armand Saintis, près du magasin Epargne, confirme ces événements. Jean Pugin se souvient : " *Le 19 août 1944, après 15 heures, il y avait au Rond, autant de monde que le jour de fête votive... Les montalbanais attendaient l'arrivée des Forces Françaises de l'Intérieur, l'ennemi ayant déguerpi. Cependant je fus surpris de voir certains hommes porteurs de fusils de chasse, d'autres de revolvers. Un premier coup de feu tiré, je ne sais d'où, la place fut déserte. Seuls restèrent les gens armés. Après un certain temps, une _quinzaine de soldats allemands, de type mongols, s'abritant derrière les platanes de la rue Armand Saintis, s'avançaient vers la place. Le premier qui fit son apparition au Rond, près du café du Rond, fut tué par un résistant, Albert Martrou, qui se trouvait près de l'urinoir situé à l'époque au début du boulevard Biaise Doumerc. Les autres, ignorant la puissance du feu des défenseurs, repartirent vers la gare de Villenouvelle."*

Albert Martrou continue : " *Comprenant que les mongols marquaient une certaine hésitation, nous décidons d'enlever d'assaut la place du Rond. Suivis par une quinzaine de volontaires, nous avons réussi à refouler les allemands jusqu 'au pont de Lexos. C 'est alors que les allemands ouvrent un feu violent de mortiers ; pour éviter d'avoir un grand nombre de victimes, nous faisons retraite jusqu 'au Rond de façon à ne pas être pris entre plusieurs feux. Déjà quelques volontaires avaient payé de leur vie la témérité dont ils avaient fait preuve, d'autres blessés, étaient dirigés vers l'hôpital.*

Georges Sempé confirme : " *L'après-midi est bien avancé lorsque le Rond subit de violents bombardements d'obus de mortier dont les éclats font des morts et des blessés. La façade de la pharmacie est détériorée."*

NOËL DUPLAN (NIL)

Les ordres de l'état-major F.F.I., en campagne le 19 août 1944, sont signées du commandant Nil (alias Duplan) et du colonel Larzac (alias Langeron). Ils indiquent que le PC. avancé F.F.I. est localisé sur la route de Nègrepelisse à 4,800 km de Montauban à la ferme Noalhac. Ces ordres sont formels : continuer les actions de harcellement et multiplier les obstructions de la route. Le corps franc Dumas se portera dans la région du Ramier. Les 2e et 3e Cie A.S. se porteront dans la région de Saint Martial, du Fau , de Bio et de Bressols, pour interdire à l'ennemi les routes de Gaillac et de Toulouse. Les compagnies du secteur "Camille" doivent provoquer des obstructions nombreuses sur la route de Paris de façon à empêcher l'ennemi de rejoindre Montauban. De même la Compagnie Sahib doit se porter dans la région de Saint Hilaire, Falguières et Birac pour interdire le passage aux boches. Enfin le groupe F.T.P. Igon de Verdun se portera sur la nationale 20, au sud de Montauban, pour effectuer des embuscade et des abattis d'arbres.

Mais l'état-major est mis devant le fait accompli. La colonne allemande arrive aux portes de Montauban où elle se heurte à une poignée de civils courageux et téméraires, qui, retranchés derrière les platanes des avenues engagent le combat, fermement décidés à ne pas laisser l'ennemi traverser Montauban, la ville.

Il est plus de 16 h quand , avec l'arrivée du maquis, le combat va entrer dans une deuxième phase. Le capitaine Dumas installe son PC. au 40, rue Lagravère, déployant les

hommes du corps franc sur la droite à partir du pont. Le groupe Bolchevik (alias Cassan) installe un fusil mitrailleur sur le rond point. Le groupe Fracasse (alias Puygautier), le groupe "Pet Sec" (alias Lasbareilles) et le groupe F.T.P. Tom s'échelonnent le long de la voie ferrée de Lexos. Plus loin, au passage à niveau, chemin des Mourrets, la 6e Cie A.S. se met en place.

Le groupe Diop (alias Roger lâché) place un mortier au delà de la voie ferrée, dans un ancien fossé d'écoulement, entre la voie ferrée et la rue Pré-Benaïs à 200 ou 300 m du pont.

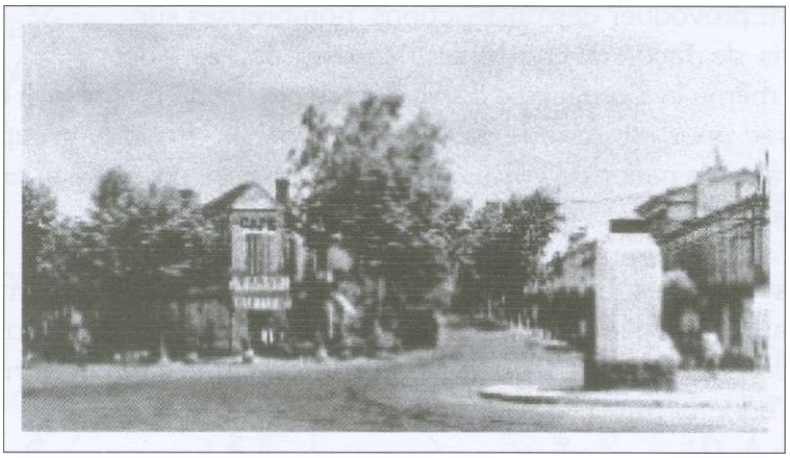
A l'intersection des routes de Caussade et de Nègrepelisse, abrités dans les fossés profonds, est installée la 3e Cie A.S., appuyé par la section Bloch de la 6e Cie. Elle a prise sur les arrières de la colonne ennemie attaquant au Rond, la coupant du PC. du château de Teilhac.

Au rond-point, le fusil mitrailleur, entre les mains du tireur polonais Chlumna, enraye toutes les infiltrations. Sur le soir, le groupe Pet-Sec franchi la voie ferrée, s'installe dans la rue Pré-Benaïs. Elle prend ainsi de flanc l'ennemi qui tente de percer au centre.

Vers 18 h, les attaquants ouvrent un feu violent de mortiers, dont les éclats arrosent le Rond et les avenues convergentes. C'est la phase la plus meurtrière et la plus critique. Des combattants et des civils sont tués ou blessés. Les immeubles subissent des dégâts importants.

Près du bar-tabac du Rond, à l'angle de la rue Saintis, tombe Marius Martrou. Au débouché de la rue Jean-Bon-Saint-André, Lemouzy est aussi mortellement atteint. Au rond point, le tireur Chlumna est tué. Son chef Cassan (alias Bolchevik) le remplace et continue le feu. Le mortier du groupe Diop, qui avait réussi quelques coups au but, éclate. Le tireur, Canalis, est grièvement blessé. Le servant Rafel, et le chef Roger Taché (alias Drop) sont également touchés.

Les tirs ennemis redoublent d'intensité . Des éléments partis du château de Teilhac dessinent un mouvement tournant , cherchant à prendre à revers la 3e Cie A.S., en suivant le ruisseau du Petit Mortarieu. Celle-ci, aidée par la section Castro, laissée en couverture sur ses arrières, parvient toutefois à se dégager.



Place du Rond - 1950

Mais le feu des mortiers ennemi s'accélère . A l'aile gauche , sur le chemin de la gare de Villenouvelle , les résistants sont à court de munitions et, peu à peu, se retirent. Des tirailleurs ennemis qui occupent la gare de Villenouvelle, commençent à s'infiltrer rue Armand Saintis et rue Henri Gauthier.

L états-major F.F.I. est alors prévenu de la gravité de la situation. Il faut faire face d'urgence en jetant dans la bataille toutes les forces disponibles.

Ainsi, à 19 h 15, un message impératif est adressé par Nil à Camille : " *Dès réception de mon ordre, envoie d'urgence le gros des forces des 7e et 4e Cie sur Montauban. Dumas les attend avec ses hommes et la 6e. Ils doivent arriver sur les genoux. Mon P C. est à la mairie de Nègrepelisse. Courage, nous sommes au travail.* "

terrain et la connaissance des événements par l'état-major. En effet, depuis le 16 août, l'état-major départemental est installé à Aussac, commune de l'Honor de Cos. Il y a là, le colonel Langeron, chef d'état-major et ses adjoints Pruet, Marcus, Andrieu. Le 19 août, vers 13 h, trois membres du comité départemental de libération : Serres, Foussard et Ressigeac, arrivent à Aussac, annonçant que les allemands ont quitté Montauban. Nil, qui est à Nègrepelisse, apprend vers 15 h que des troupes allemandes sont aux portes de la ville. Il envoie aussitôt un message à Aussac, afin que le colonel Langeron et Pruet, qui ignoraient tout de la situation, les rejoignent d'urgence.

Quant aux ordres envoyés à Camille pour soutenir les forces engagées au Rond, ils arrivent trop tard. Les 4e et 7e Cies A.S. ne rejoindront les abords de Montauban que tard dans la soirée. Le combat du Rond est alors terminé.

Pique-nique commémoratif à l'Honor de Cos, en 1945, à l'endroit où s'est tenue la dernière réunion clandestine du Comité Départemental de la Libération du Tarn et Garonne. On y reconnaît l'abbé Cruzel, Rouére, Laplace, Guiral, Pruet, Alamelle, Daran, Rivière et Serres

Sur le petit carnet personnel de la fiancé d'André Lemouzy, on peut lire à la date du samedi 19 août 1944 : " *19 août, date inoubliable. Les allemands font, depuis la veille, des préparatifs de départ. Le 19 au matin, on apprend qu'ils auraient fait sauter la machinerie de La Poste, l'arsenal et la station pour le téléphone à côté de la Halle aux grains. Vers 16 heures, on commence à entendre des coups de feu. Nos maquisards font leur apparition par la rue Camille Delthil. 18 h 40, Dédé (André Lemouzy) et un motocycliste, arrivent au Rond, précédant le groupe Fantôme. A 21 h, notre Dédé est blessé mortellement d'une balle de mitrailleuse dans la joue droite à la pomette. Il est mort à 23 h à la clinique de Nègre."*

C'est tardivement que survient les éléments décisifs du combat : 1' intervention des éléments du corps francs Pommiès, venu du Lot. En effet le commandant du génie Wurstensein, chef du bataillon du Lot, a été informé dans l'après-midi du 19 août qu'une colonne allemande se dirigeait sur Montauban par la R.N. 20. La compagnie Rivaollan, cantonnée à Montcuq s'apprête alors à faire route vers le Tarn-et-Garonne. Elle était composée de maquisards et des éléments de la gendarmerie maritime envoyés à Gourdon après le sabordage de la flotte à Toulon. Mais les camions utilisés pour le transport tombent en panne. Seule la section Werner parvient à Montauban au complet : trente-cinq hommes, pourvus de l'armement individuel et disposant de quatre fusils mitrailleurs et de bazoukas. Il est près de 19 h.

Au passage à niveau de la rue du 11e régiment d'infanterie des combattants civil : Caors, Raynal et un arménien, Harpoud, se proposent comme guide. La section se scinde en deux groupes : l'un passe par le chemin des Allègres, l'autre par le chemin de la Gare. Bientôt la gare bombardée par les bazoukas, est reprise, et les fusils mitrailleurs balayent le pont. Mais il y a des pertes. Le chef Werner est grièvement blessé par un éclat de mortier. Le Routier lui succède au commandement. Un gendarme marin, Allain, est tué.

Mais la lutte se poursuit. Le groupe qui a repris la gare avance par le chemin d'Allègre pour prendre le pont à revers . Les maquisards débouchent sur la route de Paris . L'ennemi a disparu.

Le soir tombe. Il est plus de 21 h. Le commandement allemand voyant que la défense reçoit des renforts, que ses feux sont de plus en plus nourris et que le passage ne peut être forcé, fait rompre le contact. Le décrochage est rapide, à la faveur d'une nuit particulièrement obscure. D'autant que l'orage qui menaçait, éclate soudain .

Georges Sempé conclut : " *Des éclairs zigzaguaient dans le ciel. Aux bruits assourdissants provoqués par l'éclatement des obus de mortiers, aux coups de tonnerre suivis de l'explosion de la foudre, a succédé un profond silence comme si la nature compatissait à la douleur des familles qui venait de perdre un être cher. Ce quartier où je fis mes premiers pas et où se déroula mon enfance est ce soir meurtri. Du sang avait coulé sur ce sol où avec mes petits camarades nous jouions trop souvent... à la guerre ! "*

Mais Georges Sempé pose aussi une question : " *Pour quel motif les maquis du sud du Lot, très bien organisés pendant une longue période par Jean-Jacques Chappou (alias capitaine Philippe) n 'ont pas attaqué cette unité circulant sur la R.N. 20 dans la vallée encaissé au départ de Cahors. De chaque côté, d'épaisses forêts auraient permis au maquis tout en se*

protégeant, de causer de lourdes pertes à cette colonne composée en majorité de mercenaires. Si cette formation ennemi avait été pourvue d'armes lourdes, le combat du Rond se serait probablement terminé par une sanglante tragédie."

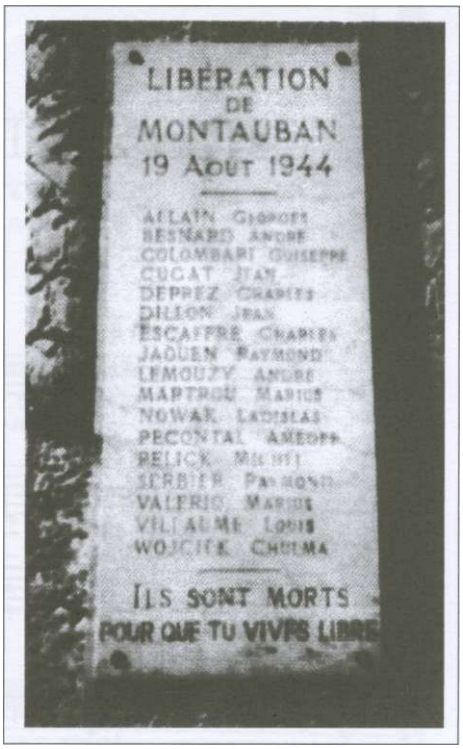
Après le combat, le bataillon Wurstensein du corps-franc Pommiès lance des patrouilles dans la nuit, mais ne retrouvent pas l'ennemi. Il met en place un service d'ordre dans la ville et passe son cantonnement à la caserne Doumerc. Le corps franc Dumas, les compagnies A.S. et le groupe FTP se replient. Quant à la colonne allemande, elle arrive vers minuit à la ferme Philibert sur la route de Nègrepelisse.

Ce n'est qu'au matin du dimanche 20 août que la colonne est à nouveau repérée, amenant avec celle des otages pris sur le parcours. Elle se dirige vers la vallée de la Tauge. Un témoin affirme que les soldats circulaient à pied, en vélos et sur des charrettes de paysans. " *Ils avaient l'air minables* ". Harcelés par la 3e Cie A.S., un groupe M.O.I. et le groupe F.T.P. Tom , un premier accrochage a lieu à Chouastrac, près de Genebrières, un second sur la Salvetat - Belmontet. Les combats sont violents. Blessé grièvement, le jeune Dompeyre décédera des suites de ses blessures. Après un dernier accrochage sur la Vinouse, l'ennemi franchi le Tescou au crépuscule, monte sur Puylauron, tourne à Varennes, descend sur Villebrumier qu'il atteint vers minuit. Franchissant le Tarn, il passe le reste de la nuit à Nohic qui est pillé.

Le 21 août au matin, la colonne allemande ou ce qu'il en reste, entre en Haute-Garonne par la route de Fronton. Elle progressera en direction de Carcassonne et arrivera decimée en Ardèche.

Désormais, tous les 19 août, le soir venu, une veillée funèbre se déroule devant le monument qui commémore le combat du Rond.
Une plaque rappelle que

" en ce lieu, le 19 août 1944,
une poignée de patriotes volontaires
ont repoussé une colonne allemande.
Dix-sept sont morts.
Passant, incline toi.
Ils sont morts pour que tu vives libre."



Stèle erigée à l'entrée du boulevard Biaise Doumerc

19 août 1944

Le 19 août 1944, dans la matinée, le Corps Franc de la 3e Cie A.S. du Tarn et Garonne, comprenant une quinzaine d'hommes bien armés, se préparent à quitter rapidement le cantonnement situé dans les bois de la Sauzière (Ferme du Père Pelet).

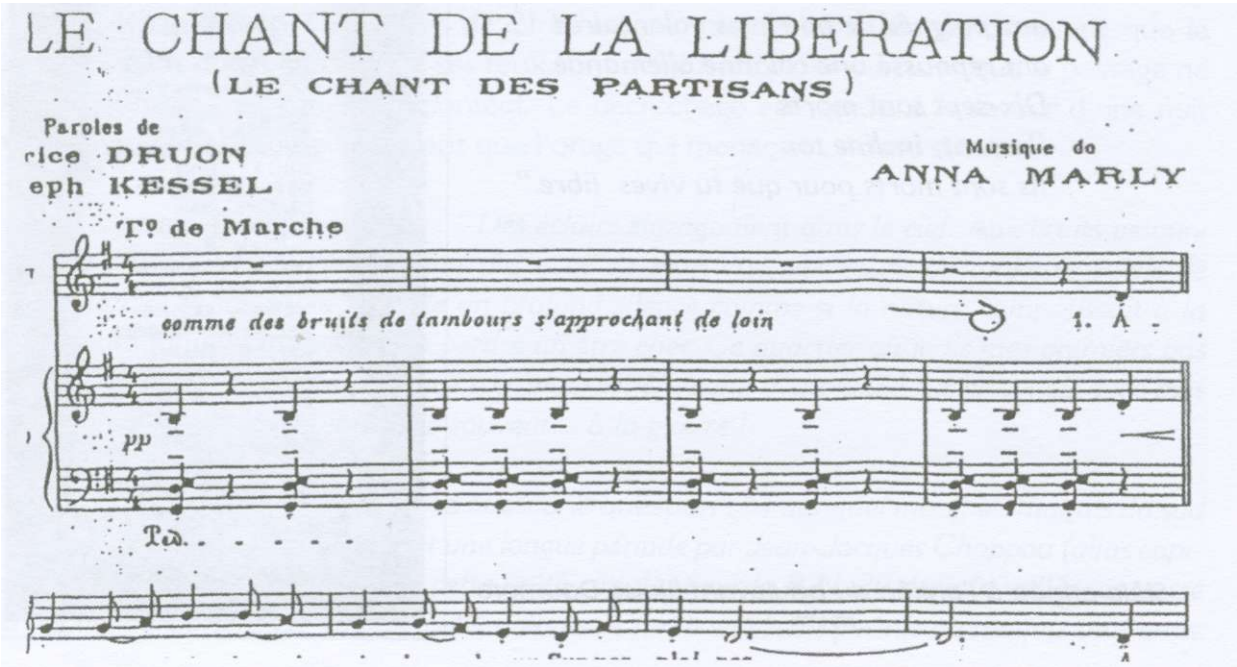
Le groupe monte dans une camionnette, une traction avant (prise à la milice) ouvre la route.

Dès le départ, ne voulant pas abandonner ma bicyclette que j'avais pris au maquis, je m'accroche a la ridelle arrière du véhicule et cela jusqu'à Léojac. Profitant d'un arrêt j'abandonne ma bicyclette contre le mur de l'église en construction et je recommande au curé de la signaler à mes parents.

Après un casse-croûte léger, nous reprenons la route dans nos véhicules, pour terminer en fin de parcours devant ta ferme Marmiesse ou se trouve un rassemblement qui me semblait désordonné.

Sans perdre de temps, sitôt descendu de la camionnette garée sur le bord de la route, mon Chef, de Maquis " Got " dit " Georges " commande : " Curtis ", «éclaireur, direction Montauban, vite », et cela jusqu'à l'embranchement de l'entrée de Montauban (route de Négrepelisse, route de Paris) ou j'ai ouvert le feu en premier sur commandement de mon chef " tire", ce que j'ai fait en sautant dans le fossé ou mes camarades les uns après les autres prennent position tout autour et tirent aussitôt.

Témoignage de *Roger CLAMENS*
Montauban, le 8 mai 2004



Le Chant des Partisans

I

Ami entends-tu le vol noir des corbeaux sur nos plaines.
Ami entends-tu ces cris sourds du pays qu'on enchaîne
Ohé partisans, ouvriers et paysans, c'est l'alarme
Ce soir l'ennemi connaîtra le prix du sang et des larmes.

II

Montez de la mine, descendez des collines, camarades,
Sortez de la paille les fusils, la mitraille, les grenades,
Ohé les tueurs à vos armes et vos couteaux tirez vite,
Ohé saboteurs attention à ton fardeau dynamite...

III

C'est nous qui brisons les barreaux des prisons pour nos frères.
La haine à nos trousses et la faim qui nous pousse, la misère
Il y a des pays où les gens au creux des lits font des rêves
Ici, nous vois-tu, nous on marche et nous on tue... ou on crève...

IV

Ici, chacun sait ce qu'il veut, ce qu'il fait quand il passe,
Ami, si tu tombes, un ami sort de l'ombre à ta place,
Demain du sang noir sèchera au grand soleil sur les routes.
Chantez compagnons, dans la nuit la liberté nous écoute...

V

Ami, entends-tu les cris sourds du pays qu'on enchaîne ?
Ami, entends-tu le vol noir des corbeaux sur nos plaines ?
Oh oh oh oh oh oh oh oh oh oh oh oh oh...
Oh oh oh oh oh oh oh oh oh oh oh oh oh...

RÉSISTANCE ET DÉPORTATION

par le Général (CR) Claude Mouton

Résistance et déportation voilà deux mots qu 'il convient de ne jamais oublier.

En effet, un devoir s'impose : celui de se souvenir. Et, ce devoir de mémoire ne doit pas être une démarche approximative, une mode au caractère superficiel.

Pour insister sur ce lien impérieux entre devoir de mémoire et celui de vérité historique, je rapporterai successivement quelques citations de grands écrivains.

Montesquieu écrivait *:" on a bien tort de ne pas dire la vérité quand on peut, car on ne la dit pas toujours quand on veut ".*
Péguy poursuivait : " *qui ne gueule pas la vérité quand il sait la vérité se fait complice des menteurs et des faussaires ".*
Bernanos rajoutait : " *les martyrs ont été jusqu 'au bout de la souffrance, nous leur devons d'aller jusqu 'au bout de la vérité "*
Eluard mettait en garde: " *si l'écho de leurs voix faiblit nous périrons.*
Gide concluait : " *toutes choses sont dites déjà, mais comme personne n 'écoute, il faut toujours recommencer "*

Nous voilà réunis entre deux dates historiques capitales :
le 18 juin 1940 dont l'appel comme " un phare dans les ténèbres " *offrit à tous ceux qui ne voulaient pas vivre à genoux la voix de Londres et le chemin de la résistance pour recouvrer la liberté, l'honneur et la grandeur de la France, et le 8 mai 1945 dont on vient de célébrer, en trop petit nombre à mon avis, la fin d'un des deux totalitarismes du XXe siècle : à savoir le nazisme qui au nom d'une idéologie ignominieuse avait institué méthodiquement la destruction d'êtres humains "* jetés de l'autre côté des vivants ".

Aujourd'hui, la connaissance du déroulement et de l'issue de la guerre pourrait laisser croire que le choix de la Résistance était simple et clair et allait de soi. En 1940, il en était autrement.

Pour les Français, il était impossible de s'accommoder à l'occupation, à la misère, à l'humiliation, au mensonge alors qu'à force de céder et en croyant au miracle " dans un lâche soulagement ", *nos dirigeants avaient pensé que Hitler s'arrêterait et que la paix pourrait s'acheter à n 'importe quel prix.*

Pour tous ceux qui ne l'ont pas subie, il est difficile d'imaginer ce que représente l'occupation avec ses contraintes physiques, psychologiques, morales insupportables. Je pense en avoir eu une faible idée dans Beyrouth occupée par les troupes syriennes.

A ce refus de l'occupation s'ajoutait celui de l'asservissement et d'imposition d'une idéologie inhumaine.

Au commencement les rangs étaient clairsemés : 50000 Français seulement seront immatriculés dans les réseaux de résistance à Londres. Mais il ne sert à rien de s'appesantir sur les retardataires, les " résistants de la onzième heure " *Les résistants en France, de 1940 à 1944 représentèrent 5 % de la population. Bernanos a résumé la situation : "* un sentiment inavouable a été en 1940 - hélas - celui d'un grand nombre de Français et qu'on pourrait exprimer ainsi : c'est embêtant d'être battus, mais la guerre est finie ".

Le patriotisme fut un des moteurs de la Résistance et contribua à souder dans l'adversité des hommes et des femmes qui étaient totalement séparés par les origines sociales, les opinions, les convictions religieuses. Rappelez-vous " ceux qui croyaient au ciel et ceux qui n'y croyaient pas ".

La Patrie, quel mot ringard rétorqueront certains avec un sourire convenu. En citant Marc Bloch, Je laisse à ce Français d'origine juive, éminent historien médiéviste, titulaire de la croix de guerre 14-18, le soin de donner une leçon qui ne supporte aucune réplique à tous ceux qui cherchent à rayer ce mot du dictionnaire :

La France, dont certains conspireraient volontiers à m'expulser aujourd'hui et peut-être (qui sait ?) y réussiront, demeurera quoi qu'il arrive, la patrie dont je ne saurai déraciner mon cœur. J'y suis né, j'ai lu aux sources de sa culture, j'ai fait mien son passé, je ne respire bien que sous son ciel et je me suis efforcé à mon tour de la défendre de mon mieux ".

Par avance il offrait son sang.

J'ai relevé d'autres paroles toutes aussi édifiantes. Elles émanent de résistants déportés : " il n'est pas de salut sans une part de sacrifice ni de liberté nationale qui puisse être pleine si on n'a travaillé à la conquérir soi-même ", " Jusqu'à la pierre tombale nous n'aurons jamais payé pour tout ce que la Patrie a fait durant des siècles ", " la Patrie, les formes les plus apparentes de l'attachement à son pays nous aidaient à survivre. Le 14 juillet à Dora, nous avons tous chanté la Marseillaise. Cela nous a tous bouleversés ."

A l'indéfectible souvenir de tous ces patriotes, de tous ces condamnés qui trouvaient encore le courage de fredonner, souvent avec de poignants sanglots, quelques notes de l'hymne national, avant de tomber pour toujours, brisés dans leur chair mais pas dans leurs convictions et leur attachement à leur Pays, il n'est pas acceptable et difficilement pardonnable de voir, à quelques mois d'intervalle, le symbole originel de la République être maltraité.

En remontant au début du siècle, ce n 'est pas un traîneur de sabre, un va-t-en guerre qui témoignait aussi de son amour de la France en écrivant :

" France veux-tu mon sang ?
Il est à toi ma France.
S'il te faut ma souffrance
Souffrir sera ma loi,
S'il te faut ma mort,
Mort à moi,
Mais vive toi ma France ! ",

mais un artiste peintre animé de l'amour pour son pays malgré un handicap physique, à savoir Toulouse-Lautrec.

Il convient de souligner que les juifs, victimes de l'affreuse législation de Vichy, (statut d'octobre 1940), virent dans la persécution une raison supplémentaire de s'affirmer français. Comme l'adversaire voulait les séparer des autres Français, certains décidèrent de participer aux mouvements de résistance.

Cette démarche n 'est en aucune manière surprenante car dans la tradition du civisme républicain il n'y a pas de place pour deux allégeances publique, et, l'allégeance à la France l'emporte sur les autres solidarités.

L'état républicain fort fait admettre et comprendre les règles communes en soulignant que l'intérêt général prévaut sur tous les intérêts particuliers aussi respectables et légitimes qu 'ils puissent être.

La déportation prolongea la résistance. La déportation, durant la seconde guerre mondiale, eut pour but la lente élimination des uns et l'extermination d'autres qui pris la forme d'un génocide pour les juifs en particulier dès l'automne 1942. Sur près de 150000 personnes déportées, 80 000 dont la moitié survivra, le seront pour des motifs politiques et, 75000 dont 22 000 Français pour des raisons raciales. Il n' en reviendra seulement 2500.

" Ils ont quitté leur toit, leur terre et, tête nue, ils ont pris le chemin tout droit de la mort inconnue."

Lorsque Maurice Schuman rencontra Edmond Michelet à la libération du camp de Dachau, ce dernier lui confia : " tu vas voir, tu vas pleurer, mais tu ne comprendras pas. Pour comprendre, il faut avoir été ici avec la mort ".

Vouloir retracer le calvaire de tous ces êtres est une démarche qui ne devra jamais s'interrompre. Mais, avec la disparition des derniers survivants, qui pourra continuer à rendre compte de l'insoutenable ?

L'inhumain, la cruauté, sont difficilement descriptibles par ceux qui n'y ont pas été confrontés. L'exercice sera difficile car il ne faut ni glisser dans un morbide déplacé, ni banaliser, ni laisser supposer une certaine complaisance à exposer les étapes abominable de cette descente aux enfers. Mais il faut que l'insupportable reste une balise, une référence certes embarrassantes pour la conscience des vivants mais ô combien nécessaire.

Le révérend père Riquet témoignait avec simplicité. " nu et dépourvu de tout, chacun pouvait faire le bilan de ce qui lui reste de personnel quand lui sont arrachés tous les signes extérieurs de richesse, d'honneur et de respectabilité ."

Bruno Bettelheim résumait avec la même discrétion l'enfer : " aussi misérable que soit le monde où nous vivons, il est aussi différent de l'univers concentrationnaire que la nuit du jour, l'enfer du salut et la mort de la vie."

Il existe donc des mots des phrases dont le pouvoir évocateur est plus fort que certaines expressions par trop réalistes. Est-il nécessaire d'être trop cru alors qu 'il convient de s'attacher à respecter le délabrement physique et moral qui accablait tous ceux qui ne sont jamais revenus ?

Dans les productions littéraires et artistiques dénuées de toute fioriture, dans une sobriété, une pureté sublime, une sensibilité à fleur de peau, les mots et les graphismes revêtent une charge émotionnelle qui nous étreint. Paradoxalement à l'asservissement, à l'inqualifiable déshumanisation, à la négation de la dignité et l'élémentaire respect de la personne humaine, hommes et femmes dans leur terrible et immense détresse ont fait preuve avec de magnifiques lueurs d'amour, de puissants sursauts d'espérance insoupçonnables, d'accents de totale générosité, de trésors d'ingéniosité pour écrire, noter, dessiner et graver.

Dans ce cadre de violence extrême, d'abominations exécrables et inimaginables, des hommes et des femmes ont su faire reculer les limites codifiées du courage, de l'entraide, de l'amitié, de la solidarité.

Ils ont forcé notre admiration et notre respect ; nous ne devrons jamais les oublier.

Général (cr) Claude Mouton

POSTFACE

En écrivant ce livre Louis Olivet et André Aribaud ont voulu que reste gravé dans les mémoires, le souvenir des années noires qui ont affligé notre pays durant l'occupation allemande. Elle s'enfoncent de l'opacité du passé, ces années tragiques et ceux qui les ont vécues se font de plus en plus rares et de plus en plus vieux. Il est donc temps qu 'à travers l'épopée de la Résistance, acteurs et témoins de cette période où se mêlaient courage et lâcheté, résignation et espérance, en tracent une image incontestable avant que les interprétations tendancieuses et les affabulations n 'en déforment les contours.

Cet ouvrage sera d'autant plus précieux qu'il privilège l'authenticité et l'objectivité. Ses auteurs l'ont volontairement dépouillés de commentaires subjectifs et d'effets littéraires, pour laisser place à une documentation et à des témoignages irréfutables. Ils ont ainsi décrit, sobrement et clairement la diversité des actions de la Résistance à l'ennemi dans les secteurs sud et Sud-Est du Tarn-et-Garonne. Diversité des actions : camouflage des armements après l'armistice, opérations de renseignements et de sabotages, parachutages, organisation des marquis, combats pour la Libération en soutien de l'offensive des Alliés, mais aussi unité de motivation : préserver la flamme fragile de l'espoir, échapper à la fatalité de la défaite et restaurer la dignité de la France républicaine.

C 'est, bien sûr, un hommage à tous ces hommes et à toutes ces femmes, jeunes et moins jeunes qui se sont engagés dans la Résistance, au mépris des dangers d'une répression allant jusqu 'à l'atrocité. Nous leurs sommes redevables de notre liberté et il est juste que leur courage et leur sacrifice restent dans les mémoires.

Mais l'environnement social n'a pas été oublié. Sont évoqués, en contre-point l'atmosphère trouble et pesante dans laquelle la population faisait face aux contraintes de leur quotidienneté. La presse muselée, mais souvent complice des journaux clandestins, les servitudes d'un rationnement contrôlé, et même le rugby, étiolé, qui garde Sapiac comme un havre de liberté et qui, par une malédiction imprévisible, contribue à la tragédie.

En refermant leur livre, dont il se dégage tant d'émouvants souvenirs, je remercie et félicite Louis Olivet et André Aribaud d'avoir fait œuvre utile. Les nouvelles générations y trouveront les leçons de l'histoire d'un pays désespéré, mutilé, anéanti, qui a su trouver la force de réagir et de renaître. Cet ouvrage lègue à l'avenir le souvenir du malheur affronté, de la défaite surmontée et de la liberté recouvrée grâce à celles et à ceux qui n'ont pas accepté l'humiliation et ont fait de la Résistance un exemple de foi en des lendemains de victoire et de paix.

Pierre Blanc

COMITÉ DÉPARTEMENTAL

DU PRIX DE LA RÉSISTANCE ET DE LA DÉPORTATION

DU TARN-ET-GARONNE

33, Grand-rue Villenouvelle - 82000 MONTAUBAN

au service de la citoyennete et du civisme par l'organisation du concours de la resistance et de la deportation depuis 1962

Ce concours organisé en partenariat avec l'Education Nationale s'adresse aux élèves des établissements publics et privés sous contrat, ensuite dans les classes énumérées ci-dessous:

- *classes des lycées d'enseignement générai et technique ;*
- *classes des lycées d'enseignement professionnel ;*
- *classes de troisième des collèges ;*
- *classes des établissements d'enseignement agricole ;*
- *classes des établissements relevant des ministères de la Defense et des établissements français à l'étranger.*

Le jury national fixe la date des épreuves individuelles chaque aimée au mois de mars et arrête le thème au mois de juin de l'année précédente. A partir de ce thème le jury départemental propose un sujet aux candidats individuels ainsi qu'à ceux qui ont opté pour des travaux collectifs.

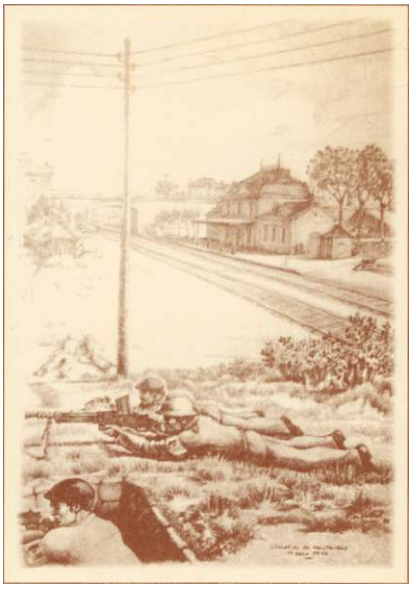
Les prix sont attribués au niveau départemental. Le jury national sélectionne ensuite parmi les lauréats ceux qui recevront un prix national décerné par le Ministre de la Jeunesse, de l'Education Nationale et de la Recherche à l'issue d'une cérémonie organisée à Paris à la Sorbonne. En outre, un voyage est organisé localement chaque année début juillet vers un haut lieu de la Résistance en France.

Le financement des dotations est assuré grâce au soutien du Conseil Général, de plusieurs communes du département, des chefs des établissements militaires, de la Chambre de Commerce et d'industrie de Montauban, des groupes du Lion's Club, des associations patriotiques et divers dons. Les membres du comité tiennent ici à les remercier pour leur participation aux actions que le Comité du Prix de la Résistance et de la Déportation du Tam-et-Garonne mène auprès de la jeunesse, afin de mieux faire comprendre aux futurs citoyens les valeurs fondamentales du civisme et du patriotisme.

Mais ce concours ne pourrait survivre sans les contributions actives de l'inspection Académique et des enseignants. Que ceux-ci soient honorés pour leur dévouement et leur conscience au service de la citoyenneté et du civisme, car ils sont les transmetteurs de la mémoire et de l'espoir.

Monsieur ***Louis OLIVET- Mondounas - 82370 ORGUEIL - Tél. :05-63-64-00-98***

AFIN QUE MÉMOIRE DEMEURE



Les auteurs ont voulu que reste gravé dans les mémoires le souvenir des années noires qui ont affligé notre pays durant l'occupation allemande.

Dépouillé de commentaires subjectifs et d'effets littéraires pour laisser place à une documentation et à des témoignages irréfutables, cet ouvrage privilégie l'authenticité et l'objectivité.

Ainsi est décrite, sobrement et clairement, la diversité des actions de la résistance à l'ennemi dans les secteurs sud et sud-est du Tarn-et-Garonne : camouflage des armements après l'armistice, opérations de renseignements et de sabotages, parachutages, organisation des maquis, combats pour la Libération en soutien à l'offensive Alliée.

De plus l'environnement social est largement évoqué : l'atmosphère trouble et pesante dans laquelle la population faisait face aux contraintes de leur quotidienneté, la presse muselé mais aussi complice des journaux clandestins, les servitudes de rationnement contrôlé, et même le rugby étiolé, qui garde Sapiac comme havre de liberté et qui, par une malédiction imprévisible, contribue à la tragédie.

Mais il est certain que le 4 septembre 1942, le gouvernement de Vichy en promulgant la loi portant l'organisation du Service du Travail Obligatoire (STO) a favorisé la création des premiers maquis en Tarn-et-Garonne, les réfractaires au STO, dont le nombre grandit sans cesse au fur et à mesure qu 'on avance dans l'année 1943, formeront aussi les "combattants de l'ombre".

1943 est donc une période décisive où les acteurs mêlaient parfois courage et lâcheté, résignation et espérance. Mais tous n 'avaient qu 'un seul but de restaurer la dignité de la France républicaine.

Les auteurs

Louis OLIVET
Président du Comité Départemental du Prix de la Résistance et de la Déportation du Tarn-et-Garonne

André ARIBAUD
Professeur Honoraire

Illustration de couverture : Flavio De FAVERI
Impression : Ateliers du Moustier
Dépôt légal : 4ᵉ™ trimestre 2004

Comité Départemental du Prix de la Résistance
et de la Déportation du Tarn-et-Garonne
33, Crand'Rue Villenouvelle
82000 MONTAUBAN

ISBN 2-9522865-0-7

Prix : 18 €